PAGES CHOISIES DE LÉNINE



Troisième partie
1914-1917

Traduction et notices de
Pierre Pascal

Collection Classiques

les bons caractères lbc

V. I. LÉNINE

PAGES CHOISIES

© Bureau d'édition, de diffusion et de publicité, 1926
© Les Bons caractères, 2017
ISBN : 978-2915727-58-6
Dépôt légal deuxième trimestre 2017

V. I. Lénine

Pages choisies

Traduction et notices
de Pierre Pascal

Troisième partie
(1914–1917)



Les Bons Caractères
6, rue Florian - 93500 Pantin

Table

Troisième partie
Pendant la guerre (1914-octobre 1917) 7

L'Internationale socialiste,
son état actuel et ses objectifs 15

De l'orgueil national des Grands-Russiens 31

La défaite de son propre gouvernement
dans la guerre impérialiste 43

Quelques thèses 55

Sur la *Brochure de Junius* *67*

L'impérialisme et la scission du socialisme 93

Lettres de loin (Lettre première) 119

Les objectifs immédiats du prolétariat
dans la présente révolution 141

Sur la dyarchie 153

Lettre sur la tactique 159

Les objectifs du prolétariat
dans notre révolution 177

Mots d'ordre 231

Des compromis 247

L'épouvantail
de la guerre civile 259

Le marxisme et l'insurrection 283

Lettre aux comités
de Pétrograd et de Moscou 295

Conseil d'un absent 301

Lettre aux camarades 307

Au catalogue des bons caractères 337

Troisième partie
Pendant la guerre

(1914-octobre 1917)

À la fin de 1910, le Parti social-démocrate était divisé, comme on l'a vu, en de nombreux groupes et fractions entre lesquels la session du comité central de janvier n'avait pas réussi à rétablir l'unité : la tendance officielle bolcheviste qui détenait l'organe central du parti, le *Social-Démocrate* ; le groupe des bolcheviks-conciliateurs, qui trouvait inopportune l'intransigeance de Lénine ; les « mencheviks de parti », avec Plékhanov ; le groupe du Vpériod ; le groupe de Trotsky, qui publiait la *Pravda* de Vienne ; les social-démocrates polonais et lettons et le Bund, qui s'isolaient de plus en plus dans leurs nations propres ; enfin les mencheviks liquidateurs. Les organisations de base étaient soit détruites par les répressions gouvernementales, soit ramenées à leur plus simple expression. Les syndicats eux-mêmes étaient persécutés, souvent dissous. Tout mouvement ouvrier semblait éteint.[1]

Cependant, dès 1911, on remarque un premier réveil, coïncidant avec l'essor de quelques branches d'industrie. Les grèves économiques et les grèves politiques se multiplient. En 1912, la vague de renaissance atteint jusqu'aux ouvriers des mines d'or de la Léna, au fond de la Sibérie : ils soutiennent une grève de plusieurs mois, contre la compagnie étrangère qui les exploite, et l'écho d'une répression policière qui fit 500 victimes (4 avril) met subitement sur pied tous les centres industriels de l'Empire. Désormais, tout est occasion de grève politique : le 1er mai, la condamnation à mort de marins mutinés, les élections à la quatrième Douma, l'ouverture de la session parlementaire, l'anniversaire du 9 janvier. Du 1er mai 1912 au 1er mai 1913, l'inspection des fabriques compte 1 290 000 participants aux grèves politiques. L'atmosphère devient quasi révolutionnaire en juillet 1914,

1 Toutes les notes sans signature sont de Pierre Pascal ; les notes de Lénine sont signées : N. L.

quand les ouvriers de Saint-Pétersbourg élèvent des barricades et résistent à la troupe.

Lénine, en présence de ce renouveau ouvrier, travaille à reconstituer le parti autour des bolcheviks purs et des quelques « mencheviks de parti ». Déjà une revue hebdomadaire légale, la *Zviesda* (l'Étoile), paraissait à Saint-Pétersbourg depuis 1910. En janvier 1912, la conférence de Prague réunit des représentants des organisations illégales de Saint-Pétersbourg, Moscou, Kiev et autres villes. Se déclarant investie des droits du congrès, malgré l'absence des représentants de la plupart des fractions, la conférence confirma les trois revendications révolutionnaires de la social-démocratie : république démocratique, journée de huit heures, confiscation des grosses propriétés. Elle consomma, en droit, la rupture avec les liquidateurs et désigna un nouveau comité central. Le 22 avril 1912, paraissait le premier numéro de la *Pravda* bolcheviste, organe légal quotidien, qui conquérait aussitôt la sympathie des ouvriers et atteignait un tirage de 40 000.

De leur côté, les liquidateurs convoquaient une autre conférence, où ils s'efforçaient de grouper tous les éléments hostiles au « sectarisme » léniniste. Elle se tint à Vienne en août 1912, sous la direction de Martov et de Dan, et élut un comité d'organisation faisant fonction de comité central. Les liquidateurs avaient aussi, depuis septembre 1912, leur quotidien, le *Loutch* (le Rayon), tirant 16 000 exemplaires à Saint-Pétersbourg, et, depuis 1910, leur revue *Nacha Zaria* (Notre Aurore). Tandis que les bolcheviks voyaient le point central de leur travail dans le parti clandestin, les liquidateurs s'occupaient avant tout des modes d'action légaux : groupe parlementaire, syndicats, clubs, caisses d'assurances, etc.

La force relative des deux groupements, « pravdistes » et liquidateurs apparut lors des élections à la quatrième Douma, en automne 1912 : parmi les délégués ouvriers (élisant les « électeurs »), les bolcheviks formaient 70 %. Sur 9 députés de la « curie ouvrière »,

6 furent des bolcheviks ; les mencheviks eurent en tout 7 députés, mais 4 d'entre eux avaient été élus par les autres curies, surtout par celles des bourgeois. Ainsi, même sur le terrain légal, les bolcheviks l'emportaient.

La guerre ruina de nouveau les organisations en train de reprendre vie. Dans le prolétariat de Saint-Pétersbourg, épuisé par la grève de juillet 1914, désarmé par la fermeture des syndicats et la suppression de la *Pravda* (8 juillet 1914) et terrorisé par des mesures draconiennes, la mobilisation, le 19 juillet ancien style, ne suscita qu'une protestation passagère. Les ouvriers se demandaient avec anxiété ce que faisaient leurs frères d'Occident. Quand ils apprirent, par la presse bourgeoise qui en faisait grand bruit, que le Parti social-démocrate d'Allemagne, représenté jusque-là comme un modèle pour tous les autres, avait voté les crédits de guerre, que les leaders socialistes français et belges entraient dans le gouvernement de leur pays, ils se résignèrent à défendre, eux aussi, la patrie russe.

Les divers groupes, privés subitement de liaison avec leurs inspirateurs de l'étranger, restèrent d'abord indécis sur l'attitude à adopter. La fraction social-démocrate de la quatrième Douma eut à se prononcer la première : le 26 juillet, elle donna lecture d'une déclaration rédigée de concert entre bolcheviks et mencheviks et, par conséquent assez faible de ton, mais qui faisait appel néanmoins à la solidarité internationale pour mettre fin à la guerre et comportait le refus des crédits[1]. Le même jour, arrivait le télégramme par lequel Vandervelde, président du Bureau de l'Internationale, invitait les socialistes russes à suspendre pendant la guerre leur campagne contre le tsarisme. Cette épître fut largement utilisée par la presse bourgeoise. Parmi les social-démocrates, elle fortifia aussitôt une des tendances en voie de formation, la tendance

1 Les députés social-démocrates, de même que les travaillistes, sortirent de la salle de la Douma avant l'ouverture du vote, de sorte qu'ils n'eurent pas à se prononcer concrètement sur les crédits demandés par le gouvernement.

défensiste. Plus générale parmi les liquidateurs, cette tendance était représentée aussi parmi les bolcheviks, surtout parmi les intellectuels. La tendance contraire avait pour devise : « Guerre à la guerre ! ». Autour de ces deux pôles se rencontraient toutes les nuances, depuis le plus pur patriotisme jusqu'au défaitisme conséquent. Le chaos était complet.

Dans l'émigration, le courant défensiste était naturellement plus fort qu'en Russie : le groupe bolchevik de Paris sous la pression morale du milieu français, fournit nombre de volontaires pour la défense de la république ; Plékhanov, qui avait toujours été sous l'influence de Guesde, félicita ces volontaires et approuva d'abord la défense de la patrie des révolutions de 1789, de 1848 et de 1871, puis celle de la Russie tsariste. Un groupe cependant, celui de Martov et de Trotsky, qui publiait à Paris un journal appelé le *Golos* (la Voix), prêchait la guerre à la guerre, mais sans aller jusqu'au franc défaitisme. Là aussi, le trouble régnait dans les idées.

Le problème de l'attitude des social-démocrates en face de la guerre était, par nature, un problème international. La conduite des principaux partis de l'Internationale, se laissant enrôler les uns contre les autres par les gouvernements bourgeois, obligeait à réfléchir sur l'état actuel et sur la valeur de cette Internationale et à rechercher les causes de sa faillite. C'est ce que Lénine comprit. Jusque-là, il avait été un défenseur acharné du marxisme orthodoxe contre le révisionnisme. Au congrès de Stuttgart, en août 1907, le premier congrès international auquel il assista, de concert avec Rosa Luxemburg et Martov, il fit ajouter à la résolution sur l'impérialisme un paragraphe disant qu'en cas de guerre, la classe ouvrière, ses représentants au Parlement et le Bureau international ont le devoir « *d'utiliser de toutes leurs forces la crise économique et politique engendrée par la guerre pour agiter les couches populaires les plus profondes et précipiter la chute de la domination capitaliste* ».

Cependant, Lénine demeurait dans l'Internationale un disciple respectueux, malgré ses critiques, des maîtres, comme Kautsky par exemple. Désormais, à la clarté de la guerre et poussé par les exigences vitales du mouvement ouvrier, il devient un révolutionnaire dans l'Internationale. L'opportunisme, dont il avait depuis longtemps flairé le danger, portait maintenant tous ses fruits : d'un côté le social-chauvinisme, faisant dans chaque pays belligérant l'« union sacrée » avec sa bourgeoisie ; de l'autre le « centrisme », répétant toujours des déclarations d'internationalisme, mais votant, lui aussi, les crédits de guerre, condamnant les social-chauvins, mais refusant de rompre avec eux. Kautsky était justement le type de ces derniers. L'Internationale, comme telle, avait fait faillite : les groupes internationalistes subsistant dans tous les pays devaient se détacher sans crainte de partis gangrenés et préparer la reconstitution de la véritable internationale ouvrière. Telle est l'idée qui inspirera désormais tous les écrits de Lénine. De ce point de vue, il attaquera violemment, en Allemagne, l'opposition parlementaire dirigée par Kautsky et Haase ; en Russie, le comité d'organisation ou son secrétariat étranger (Axelrod, Semkovski, Martov) et le groupe parlementaire de Tchéidzé. Ces faux internationalistes sont plus dangereux à ses yeux que Sudeküm ou Plékhanov, les chauvins déclarés.

Lénine, après son séjour à Paris, coupé de voyages à Copenhague en 1910 pour le VIII^e^ congrès de l'Internationale, à Prague pour la conférence de janvier 1912, à Saint-Pétersbourg quelques mois plus tard pour mettre sur pied la *Pravda*, s'était installé au début de juillet 1912 en Galicie : d'abord à Cracovie, puis à Poronine, d'où les communications avec la Russie étaient plus faciles. C'est là que la guerre le trouva ; arrêté et bientôt relâché, il se rend en Suisse (fin août ancien style) et s'installe à Berne. C'est là qu'il formule sa doctrine sur la guerre sous la forme de Thèses en sept points, destinées dans sa pensée à ressusciter

l'internationalisme révolutionnaire et, par suite, l'internationale ouvrière. Après avoir été discutées et approuvées en petit comité (Lénine, Kroupskaïa, Zinoviev et quelques autres), ces thèses devaient être adressées en Russie ; elles sont portées, en effet, par des messagers sûrs (début de septembre), au groupe parlementaire et aux membres du comité central résidant en Russie. Elles permettent au comité de Pétrograd de lancer un manifeste beaucoup plus net que la déclaration lue à la Douma, le 26 juillet. Elles sont ensuite discutées, le 30 septembre-1er octobre, à une conférence réunie en Finlande et, malgré une certaine opposition, approuvées et adoptées par sept grandes assemblées ouvrières de Pétrograd. En même temps, elles sont transmises par les social-démocrates suisses à la conférence des partis suisse et italien, qui se réunit, à Lugano, le 27 septembre, et ne sont pas sans exercer une influence sur la résolution prise : ne pas tolérer la participation de l'Italie à la guerre et charger le parti suisse de rétablir, sur la base des décisions des congrès internationaux, les relations avec les partis des pays belligérants et neutres. Chliapnikov est chargé de les faire connaître dans les pays scandinaves…

Lénine passe tout ce temps à préparer le numéro 22 du *Social-Démocrate*, le premier à paraître depuis la déclaration de guerre[1]. Ce numéro sort enfin à Genève, le 1er novembre 1914 ; il contient les textes qui devaient fixer la tactique bolcheviste pour toute la durée de la guerre : la réponse à Vandervelde adoptée à la conférence du 1er octobre et surtout le Manifeste du comité central (texte définitif des thèses de Lénine) publié comme article de tête sous le titre « La guerre et la social-démocratie russe » et l'article ci-dessous.

1 L'organe officiel du parti n'avait pas paru depuis le 15 décembre 1913 (n° 32, imprimé à Paris).

L'Internationale socialiste, son état actuel et ses objectifs[1]

Ce qui est le plus pénible dans la crise actuelle, c'est la victoire du nationalisme et du chauvinisme bourgeois sur la majorité des porte-parole officiels du socialisme occidental. Ce n'est pas pour rien que les journaux bourgeois de tous les pays tantôt se moquent d'eux, tantôt les louent avec condescendance. Pour qui veut rester socialiste, il n'y a pas de tâche plus importante que de rechercher les causes de la crise du socialisme et d'analyser les objectifs de l'Internationale.

Il y a des gens qui craignent de reconnaître cette vérité : que la crise, ou plutôt la faillite de la II^e^ Internationale est la faillite de l'opportunisme.

Ils invoquent l'unanimité qui règne, par exemple, parmi les socialistes français, le regroupement soi-disant complet qui s'est opéré parmi les anciennes fractions socialistes sur la question de la guerre. Mais tout cela est faux.

Prêcher la collaboration des classes, renier la révolution sociale et les méthodes révolutionnaires, s'adapter au nationalisme bourgeois, oublier le caractère changeant des frontières nationales et des patries, ériger en fétiche la légalité bourgeoise, renier l'idée de classe et la lutte de classe par crainte d'éloigner « la masse de la population » (lisez : la petite bourgeoisie) – voilà, sans nul doute, la base théorique de l'opportunisme. Sur ce terrain ont poussé aujourd'hui le chauvinisme et le patriotisme de la plupart des chefs de la II^e^ Internationale. La

1 *Œuvres complètes*, première édition russe, tome XIII, p. 12-17.

prédominance parmi eux de l'opportunisme a depuis longtemps été signalée des côtés les plus divers, par divers observateurs[1]. La guerre n'a fait qu'en découvrir plus vite et plus clairement les véritables dimensions. Que l'extraordinaire acuité de la crise ait provoqué quelques remaniements dans les anciennes fractions, il n'y a là rien d'étonnant. Mais, en général, ces remaniements n'ont touché que les personnes. Les tendances au sein du socialisme sont restées les mêmes.

Parmi les socialistes français, l'unanimité ne règne pas. Vaillant même[2], qui, avec Guesde[3], Plékhanov, Hervé[4] et autres, fait du chauvinisme, est obligé d'avouer

1 L'Internationale se trouva, au début du siècle, divisée en deux grands camps : les révisionnistes ou bernsteiniens (voir notre premier volume) et les orthodoxes. Mais bientôt, parmi ces derniers, on put reconnaître deux tendances : ceux qui, tout en combattant le révisionnisme, se refusaient à rompre avec lui, le considérant comme une nuance ayant malgré tout sa place dans le mouvement ouvrier, et ceux qui entrevoyaient la rupture nécessaire. Kautsky, avec sa « résolution-caoutchouc » sur le ministérialisme, au congrès de Paris en 1900, se classe parmi les premiers ; Plékhanov, puis Rosa Luxemburg, à partir du congrès d'Amsterdam, en 1904, étaient les leaders des intransigeants. L'échec de la révolution de 1905, en jetant le discrédit sur les méthodes révolutionnaires, fortifia ce qu'on commença à appeler les opportunistes ou le centre : Plékhanov et Guesde passent dans leur camp. À Stuttgart, en août 1907, les principaux chefs de l'Internationale : Plékhanov, Guesde, Kautsky, Bebel sont au centre ; les jeunes : K. Liebknecht, Rosa Luxemburg et Lénine sont à gauche. En 1910-1911, le désaccord s'accentua encore sur la question de l'impérialisme et de la guerre future.

2 Vaillant, dans *L'Humanité*, avait vivement reproché aux internationalistes italiens leur attitude à Lugano. Sur toute son attitude de juillet à octobre, voir A. Zévaès : *Le Parti socialiste de 1904 à 1923*, p. 142-150.

3 Guesde était devenu ministre sans portefeuille dans le cabinet de défense nationale de Viviani (26 août 1914).

4 Le directeur de *La Guerre sociale* avait demandé son incorporation « *dans le premier régiment d'infanterie qui partira pour la frontière* » et terminait sa lettre au ministre par ces mots :

qu'il reçoit des lettres de protestation de socialistes français qui disent que la guerre est une guerre impérialiste et que la bourgeoisie française n'est pas moins coupable que les autres. Il ne faut pas oublier pourtant que ces voix sont étouffées non seulement par l'opportunisme triomphant, mais encore par la censure militaire.

Chez les Anglais, le groupe Hyndman[1] (les social-démocrates anglais : Parti socialiste britannique) est complètement tombé dans le chauvinisme ainsi que la plupart des chefs semi-libéraux des trade-unions. Le chauvinisme est combattu par Mac Donald et Keir Hardie[2], de l'opportuniste Parti ouvrier indépendant. C'est une exception à la règle. Mais quelques social-démocrates révolutionnaires, qui, depuis longtemps, étaient contre Hyndman ont maintenant quitté les rangs du Parti socialiste britannique.

Chez les Allemands, la situation est bien claire : les opportunistes ont vaincu, ils triomphent, ils sont dans leur assiette. Le « centre », Kautsky en tête, a roulé dans l'opportunisme et le défend avec des sophismes particulièrement hypocrites, vils et prétentieux[3]. Parmi les révo-

---

« *Vive la France ! – tout court* ». Lénine avait fait la connaissance d'Hervé au congrès de Stuttgart.

1 Le fondateur de la Social-Democratic Federation nourrissait, longtemps déjà avant la guerre, une haine toute particulière contre l'Allemagne.

2 Keir Hardie, fondateur en 1893 de l'Independent Labour Party, avait déjà été, en 1910, au congrès de Copenhague, l'auteur d'une motion proposant la grève générale comme moyen de guerre à la guerre. R. Mac Donald, en août 1914, refusa d'entrer dans le cabinet, prononça à la Chambre des communes un discours en faveur de la neutralité et renonça à la direction du Labour Party qu'il exerçait depuis 1911. Il fut suivi par une très petite minorité.

3 Lénine, dans ces premiers mois de la guerre, accable tout particulièrement Kautsky. Dans sa correspondance avec Chliapnikov par exemple, il le juge « plus pernicieux que tous » : « *Tant sont dangereux et vils ses sophismes qui couvrent*

lutionnaires, on entend les protestations de Mehring[1], Pannekoek[2], K. Liebknecht[3] et nombre de voix anonymes en Allemagne et dans la Suisse allemande[4].

En Italie aussi, les groupes sont nettement formés : les ultra-opportunistes, Bissolati[5] et C^ie^, sont pour « la

de phrases coulantes et léchées les vilenies opportunistes. Les opportunistes, c'est le mal à découvert. Le centre allemand avec Kautsky, c'est le mal caché, déguisé diplomatiquement, qui embrouille les yeux, l'esprit et la conscience des ouvriers... Notre objectif aujourd'hui, c'est de combattre franchement et sans réserves l'opportunisme international et ses receleurs (Kautsky)... » Kautsky, à la fraction social-démocrate du Reichstag, avait conseillé d'abord de s'abstenir de voter les crédits de guerre, puis, cédant au courant, de voter avec des réserves. Un de ses sophismes était de dire que l'Internationale était un instrument de paix et n'avait donc qu'à se taire en temps de guerre : après quoi, la paix rétablie, son influence serait plus forte qu'avant.

1 L'historien de la social-démocratie allemande et de Karl Marx, qui fut toujours à la gauche du parti.

2 Marxiste hollandais, il écrivit au début de la guerre, un article où il disait que, si les leaders de l'Internationale tuée par les opportunistes et par Kautsky se réunissaient et tâchaient d'en recoller les morceaux, cela n'aurait aucune importance. *« Voilà les seules paroles socialistes qui aient été prononcées »*, écrit Lénine à ce sujet dans une lettre à Chliapnikov.

3 Karl Liebknecht, fils de Guillaume et député social-démocrate au Reichstag, avait voté par discipline les crédits de guerre dans la séance du 4 août, mais il n'en restait pas moins, comme avant la guerre, dans l'aile gauche du parti. Toute la rédaction du *Vorwärts*, sans trop oser le déclarer, était contre la politique officielle du parti.

4 Dans un pays comme la Suisse, comprenant plusieurs nationalités ennemies, l'internationalisme était une nécessité vitale pour le Parti social-démocrate. En particulier, il dominait dans l'organisation de Berne, dirigée par Grimm. Mais il était très général, surtout parmi les simples militants. Une organisation d'ouvriers étrangers nommée Eintracht, c'est-à-dire l'Union, dirigée par F. Platten, publia en septembre un manifeste nettement internationaliste qui eut un grand retentissement.

5 En Italie, la scission s'était déjà produite dans le Parti socialiste à propos de la guerre de Tripolitaine : le congrès de Reggio

patrie », pour Guesde, Vaillant, Plékhanov, Hervé. Les révolutionnaires (Parti socialiste), l'*Avanti* en tête, luttent contre le chauvinisme et dévoilent le caractère bourgeois et intéressé des appels à la guerre. Ils sont soutenus par l'énorme majorité des ouvriers éclairés.

En Russie, les ultra-opportunistes (liquidateurs) ont déjà dans la presse et dans les conférences élevé la voix en faveur du chauvinisme. P. Maslov et E. Smirnov[1] défendent le tsarisme sous prétexte de défendre la patrie (l'Allemagne, voyez-vous, menace de « nous » imposer des traités de commerce par la « force des armes » ! Comme si le tsarisme n'étouffait pas, par la force des armes, du knout et de la potence, la vie économique, politique et nationale des neuf dixièmes de la Russie !) et justifient l'entrée des socialistes dans les ministères de réaction bourgeoise et le vote des crédits de guerre aujourd'hui, de nouveaux armements demain ! Nous avons vu tomber dans le nationalisme Plékhanov[2],

---

Emilia, en 1912, sur la proposition de Mussolini, avait exclu quatre membres réformistes de la fraction parlementaire, dont Bissolati, qui constituèrent le Parti socialiste réformiste italien. En août 1914, le Bureau du Parti socialiste et son organe l'*Avanti* manifestèrent dans de nombreux documents leur internationalisme : que l'Italie conserve la neutralité jusqu'à la fin de la guerre, sinon l'insurrection.

1 Les mencheviks Maslov (l'adversaire de Lénine sur la question agraire) et E. Smirnov (journaliste) avaient publié des articles nettement défensistes, fort exploités par les journaux bourgeois *Rousskié Viédomosti* et *Rousskoé Slovo*.

2 Plékhanov, lors de la déclaration de guerre, se trouvait à Paris. Il approuva l'entrée de J. Guesde au ministère. Il prononça, en septembre, un discours aux volontaires russes partant pour défendre la France. En octobre, à Lausanne, il prit la parole dans une réunion publique et, constatant l'impuissance des partis socialistes à combattre la guerre, s'en prit surtout aux social-démocrates allemands : « *Quant aux camarades français,* ajoutait-il, *nous sommes loin d'être satisfaits de leur conduite, mais il est impossible de les condamner aussi durement, car les Français étaient en état de légitime défense. Un*

qui voile son chauvinisme russe de francophilie, et Alexinski[1], Martov, si l'on en juge par le *Golos* de Paris, est encore le plus convenable de la bande : il combat et le chauvinisme français et le chauvinisme allemand, il s'insurge à la fois contre Hyndman et contre Maslov, mais il craint de déclarer franchement la guerre à l'opportunisme international et à son défenseur le plus « influent », le « centre » de la social-démocratie allemande[2]. L'idée de représenter le volontariat comme un devoir socialiste (voyez la déclaration des volontaires russes, social-démocrates et social-révolutionnaires, de Paris et aussi des social-démocrates polonais, Leder et autres) n'a trouvé d'autre avocat que Plékhanov. La majorité de la section parisienne de notre parti l'a condamnée[3]. La position

---

peuple qui a dans son passé la Grande Révolution, un peuple qui a écrit la page immortelle de la Commune, a le droit d'exister et de défendre son indépendance. » Il justifia les socialistes français d'avoir voté les crédits de guerre, et Vaillant d'avoir invité les Italiens à rompre la neutralité en faveur de la France. Il donna, vers le milieu de septembre, à un professeur russe, une interview où il disait : « *La cause des armées alliées est la cause de la civilisation* ». Quant à la Russie, il redoutait le traité de commerce ruineux qui lui serait imposé par une Allemagne victorieuse.

1 Alexinski, député social-démocrate à la deuxième Douma, avait été un des plus brillants orateurs du groupe bolchevique. Il fut ensuite un des membres du groupe Vpériod. Au début de la guerre, il se rallia au patriotisme.

2 Dans ses lettres de l'époque, Lénine revient plusieurs fois sur cette appréciation : « *Martov est le plus convenable de tous, dans le* Golos. *Mais tiendra-t-il ? Je ne le crois pas* ». Le *Golos* (la Voix) était l'organe fondé à Paris par Antonov-Ovséenko et Manouilski ; Martov y collaborait. Trotsky se joignit à ce groupe quand il arriva à Paris, en novembre. Sa tendance était internationaliste, mais Martov, tout en critiquant le défensisme, ne perdait pas l'espoir que la II^{e} Internationale et ses leaders se corrigeraient.

3 Dès la déclaration de guerre, la section bolchevique de Paris, forte d'une centaine de membres, se réunit : 11 voix seulement se prononcèrent pour la « défense » de la France contre

de notre comité central ressort de l'article de tête de ce numéro[1].

Quant à la genèse de la formule donnée à l'opinion de notre parti, nous devons, pour éviter tout malentendu, établir les faits suivants : un groupe de membres de notre parti, sans reculer devant d'énormes difficultés, décide de renouer la liaison interrompue par la guerre ; il élabore des Thèses ; les 6-8 septembre nouveau style, il les met en circulation parmi les camarades. Ensuite, par l'intermédiaire des socialistes suisses, il les fait passer à deux membres de la conférence italo-suisse de Lugano (27 septembre). Enfin, au milieu d'octobre, la liaison est rétablie et le point de vue du comité central de notre parti est formulé. L'article de tête de ce numéro n'est autre chose que la rédaction définitive des Thèses.

Telle est, en abrégé, la situation dans la social-démocratie d'Occident et de Russie. La faillite de l'Internationale est évidente. La polémique de presse entre les socialistes français et allemands l'a définitivement prouvé. Non seulement les journaux social-démocrates de gauche (Mehring et la *Bremer Bürgerzeitung*, mais

---

l'invasion permise par la trahison de la social-démocratie allemande. Comme cette minorité prétendait se réclamer de Lénine, celui-ci, averti, approuva la résolution de la majorité, disant que la guerre était impérialiste des deux côtés et que les socialistes devaient lui opposer la guerre civile.

1 Cet article, écrit par Lénine, mais signé : « Le comité central du Parti ouvrier social-démocrate de Russie », porte le titre : « La guerre et la social-démocratie russe ». Après avoir analysé la situation politique et la conduite des divers partis, il conclut à la faillite de la II^e^ Internationale, préparée de longue date par l'opportunisme. Il faut rompre avec l'opportunisme et non le couvrir. Pour les ouvriers russes, la défaite du tsarisme est le moindre mal ; donc, la social-démocratie russe doit continuer à s'orienter sur la révolution bourgeoise (avec les trois revendications : république démocratique, confiscation des grands domaines et journée de 8 heures), tandis que dans les autres pays est à l'ordre du jour la révolution socialiste.

aussi les organes modérés de Suisse (le *Volksrecht*[1]) l'ont reconnu.

Les efforts de Kautsky pour voiler cette faillite ne sont qu'une lâche échappatoire. Et cette faillite est précisément celle de l'opportunisme, prisonnier de la bourgeoisie.

La position de la bourgeoisie est nette. Non moins net est le fait que les opportunistes répètent aveuglément ses arguments. Pour compléter notre article de tête, il ne reste guère qu'à mentionner les paroles scandaleuses de la *Neue Zeit*, d'après laquelle l'internationalisme consisterait précisément à faire tirer les ouvriers d'un pays contre les ouvriers d'un autre au nom de la défense de la patrie[2] !

La question de la patrie, ferons-nous remarquer aux opportunistes, ne peut pas être posée en ignorant le caractère concret de la guerre actuelle. C'est une guerre impérialiste, c'est-à-dire de l'époque de l'apogée du capitalisme, de l'époque de la fin du capitalisme. La classe ouvrière doit d'abord *« s'organiser dans les limites des nations »*, dit le *Manifeste communiste*, qui indique en même temps dans quelles limites et dans quelles conditions nous reconnaissons comme des formes nécessaires du régime bourgeois les nationalités et les patries, et par suite la patrie bourgeoise. Les opportunistes faussent cette vérité, en transportant ce qui est vrai de l'époque

1 Le *Volksrecht* (Droit du peuple) était l'organe de la social-démocratie suisse, publié à Zurich. Autour de l'organisation de Brême et de son organe, la *Bremer Bürgerzeitung*, se groupait la gauche du Parti social-démocrate d'Allemagne : elle était alors dirigée effectivement par Radek, qui y collaborait sous le pseudonyme de Parabellum.

2 *« L'Internationale est un instrument du temps de paix. Pendant la guerre, tous ont le droit et le devoir de défendre leur patrie ; le véritable internationalisme consiste à reconnaître ce droit aux socialistes de toutes les nations, y compris de celles qui font la guerre à la mienne »*. (*Die Neue Zeit*, 2 octobre 1914, dans l'article de Kautsky « La social-démocratie dans la guerre ». Lénine s'indigne encore de cette phrase dans une lettre à Chliapnikov.

du commencement du capitalisme à celle de sa fin. Or, de cette dernière époque et du rôle du prolétariat dans la destruction non plus de la féodalité, mais du capitalisme, Karl Marx dit clairement et nettement : « *Les ouvriers n'ont pas de patrie* »[1]. On comprend pourquoi les opportunistes craignent d'avouer cette vérité du socialisme, pourquoi le plus souvent ils craignent même d'en tenir compte.

Le socialisme ne peut pas vaincre dans l'ancien cadre de la patrie. Il crée de nouvelles formes, supérieures, de société, où les besoins légitimes et les aspirations progressives des travailleurs de chaque nationalité seront pour la première fois satisfaits dans l'unité internationale, après l'abolition des barrières nationales actuelles.

Aux manœuvres de la bourgeoisie pour diviser et désunir les ouvriers au moyen d'hypocrites appels à la « défense nationale », les ouvriers conscients répondront par des efforts toujours nouveaux et répétés pour créer l'unité des ouvriers de toutes nations dans la lutte contre la domination de la bourgeoisie de toutes nations.

La bourgeoisie abuse les peuples en jetant sur le brigandage impérialiste le voile de l'ancienne idéologie de la « guerre nationale ». Le prolétariat démasque ce mensonge en proclamant la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile.

C'est le mot d'ordre indiqué par les résolutions de Stuttgart et de Bâle, qui prévoyaient non pas la guerre en général, mais bien cette guerre-ci, et qui parlaient non pas de la « défense de la patrie », mais d'« *accélérer la faillite du capitalisme* » et d'exploiter à cet effet la crise produite par la guerre, en donnant en exemple la Commune[2]. La

1 Dans le *Manifeste communiste*.

2 La résolution du congrès socialiste international de Bâle (24 au 25 novembre 1912) parlait en effet de l'« *impérialisme*

Commune a été la transformation de la guerre nationale en guerre civile.

Cette transformation n'est pas facile à faire et ne s'opère pas au gré de tel ou tel parti. Mais c'est précisément ce qui correspond à l'état objectif du capitalisme en général, et de sa phase terminale en particulier. C'est dans cette direction, et dans cette direction seulement, que doivent travailler les socialistes. Ne pas voter les crédits de guerre, ne pas approuver le chauvinisme de « son » pays (et des pays alliés), mais, au contraire, combattre avant tout autre le chauvinisme de « sa » bourgeoisie, et ne pas se cantonner dans les moyens légaux lorsque la crise est ouverte et que la bourgeoisie elle-même a annulé la légalité créée par elle, voilà la ligne de conduite qui mène à la guerre civile et qui y amènera fatalement à un moment ou à un autre de l'incendie qui embrase l'Europe.

La guerre n'est pas un accident, n'est pas un « péché » comme le pensent les curés (qui prêchent le patriotisme, l'humanité et la paix, au moins aussi bien que les opportunistes), mais une phase inévitable du capitalisme, une forme de la vie capitaliste aussi légitime que la paix. La guerre actuelle est une guerre des peuples. De cette vérité il ne résulte pas qu'il faille suivre le courant « populaire » du chauvinisme, mais que, pendant la guerre, à la guerre, et sous des aspects guerriers, continuent à exister et continueront à se manifester les antagonismes sociaux qui déchirent les peuples. Refus du service militaire, grève contre la guerre, etc., ne sont que sottises. C'est lâchement et misérablement rêver que d'engager désarmés un duel contre la bourgeoisie armée, c'est soupirer après la destruction du capitalisme, sans une guerre civile acharnée, sans une série de guerres civiles. La propagande de

capitaliste » et rappelait « *que la guerre franco-allemande a provoqué l'explosion révolutionnaire de la Commune* ».

la lutte de classe dans la guerre même est le devoir du socialiste ; la transformation de la guerre des peuples en guerre civile est l'unique travail socialiste à l'époque du choc impérialiste entre les bourgeoisies armées de toutes les nations.

À bas les niaiseries sentimentales et les soupirs imbéciles après « la paix à tout prix » ! Levons l'étendard de la guerre civile ! L'impérialisme a mis en jeu le sort de la civilisation européenne. Si cette guerre n'est pas suivie d'une série de révolutions victorieuses, elle sera suivie à bref délai d'autres guerres. La fable de la « dernière guerre » est un conte creux et nuisible, un « mythe » petit-bourgeois (selon l'expression très juste du *Golos*). Aujourd'hui ou demain, pendant cette guerre ou après elle, actuellement ou bien lors de la prochaine guerre, l'étendard prolétarien de la guerre civile ralliera non seulement des centaines de milliers d'ouvriers conscients, mais des millions de semi-prolétaires et de petits bourgeois abêtis actuellement de chauvinisme et que les horreurs de la guerre pourront effrayer et déprimer, mais surtout instruiront, éclaireront, éveilleront, organiseront, tremperont et prépareront à la guerre contre la bourgeoisie, celle de « leur » pays et celle des pays « étrangers ».

La II^e^ Internationale est morte, vaincue par l'opportunisme. À bas l'opportunisme et vive l'Internationale épurée non pas seulement des « transfuges » (comme le désire le *Golos*), mais aussi de l'opportunisme, la III^e^ Internationale !

La II^e^ Internationale a accompli sa part de travail utile : l'organisation préalable du prolétariat pendant la longue période « pacifique » d'esclavage capitaliste féroce et de rapide progrès capitaliste du dernier tiers du XIX^e^ et du début du XX^e^ siècle.

À la III^e^ Internationale appartient l'organisation des forces prolétariennes pour l'offensive révolutionnaire contre les gouvernements capitalistes, pour la guerre

civile contre la bourgeoisie de tous les pays, pour la conquête du pouvoir, pour la victoire du socialisme !

Le *Social-Démocrate*, n° 39,
1er novembre 1914.

Parmi les nationalités opprimées par l'empire russe, les plus actives ou les seules actives jusqu'en 1905 étaient celles de l'Ouest, Juifs et Polonais. Aussi est-ce à leur sujet que la question nationale s'était posée d'abord au Parti social-démocrate. D'une part, le Bund israélite et le Parti socialiste polonais (PPS) exagéraient grandement l'importance du principe national en prétendant isoler la révolution juive ou polonaise de la révolution russe ; d'autre part, certains social-démocrates polonais, comme Rosa Luxemburg, se prononçaient absolument contre l'indépendance de la Pologne et en général contre le point du programme[1] consacrant le droit des nations à disposer d'elles-mêmes. Lénine combattit ces deux points de vue au IIe congrès du parti, en 1903.

La révolution de 1905 réveilla beaucoup d'autres peuples : Finlandais, Lettons, Lithuaniens, Blancs-Russiens, Ukrainiens, Arméniens et Géorgiens. Son échec laissa leurs aspirations nationales non satisfaites ; en outre, par réaction, il se forma en Russie un parti nationaliste qui, allié à la droite, exerça une influence prédominante sur la politique. Diverses mesures comme l'abolition de certaines franchises finlandaises, l'enlèvement d'une province à la Pologne, la diminution ou la suppression de la représentation des « allogènes » à la troisième Douma, soulignèrent plus que jamais l'oppression grand-russienne. En même temps, pour toute l'Europe, la question nationale était portée à l'ordre du jour par les événements d'Orient : c'étaient d'abord, suscitées en partie par la révolution

1 Dès 1898, le premier congrès avait proclamé : « *Le Parti social-démocrate reconnaît à chaque nationalité le droit de disposer d'elle-même.* » Au droit de séparation, Rosa Luxemburg opposait, lors du deuxième congrès, la revendication d'« *institutions garantissant une entière liberté de développement culturel pour toutes les nationalités faisant partie de L'État* ».

russe, les révolutions nationales de Turquie, de Perse et de Chine ; puis, en 1912, la guerre des peuples balkaniques contre l'occupant turc. Lénine reconnaît le caractère progressif de cette dernière guerre, tendant à abolir à la fois les survivances féodales et l'oppression étrangère. Il écrit dans la *Pravda* un article sur « la Chine renouvelée », parvenue à la liberté par l'alliance de la démocratie paysanne et de la bourgeoisie libérale ; il parle du « réveil de l'Asie », de la fermentation dans l'Inde, du mouvement démocratique de Java et des autres colonies hollandaises, qui groupent 40 millions d'habitants. Contre les libéraux, contre les socialistes opportunistes, il entreprend une propagande systématique des principes social-démocrates : libération des petites nationalités, solidarité entre ouvriers de toutes nations, égalité des langues, etc.

Une conférence du comité central avec certains militants, tenue en septembre 1913, à Poronine en Galicie, précise le point de vue du parti sur la question nationale dans un même État : les ouvriers de toutes nationalités doivent être groupés dans des organisations communes ; le droit des nations opprimées à se séparer pour se constituer en État indépendant doit être affirmé en principe, dans l'intérêt même de la « *liberté de la population grand-russienne, qui ne peut créer un État démocratique tant que ne sera pas extirpé le nationalisme réactionnaire* » ; mais la question d'opportunité est à résoudre dans chaque cas particulier.

La guerre de 1914 et l'attitude des partis socialistes prônant « la défense de la patrie » obligeaient Lénine à exposer de nouveau, sous un nouvel aspect, la doctrine marxiste, afin de justifier la position prise par les bolcheviks. Chose curieuse : l'intégrité de l'État russe était défendue même par des révolutionnaires, qui craignaient que son morcellement ne fortifiât les nationalismes bourgeois et n'affaiblît en même temps le prolétariat. L'ouvrier polonais ne peut se libérer qu'en alliance étroite avec l'ouvrier russe, pensait toujours l'opposition du Parti ouvrier social-démocrate

de Pologne (Rosa Luxemburg et Radek), et, réclamer la séparation de la Pologne, c'est jouer le jeu de la bourgeoisie. Ce programme pouvait être excellent pour des social-démocrates polonais, mais Lénine, grand-russien, membre de la nation opprimante, devait au contraire souligner le droit des opprimés à se dégager de l'oppresseur.

L'article ci-après, publié dans un des premiers numéros parus après la reprise du *Social-Démocrate*, ne fait qu'ouvrir la série de nombreux articles écrits par Lénine sur la question nationale pendant la guerre. La forme qu'il a donnée à sa pensée semblant faire découler de « l'orgueil national des Grands-Russiens » le droit des peuples subjugués à se libérer, a fourni le prétexte, de la part de certains mencheviks, à cette accusation, Lénine veut débarrasser la Russie de toutes les autres nationalités afin de la changer en un « État national grand-russien », il fait donc du nationalisme à rebours[1].

1 Par exemple, Semkovski. *Izvestia* du secrétariat international du comité d'organisation, n° 2 (14 juin 1915).

De l'orgueil national des Grands-Russiens[1]

Que de paroles, de gloses, de cris, à propos de la nationalité et de la patrie ! Les ministres anglais, libéraux et radicaux, une masse de publicistes français « d'avant-garde » (parfaitement d'accord aujourd'hui avec les publicistes réactionnaires), une foule d'écrivassiers russes, officiels, cadets ou progressistes[2] (quelques-uns même populistes et « marxistes »), tous chantent sur mille tons la liberté et l'indépendance du « sol natal », la grandeur du principe de l'autonomie nationale. Il est impossible de distinguer où finit l'apologiste payé du bourreau Nicolas Romanov ou des tortionnaires des Nègres et des Hindous, et où commence l'épais bourgeois qui, par stupidité ou manque de caractère, « suit le courant ».

D'ailleurs, il importe peu de distinguer. Nous sommes en présence d'un courant d'idées très large et très profond, qui prend sa source dans les intérêts de Messieurs les propriétaires fonciers et les capitalistes des grandes puissances. Pour la propagande des idées utiles à ces classes, il se dépense annuellement des dizaines et des centaines de millions : vaste moulin, à qui l'eau vient de partout, depuis Menchikov[3], chauvin convaincu, jusqu'aux chauvins par opportunisme ou par manque de

1 *Œuvres complètes*, première édition russe, tome XIII p. 25-29.
2 C'est-à-dire partisans du « bloc progressiste », groupement des partis bourgeois de gauche, à la quatrième Douma.
3 Collaborateur du *Novoïé Vrémia* (*Le Nouveau Temps*), le grand journal conservateur et nationaliste.

caractère, Plékhanov et Maslov, Roubanovitch[1] et Smirnov, Kropotkine[2] et Bourtsev[3].

Essayons, nous aussi, social-démocrates grands-russiens, de nous situer par rapport à ce courant d'idées. Représentants de la nation qui domine l'extrême-est de l'Europe et une bonne portion de l'Asie, il ne nous convient pas d'oublier l'énorme importance de la question nationale ; surtout dans un pays qu'à juste titre on nomme « la prison des peuples » ; au moment où, justement dans l'extrême-est de l'Europe et en Asie, le capitalisme éveille à la vie et à la conscience nombre de nations « nouvelles », grandes et petites[4] ; au moment où la

1 Socialiste-révolutionnaire russe, représentant son parti au Bureau international et collaborateur de *L'Humanité*

2 Le 23 août et le 21 septembre (ancien style) 1914, Kropotkine écrivit d'Angleterre deux lettres sur les événements. La première commençait ainsi : « *Vous voulez savoir mon avis sur les événements actuels. Le voici, il est bref et net. "Dans les conditions données, tout homme qui se sent la force de faire quelque chose et qui a à cœur ce qu'il y avait de meilleur dans la civilisation européenne, ce pour quoi luttait l'internationale ouvrière, ne peut faire qu'une chose : aider l'Europe à écraser l'ennemi des principes qui nous sont les plus chers, le militarisme allemand et l'impérialisme conquérant allemand".* » Tout le reste n'est qu'un réquisitoire contre les crimes du germanisme depuis 1870. Dans la seconde lettre, Kropotkine distingue « *la propagande contre la guerre* » et « *la position à prendre à l'heure de la déclaration de guerre de l'Allemagne* ». L'attitude défensiste du patriarche de l'anarchie eut partout un immense retentissement.

3 Ancien terroriste, fondateur de la revue d'histoire de la révolution russe *Byloe* (*Choses passées*) et grand découvreur de provocateurs (depuis Azef, en 1908). En 1914, se trouvant en France exilé, il adressa au *Times* une lettre où il disait : « *Cette guerre est pour la Russie une guerre nationale. Même nous, hommes d'extrême gauche et antimilitaristes, nous croyons à sa nécessité, car c'est la guerre du droit et de la civilisation.* »

4 Depuis 1912, Lénine avait consacré beaucoup d'articles de la *Pravda* à montrer les progrès du capitalisme, ruinant définitivement ou ébranlant la féodalité dans les Balkans, en Chine (« *400 millions d'Asiates retardataires ont conquis la liberté,*

monarchie tsariste a armé des millions de Grands-Russiens et d'« allogènes » pour « résoudre » de multiples questions nationales selon les intérêts du Conseil de la noblesse réunie[1] et des Goutchkov[2], Krestovnikov[3], Dolgoroukov, Koutler, Roditchev[4].

Prolétaires conscients de Grande-Russie, est-ce que le sentiment d'orgueil national nous serait étranger ? Certainement non. Nous aimons notre langue et notre sol natal, nous travaillons à élever avant tout sa population laborieuse (les neuf dixièmes de ses habitants) à la vie consciente de démocrates et de socialistes. Rien ne nous est plus douloureux que de voir et de sentir à quelles violences, à quelle oppression, à quelles vexations soumettent notre belle patrie les bourreaux tsaristes, les nobles et les capitalistes. Nous sommes fiers que ces violences aient trouvé une digne réponse parmi nous, parmi les Grands-Russiens, que ce sol ait produit Radichtchev[5],

---

se sont éveillés à la vie politique. Le quart de la population du globe est passé, pour ainsi dire, du sommeil à la lumière, au mouvement, à la lutte »), à Java...

1 Institution représentative centrale de la noblesse russe, qui, depuis 1907, jouait un rôle considérable dans la politique. Elle avait inspiré la politique de Stolypine.

2 Goutchkov, un des fondateurs et leaders du parti octobriste, dans lequel il représentait la grosse bourgeoisie, surtout de nuance nationaliste.

3 Un des principaux industriels et financiers, membre du Conseil d'État.

4 Cadets en vue.

5 Écrivain de l'époque de Catherine II qui, sous l'influence des « philosophes » français, s'était élevé contre le servage et avait pour cela été condamné à 10 ans de déportation en Sibérie. Son ouvrage principal, *Voyage de Pétersbourg à Moscou*, écrit en 1790 et longtemps interdit, avait été réimprimé pendant la révolution de 1905.

les décembristes[1], les révolutionnaires roturiers[2] d'après 1870, et que la classe ouvrière grand-russienne ait créé, en 1905, un puissant parti révolutionnaire, tandis que le moujik grand-russien devenait démocrate et commençait à secouer le joug du pope et du grand propriétaire.

Nous n'oublions pas qu'il y a un demi-siècle, le démocrate grand-russien Tchernychevski[3], en donnant sa vie à la révolution, disait : « *Misérable nation, nation d'esclaves, du haut jusqu'en bas, tous esclaves !* » Les Grands-Russiens esclaves francs ou déguisés (esclaves de la monarchie tsariste) n'aiment pas à se rappeler ces paroles. Pour nous, elles étaient celles du véritable amour de la patrie, amour souffrant de l'absence d'esprit révolutionnaire dans le peuple grand-russien. L'esprit révolutionnaire n'existait pas alors. Maintenant il est faible, mais il existe.

Nous sommes pleins d'orgueil national, car la nation grand-russienne, elle aussi, a créé une classe révolutionnaire, elle a, elle aussi, prouvé qu'elle est capable de donner à l'humanité de grands exemples de lutte pour la liberté et pour le socialisme, et non pas seulement de grands pogroms, des files de potences, des geôles, de grandes famines et un grand asservissement aux popes, aux tsars, aux grands propriétaires et aux capitalistes.

Nous sommes pleins d'orgueil national, et c'est pourquoi nous haïssons surtout notre propre passé d'esclaves (où les nobles, les grands propriétaires, menaient à la guerre les moujiks pour étouffer la liberté de la Hongrie,

1 On appelle ainsi les participants au mouvement militaire de décembre 1825, qui voulaient instituer en Russie un régime constitutionnel. C'étaient des officiers appartenant presque exclusivement à la noblesse.

2 On appelle en russe *raznotchintsy* (roturiers) les intellectuels qui, venant des classes corvéables, en sont sortis par leur instruction. À cette classe appartenaient la plupart des participants au mouvement social de 1870. Ici Lénine les oppose aux décembristes nobles.

3 Sur Tchernychevski, voir notre premier volume.

de la Pologne, de la Perse, de la Chine) et notre présent d'esclaves (où les mêmes grands propriétaires, aidés des capitalistes, nous mènent en guerre pour étouffer la Pologne et l'Ukraine, pour écraser le mouvement démocratique en Perse et en Chine, pour fortifier la bande des Romanov, des Bobrinski, des Pourichkévitch qui déshonore notre dignité nationale de Grands-Russiens[1]).

Nul n'est coupable d'être né esclave, mais l'esclave qui n'aspire pas à la liberté et qui, en plus, justifie et idéalise son esclavage (par exemple en appelant l'étranglement de la Pologne et de l'Ukraine « défense de la patrie » grand-russienne), cet esclave-là suscite un juste sentiment d'indignation, de mépris et de dégoût, c'est le dernier des valets.

« *Un peuple qui opprime d'autres peuples* » ne peut être libre, ont dit Marx et Engels, les plus grands représentants de la démocratie conséquente du XIX^e^ siècle, devenus les maîtres du prolétariat révolutionnaire. Et nous, ouvriers grands-russiens, pleins d'orgueil national, nous voulons à tout prix une Grande-Russie fière, républicaine, démocratique, autonome, indépendante et libre qui, dans ses relations avec ses voisins, applique le principe humain de l'égalité et non le principe féodal du privilège, indigne d'une grande nation. Et c'est parce que nous la voulons telle que nous disons : on ne peut, au XX^e^ siècle, en

1 En 1848, Nicolas I^er^ contribua à l'écrasement des révolutionnaires hongrois. En 1863, eut lieu la répression de la dernière insurrection polonaise. En Perse, le gouvernement constitutionnel institué, en 1905, sous l'influence de la révolution russe fut annihilé, en 1908, avec l'aide des Russes. En Chine, les Russes prirent part, en 1900, à l'expédition internationale qui suivit le mouvement des Boxers. Bobrinski était à la Douma le leader des nationalistes. Lorsque les armées russes, en août 1914, conquirent la Galicie, il fut nommé vice-roi de ce pays et, malgré ses premières déclarations rassurantes, en commença la russification violente. Pourichkévitch, député de droite à la Douma, se signala par son zèle ultra-nationaliste.

Europe, même à l'extrême-est de l'Europe, « défendre sa patrie » autrement qu'en combattant par tous les moyens révolutionnaires la monarchie, les grands propriétaires et les capitalistes de sa patrie, c'est-à-dire ses pires ennemis ; il n'est pas permis aux Grands-Russiens de « défendre leur patrie » autrement qu'en désirant, dans n'importe quelle guerre, la défaite du tsarisme comme le moindre mal pour les neuf dixièmes de la population grand-russienne, car le tsarisme ne se borne pas à opprimer économiquement et politiquement ces neuf dixièmes de la population, il les démoralise, les humilie, les déshonore, les prostitue en les habituant à opprimer d'autres peuples et à couvrir leur honte de phrases hypocrites soi-disant patriotiques.

On nous objectera, peut-être, qu'outre le tsarisme, il y a une autre force historique, née et grandie sous son aile : le capitalisme grand-russien, qui accomplit une œuvre de progrès en centralisant économiquement et en soudant ensemble d'immenses territoires[1]. Mais cette objection, loin de les justifier, accuse encore davantage nos socialistes chauvins, qu'on pourrait nommer socialistes du tsar et de Pourichkévitch, comme Marx appelait les lassalliens, socialistes du roi de Prusse[2].

---

1 Un raisonnement de ce genre se trouve en effet dans la « Réponse au camarade Z. P. » de Plékhanov (Z. Pétrov, socialiste bulgare), écrite en octobre 1914 : la source du mouvement libérateur est toujours le progrès économique, le développement du capitalisme ; or, la victoire de l'Allemagne arrêtera le progrès capitaliste en Russie en faisant de ce pays un simple objet d'exploitation ; donc « *toute défaite de la Russie qui retardera son développement économique sera pernicieuse à la cause de la liberté et favorable à l'ancien régime, c'est-à-dire à ce tsarisme dont nous désirons la chute* ».

2 Lassalle, le fondateur de l'Association générale des ouvriers allemands, avait toujours eu un faible pour la politique extérieure prussienne, puis pour la conception bismarckienne d'une monarchie s'appuyant sur le peuple contre l'opposition

Admettons même que l'histoire décide en faveur du capitalisme grand-russien contre cent et une petites nations. Ce n'est pas impossible, car toute l'histoire du capital est faite de violence et de vol, de sang et de boue. Nous ne sommes pas du tout partisans à tout prix des petites nations ; nous sommes délibérément, toutes conditions égales d'ailleurs, pour la centralisation et contre l'idéal fédéraliste petit-bourgeois. Cependant, même dans ce cas, d'abord ce n'est pas notre affaire, ce n'est pas l'affaire de démocrates (et encore moins de socialistes) d'aider Romanov-Bobrinski-Pourichkévitch à étrangler l'Ukraine, etc. Bismarck a fait, à sa manière de noble prussien, une œuvre historiquement progressive, mais ce serait un joli « marxiste », celui qui, pour cette raison, aurait trouvé bon que les socialistes aident Bismarck ! Et puis, Bismarck, en unifiant les Allemands dispersés et opprimés par d'autres peuples, favorisait le développement économique, tandis que la prospérité économique et le rapide développement de la Grande-Russie exigent que le pays soit libéré de l'oppression des autres nations par les Grands-Russiens. Voilà la différence qu'oublient les adorateurs de nos petits Bismarck vrais-russes[1].

Ensuite, si l'histoire décide en faveur du capitalisme grand-russien, le rôle socialiste du prolétariat grand-russien, comme moteur principal de la révolution communiste engendrée par le capitalisme, n'en sera qu'augmenté. Or la révolution prolétarienne exige une éducation prolongée des ouvriers dans l'esprit de la plus complète égalité et fraternité nationale. Dans son propre intérêt, il faut donc que le prolétariat grand-russien apprenne à défendre

libérale. Ses successeurs, en particulier von Schweitzer, se conduisirent souvent comme de véritables agents du gouvernement, flirtant sans vergogne avec les démagogues de la cour de Prusse. De là le mot de Marx.

1 Il existait un groupement d'extrême droite qui s'appelait le parti des « vrais Russes ».

avec décision, logique et hardiesse, révolutionnairement, l'égalité absolue de toutes les nations opprimées par les Grands-Russiens et leur droit à disposer d'elles-mêmes. L'intérêt bien compris (pas à la façon d'esclaves) de l'orgueil national des Grands-Russiens coïncide avec l'intérêt socialiste des prolétaires grand-russiens (et de tous les autres).

Notre modèle restera Marx, qui, ayant vécu plusieurs dizaines d'années en Angleterre, était devenu à moitié Anglais et demandait, dans l'intérêt du mouvement socialiste des ouvriers anglais, la liberté et l'indépendance nationale de l'Irlande[1].

Quant aux socialistes chauvins de chez nous, Plékhanov et autres, dans le cas hypothétique que nous venons d'examiner, ils seront traîtres non pas seulement à leur patrie, à la libre et démocratique Grande-Russie, mais aussi à la fraternité prolétarienne de toutes les nations de Russie, c'est-à-dire au socialisme.

Le Social-Démocrate, n° 35, 12 décembre 1914

1 Dans son article contre Rosa Luxemburg, publié dans la revue *Prosviechtchénié* (L'Instruction) en avril-juin 1914 sous le titre : « Le droit des nations à disposer d'elles-mêmes », Lénine avait analysé l'attitude de Marx dans la question irlandaise. De la correspondance de Marx avec Engels, publiée en 1913, il ressort ce qui suit : Marx, à l'époque où il collaborait à la *New-York Tribune* (1851-1855), estimait que l'Irlande serait libérée du joug anglais non pas par son propre mouvement national, mais par l'essor du mouvement ouvrier anglais. Mais plus tard, le mouvement ouvrier anglais ayant pris une allure libérale et le mouvement national irlandais au contraire une allure révolutionnaire, il changea d'opinion : « *L'intérêt absolu et direct de la classe ouvrière anglaise exige la rupture de son lien actuel avec l'Irlande... La classe ouvrière anglaise ne fera rien tant qu'elle ne sera pas débarrassée de l'Irlande... La réaction en Angleterre a sa racine dans l'asservissement de l'Irlande* » (Lettre du 10 décembre 1869). Marx fait alors adopter par le conseil de l'Internationale une résolution de sympathie à la nation irlandaise, réclamant la séparation de l'Irlande « *même si après la séparation il doit s'ensuivre une fédération* ».

Le manifeste publié dans le n° 33 du *Social-Démocrate* mettait en avant diverses thèses qui ne furent pas toutes également adoptées par les groupes bolcheviks. Si l'on ne faisait d'ordinaire pas de difficultés pour reconnaître le caractère impérialiste de la guerre, on avait peine au contraire à accepter de prêcher immédiatement la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile, et surtout à admettre que, « *pour la classe ouvrière et les masses laborieuses de tous les peuples de Russie, le moindre mal était la défaite de la monarchie tsariste, le plus réactionnaire et le plus barbare de tous les gouvernements* ». C'étaient là, disaient nombre de bolcheviks, deux mots d'ordre de nature à troubler les idées et en tout cas impossibles à mettre en pratique. Déjà, dans les thèses primitives de Lénine, Pétrovski, président de la fraction bolchevique à la Douma, avait jugé nécessaire de transformer la fin de cette phrase en écrivant : « *Pour la classe ouvrière... un danger particulièrement à redouter est le renforcement d'une monarchie tsariste victorieuse.* » Ailleurs, au « défaitisme » intégral qui faisait l'originalité de la doctrine de Lénine, on opposait une autre revendication, celle de la « paix démocratique », de valeur aussi révolutionnaire, disait-on, puisqu'elle contredisait la politique de tous les gouvernements, et, en tout cas, plus capable de grouper des masses.

C'est pour faire la clarté sur ce point essentiel de tactique que Lénine estima nécessaire de convoquer une conférence des sections bolcheviques à l'étranger (il était impossible d'obtenir aucune représentation des organisations de Russie) : elle se réunit à Berne, du 27 février au 4 mars 1915 (nouveau style). Après quelques discussions, il fut décidé de développer et de préciser comme suit la phrase du *Manifeste* sur la défaite de la monarchie tsariste :

Dans chaque pays, en combattant son propre gouvernement engagé dans la guerre impérialiste, on ne doit pas se laisser arrêter par cette considération que l'agitation révolutionnaire peut entraîner la défaite de ce pays. La défaite de l'armée gouvernementale affaiblit le gouvernement en question, favorise la libération des nationalités opprimées par lui et facilite la guerre civile contre les classes dirigeantes.

Ce principe est particulièrement juste, appliqué à la Russie. La victoire de la Russie entraînerait le renforcement de la réaction universelle et de la réaction indigène et serait accompagnée d'un asservissement complet des peuples dans les territoires déjà occupés. En conséquence, dans tous les cas, la défaite de la Russie est le moindre mal

La décision de Berne, publiée par le *Social-Démocrate* (n° 40), souleva les protestations des groupes adhérant au comité d'organisation. Celui-ci, tout en condamnant les purs patriotes à la manière de Plékhanov réclamant « la défaite de l'Allemagne », tolérait bien des nuances d'opinions rentrant en général dans le « centrisme » kautskiste mais allant de la « non-opposition à la guerre » du groupe parlementaire menchevique Tchéidzé et du journal *Naché Diélo* (Potressov) à l'internationalisme platonique de Martov et de quelques-uns des collaborateurs du *Naché Slovo*, successeur du *Golos*, supprimé par les autorités françaises.

La grande objection qu'on faisait de différents côtés et sous diverses formes, au mot d'ordre des « léninistes » était celle-ci : souhaiter la défaite de la Russie serait fort bien, mais cela revient à souhaiter la victoire de l'Allemagne. Ce n'est pas de l'internationalisme, c'est du nationalisme à rebours. On lui opposait pour cette raison d'autres mots d'ordre, estimés plus réellement révolutionnaires. Au *Naché Slovo*, Trotsky lançait la campagne pour la paix, campagne active, rappelant les ouvriers à la lutte de classe : grouper les prolétaires dans la lutte pour la

paix, écrivait-il, c'est de nouveau, et sur tout le front, opposer à l'impérialisme en furie les forces unies du socialisme révolutionnaire... Les conditions auxquelles la paix doit être conclue – la paix des peuples et non la réconciliation des diplomates – doivent être les mêmes pour toute l'Internationale : Pas de contributions ! Droit de chaque nation à disposer d'elle-même ! Les États-Unis d'Europe sans monarchie, sans armées permanentes, sans féodalités dirigeantes, sans diplomaties secrètes !

Au comité d'organisation, on s'écriait : « Ni victoire, ni défaite ! » « *Ce serait là la meilleure issue,* disait Axelrod ; *elle équivaut à la défaite de la politique impérialiste et militariste des classes dirigeantes des pays belligérants, elle assure le développement ultérieur du mouvement ouvrier.* » Martov marquait aussi sa sympathie pour ce point de vue. Semkovski, le théoricien de la question nationale, écrivait dans le n° 2 des *Izvestia* du Secrétariat étranger du comité d'organisation que souhaiter la défaite du tsarisme russe, c'était admettre le caractère progressif de la victoire des uns et de la défaite des autres, c'était donc aussi du nationalisme. C'est pourquoi, ajoutait-il, la conférence bolchevique a dû « internationaliser » la thèse de la défaite désirable, en l'étendant à tous les pays et en se bornant à la déclarer tout particulièrement vraie pour la Russie. « *Mais, dans notre monde à trois dimensions, une défaite universelle est-elle concevable sans une victoire universelle ?* » C'est une absurdité logique.

Il y avait là tout un ensemble de difficultés que Lénine était obligé d'élucider. C'est ce qu'il fait dans l'article suivant.

La défaite de son propre gouvernement dans la guerre impérialiste[1]

La classe ouvrière dans la guerre réactionnaire ne peut pas ne pas désirer la défaite de son gouvernement.

C'est un axiome. Seuls le discutent les partisans conscients ou bien les domestiques sans caractère des social-chauvins. À la première catégorie appartient par exemple Semkovski, du comité d'organisation (n° 2 des *Izvestia* de ce comité[2]) ; à la seconde, Trotsky[3] et Boukvoïed[4], et Kautsky en Allemagne.

---

1 *Œuvres complètes*, édition russe, tome XIII, p. 781-783.

2 Après la conférence de Prague (janvier 1912), qui avait refusé de reconnaître les liquidateurs comme membres du parti, ces derniers avaient réuni une autre conférence et créé une sorte de bloc ayant à sa tête un comité d'organisation chargé de « rétablir l'unité ». Le comité publia son *Bulletin* (*Izvestia*) à l'étranger à partir du 22 février 1915, sous la rédaction d'Axelrod.

3 Trotsky, venu de Vienne à Paris vers le milieu de novembre 1914, y avait pris la direction effective du *Golos*, puis, après sa suppression, en janvier 1915, du *Naché Slovo*, dont le premier numéro parut le 29 janvier. Lénine lui reprochait alors non seulement son mot d'ordre de la paix, mais aussi son refus de rompre avec les diverses tendances du comité d'organisation. Trotsky, de son côté, accusait le *Social-Démocrate* de pousser à des scissions artificielles et inutiles.

4 Boukvoïed est le pseudonyme de Riazanov. Il avait publié dans les *Izvestia* un article intitulé « Victoire et défaite », dans lequel il écrivait : « *Du point de vue de la classe ouvrière internationale, c'est-à-dire à la fois des ouvriers russes, français, allemands, etc. – et nous autres social-démocrates ne possédons pas d'autre critérium – l'un et l'autre, victoire ou défaite, reviennent également au triomphe de l'impérialisme, du capitalisme et du nationalisme* ».

Le désir de voir la Russie défaite, écrit Trotsky, est « *une concession, que rien n'appelle ni ne justifie, à la méthodologie du social-patriotisme, qui préconise, à la place de la lutte révolutionnaire contre la guerre et les causes qui l'ont fait naître, une orientation, bien arbitraire dans les conditions données, sur le moindre mal* » (*Naché Slovo*, n° 105)[1].

Voilà un échantillon des phrases pompeuses par lesquelles Trotsky justifie toujours l'opportunisme.

« La lutte révolutionnaire contre la guerre » n'est qu'une de ces exclamations vides de sens dans lesquelles sont passés maîtres les héros de la II^e^ Internationale, à moins qu'il ne faille entendre par là une action révolutionnaire contre son propre gouvernement même pendant la guerre[2]. Il suffit d'un brin de réflexion pour le

1 Trotsky avait été invité par Piatakov et E. Boch à collaborer à la revue qu'ils se préparaient à faire paraître, d'accord avec Lénine, sous le titre *Le Communiste*. Il leur répondit dans le n° 105 du *Naché Slovo*, du 4 juin 1915, par une « lettre ouverte » d'où est tirée la phrase ci-dessus. Dans cette lettre, Trotsky énonce les points suivants, sur lesquels il est en désaccord avec les rédacteurs du *Social-Démocrate* : 1. ils ont une position incertaine quant à la lutte pour la paix, mot d'ordre qui groupe, en fait, les ouvriers contre la guerre ; 2. ils professent que la défaite de la Russie est le moindre mal ; 3. dans leur campagne contre le social-patriotisme, ils perdent de vue les moyens pratiques de lui arracher les masses ouvrières. Ces divergences ne l'empêchaient pas, ajoute-t-il, de collaborer à une revue admettant la discussion sur les points débattus entre internationalistes : mais *Le Communiste*, comme le montre son prospectus, se refuse à compter parmi les internationalistes le groupe parlementaire présidé par Tchéidzé et même le *Naché Slovo* ! C'est donc l'organe d'une fraction.
À cette lettre ouverte, la rédaction du *Communiste* répondit point par point, accusant Trotsky de « servir les liquidateurs » : « *Il n'y a que deux plate-formes indépendantes, celle de notre parti et celle du parti que constitue la* Nacha Zaria, *après laquelle la trotskysme est toujours obligé de courir.*

2 La résolution de Berne dit : « *La propagande de la paix à l'heure actuelle, non accompagnée d'un appel à l'action révolutionnaire*

comprendre. Quant à mener une « *action révolutionnaire pendant la guerre contre son propre gouvernement* », cela signifie, sans aucun doute possible non seulement désirer sa défaite, mais encore contribuer à cette défaite (pour le « lecteur pénétrant » : cela ne signifie pas du tout qu'il faille « faire sauter les ponts », monter des grèves militaires malheureuses et, en général, fournir au gouvernement l'occasion de porter des coups aux révolutionnaires).

Trotsky s'en tire par des phrases et se noie. Il lui semble que désirer la défaite de la Russie, c'est désirer la victoire de l'Allemagne (Boukvoïed et Semkovski expriment plus franchement cette « pensée », qui leur est commune avec Trotsky, ou plutôt cet avorton de pensée). Et c'est en cela que Trotsky voit « la méthodologie du social-patriotisme » !

Afin de venir en aide aux gens qui ne savent pas penser, la résolution de Berne (*Social-Démocrate*, n° 40) a dit : dans tous les pays impérialistes, le prolétariat doit maintenant désirer la défaite de son gouvernement. Boukvoïed et Trotsky ont préféré ignorer cette vérité, et Semkovski (l'opportuniste qui de tous rend les plus grands services à la classe ouvrière par sa franchise naïve à répéter la sagesse bourgeoise) laisse échapper gentiment : c'est un non-sens, car, ou bien l'Allemagne vaincra ou bien la Russie (*Izvestia*, n° 2).

Prenez l'exemple de la Commune. L'Allemagne a vaincu la France et Bismarck avec Thiers ont vaincu les ouvriers ! Si Boukvoïed et Trotsky voulaient bien réfléchir, ils verraient que leur position est celle de la guerre des gouvernements et des bourgeoisies, c'est-à-dire qu'ils

---

des masses, ne peut que semer l'illusion, corrompre le prolétariat en lui inspirant confiance dans l'humanité de la bourgeoisie et en faire un jouet entre les mains de la diplomatie secrète des pays belligérants. En particulier, c'est une profonde erreur que l'idée de la possibilité d'une "paix démocratique" sans une suite de révolutions. »

s'agenouillent devant « la méthodologie politique du social-patriotisme », pour employer le langage recherché de Trotsky.

La révolution pendant la guerre, c'est la guerre civile. Or, d'une part, la transformation de la guerre des gouvernements en guerre civile est facilitée par les échecs militaires (la « défaite ») des gouvernements ; d'autre part, il est impossible de travailler réellement à cette transformation sans contribuer, par là même, à la défaite.

Si les chauvins (avec le comité d'organisation, avec la fraction Tchéidzé) ont une telle horreur de ce « mot d'ordre » de la défaite, c'est que c'est le seul qui renferme un appel logique à l'action révolutionnaire contre son propre gouvernement pendant la guerre. Et sans cette action, des millions de phrases, les plus révolutionnaires du monde, sur la guerre « contre la guerre et les conditions » ne valent littéralement rien.

Celui qui voudrait sérieusement réfuter « le mot d'ordre » de la défaite de son gouvernement dans la guerre impérialiste devrait nous prouver une de ces trois choses : ou 1° que la guerre de 1914-1915 n'est pas réactionnaire ; ou 2° qu'aucune révolution ne peut en résulter ; ou 3° que des mouvements révolutionnaires se correspondant et se favorisant les uns les autres dans tous les pays belligérants sont impossibles.

Cette dernière considération est importante surtout pour la Russie, car c'est le pays le plus retardataire, où la révolution socialiste immédiate est impossible[1]. C'est précisément pourquoi les social-démocrates russes ont

1 Les résolutions de Berne déclarent que « *la guerre civile, préconisée actuellement par la social-démocratie révolutionnaire, est la lutte armée du prolétariat contre la bourgeoisie pour l'expropriation de la classe capitaliste dans les pays avancés, pour la révolution démocratique en Russie (république démocratique, journée de 8 heures, confiscation des terres nobles, pour la république dans les pays monarchiques retardataires en général* ».

dû être les premiers à lancer la théorie et la pratique du « mot d'ordre » de la défaite. Et le gouvernement tsariste a eu parfaitement raison de dire que l'agitation du groupe social-démocrate, le seul qui, dans l'Internationale, ait donné l'exemple non pas d'une simple opposition, mais d'une agitation réellement révolutionnaire dans les masses contre son propre gouvernement, que cette agitation diminue la « puissance militaire » de la Russie, contribue à sa défaite[1]. C'est un fait. Il n'est pas intelligent de s'en cacher.

Les adversaires du mot d'ordre de la défaite ont peur d'eux-mêmes ; ils ne veulent pas voir l'évidence, le lien nécessaire qui existe entre mener l'agitation révolutionnaire et collaborer à sa défaite.

Peut-il y avoir correspondance et collaboration entre le groupement révolutionnaire, au sens démocratique bourgeois du mot, de Russie et le mouvement révolutionnaire socialiste d'Occident ? Aucun socialiste de ces dix dernières années n'en a jamais douté publiquement et le mouvement du prolétariat autrichien, après le 17 octobre 1905, en a prouvé par le fait la possibilité[2].

Demandez à quiconque se nomme social-démocrate internationaliste s'il approuverait une entente entre socialistes des pays belligérants en vue d'une action

1 Le 4 novembre, les députés bolcheviques à la Douma, ainsi que quelques autres militants, avaient été arrêtés à une réunion en Finlande. Lorsqu'ils furent jugés, en février 1915, le procureur s'efforça de montrer que, s'ils n'avaient pas trahi littéralement, ils avaient, en organisant des grèves et des révoltes en Russie, travaillé à désorganiser l'armée et à diminuer la puissance militaire de l'Empire et les chances de victoire. La plupart des accusés furent condamnés à la peine, relativement bénigne, de la déportation en Sibérie.

2 La social-démocratie autrichienne avait lancé, dès le 22 septembre 1905 (nouveau style), un appel à la grève générale pour réclamer le suffrage universel ; cependant le mouvement prit toute son extension en novembre, après les événements de Russie.

révolutionnaire commune contre tous les gouvernements belligérants.

Beaucoup répondront que cette entente est impossible, comme l'a fait Kautsky (*Neue Zeit* du 2 octobre 1914)[1], prouvant de la sorte son social-chauvinisme. Car, d'abord, c'est un mensonge patent et criant qui soufflette les faits universellement connus et le manifeste de Bâle ; ensuite, si c'était vrai alors les opportunistes auraient raison sur bien des points !

Beaucoup répondront qu'ils approuvent cette entente. Et alors nous dirons : si cette approbation est sincère, il est ridicule de penser que, dans cette guerre et pour cette guerre, il faille une entente « dans les formes » : élection de délégués, entrevues, signature de traités, fixation du jour et de l'heure ! Il faut être un Semkovski pour penser ainsi. L'entente en vue d'actions révolutionnaires, même dans un seul pays, sans parler de plusieurs pays, ne peut se réaliser que par la force de l'exemple, en entreprenant de sérieuses actions révolutionnaires et en les développant. Or, entreprendre quelque chose de semblable est impossible sans désirer la défaite et sans y travailler. La transformation de la guerre impérialiste en guerre civile ne se « fait » pas, non plus que la révolution ; elle naît d'une série de phénomènes divers, d'aspects, de traits, de particularités, de conséquences de la guerre impérialiste. Et cette « naissance » est impossible sans une série d'échecs

1 Dans l'article que Lénine a en vue « La social-démocratie dans la guerre », Kautsky raisonne ainsi : une fois la guerre éclatée, la question qui se pose pratiquement n'est plus la guerre ou la paix, mais la victoire ou la défaite de son propre pays ? Il y a un cas où un parti pourrait s'opposer à la guerre sans nuire à son pays : c'est celui « *où cette opposition aurait lieu simultanément et avec un égal succès dans les deux camps. Sous cette forme, elle pourrait amener, au lieu de la défaite, la paix. Pratiquement rien de semblable n'a encore jamais été tenté. La possibilité d'une semblable action a toujours été contestée par nous. Nous pouvons laisser cette hypothèse complètement de côté.* »

et de défaites militaires des gouvernements ainsi frappés par leurs propres classes opprimées.

Renier le mot d'ordre de la défaite, c'est transformer son révolutionnarisme en phrase vide ou en hypocrisie.

Et qu'est-ce qu'on nous offre à la place ? Ni victoire, ni défaite ! (Semkovski, *Izvestia* n° 2 et tout le comité d'organisation dans le n° 1)[1] Mais qu'est-ce là, sinon une périphrase de « la défense de la patrie » ? On passe ainsi sur le terrain de la guerre, des gouvernements (qui, d'après le contenu du mot d'ordre proposé, doivent rester dans leur état ancien, « conserver leurs positions »), au lieu de se placer sur celui de la lutte des classes opprimées contre leur gouvernement !

On justifie ainsi le chauvinisme de toutes les nations impérialistes, dont les bourgeoisies sont toujours prêtes à dire, et disent en effet au peuple qu'elles luttent seulement « contre la défaite ». *« Le sens de notre vote du 4 août n'est pas : pour la guerre, mais : contre la défaite »,* écrivait dans son livre É. David, un leader des opportunistes[2]. Les gens du comité d'organisation, avec Boukvoïed et Trotsky, en

1 Dans le rapport du comité d'organisation à la conférence de Copenhague (tenue les 17 et 18 janvier 1915 entre les représentants des partis social-démocrates de Suède, Danemark et Hollande) et surtout dans la lettre du Bureau socialiste international signée, pour le secrétariat étranger du comité d'organisation, par Axelrod et Semkovski.

2 Édouard David, membre du comité central du Parti social-démocrate d'Allemagne, révisionniste marquant, dont Lénine avait déjà eu à combattre les conceptions antimarxistes sur la question agraire, avait publié, en mai 1915, un livre intitulé *La Social-Démocratie dans la guerre mondiale*, dans lequel il faisait la théorie du défensisme et, analysant la tactique de son parti, répétait comme leitmotiv la phrase citée par Lénine. Dans un autre article, Lénine écrit que cette phrase exprime très bien ce que la bourgeoisie libérale est obligée de dire aux ouvriers pour agir sur eux : elle est pour cela nécessaire et suffisante.

préconisant le mot d'ordre : « Ni victoire, ni défaite », se placent complètement sur le terrain de David.

Ce mot d'ordre, si on y réfléchit, revient à « l'union sacrée » et à l'abandon de la lutte de classe de la part de la classe opprimée dans tous les pays belligérants, car cette lutte est impossible sans coups portés à « sa » bourgeoisie et à « son » gouvernement ; or, pendant la guerre, frapper son gouvernement, c'est trahir (avis à Boukvoïed !), c'est favoriser la défaite de son pays.

Quand on est pour ce mot d'ordre : « Ni victoire, ni défaite ! », on ne peut sans hypocrisie être pour la lutte de classe ni pour « la rupture de l'union sacrée » ; on renonce pratiquement à toute politique indépendante du prolétariat, en le subordonnant dans tous les pays belligérants à cet objectif purement bourgeois : préserver de la défaite les gouvernements impérialistes. La seule politique qui soit réellement, et non en parole, une politique de rupture de l'« union sacrée » et de lutte de classe, c'est celle qui conduit le prolétariat à utiliser les embarras de son gouvernement et de sa bourgeoisie pour les renverser. Et il est impossible d'y aspirer sans souhaiter la défaite de son gouvernement et sans aider à cette défaite.

Lorsque les socialistes italiens, avant la guerre, posèrent la question de la grève générale, la bourgeoisie leur répondit, très justement à son point de vue : ce sera de la trahison et vous serez traités comme des traîtres[1]. Et c'est vrai, comme il est vrai que la fraternisation dans les tranchées est un crime de haute trahison[2]. Celui qui,

1 Les socialistes italiens menaçaient de déclarer la grève générale si le gouvernement abandonnait la neutralité.

2 Les résolutions de Berne indiquaient, parmi les premières démarches de nature à transformer la guerre impérialiste en guerre civile, l'encouragement de la fraternisation entre soldats des nations belligérantes dans les tranchées et sur les théâtres d'opérations en général. Des exemples de fraternisation avaient eu lieu sur différents fronts à l'occasion de la Noël, en 1914.

comme Boukvoïed, écrit contre « la trahison » ou comme Semkovski contre « le démembrement de la Russie », se place au point de vue bourgeois et non pas prolétarien. Le prolétariat ne peut pas porter un coup à son ennemi de classe, le gouvernement, ou tendre la main (réellement) à son frère, le prolétaire d'un pays étranger en guerre avec « lui »..., sans commettre un crime « de haute trahison », sans contribuer à la défaite, sans aider au démembrement de « sa » « grande » puissance impérialiste.

Approuver le mot d'ordre : « Ni victoire, ni défaite ! », c'est être consciemment ou inconsciemment un chauvin, tout au plus un petit-bourgeois pacifiste, mais, en tout cas, un ennemi de la politique prolétarienne, un partisan des gouvernements actuels et des classes actuellement dominantes.

Prenons la chose d'un autre côté. La guerre ne peut pas ne pas susciter dans le peuple des sentiments violents, qui le tirent de son état actuel de somnolence. Il faut répondre à ces sentiments nouveaux et violents : il n'y a pas sans cela de tactique révolutionnaire.

Quelles sont les sources principales de ces sentiments ?

1. L'horreur et le désespoir. De là, le renforcement de la religion. Les églises sont de nouveau pleines, et les réactionnaires s'en réjouissent. « *Là où est la souffrance, est aussi la religion* », dit l'archi-réactionnaire Barrès. Et il a raison.

2. La haine de « l'ennemi », sentiment qu'entretient spécialement la bourgeoisie (plutôt que les prêtres) et qui n'est profitable, économiquement et politiquement, qu'à elle.

3. La haine de son gouvernement et de sa bourgeoisie, sentiment de tous les ouvriers conscients, qui comprennent que la guerre est « *la continuation de la politique* »[1] impérialiste et qui y répondent par la « continua-

1 « *Cette fameuse sentence,* écrivent Lénine et Zinoviev dans leur ouvrage *Le Socialisme et la guerre*, composé vers la même époque, *appartient à Clausewitz, un des plus profonds écrivains*

tion » de leur haine contre l'ennemi de classe ; qui comprennent ainsi que « la guerre à la guerre » n'est qu'une phrase si elle n'est pas accompagnée de la révolution contre son propre gouvernement. On ne peut pas être un adversaire sincère de l'union sacrée sans exciter la haine contre son gouvernement et sa bourgeoisie !

Les partisans du mot d'ordre « Ni victoire, défaite ! » sont pratiquement du côté de la bourgeoisie et des opportunistes, parce qu'ils ne croient pas à la possibilité d'actions révolutionnaires internationales des ouvriers contre leurs gouvernements, parce qu'ils ne veulent pas aider au développement de ces actions, tâche certainement difficile, mais seule digne du prolétariat, seule véritablement socialiste. C'est précisément le prolétariat de la plus arriérée des grandes puissances belligérantes qui a dû, surtout en présence de la honteuse trahison des socialistes français et allemands, intervenir, en la personne de son parti, avec une tactique révolutionnaire, qui est absolument irréalisable sans « contribuer à la défaite » de son gouvernement, mais qui, seule, conduit à la révolution européenne, à la paix stable du socialisme, et délivrera l'humanité des horreurs, des calomnies, de la sauvagerie et de la brutalité actuelles.

Social-Démocrate, n° 43, 26 juillet 1915.

---

militaires. Les marxistes l'ont toujours mise très justement à la base de leurs idées sur la signification de chaque guerre, Marx et Engels ont toujours considéré de ce point de vue les diverses guerres. » Carl von Clausewitz avait écrit dans son traité *De la guerre* : « *Tous savent que les guerres sont suscitées uniquement par des relations politiques entre gouvernements et entre peuples ; mais habituellement, on se figure qu'au début de la guerre ces relations cessent et qu'il intervient une situation tout autre, soumise seulement à des lois spéciales. Nous affirmons le contraire : la guerre n'est que la continuation des relations politiques avec d'autres moyens.*

Après les premiers moments de stupeur causés par la guerre et par les mesures policières, le mouvement ouvrier ne tarda pas à reprendre vie. À Pétrograd, en particulier, où les usines travaillant pour la défense groupaient un personnel toujours croissant, les grèves recommençaient, économiques et politiques. En effet, aux difficultés alimentaires qui s'aggravaient de jour en jour, rendant la vie difficile, malgré la hausse des salaires, pour le peuple des capitales, venait s'ajouter le discrédit dans lequel tombait un gouvernement visiblement incapable de conduire la guerre.

Après les défaites de Pologne et de Galicie, après la retraite désastreuse de toutes les armées, la bureaucratie elle-même se résigna à faire appel à la bourgeoisie : en août 1915, furent constitués divers comités permanents où des représentants des industriels, commerçants et financiers groupés dans la grande Ligue des municipalités allaient se rencontrer avec les ministres et les fonctionnaires pour administrer l'approvisionnement, les transports, l'industrie de guerre, répartir le combustible, et même pourvoir, en général, à la « défense ».

Mais la bourgeoisie elle-même reconnaissait avoir besoin des ouvriers : il fut décidé que des délégués ouvriers, élus par des représentants également élus des usines, entreraient dans les comités industriels de guerre. Les divers partis et organisations acceptèrent l'invitation ; les bolcheviks annoncèrent qu'ils prendraient part uniquement à l'élection des représentants des usines, dans un dessein d'agitation, mais que jamais ils ne se rencontreraient dans les comités eux-mêmes avec la bourgeoisie. Les élections eurent lieu fin septembre et furent un succès pour les idées antidéfensistes : environ 200 000 ouvriers de Pétrograd prirent part au vote, et quand les 170 représentants élus se réunirent, 90 se prononcèrent contre l'entrée dans les comités.

Ainsi, comme l'annonce un article de Zinoviev dans le n° 45-48 du *Social-Démocrate*, paru le 11 octobre 1915, le mécontentement est général, dans les campagnes vidées par les mobilisations, parmi les soldats sacrifiés sans résultat par centaines de mille, parmi les ouvriers, parmi les classes moyennes des villes. La « crise révolutionnaire mûrit ». Tout l'été, la Douma, cette Douma jusque-là si docile, s'était faite l'écho du malaise national. Même des modérés, entraînés dans l'orbite du « bloc progressiste » conduit par les cadets, réclamaient un ministère investi de la confiance publique. Le 3/16 septembre, la Douma fut renvoyée à l'automne, mais ce retour offensif de la bureaucratie ne fit que tendre davantage encore la situation.

En même temps, la séparation est en voie de s'opérer dans les partis socialistes d'Occident entre les patriotes et les internationalistes ; ces derniers ont tenu à Zimmerwald, en Suisse, du 5 au 8 septembre 1915, une première conférence commune qui témoigne d'une reprise en tous pays de l'action révolutionnaire.

Lénine juge le moment venu d'établir une sorte de programme en prévision des événements à venir. Il réunit en une petite conférence ses amis de Suisse : Zinoviev, Kroupskaïa, Piatakov, E. Bach et quelques autres et leur présente un projet de thèses définissant la tactique du Parti bolchevique dans la révolution attendue. Un peu plus tard, après discussions et amendements, ces thèses furent publiées dans le n° 44 du *Social-Démocrate*. Lénine y attachait une grande importance, puisqu'il recommandait à Chliapnikov (lettre du 10 octobre 1915) de les « *copier par des procédés chimiques pour les faire parvenir rapidement à Pétersbourg* ». En mars 1917, après la révolution, il voulait encore qu'on les réimprime (lettre à Hanetski). Elles doivent en tout cas être rapprochées des fameuses thèses d'avril 1917[1].

1 Voir ces thèses dans le présent volume.

Quelques thèses[1]

Le contenu de ce numéro montre quelle énorme activité a déployée notre comité de Pétersbourg[2]. C'est vraiment pour la Russie et pour toute l'Internationale un modèle de ce que les socialistes peuvent faire pendant une guerre réactionnaire, dans les conditions les plus difficiles. Les ouvriers de Pétersbourg et de Russie soutiendront de toutes leurs forces cette activité et la pousseront plus avant dans la même voie, plus énergiquement, plus vigoureusement, plus largement.

En tenant compte des indications de nos camarades de Russie, nous allons formuler quelques thèses concernant les problèmes actuels de l'action social-démocrate.

---

1 *Œuvres complètes*, première édition russe, tome XIII, p. 207-209.

2 Le n° 47 du *Social-Démocrate* est entièrement consacré aux nouvelles de Russie : d'abord une sorte de calendrier de l'« action social-démocrate à Pétersbourg » au cours de l'année, puis l'analyse de quinze tracts lancés par le comité de Pétrograd, principalement contre la guerre et la défense nationale. On y voit qu'à ce moment, il y a dans la capitale 200 partisans du comité d'organisation et du groupe *Nacha Zaria*, 60 à 80 partisans de la réunion de « tous les social-démocrates » et 1 200 bolcheviks. Le comité de Pétrograd dirige huit « rayons » et est en relations avec sept grands centres ouvriers et plusieurs villes. À l'occasion du renvoi de la Douma, il a déclaré, en commun avec les autres organisations, une grève générale démonstrative sous le mot d'ordre « À bas le gouvernement ! » Il y eut 150 000 grévistes dans la capitale, 25 000 à Nijni, etc. Plus tard, il a entrepris la propagande pour la convocation d'un parlement ouvrier : des représentants des usines, élus à la représentation proportionnelle dans toutes les villes, composeraient un soviet panrusse des députés ouvriers.

1. Réclamer l'« Assemblée constituante » en tant que mot d'ordre indépendant[1] est faux, car maintenant toute la question est de savoir qui la convoquera. Les libéraux ont adopté ce mot d'ordre en 1905, car alors on pouvait concevoir une assemblée convoquée par le tsar et s'accommodant avec lui. Plus justes sont les « trois chevaux de bataille » (république démocratique, confiscation des grandes propriétés, journée de 8 heures[2]), en y ajoutant (voir n° 9) l'appel à la solidarité internationale des ouvriers dans la lutte pour le socialisme, pour le renversement révolutionnaire des gouvernements belligérants et contre la guerre.

2. Nous sommes contre la participation aux comités industriels de guerre, qui aident à faire la guerre réactionnaire impérialiste. Nous sommes pour l'utilisation de la campagne électorale, pour participer, par exemple, au premier stade des élections uniquement dans un but d'agitation et d'organisation. Il ne peut même pas être question de boycotter la Douma. Il nous faut absolument prendre part aux élections. En attendant que nous ayons des députés de notre parti à la Douma, il nous faut utiliser tout ce qui s'y passe dans l'intérêt de la social-démocratie révolutionnaire.

3. Il est surtout urgent et essentiel d'intensifier et d'élargir l'action social-démocrate dans le prolétariat, et de l'étendre ensuite au prolétariat rural, aux paysans pauvres et à l'armée. L'objectif le plus important de la social-démocratie révolutionnaire est de développer le

1 C'était le comité d'organisation qui, dans une « Lettre aux camarades de Russie » (3 septembre 1915), venait de conseiller aux ouvriers de « liquider la guerre » en convoquant une Assemblée constituante.

2 Ces trois revendications se retrouvent en effet dans les manifestes du comité de Pétersbourg analysés par le *Social-Démocrate*.

mouvement gréviste commençant[1] en lui donnant pour mots d'ordre les « trois chevaux de bataille ». La cessation immédiate de la guerre doit occuper la place qui convient dans l'agitation. Parmi leurs autres revendications, les ouvriers ne doivent pas oublier celle du retour immédiat des députés ouvriers membres du groupe parlementaire social-démocrate[2].

4. Les soviets de députés ouvriers et autres institutions analogues doivent être considérés comme des organes d'insurrection, des organes de pouvoir révolutionnaire. Ce n'est qu'en liaison avec le développement de la grève politique de masse et avec l'insurrection, avec la préparation, le progrès et le succès de l'insurrection, que ces institutions peuvent vraiment rendre service[3].

---

1 Des grèves importantes et violentes avaient éclaté non seulement à Saint-Pétersbourg, mais aussi dans les centres textiles de Kostroma, en juin 1915, et d'Ivanovo-Voznessensk, en juillet, dans le Sud et sur la Volga. Moscou avait engagé une grève générale.

2 Le 8 novembre 1914, les députés bolcheviques à la Douma : Badaïev, Samoïlov, Mouranov, Chagov et Pétrovski avaient été arrêtés pour avoir participé à une réunion clandestine en Finlande ; en février 1915, ils avaient été condamnés à la déportation en Sibérie. Cette condamnation fut largement exploitée par les social-démocrates dans leur agitation, jusqu'en février 1917.

3 La réflexion de Lénine est suscitée par l'agitation du comité de Pétersbourg pour la convocation d'un congrès panrusse des soviets (voir la note sur la première phrase de cet article). Dans sa lettre à Chliapnikov, du 10 octobre 1915, il écrit : « *Faites bien attention à la thèse sur les soviets de députés ouvriers. Il faut être prudent avec cette chose-là : on ferait arrêter une ou deux centaines de leaders. En dehors de l'insurrection, la "force" du soviet de députés ouvriers est une illusion. Il ne faut pas s'y laisser prendre.* » Il faut remarquer que l'idée du soviet était alors bien répandue à Pétrograd : beaucoup d'ouvriers voulaient profiter des élections aux comités industriels de guerre pour créer un "soviet". Le menchevik Skobélev, entre autres, propageait cette idée à Moscou.

5. Le contenu spécial de la révolution prochaine en Russie ne peut être que la dictature démocratique-révolutionnaire du prolétariat et des paysans. La révolution ne peut triompher en Russie sans renverser la monarchie et les grands propriétaires féodaux. Or, le prolétariat ne peut les renverser sans l'aide des paysans. La différenciation croissante des villageois en fermiers-propriétaires et en prolétaires ruraux n'a pas aboli l'oppression des campagnes par les Markov[1] et C^ie^. Nous avons été et nous sommes, absolument et dans tous les cas, pour l'organisation séparée des prolétaires ruraux.

6. Le prolétariat russe a à mener à son terme la révolution démocratique-bourgeoise en Russie, afin d'allumer la révolution sociale en Europe. Ce second objectif s'est actuellement beaucoup rapproché du premier, mais il n'en reste pas moins particulier et secondaire, car il s'agit de classes différentes collaborant avec le prolétariat russe : pour le premier objectif, le collaborateur est le paysan petit-bourgeois de Russie ; pour le second, c'est le prolétariat des autres pays.

7. La participation des social-démocrates à un gouvernement révolutionnaire provisoire aux côtés de la petite bourgeoisie démocratique demeure pour nous admissible, mais pas avec les révolutionnaires-chauvins.

8. Les révolutionnaires-chauvins sont pour nous ceux qui veulent vaincre le tsarisme pour vaincre l'Allemagne, pour piller les autres pays, pour fortifier la domination des Grands-Russiens sur les autres peuples de Russie, etc. La base du chauvinisme révolutionnaire, c'est l'état social de la petite bourgeoisie. Elle oscille toujours entre la bourgeoisie et le prolétariat. Maintenant elle oscille entre le chauvinisme (qui l'empêche d'être conséquente, même dans la révolution démocratique) et l'internationalisme

1 Député d'extrême droite à la Douma, représentant typique des féodaux.

prolétarien. Les interprètes politiques de cette petite bourgeoisie en Russie sont en ce moment les travaillistes, les socialistes-révolutionnaires, la *Nacha Zaria*, la fraction Tchéidzé, le comité d'organisation[1], Plékhanov et leurs pareils[2].

9. Si en Russie triomphaient les révolutionnaires-chauvins, nous serions contre la défense de leur « patrie » dans la guerre actuelle. Notre devise est : Contre les chauvins, même révolutionnaires et républicains, contre eux et pour l'alliance internationale du prolétariat en vue de la révolution socialiste[3].

---

1 Les travaillistes, dont était Kérenski, n'avaient pas voté les crédits de guerre, mais ils étaient prêts à collaborer avec la bourgeoisie à la défense nationale dans les Comités industriels de guerre ; les socialistes-révolutionnaires étaient divisés, mais n'avaient pas désavoué officiellement leur délégué défensiste à Londres, Roubanovitch ; la fraction parlementaire avec Tchéidzé avait exclu de son sein le député patriote Mankov, mais, d'après les renseignements reçus par Lénine, depuis les échecs militaires de la Russie, elle avait tendance à prendre la position défensiste ; le groupe de la *Nacha Zaria*, principal organe des liquidateurs en Russie, avait déclaré « ne pas s'opposer à la guerre » et « prendre le parti » de l'Entente et de l'alliance franco-russe. Le comité d'organisation était divisé : tandis que la plupart de ses partisans en Russie devenaient patriotes, son représentant Axelrod siégeait à Zimmerwald.

2 Lénine rappelle ces thèses 7 et 8, après la révolution de février, dans sa deuxième *Lettre de loin*.

3 Dans un article n° 49 du *Social-Démocrate*, « Une politique social-chauvine sous le couvert de la phrase internationaliste », Lénine explique que cet article 9 peut servir de réponse à cette proposition fausse énoncée par Martov dans le recueil publié le 30 novembre 1915 par le comité d'organisation L'Internationale et la guerre : « *Il va de soi que, si la crise présente conduisait à la victoire d'une révolution démocratique, à la république, le caractère de la guerre en serait radicalement changé.* » Et Lénine répète « *Le parti du prolétariat de Russie ne défendra pas, dans la guerre en cours, la patrie même des républicains et des révolutionnaires, tant qu'ils seront chauvins comme Plékhanov, les populistes, Kautsky, le Naché Diélo, Tchéidzé, le comité d'organisation, etc.* »

10 À la question : Le prolétariat peut-il jouer le rôle dirigeant dans la révolution bourgeoise en Russie ? nous répondons : Oui, il le peut si, au moment décisif, la petite bourgeoisie penche vers la gauche et si elle est poussée dans le même sens non seulement par notre propagande, mais aussi par des facteurs objectifs, économiques, financiers (les charges de la guerre), militaires, politiques, etc.

11 À la question : Que ferait le parti du prolétariat dans la guerre actuelle si la révolution le portait au pouvoir ? nous répondons : Nous offririons la paix à tous les belligérants à cette condition : libérer les colonies et tous les peuples dépendants, opprimés, ne jouissant pas de l'égalité de droits. Ni l'Allemagne, ni l'Angleterre et la France, sous leurs gouvernements actuels, n'accepteraient cette condition.

Alors nous serions obligés de préparer[1] et de faire la guerre révolutionnaire, c'est-à-dire que non seulement nous appliquerions, par les moyens les plus énergiques, tout notre programme minimum, mais encore nous pousserions systématiquement à l'insurrection tous les peuples actuellement opprimés par les Grands-Russiens, toutes les colonies et pays vassaux d'Asie (Inde, Chine,

1 D'après ce que raconte Zinoviev dans la préface du recueil *Contre le courant*, où cet article est reproduit, Lénine avait écrit d'abord : « *Nous ferons la guerre révolutionnaire* » ; mais Zinoviev lui fit remarquer que le Parti bolchevique prouvait prendre le pouvoir à un moment où les forces matérielles, l'état de l'armée et la désorganisation générale ne permettraient pas d'entreprendre immédiatement la guerre révolutionnaire. Après discussion, on convint d'adopter le texte ci-dessus : « Préparer et faire ». Toute cette « thèse » développe l'idée déjà contenue dans une lettre à Chliapnikov du 23 août 1915 : « *On nous dit : Que ferez-vous, si vous, révolutionnaires, vous triomphez du tsarisme ? Je réponds : 1° notre victoire centuplera le mouvement de la "gauche" en Allemagne ; 2° si nous triomphions du tsarisme complètement, nous offririons la paix à tous les belligérants à des conditions démocratiques et, en cas de refus, nous ferions la guerre révolutionnaire.* »

Perse, etc.) ; et surtout, nous appellerions à l'insurrection le prolétariat socialiste d'Europe contre ses gouvernements, malgré ses socialistes-chauvins[1].

Il est hors de doute que la victoire du prolétariat en Russie créerait des conditions extraordinairement favorables au développement de la révolution en Asie et en Europe. Même 1905 l'a montré[2]. La solidarité internationale du prolétariat révolutionnaire est un fait malgré l'écume malpropre de l'opportunisme et du social-chauvinisme.

Nous publions ces thèses pour inaugurer un échange de vues avec les camarades. Nous les développerons dans les numéros suivants.

La rédaction.

Le Social-Démocrate, n° 47, 13 octobre 1915.

1 « *Le prolétariat russe, dans la guerre actuelle, ne pourrait "défendre la patrie" et juger "le caractère de la guerre radicalement changé" que dans le seul et unique cas où la révolution placerait au pouvoir le parti du prolétariat et lui permettrait ainsi d'employer toute la puissance de l'élan révolutionnaire et de l'appareil gouvernemental à la réalisation immédiate et directe de l'alliance avec le prolétariat socialiste d'Allemagne et d'Europe* », ainsi Lénine commente-t-il cette thèse 11 dans l'article déjà cité du n° 49 du *Social-Démocrate*.

2 Les révolutions de Perse et de Turquie, le mouvement de Sun-Yat-Sen dans la Chine du Sud en 1911, ont été un écho certain de la révolution russe de 1905.

Nous avons vu qu'il y avait dans le Parti social-démocrate d'Allemagne, environ depuis le congrès de Stuttgart en 1907, une tendance révolutionnaire, « orthodoxe », opposée à la politique réformiste du comité central. Lorsque la guerre éclata, la direction du parti, fidèle à son attitude opportuniste, s'associa, avec quelques réserves verbales, à la politique gouvernementale ; l'opposition, représentée par Kautsky, se borna longtemps à des protestations inefficaces. Ainsi le groupe parlementaire se réunit le 3 août pour délibérer sur l'emprunt de guerre demandé par le gouvernement : une minorité de 14 voix se déclara décidée à voter contre, mais le lendemain, au Reichstag, le groupe tout entier comme un seul homme vota pour, et Haase, leader de l'opposition, accepta, en sa qualité de président du groupe, de donner lecture d'une déclaration inspirée par le plus pur patriotisme. Le souci de conserver l'unité du parti semblait, même à des hommes comme Karl Liebknecht, devoir l'emporter sur les considérations d'internationalisme. D'autre part, la guerre, à son début, était populaire : de nombreuses catégories d'ouvriers voyaient leurs salaires augmenter, les difficultés d'approvisionnement ne se faisaient pas encore sentir. Fin novembre, lors du second emprunt de guerre, la minorité, à la réunion du groupe parlementaire, ne recueillit encore que 17 voix, mais au Reichstag, le 2 décembre, Liebknecht vota contre. C'était le premier signe extérieur de l'existence d'une tendance radicale au sein de l'opposition.

Dès le 4 août, Rosa Luxemburg, Clara Zetkin, Franz Mehring avaient voulu lancer un manifeste contre la guerre et contre la conduite honteuse du groupe parlementaire, mais ils n'avaient alors trouvé que leurs propres signatures à mettre au bas et par suite ils avaient dû renoncer à leur projet. La manifestation publique de Liebknecht renforça le petit

noyau. Il entreprit bientôt de publier une revue pour développer et propager ses idées : la IIe Internationale est morte, il faut que les travailleurs de tous les pays mettent fin à la guerre, eux-mêmes, en s'insurgeant contre l'impérialisme qui l'a engendrée, et reconstruisent une internationale prolétarienne. La revue devait porter le titre expressif de *Die Internationale*, l'Internationale. Le premier numéro parut le 15 avril 1915, légalement, mais fut aussitôt saisi et interdit. Rosa Luxemburg, qui partageait la direction avec F. Mehring, avait déjà été arrêtée le 18 février pour une vieille affaire d'action antimilitariste. Le groupe de *L'Internationale*, comme on l'appela dès lors, n'en continua pas moins à militer à l'intérieur du parti. Une conférence de sympathisants venus de plusieurs fédérations s'était déjà réunie à Berlin. Au Reichstag, en mars 1915, Otto Rühle se joignait à Liebknecht pour refuser les crédits (déjà à la réunion du groupe parlementaire l'opposition avait réuni 23 membres). En prison, Rosa Luxemburg, malgré la défense qui lui était faite de se livrer à aucun travail politique, écrivait en secret une brochure pleine de verve, d'éloquence et de science économique et politique, où elle reprochait violemment à la direction du parti d'avoir renié la lutte de classe, raillait l'opposition pour son pacifisme impuissant et posait les fondements d'une politique vraiment socialiste et révolutionnaire. Le manuscrit put franchir sans encombre les portes de la prison et fut imprimé clandestinement, dans une petite typographie de province, en janvier 1916, sous ce titre : *La Crise de la social-démocratie*. Rosa Luxemburg avait insisté pour qu'on le publiât sous son nom, mais ses amis, craignant d'exposer l'auteur à de pires répressions, reprirent le pseudonyme de Junius. Ils pensaient aux fameuses *Lettres de Junius* qui ont bouleversé l'Angleterre à la fin du XVIIIe siècle et dont À. Rüge avait donné une traduction plusieurs fois rééditée. Ainsi vit le jour la *Brochure de Junius*, destinée,

elle aussi, à jouer un rôle immense dans la renaissance du mouvement révolutionnaire en Allemagne.

Cependant, la « crise de la social-démocratie » n'avait fait que s'aggraver. En décembre 1915, à la réunion du groupe parlementaire, l'opposition groupa 43 voix et, au Reichstag même, 20 députés refusèrent les crédits. Ainsi, la minorité semblait prendre courage : le 24 mars, lors de la discussion du budget, elle fit mieux et, par la bouche de Haase, donna lecture d'une déclaration qui, en plein Reichstag, soulignait le désaccord. Le scandale fut grand. Le groupe prononça l'exclusion des 22 signataires, qui se constituèrent aussitôt en « groupe de travail » (*Arbeitergemeinschaft*) indépendant. Cependant, ces députés, inspirés par Kautsky, Haase, Ledebour, ne poussaient pas leurs revendications au delà d'une espèce de pacifisme : c'était au gouvernement qu'ils demandaient la fin de la guerre ; ils demeuraient sur le terrain de la II^e^ Internationale, dont ils ne voulaient pas avouer la faillite inévitable.

Le groupe de *L'Internationale*, de son côté, progressait. À Zimmerwald, en 1915, il avait envoyé son délégué, P. Levi. Rosa Luxemburg, plus tard, avait résumé le contenu de sa brochure en 12 thèses qui, copiées à la machine, se transmettaient d'un endroit à l'autre. Le 1^er^ janvier 1916, une conférence clandestine des groupes adhérents, tenue dans l'appartement de Liebknecht, les adopte comme programme. Imprimées à la suite de la *Brochure de Junius* dans la troisième *Lettre politique* datée du 3 février 1916, elles furent largement répandues. Ces *Lettres politiques*, qui commençaient à paraître à intervalles irréguliers sous la signature de Spartacus, le chef des esclaves révoltés contre Rome, étaient aussi l'œuvre de R. Luxemburg et de Liebknecht. Elles commentaient dans un style ardent et poussant à l'action révolutionnaire, les événements d'actualité, les manifestations du peuple, la famine chaque jour plus dure.

Le terrain était manifestement favorable aux idées subversives : la fin de la guerre semblait, malgré

les victoires, reculer de jour en jour, les vivres manquaient, les deuils se multipliaient dans les familles, et le gouvernement appesantissait toujours sa tyrannie. À côté du groupe de *L'Internationale*, il y avait place pour d'autres : à Brême, s'était formé depuis longtemps autour d'un journal, les Lichtstrahlen (Rayons de lumière) de J. Borchardt, un petit noyau auquel devait s'adjoindre plus tard, en juin 1916, celui de l'*Arbeiterpolitik* (Politique ouvrière), dirigé de Suisse par K. Radek. C'étaient les socialistes internationalistes d'Allemagne, dont était aussi le député Rühle. Ils se différenciaient de l'Internationale par une attitude plus intransigeante contre le « centre » kautskiste ; ils visaient plus franchement à la scission de l'ancien Parti social-démocrate ; ils avaient tendance à négliger l'action parlementaire en faveur de l'action de masse, mais ils avaient moins d'influence dans les organisations. À la conférence de Kienthal (14-30 avril 1916), ils envoyèrent un représentant ; l'Internationale en avait deux.

La journée du 1er mai 1916 fut signalée, pour la première fois depuis la guerre, par une grande manifestation contre la guerre et contre le gouvernement, à la suite de laquelle Liebknecht fut arrêté. En juin, à Berlin, Kiel, Munich, Hanovre, etc., les ouvriers firent grève pour réclamer sa libération, et sa condamnation à 4 ans de prison, en août, ne calma pas l'effervescence. Les tracts se multipliaient, maintenant imprimés sur la presse clandestine installée par le social-démocrate polonais Jogiches, qui lança aussi le 20 septembre le premier numéro de *Spartacus*.

Telle était la situation dans la social-démocratie allemande à l'époque où Lénine eut connaissance de la *Brochure de Junius*. Un semblable document était trop important pour qu'il n'en donnât pas à ses lecteurs une analyse critique. Il convenait en particulier de revenir à ce sujet sur la question des guerres nationales, si débattue parmi les marxistes russes. Le *Social-Démocrate*, avec son unique feuille, ne pouvait insérer

une étude un peu étendue; la revue *Le Communiste* avait été interrompue après son unique numéro 1-2 à cause du désaccord survenu entre ses éditeurs (Piatakov et Boch) et Lénine sur la question du droit des nations à disposer d'elles-mêmes; Lénine lança donc, en octobre 1916, une nouvelle revue théorique: *Le Recueil du* Social-Démocrate (environ 80 pages en très petits caractères) et y publia l'article suivant.

Sur la *Brochure de Junius*[1]

Enfin vient de paraître en Allemagne, illégalement, sans adaptation à l'ignoble censure des junkers, une brochure social-démocrate consacrée à la guerre ! L'auteur, qui appartient visiblement à l'aile « gauche radicale » du parti, signe Junius, ce qui signifie en latin : cadet, et intitule son ouvrage : *La Crise de la social-démocratie*. On y trouve en appendice les « Thèses sur les objectifs du socialisme international » qui ont déjà été présentées à la commission socialiste internationale de Berne et imprimées dans le n° 3 de son bulletin[2] ; ces thèses appartiennent au groupe l'Internationale, qui a publié au printemps de 1915 un numéro d'une revue portant le même titre avec des articles de Zetkin, Mehring, R. Luxemburg, Thalheimer, Dunker, Strœbel et autres[3], et qui a organisé

1 *Œuvres complètes*, première édition russe, tome XIII, p. 435-488.

2 La commission socialiste internationale siégeant à Berne avait été créée par la conférence de Zimmerwald, pour *« entretenir les relations entre socialistes de tous les pays et surtout les relations internationales entre organisations fidèles à la lutte de classe prolétarienne, jusqu'au jour où le Bureau socialiste international pourra reprendre ses fonctions normales »*. Son secrétaire était le député suisse R. Grimm. Elle publiait un Bulletin, dont le premier numéro est daté du 21 septembre 1915. Le n° 3, dont parle Lénine, est du 29 février 1916. Les thèses de Rosa Luxemburg avaient été présentées à une conférence de la commission tenue du 5 au 10 février 1916 et avaient servi de base à un manifeste.

3 Le n°1 de la revue mensuelle *Die Internationale*, éditée légalement par Rosa Luxemburg et Franz Mehring, est daté du 15 avril 1915. L'article de R. Luxemburg, écrit en février 1915, avant son emprisonnement, est intitulé « La reconstruction de l'Internationale » ; celui de Clara Zetkin, « Pour la paix » ; celui

dans l'hiver 1915-1916 une conférence des social-démocrates de toutes les parties de l'Allemagne, où elles furent adoptées[1].

La brochure, comme le dit l'auteur dans l'introduction, datée du 2 janvier 1916, a été écrite en avril 1915 et a été imprimée « sans aucune modification ». Son apparition a été retardée par des « circonstances extérieures ». Elle est consacrée moins « à la crise du socialisme » qu'à l'analyse de la guerre, à la réfutation de la légende de son caractère national et libérateur, à la démonstration de sa nature impérialiste et du côté de l'Allemagne et du côté des autres puissances, et enfin à la critique révolutionnaire de la conduite du parti officiel.

Écrite dans un style extrêmement vivant, la brochure de Junius a certainement déjà joué et jouera un grand rôle dans la lutte contre l'ex-Parti social-démocrate d'Allemagne, passé du côté des junkers et de la bourgeoisie, et de tout cœur nous en félicitons l'auteur.

À un lecteur russe au courant des publications social-démocrates parues en russe à l'étranger de 1914 à 1916[2], la brochure de Junius n'apporte rien d'essentiellement nouveau. Lorsqu'on la lit en rapprochant des arguments du marxiste révolutionnaire allemand ce qui est exposé par exemple dans le manifeste du comité central de notre parti (septembre-novembre 1914), dans les

---

de Strœbel, « La scission dans le groupe social-démocrate du Landtag prussien »... Ce premier numéro, confisqué par l'autorité, demeura l'unique, jusqu'au 30 mai 1919, où la revue reparut comme organe du Parti communiste, sous la direction de Clara Zetkin et Thalheimer.

1 Il s'agit sans doute de la réunion tenue le 1*er* janvier 1916 chez Liebknecht.

2 Lénine a en vue le journal le *Social-Démocrate*, la brochure Le socialisme et la guerre, publiée en automne 1915 ; enfin quelques tracts sur La guerre et la classe ouvrière, La guerre et la vie chère, publiés par le comité central en Suisse.

résolutions de Berne (mars 1915)[1], et dans leurs multiples commentaires, on est obligé de constater chez Junius bien des lacunes et des erreurs. Mais avant d'entreprendre la critique de ces défauts et de ces fautes, nous devons bien souligner que nous le faisons seulement parce que l'autocritique est une nécessité entre marxistes et parce qu'il faut éprouver sous toutes leurs faces des idées qui serviront de base à la III[e] Internationale. La *Brochure de Junius* est, dans l'ensemble une belle œuvre marxiste et il est bien possible que ses défauts soient jusqu'à un certain point accidentels.

La principale lacune, un vrai pas en arrière, en comparaison de la revue légale *L'Internationale* (légale, quoiqu'elle ait été interdite aussitôt parue), c'est qu'il n'est pas dit un mot du lien qui existe entre le social-chauvinisme (l'auteur n'emploie ni ce terme, ni celui, moins précis, de social-patriotisme) et l'opportunisme[2]. L'auteur parle très justement de la « capitulation » et de la faillite du Parti social-démocrate d'Allemagne, de la « trahison » de ses « chefs officiels », mais il ne va pas plus loin. Or, *L'Internationale* avait déjà fait la critique du « centre », c'est- à-dire du kautskisme, en raillant très justement son manque de caractère, sa prostitution du marxisme et sa platitude devant les opportunistes[3]. Elle avait commencé

1 Voir les introductions des articles précédents

2 Un article de Zinoviev, dans ce même numéro du *Recueil du Social-Démocrate*, est consacré à ce sujet : Comment le liquidationnisme s'est changé en social-chauvinisme. Il y avait en effet en Allemagne des théoriciens qui prétendaient que le social-chauvinisme était dû seulement à une « psychose de guerre » et passerait avec la guerre.

3 Précisément, Rosa Luxemburg, dans son article sur « La reconstruction de l'Internationale », raillait Kautsky, en disant qu'avec sa théorie de l'Internationale instrument du temps de paix, inapplicable pendant la guerre, il devrait paraphraser ainsi l'appel du *Manifeste communiste* : « *Prolétaires de tous les pays, unissez-vous en temps de paix et égorgez-vous les uns les autres en temps de guerre !* »

à démasquer le véritable rôle des opportunistes, en publiant par exemple ce fait très important que, le 4 août 1914, les opportunistes étaient arrivés avec un ultimatum, résolus d'avance à voter dans tous les cas les crédits[1]. Ni la brochure ni les thèses ne parlent d'opportunisme ni de kautskisme ! C'est une faute théorique, car il est impossible d'expliquer la « trahison » sans la mettre en rapport avec l'opportunisme en tant que tendance ayant derrière elle une longue histoire, l'histoire de toute la II^e^ Internationale. C'est une faute pratique, politique, car il est impossible et de comprendre « la crise du socialisme » et d'en triompher, sans élucider le sens et le rôle de ces deux tendances : l'une franchement opportuniste (Legien, David[2], etc.), l'autre hypocritement opportuniste (Kautsky et C^ie^). C'est un recul, par exemple, sur l'article historique d'Otto Rühle dans le *Vorwärts* du

1 Le 3 août, la fraction social-démocrate du Reichstag se réunit pour délibérer sur l'emprunt de guerre de 5 milliards de marks demandé par le gouvernement. 78 voix contre 14 se prononcèrent en faveur de l'emprunt. « *Une partie des partisans de l'approbation, 20 à 30 environ,* écrit *Die Internationale*, *ont fait connaître ensuite qu'ils auraient voté séparément si la majorité de la fraction avait refusé les crédits. La minorité, qui avait eu la même intention, jugea devoir se conformer à la discipline, et au Reichstag, garda le silence. Lénine utilise encore ce fait, dans son grand article du* Communiste *(n° 1-2, 1915) sur « La faillite de la II^e^ Internationale* », pour montrer que la prétendue « unité du Parti social-démocrate allemand » n'est qu'un rôle hypocrite couvrant sa soumission inévitable aux ultimatums des opportunistes.

2 Legien, leader syndical, qui au début de la guerre annonça au patronat la cessation de toutes revendications économiques et mit à la disposition des agrariens la main-d'œuvre des villes pour assurer la moisson. Quant à E. David, Lénine venait de combattre son social-patriotisme dans un article intitulé : « L'œuvre capitale de l'opportunisme allemand sur la guerre » (à propos de son livre : *La Social-Démocratie dans la guerre*).

12 janvier 1916[1], où il prouve directement, franchement, la fatalité de la scission du Parti social-démocrate d'Allemagne (la rédaction du *Vorwärts* lui répond en répétant les phrases hypocrites et doucereuses de Kautsky, sans trouver un seul argument réel contre ce fait déjà patent de deux partis impossibles à réconcilier). C'est une conséquence étonnante, car la 12e thèse de *L'Internationale* dit nettement qu'il faut fonder une « nouvelle » Internationale, vu la « trahison » et le « passage sur le terrain impérialiste bourgeois » des représentants officiels des partis socialistes dirigeants[2]. Il est clair que parler de la participation à la « nouvelle » Internationale de l'ancien Parti social-démocrate d'Allemagne ou d'un parti acceptant dans ses rangs Legien, David et Cie serait tout simplement ridicule.

Comment s'expliquer ce pas en arrière du groupe de *L'Internationale*, nous l'ignorons. Le plus grand défaut

1 Otto Rühle, dans l'article indiqué, constate que le Parti social-démocrate a cessé d'exister le 4 août 1914 ; à sa place sont apparus : 1° un autre parti, qui mène une politique « *ne se différenciant en rien de celle des partis bourgeois et du gouvernement* » et, 2° une minorité, qui continue l'ancienne guerre de classe contre le capitalisme. Entre eux, aucune réconciliation possible, quelque hypothèse que l'on envisage, pendant ou après la guerre : de toute façon la scission est inévitable. Le *Vorwärts* répond seulement que la situation n'est pas si tendue, que la scission serait un mal immense et que le mieux est de travailler selon sa conscience sans chercher ce qui peut arriver ; d'ailleurs « *les deux tendances ont le droit et le devoir de faire connaître leurs arguments à la masse* ». La rédaction du *Vorwärts*, jusqu'en 1916, suivit en effet sa ligne propre, se rapprochant plutôt du « centrisme » que du comité central.

2 « *Vu la trahison par les représentations officielles des partis socialistes des pays dirigeants des buts et intérêts de la classe ouvrière ; vu leur passage du terrain de l'Internationale prolétarienne sur celui de la politique impérialiste bourgeoise, il est d'une nécessité vitale pour le socialisme de créer une nouvelle Internationale ouvrière pour prendre la direction et la coordination de la lutte de classe révolutionnaire contre l'impérialisme dans tous les pays.* »

de tout le marxisme révolutionnaire allemand, c'est l'absence d'une organisation illégale compacte suivant systématiquement sa route et éduquant le peuple dans l'esprit des nouveaux objectifs : une organisation de ce genre serait obligée de prendre une attitude nette en face et de l'opportunisme et du kautskisme. Son existence est d'autant plus nécessaire que les social-démocrates révolutionnaires ont perdu leurs deux derniers quotidiens, la *Bremer Bürgerzeitung*[1] et le *Volksfreund* de Brunswick[2], passés aux kautskistes. Seul le groupe des « socialistes internationalistes d'Allemagne » (ISD) reste à son poste, clairement, sans ambiguïté pour personne[3].

Il paraît que certains membres du groupe de *L'Internationale* sont tombés de nouveau dans le marécage du kautskisme éclectique. Strœbel, par exemple, en est venu à faire dans la *Neue Zeit* des courbettes devant Bernstein et Kautsky[4]! Tout dernièrement, le 15 août 1916, dans son article : « Pacifisme et social-démocratie » il a pris la défense du plus banal pacifisme kautskiste. Quant à Junius, il s'élève de la façon la plus catégorique contre l'utopisme kautskiste du « désarmement », de l'« abolition

1 La *Bremer Bürgerzeitung* était déjà avant la guerre l'organe de la tendance la plus révolutionnaire ; pendant la guerre, elle perdit 40 % de ses abonnés et ses ennemis attribuèrent cette chute à son intransigeance ; après de longues discussions dans les organisations de Brême, le journal passa aux kautskistes.

2 Le *Volksfreund* (L'Ami du peuple), dirigé par Thalheimer jusqu'en mai 1916, tomba, après que ce dernier eut été mobilisé, entre les mains de Sepp Orter, qui s'avéra bientôt kautskiste.

3 Voir notre introduction.

4 La *Neue Zeit* du 15 septembre 1916 contient de Ströbel un article où il regrette que la discussion dans le parti prenne des formes « *qui menacent de briser non seulement la coordination des actions, mais même l'unité de l'organisation* » et déclare que la minorité prendra part à la conférence d'Empire convoquée par le comité central. Le même Ströbel avait grandement loué un discours de Tchéidzé à la Douma.

de la diplomatie secrète », etc[1]. Il est possible qu'il y ait dans le groupe de *L'Internationale* deux courants : l'un révolutionnaire et l'autre penchant vers le kautskisme.

La première erreur de Junius se trouve dans la 5e thèse du groupe de *L'Internationale* : « *Dans cette ère d'impérialisme déchaîné, il ne peut plus y avoir de guerres nationales. Les intérêts nationaux ne sont qu'un leurre pour mettre les masses travailleuses au service de leur ennemi mortel, l'impérialisme !* » Le commencement de la 5e thèse qui se termine par cette proposition est consacré à caractériser la guerre présente comme impérialiste[2]. Il est possible que la négation des guerres nationales en général soit une étourderie, ou l'exagération accidentelle de cette idée très juste que la guerre présente est une guerre impérialiste et non pas nationale. Mais, comme le contraire est aussi possible, comme la négation erronée de toutes guerres nationales à l'occasion de la représentation fausse de la guerre présente comme une guerre nationale se remarque chez divers social-démocrates, il est impossible de passer sur cette erreur sans s'y arrêter[3].

1 Vers la fin de la brochure : « *Réclamer le désarmement complet ou partiel, l'abolition de la diplomatie secrète, la division des grandes puissances en petits États nationaux, etc. tout cela pris ensemble ou à part n'est qu'une utopie, tant que la classe capitaliste garde le pouvoir.* »

2 « *5. La guerre mondiale ne sert ni la défense nationale, ni les intérêts économiques ou politiques d'aucun peuple. Elle n'est qu'une résultante des rivalités impérialistes entre classes capitalistes de différents pays se disputant l'hégémonie et le monopole de l'exploitation et de l'oppression des contrées non encore dominées par le capital.* »

3 L'idée qu'il ne peut plus y avoir à notre époque de guerres nationales, mais seulement des guerres impérialistes, était alors très répandue parmi les social-démocrates les plus internationalistes. Aussi Lénine insiste-t-il tellement pour faire admettre l'existence des guerres nationales. Déjà dans l'été de 1915, il écrivait à Kollontaï : « *Nous ne pouvons pas être contre les guerres de libération nationale... Si les Serbes étaient seuls contre l'Autriche, est-ce que nous ne serions pas pour les*

Junius a absolument raison de souligner l'influence décisive de la « situation impérialiste » dans la guerre donnée, de dire que derrière la Serbie il y a la Russie, « derrière le nationalisme serbe l'impérialisme russe », que la participation à la guerre de la Hollande, par exemple, serait aussi de l'impérialisme, car primo, la Hollande défendrait ses colonies et, secundo, elle serait l'alliée de l'une des coalitions impérialistes. C'est indiscutable pour la guerre donnée. Et lorsque Junius souligne ce qui lui importe avant tout : la lutte contre « le fantôme » de la « guerre nationale », qui domine actuellement la politique social-démocrate, il est impossible de ne pas reconnaître que son raisonnement est très juste, et bien à sa place[1].

L'erreur serait d'exagérer cette vérité, de manquer au devoir marxiste d'être concret, de transporter ce jugement sur la guerre donnée à toutes les guerres possibles sous l'impérialisme, d'oublier les mouvement nationaux dirigés contre l'impérialisme. Le seul argument en faveur de la thèse qu'il ne peut plus y avoir de guerres nationales est que le monde est partagé entre une poignée de « grandes » puissances impérialistes et que, pour cette raison, toute guerre, même nationale à son début, se transforme en guerre impérialiste, lésant les intérêts d'une des puissances ou d'une des coalitions impérialistes[2].

La fausseté de cet argument est manifeste. Certes, la thèse principale de la dialectique marxiste est que toutes les limites dans la nature et dans la société sont conventionnelles et mobiles, qu'il n'y a pas un phénomène qui ne

---

Serbes ?.. Est-ce que nous ne serions pas pour l'Inde contre l'Angleterre ?… »

1 Les phrases citées se trouvent dans le chapitre VII de la brochure.

2 Ces idées sont développées aussi dans le chapitre VII : *« Supposons un instant... que, dans un des États d'aujourd'hui, la guerre à son point de départ soit réellement une pure guerre de défense nationale, c'est d'abord le succès militaire qui conduit à l'occupation de territoires étrangers... »*, etc.

puisse, dans certaines conditions, se transformer en son contraire. Une guerre nationale peut se transformer en guerre impérialiste et inversement. Exemple : les guerres de la grande Révolution française ont commencé en tant que guerres nationales et elles l'étaient en effet. Leur but était révolutionnaire : la défense de la grande révolution contre la coalition des monarchies. Or, quand Napoléon eut fondé l'Empire français en asservissant toutes sortes d'États nationaux anciens, étendus et viables, alors les guerres nationales françaises prirent le caractère de guerres impérialistes, qui à leur tour engendrèrent des guerres de libération nationale contre l'impérialisme de Napoléon.

Mais seul un sophiste pourrait effacer la différence entre la guerre nationale et la guerre impérialiste sous prétexte que l'une peut se transformer en l'autre. La dialectique a servi plus d'une fois, dans l'histoire de la philosophie grecque aussi, de pont à la sophistique. Quant à nous, restons dialecticiens et combattons les sophismes non pas en niant la possibilité de toute transformation en général, mais en analysant concrètement la chose donnée dans son milieu et dans son évolution.

Il est tout à fait improbable que la guerre impérialiste de 1914-1916 se transforme en guerre nationale, car d'abord la classe qui représente le mouvement en avant est le prolétariat, qui tend objectivement à la transformer en guerre civile contre la bourgeoisie, et ensuite les forces des deux coalitions ne sont pas tellement différentes et le capital financier international a partout créé une bourgeoisie réactionnaire. Cependant, il n'est pas permis de déclarer une telle transformation impossible : si le prolétariat européen était réduit à l'impuissance pour une vingtaine d'années ; si cette guerre finissait par des victoires dans le genre de celles de Napoléon et par l'asservissement de plusieurs États nationaux pleins de vie ; si l'impérialisme extra-européen (japonais et américain

surtout) tenait aussi une vingtaine d'années sans aboutir au socialisme (par exemple, par suite d'une guerre nippo-américaine), alors serait possible en Europe une grande guerre nationale. Ce serait une évolution rétrograde de l'Europe pour plusieurs dizaines d'années. C'est improbable, mais ce n'est pas impossible, car il est antiscientifique, antidialectique, théoriquement inexact, de se représenter l'histoire universelle comme allant toujours uniformément de l'avant, sans faire quelquefois des sauts gigantesques en arrière.

Ensuite, des guerres nationales ne sont pas seulement probables, mais inévitables, à l'époque de l'impérialisme, de la part des colonies et des semi-colonies. Les colonies et semi-colonies (Chine, Turquie, Perse) comptent un milliard d'habitants, c'est-à-dire plus de la moitié de la population du globe. Les mouvements de libération nationale y sont ou déjà très puissants ou en voie de le devenir[1]. Toute guerre est une continuation de la politique par d'autres moyens. La continuation de la politique de libération nationale des colonies, ce sera inévitablement des guerres nationales contre l'impérialisme des « grandes » puissances impérialistes d'aujourd'hui, mais elles peuvent aussi ne pas y conduire, cela dépend de bien des circonstances.

Exemple : l'Angleterre et la France ont fait la guerre de Sept Ans à cause des colonies, c'est-à-dire qu'elles ont fait une guerre impérialiste (laquelle est possible aussi bien sur le fond de l'esclavage ou du capitalisme primitif que sur celui du capitalisme très développé de notre époque). La France fut vaincue et perdit une partie de ses colonies[2]. Quelques années plus tard, commence la guerre

1 Dans l'hiver de 1915-1916, il avait éclaté par exemple en Perse, dans le Centre et le Sud, un mouvement révolutionnaire dirigé contre l'influence anglo-russe.

2 La guerre de Sept Ans (1756-1763) fut au début un conflit entre l'Angleterre et la France pour la possession de l'Amérique

de libération nationale des États de l'Amérique du Nord contre l'Angleterre seule. La France et l'Espagne, qui continuent à posséder des territoires dans les États-Unis actuels, par animosité contre l'Angleterre, c'est-à-dire en vue d'intérêts impérialistes, concluent un traité d'amitié avec les États insurgés contre l'Angleterre[1]. Les troupes françaises unies aux Américains battent les Anglais. Voilà une guerre de libération nationale où la rivalité impérialiste est un élément adventice sans importance sérieuse, au contraire de ce que nous voyons dans la guerre de 1914-1916 (l'élément national de la guerre austro-serbe n'a pas d'importance sérieuse en regard de la rivalité impérialiste prédominante[2]).

D'où il résulte qu'il serait absurde d'appliquer la notion d'impérialisme mécaniquement, et d'en déduire « l'impossibilité » des guerres nationales. La guerre de libération nationale d'une coalition Perse-Indes-Chine, par exemple, contre telle ou telle puissance impérialiste est fort possible et même probable, car elle découle du mouvement national de ces pays : quant à la transformation

---

du Nord ; il s'étendit ensuite à toute l'Europe et aux Indes ; le traité de Paris enleva à la France son empire des Indes (sauf 5 comptoirs) et presque toutes ses possessions d'Amérique, dont le Canada et la Louisiane ; cette dernière province était cédée à l'Espagne à titre de compensation.

1 En 1778, Louis XVI signa avec les États-Unis insurgés un traité de commerce, d'amitié et d'alliance, et rompit avec l'Angleterre ; l'Espagne se joignit à la France en 1779, dans l'espoir de recouvrer la Floride perdue en 1763. La France n'avait plus dans l'Amérique du Nord que les îles Saint-Pierre et Miquelon et le droit de pêche à Terre-Neuve.

2 Dans son article « La faillite de la II^e^ Internationale », Lénine déclare que « *l'élément national dans la guerre actuelle est représenté* seulement *par la guerre de la Serbie contre l'Autriche* » et la résolution de la conférence bolchevique de Berne dit : « *L'élément national dans la guerre austro-serbe a une importance absolument subordonnée, qui ne change rien au caractère impérialiste général de la guerre* ».

de cette guerre en guerre impérialiste entre les puissances impérialistes actuelles, elle dépendra de beaucoup de circonstances concrètes dont il serait ridicule de garantir la présence.

Troisième chose : même en Europe, on ne peut pas regarder les guerres nationales à l'époque de l'impérialisme comme impossibles. L'« ère de l'impérialisme » a fait la guerre actuelle impérialiste, elle engendre fatalement (tant que ne sera pas instauré le socialisme) de nouvelles guerres impérialistes, elle a imprégné d'impérialisme la politique des grandes puissances, mais elle n'exclut nullement les guerres nationales, par exemple de la part des petits États (annexés ou opprimés) contre les puissances impérialistes, de même qu'elle n'exclut pas des mouvements nationaux d'une grande envergure dans l'Est de l'Europe.

Sur l'Autriche, par exemple, Junius raisonne très bien en considérant non seulement son état « économique », mais aussi son état politique original, en notant son « incapacité interne à subsister », en constatant que « *la monarchie des Habsbourg n'est pas l'organisation politique d'un État bourgeois, mais seulement un syndicat faiblement soudé de quelques coteries de parasites sociaux* » et que « *la dissolution de l'Autriche-Hongrie n'est historiquement que la continuation du démembrement de la Turquie et est exigée comme lui par l'évolution historique*[1] ». Pour certains États balkaniques et pour la Russie, la situation n'est pas meilleure. En cas d'affaiblissement sérieux des « grandes » puissances au cours de cette guerre ou en cas de victoire de la révolution en Russie, des guerres nationales, même victorieuses, sont parfaitement possibles. Pratiquement, les puissances impérialistes ne peuvent pas intervenir dans n'importe

1 Les phrases citées se trouvent vers la fin du chapitre IV de la brochure.

quelles conditions, d'abord. Ensuite quand on dit à la légère que la guerre d'un petit État contre un État géant est sans espoir, il faut bien remarquer qu'une guerre sans espoir est quand même une guerre. Enfin certains phénomènes se passant chez les géants, par exemple de commencement de la révolution, peuvent transformer une guerre « sans espoir » en une guerre pleine d'espoirs.

Si nous nous sommes arrêtés assez longuement sur l'inexactitude de la proposition « qu'il ne peut plus y avoir de guerres nationales », ce n'est pas seulement parce qu'elle est théoriquement erronée. Certes, ce serait profondément triste, si les « hommes de gauche » se désintéressaient de la théorie du marxisme au moment où la fondation de la III^e^ Internationale exige une base solide de marxisme non vulgarisé. Mais, en politique pratique aussi, cette erreur est très nuisible : on en déduit l'absurde propagande du « désarmement[1] », puisqu'il ne peut plus y avoir que des guerres réactionnaires ; on en déduit une indifférence encore plus absurde et franchement réactionnaire envers les mouvements nationaux. Cette indifférence devient du chauvinisme, quand des membres des « grandes » nations européennes, c'est-à-dire des nations qui oppriment une foule de petits peuples et de colonies, déclarent sur un ton doctoral : « Il ne peut plus y avoir de guerres nationales ! »

Des guerres nationales contre les puissances impérialistes ne sont pas seulement possibles et probables, elles sont inévitables et progressives, révolutionnaires, quoique naturellement, pour qu'elles réussissent, il faille ou bien la coordination des efforts d'un nombre immense

1 Il y avait, principalement parmi les social-démocrates révolutionnaires des petits pays, une tendance à remplacer l'ancienne revendication de la « milice » ou de « l'armement du peuple » par celle du « désarmement ». Lénine combattit cette tendance dans un article spécial du n° 2 du *Recueil du Social-Démocrate* (décembre 1916).

d'habitants des pays opprimés (des centaines de millions pour la Chine et les Indes, que nous avons prises pour exemples), ou bien un concours particulièrement favorable de circonstances internationales (par exemple si l'intervention des puissances impérialistes est paralysée par leur affaiblissement, par des guerres entre elles, par leur antagonisme, etc.), ou bien un soulèvement simultané du prolétariat d'une des grandes puissances contre la bourgeoisie (cette éventualité, qui est la dernière dans notre énumération, est la plus désirable et la plus avantageuse pour la victoire du prolétariat).

Il faut remarquer cependant qu'il serait injuste d'accuser Junius d'indifférence envers les mouvements nationaux. Il met du moins au nombre des péchés du groupe parlementaire social-démocrate le silence qu'il a gardé sur l'exécution pour « crime de haute trahison » (évidemment pour une tentative d'insurrection en relation avec la guerre) d'un chef indigène du Cameroun[1] ; il souligne spécialement dans un autre endroit (pour MM. Legien, Lentsch[2] et autres coquins qui se nomment « social-démocrates ») que les nations coloniales sont aussi des nations. Il déclare très nettement : « *Le socialiste reconnaît à chaque peuple le droit à l'indépendance et à la liberté, le droit de disposer lui-même de ses destinées* » ; « *le socialisme international reconnaît le droit des nations libres, indépendantes, égales, mais lui seul peut créer des nations de ce genre, lui seul peut réaliser le droit des nations à disposer d'elles-mêmes. Et ce mot d'ordre du socialisme, remarque justement l'auteur, sert, comme tous les autres,*

1 « *Tandis que le groupe parlementaire couvrait d'un silence discret le cadavre de Duala-Manga, la presse social-démocrate emplissait l'air d'hymnes joyeux à la liberté que les crosses allemandes allaient apporter aux pauvres victimes du tsarisme.* » (chapitre V.)

2 Lentsch, qui appartenant avant la guerre à la tendance radicale du Parti social-démocrate, se montra après la guerre un patriote sans réserves, méprisé même par Kautsky.

non pas à consacrer ce qui existe, mais à indiquer la voie, à pousser le prolétariat vers une politique active, réformatrice, révolutionnaire[1]. » Par conséquent, ceux-là se tromperaient lourdement qui penseraient que tous les social-démocrates de gauche en Allemagne sont tombés dans le même rétrécissement et la même caricature du marxisme que certains social-démocrates hollandais et polonais qui nient le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, même en régime socialiste. D'ailleurs, nous parlerons plus loin des sources sociales hollando-polonaises de cette erreur-la[2].

1 Les phrases citées se trouvent au début du chapitre VII.

2 Le même numéro du *Recueil du Social-Démocrate* contient en effet un long article de Lénine intitulé : « La discussion sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et ses résultats ». En avril 1916, le *Vorbote*, organe de la gauche zimmerwaldienne, avait publié des thèses pour et contre le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, signées les premières par la rédaction du *Social-Démocrate*, les secondes par la rédaction de la *Gazeta Rabotnica* (R. Luxemburg, Radek), organe de l'opposition du Parti social-démocrate de Pologne. Tandis que les premières déclaraient : ce serait trahir le socialisme que de se refuser à réaliser dans un régime socialiste ce droit des nations à disposer d'elles-mêmes, les secondes répondaient que la question ne se posait pas : « *L'unité nationale dans la société socialiste aura selon toute vraisemblance un caractère uniquement culturel et linguistique et la division territoriale de ce milieu culturel, dans la mesure où elle aura lieu, ne peut résulter que des exigences de la production ; cette division ne devra naturellement pas être décidée par une nation à part jouissant de toute la plénitude de sa souveraineté (comme le demande "le droit à disposer de soi-même"), mais par tous les citoyens intéressés ensemble.* » Les marxistes hollandais avaient émis des idées analogues : Gorter reconnaissait aux Indes néerlandaises le droit de disposer de leur sort, mais refusait ce droit à son propre pays en régime socialiste. Lénine explique que ces erreurs sont dues, chez des camarades qui sont d'ailleurs de bons internationalistes, à des causes locales, propres à la Hollande et à la Pologne : 1. ce sont des pays petits et faibles insérés dans le système des grandes puissances : 2. tous deux sont situés géographiquement entre les rivaux impérialistes les plus acharnés : Angleterre et

La seconde erreur de Junius concerne la défense de la patrie. C'est la question cardinale au cours d'une guerre impérialiste. Et Junius nous a confirmés dans la conviction que notre parti lui a donné la seule réponse juste : le prolétariat est contre la défense de la patrie dans cette guerre impérialiste, vu son caractère pillard, esclavagiste et réactionnaire, vu la possibilité et la nécessité de lui opposer la guerre civile pour le socialisme et de tout faire pour la transformer en guerre civile. Junius, d'un côté, découvre très bien le caractère impérialiste de la guerre actuelle, à la différence des guerres nationales, mais de l'autre, il tombe dans une erreur étrange, en voulant à toute force attacher un programme national à une guerre qui n'est pas nationale ! C'est presque incroyable, mais c'est ainsi.

Les social-démocrates officiels, de la nuance Kautsky comme de la nuance Legien, se faisant les laquais de la bourgeoisie, qui a crié à « l'invasion » étrangère pour tromper les peuples sur le caractère impérialiste de la guerre, répètent avec un zèle particulier cet argument de « l'invasion ». Kautsky, qui assure maintenant les naïfs et les crédules (entre autres par l'intermédiaire du Russe Spectator[1]) du comité d'organisation qu'à partir de la fin de 1914 il a passé à l'opposition, continue à évoquer cet « argument » ! Pour le réfuter, Junius cite de très instructifs exemples historiques démontrant qu'*« invasion et lutte de classe dans l'histoire bourgeoise ne sont pas choses contradictoires, comme l'affirme la légende officielle, mais*

Allemagne, Allemagne et Russie ; 3. ils ont encore le vif souvenir des temps où ils étaient eux-mêmes grandes puissances ; 4. ils ont conservé encore des privilèges et oppriment l'un, les Indes néerlandaises, l'autre, les Ukrainiens, les Blancs-Russiens, les Juifs.

1 Pseudonyme de Nakhimson, membre du Bund, collaborateur régulier de la *Neue Zeit* dirigée par Kautsky. Il défendait Kautsky du reproche de social-patriotisme en citant de ses lettres particulières (voir l'article suivant).

l'une est un moyen et une manifestation de l'autre[1] ». Exemples : en France, les Bourbons ont appelé l'invasion étrangère contre les jacobins, les bourgeois de 1871 contre la Commune[2].

Marx, dans *La Guerre civile en France*, a écrit[3] : « *Le plus haut effort d'héroïsme dont la vieille société soit encore capable, c'est la guerre nationale. Or, il est prouvé aujourd'hui qu'elle est une pure mystification des gouvernements ; qu'elle a pour seul but de retarder la lutte de classe et enfin qu'elle disparaît dès que cette lutte de classe éclate et devient guerre civile.* »

« *Mais l'exemple classique de toutes les époques,* dit Junius en invoquant 1793, *c'est la grande Révolution française.* » De tout cela on conclut : « *Une expérience séculaire démontre donc que la meilleure défense, la meilleure arme d'un pays contre l'ennemi extérieur n'est pas l'état de siège, mais la lutte de classes déchaînée, qui éveille le respect de soi-même, l'esprit de sacrifice et la force morale chez les peuples.* »

Déduction pratique de Junius : « *Oui, les social-démocrates ont le devoir de défendre leur pays pendant une grande crise historique. Et la lourde faute du groupe social-démocrate du Reichstag consiste après avoir, dans sa déclaration du 4 août 1914, solennellement proclamé : "À l'heure du danger, nous ne laisserons pas notre patrie sans défense", à avoir au même instant renié ses paroles. Il a laissé la patrie sans défense à l'heure du plus grand danger. Car son premier devoir devant la patrie, à ce*

1 Chap. VII, au début.

2 Junius rappelle « *le fameux accord du 18 mai 1871 entre Jules Favre, Thiers et C*ie *et Bismarck, stipulant la libération de l'armée bonapartiste prisonnière et le concours direct des troupes prussiennes pour exterminer la Commune.* »

3 Dans les dernières pages de l'ouvrage (voir traduction Ch. Longuet, Librairie de *L'Humanité,* 1925, p. 84-85). La traduction est ici rectifiée,

moment, était de lui montrer le vrai caractère de cette guerre impérialiste ; de briser les filets du mensonge patriotique et diplomatique dont était enveloppé cet attentat à la patrie ; de déclarer hautement et clairement que dans cette guerre la victoire et la défaite étaient également néfastes au peuple allemand ; de résister jusqu'à la dernière extrémité à l'étranglement de la patrie sous l'état de siège ; de proclamer la nécessité de l'armement immédiat du peuple et son droit de décider lui-même de la guerre et de la paix ; de demander énergiquement que la représentation populaire siège en permanence pendant tout le temps de la guerre pour assurer le contrôle vigilant de la représentation sur le gouvernement et du peuple sur sa représentation ; de réclamer l'abolition immédiate de toute limitation des droits politiques, car, seul, un peuple libre peut défendre avec succès son pays ; d'opposer, enfin, au programme impérialiste de guerre – qui veut la conservation de l'Autriche et de la Turquie, c'est-à-dire de la réaction en Europe et en Allemagne – le vieux programme véritablement national des patriotes et des démocrates de 1848, le programme de Marx, Engels et Lassalle, la grande et indivisible république allemande. Tel était le drapeau qu'il fallait déployer devant le pays, qui aurait été véritablement national, véritablement libérateur et qui aurait répondu aux meilleures traditions de l'Allemagne et à la politique internationale du prolétariat... Ainsi le pénible dilemme, entre les intérêts de la patrie et la solidarité internationale du prolétariat, le conflit tragique qui a jeté nos parlementaires, "à contre-cœur", du côté de la guerre impérialiste n'est qu'imagination pure, fiction nationaliste bourgeoise. Entre les intérêts du pays et l'intérêt de classe de l'Internationale prolétarienne, il existe au contraire, en temps de guerre comme en temps de paix, une parfaite harmonie : et la guerre et la paix exigent le développement

le plus énergique de la lutte de classe, le maintien le plus ferme du programme social-démocrate[1]. »

Ainsi pense Junius. La fausseté du raisonnement saute aux yeux, et si nos larbins, francs ou déguisés, du tsarisme, Messieurs Plékhanov et Tchkhenkéli[2], et peut-être même Messieurs Martov et Tchéidzé, se raccrochent avec joie aux paroles de Junius non pas par recherche de la vérité théorique, mais pour se tirer d'affaire, pour dérouter la critique, pour jeter de la poudre aux yeux des ouvriers, il nous faut nous arrêter et expliquer en détail les sources théoriques de l'erreur de Junius.

À la guerre impérialiste, il veut « opposer » le programme national. Il invite la classe d'avant-garde à regarder le passé et non l'avenir ! En 1793 et 1848 en France, en Allemagne et dans l'Europe entière, ce qui était objectivement à l'ordre du jour, c'était la révolution démocratique bourgeoise. À cette situation objective correspondait le programme « véritablement national », c'est-à-dire national-bourgeois, de la démocratie de ce temps, le programme réalisé en 1793 par les éléments les plus révolutionnaires de la bourgeoisie et de la plèbe et proclamé en 1848 par Marx au nom de toute la démocratie d'avant-garde. Aux guerres féodales et dynastiques, les conditions objectives opposaient alors les guerres démocratiques révolutionnaires, les guerres de libération nationale.

Telles étaient les exigences de l'époque.

Aujourd'hui, pour les grands États avancés d'Europe, la situation objective est autre. Le progrès, à part les reculs temporaires possibles, ne peut s'effectuer que dans

1 Chap. VII, vers la fin.

2 Le député géorgien Tchkhenkéli s'était distingué, dans le groupe social-démocrate de la Douma, par une position beaucoup plus « défense nationale » que ses collègues. Dans *Le Socialisme et la guerre*, Lénine citait de lui une phrase où il justifiait l'attitude de la social-démocratie allemande.

le sens de la société socialiste, de la révolution socialiste. À la guerre bourgeoise impérialiste, à la guerre du capitalisme hautement développé, ne peuvent objectivement s'opposer, du point de vue de la classe d'avant-garde, que la guerre contre la bourgeoisie, c'est-à-dire, avant tout, la guerre civile du prolétariat contre la bourgeoisie pour la conquête du pouvoir, guerre sans laquelle est impossible tout progrès sérieux, et ensuite, seulement dans certaines conditions particulières, la guerre éventuelle pour la défense de l'État socialiste contre les États bourgeois. C'est pourquoi ceux des bolcheviks (heureusement très peu nombreux et que nous avons immédiatement cédés au *Prizyv*[1]), qui étaient disposés à accepter une défense conditionnelle, la défense de la patrie à la condition d'une révolution victorieuse et du triomphe de la république en Russie, sont restés fidèles à la lettre du bolchevisme, mais en ont trahi l'esprit, car, entraînée dans la guerre impérialiste des grandes puissances européennes, la Russie, même sous la forme républicaine, ferait, elle aussi, une guerre impérialiste[2] !

En disant que la lutte de classe est le meilleur remède contre l'invasion, Junius n'applique qu'à moitié la dialectique marxiste ; il fait un pas sur le bon chemin et aussitôt il s'en écarte. La dialectique marxiste exige l'analyse complète de chaque situation historique particulière. La lutte de classe est le meilleur moyen contre l'invasion, c'est vrai et pour la bourgeoisie qui veut renverser la féodalité et pour le prolétariat qui veut renverser la bourgeoisie. Mais précisément parce que c'est vrai pour toute oppression d'une classe par une autre, c'est trop général et par conséquent insuffisant dans un cas particulier donné. La guerre civile contre la bourgeoisie est aussi une des

1 Le journal social-patriote auquel collaborait, entre autres, l'ancien bolchevik Alexinski.

2 Voir plus haut, dans l'article « Quelques thèses », la thèse 9.

formes de la lutte de classe, et c'est elle qui seule peut préserver l'Europe (entière, et non pas un pays) du danger d'invasion. « La grande Allemagne républicaine », si elle avait existé en 1914-1916, aurait fait la même guerre impérialiste.

Junius approche de la vraie solution et du vrai mot d'ordre : la guerre civile contre la bourgeoisie au nom du socialisme, mais comme s'il craignait de dire jusqu'au bout toute la vérité, il revient en arrière, à cette fantaisie d'une « guerre nationale » en 1914, 1915, 1916.

À prendre les choses non plus du côté théorique, mais du côté purement pratique, son erreur n'est pas moins manifeste. Toute la société bourgeoise, toutes les classes de l'Allemagne, y compris les paysans, étaient pour la guerre (en Russie, vraisemblablement, aussi ; du moins la plupart des paysans aisés et moyens et une portion très importante des paysans pauvres se trouvaient manifestement sous le charme de l'impérialisme bourgeois). La bourgeoisie était armée jusqu'aux dents. « Proclamer », dans ces conditions, un programme comportant la république, le Parlement siégeant en permanence, l'élection des officiers par le peuple (« l'armement du peuple »), etc., c'était, pratiquement, proclamer la révolution (avec un programme révolutionnaire erroné).

Junius ajoute très justement qu'on ne peut « faire » la révolution[1]. La révolution était à l'ordre du jour en 1914-1916, elle était portée par la guerre, elle naissait d'elle. Voilà ce qu'il fallait « proclamer » au nom de la classe révolutionnaire ; il fallait énoncer jusqu'au bout, sans crainte, le programme de cette classe : le socialisme impossible, en temps de guerre, sans guerre civile contre la classe archi-réactionnaire, criminelle, qui condamne le peuple à des calamités inouïes, contre la bourgeoisie.

1 Au chapitre VII. « *On ne fait pas les révolutions, et les grands mouvements populaires ne se tirent pas, au moyen de recettes mécaniques, de la poche des autorités du parti.* »

Il fallait méditer des actions systématiques, conséquentes, pratiques, absolument réalisables quelle que soit la vitesse du développement de la crise révolutionnaire, et exactement dans le sens de la révolution en préparation. Ces actions sont indiquées dans la résolution de notre parti[1] : 1° vote contre les crédits ; 2° rupture de l'union sacrée ; 3° création d'une organisation illégale ; 4° fraternisation des soldats ; 5° soutien de toutes les manifestations révolutionnaires de masses. Le succès de toutes ces opérations mène infailliblement à la guerre civile.

La proclamation de ce grand programme historique aurait certainement une importance colossale, la proclamation non pas du vieux programme national allemand, vieilli de nos jours, en 1914-1916, mais du programme prolétarien international et socialiste. Vous, les bourgeois, vous faites la guerre pour le pillage ; nous les ouvriers de tous les pays belligérants, nous vous déclarons la guerre, la guerre pour le socialisme : voilà la substance du discours qu'auraient dû prononcer, dans les Parlements, le 4 août 1914, les socialistes qui n'avaient pas encore trahi le prolétariat comme Legien, David, Kautsky, Plékhanov, Guesde, Sembat, etc.

L'erreur de Junius peut découler de deux sortes de considérations inexactes. Sans doute Junius est catégoriquement contre la guerre impérialiste et non moins catégoriquement pour la tactique révolutionnaire : c'est un fait que ne supprimeront jamais les exclamations de joie de MM. Plékhanov et C^ie^ à propos du « défensisme » de Junius[2]. À cette sorte de calomnies, qui peut et doit se répéter, il faut donner une réponse immédiate et nette.

1 Dans la résolution de la conférence de Berne intitulée : « Mots d'ordre de la social-démocratie révolutionnaire » ; Lénine résume quelque peu ici les cinq formules de cette résolution.

2 Lénine n'a pas en vue ici un écrit particulier de Plékhanov ; dans le Prizyv en général, on ne trouve aucune allusion à la brochure de Junius ; il s'agit peut-être d'opinions exprimées

Mais Junius, en premier lieu, ne s'est pas tout à fait libéré du « milieu », celui des social-démocrates allemands, même de gauche, qui craignent d'aller jusqu'au bout des mots d'ordre révolutionnaires[1].

C'est une crainte injustifiée, les social-démocrates de gauche devront s'en délivrer et ils s'en délivreront. Le cours de la lutte contre les social-chauvins les y conduira. Et ils luttent contre leurs social-chauvins avec décision, fermeté et sincérité, c'est le mérite immense qui les distingue radicalement et principalement des Martov et des Tchéidzé qui d'une main (à la Skobélev) déploient un drapeau, saluant « les Liebknecht de tous les pays »,

---

oralement. L'idée qu'on rencontre à maintes reprises dans le Prizyv, comme d'ailleurs dans *L'Humanité* de cette époque, est celle-ci : Liebknecht est le seul internationaliste d'Allemagne parce qu'il dénonce son pays comme responsable de la guerre. À ceux qui disaient qu'il y a quand même en Allemagne un courant internationaliste, les amis de Plékhanov répondaient : Voyez l'opposition social-démocrate au Reichstag, quel internationalisme bâtard et de mauvais aloi est le sien ! Sans doute invoquaient-ils aussi dans le même sens les phrases pseudo-défensistes de Junius.

1 Junius commet la même erreur dans ses considérations sur ce thème : que vaut-il mieux, la victoire ou la défaite ? Il conclut : les deux sont également mauvaises (ruine, augmentation des armements, etc.). Ce n'est pas le point de vue du prolétariat révolutionnaire, mais celui d'un petit bourgeois pacifiste. Quand on parle de l'« intervention révolutionnaire » du prolétariat – Junius et les Thèses du groupe de *L'Internationale* en parlent, quoique malheureusement de façon trop générale – il faut absolument poser la question autrement : 1. une intervention révolutionnaire est-elle possible sans entraîner un risque de défaite ? 2. est-il possible de fouetter la bourgeoisie et le gouvernement de son propre pays sans entraîner le même risque ? 3. n'avons-nous pas toujours dit et l'histoire des guerres réactionnaires ne dit-elle pas que les défaites facilitent la tâche de la classe révolutionnaire ? (N. L.)
Ces idées ont été développées par Lénine dans l'article « La défaite de son propre gouvernement dans la guerre impérialiste » (voir plus haut).

et de l'autre embrassent tendrement Tchkhenkéli et Potressov[1].

En second lieu, Junius a probablement cherché quelque chose comme la théorie mencheviste, de triste mémoire, sur les stades[2]; il a voulu commencer la réalisation du programme révolutionnaire par le bout « le plus commode », « le plus populaire », le plus acceptable pour la petite bourgeoisie. Il a voulu ruser avec l'histoire, être plus malin que les philistins. Qui sera, pensait-il, contre une meilleure défense de la véritable patrie ? Personne. Or, la véritable patrie, c'est la grande Allemagne républicaine, et sa meilleure défense, c'est la milice, le parlement siégeant en permanence, etc. Une fois accepté, ce programme conduirait de lui-même au stade suivant : la révolution socialiste.

Ce sont sans doute des considérations de ce genre qui, consciemment ou semi-consciemment, ont déterminé la tactique de Junius. Inutile de dire qu'elles sont erronées.

Dans la brochure de Junius, on sent le solitaire, qui n'a pas autour de lui la camaraderie d'une organisation illégale habituée à pousser les mots d'ordre révolutionnaires jusqu'au bout et à faire systématiquement l'éducation du peuple dans leur esprit. Mais ce défaut, il serait profondément injuste de l'oublier, n'est pas le défaut personnel de Junius ; il résulte de la faiblesse de toute la gauche allemande, embarrassée de tous côtés dans un filet épais de kautskisme hypocrite, pédant et complaisant aux

1 Dans son article sur « La fraction Tchéidzé et son rôle » (décembre 1916), Lénine écrit encore : *« La fraction Tchéidzé se tait. Skobélev salue les Liebknecht de tous les pays et pourtant le vrai Liebknecht démasquait et stigmatisait sans pitié* ses *Scheidemann et* ses *kautskistes, tandis que Skobélev demeure en constante union et amitié avec les Scheidemann de Russie (Potressov et C^ie, Tchkhenkéli et C^ie et avec les kautskistes de Russie (Axelrod, etc.). »*

2 Voir, pour la théorie des stades, principalement chez les « économistes » notre premier volume.

opportunistes. Les partisans de Junius ont su, malgré leur isolement, commencer la publication des tracts illégaux et la guerre contre le kautskisme. Ils sauront aller plus loin dans cette voie, qui est la bonne.

Recueil du Social-Démocrate, n° 1, octobre 1906.

Lénine avait terminé en mai 1916, à Berne, sa brochure sur *L'impérialisme, dernière étape du capitalisme*[1]. Mais comme il voulait la faire imprimer en Russie, il lui avait fallu compter avec la censure : aussi avait-il pris la question principalement du côté théorique et économique en négligeant les aspects politiques. En particulier il regrettait de n'avoir pu insister sur les rapports du social-chauvinisme avec l'impérialisme, de n'avoir pu montrer *« que cette scission du mouvement ouvrier a ses conditions objectives dans l'impérialisme »*. L'article ci-dessous a été écrit d'abord pour faire connaître les idées essentielles de la brochure en attendant sa publication, ensuite pour la compléter sur les points indiqués. Il fut imprimé dans le n° 2 du Recueil du *Social-Démocrate*, daté de décembre 1916.

1 Publié seulement après la révolution, en avril 1917 ; traduction française à la Librairie de l'Humanité.

L'impérialisme et la scission du socialisme[1]

Y a-t-il un rapport entre l'impérialisme et cette monstrueuse victoire remportée par l'opportunisme (sous la forme du social-chauvinisme) sur le mouvement ouvrier en Occident ?

C'est le problème fondamental du socialisme contemporain. Ayant déjà définitivement établi dans les publications de notre parti : 1° le caractère impérialiste de notre époque et de cette guerre ; 2° le lien indissoluble existant entre le social-chauvinisme et l'opportunisme, ainsi que l'identité de leur contenu politique, nous pouvons et devons aborder l'examen de cette question essentielle.

Il faut commencer par définir le plus exactement et le plus complètement possible l'impérialisme. L'impérialisme est un stade particulier du capitalisme. Cette particularité est triple : l'impérialisme est : 1° un capitalisme monopolisateur ; 2° un capitalisme parasitaire ou en voie de putréfaction ; 3° un capitalisme mourant.

Le remplacement de la libre concurrence par le monopole est le trait économique fondamental, l'essence de l'impérialisme. Le monopole prend cinq formes principales :

1. Les cartels, syndicats et trusts ; la concentration de la production a atteint le degré où elle engendre ces associations de capitalistes ;

1 *Œuvres complètes*, première édition russe, tome XIII, p. 468-482.

2. Le monopole des grandes banques : 3 à 5 banques-colosses dirigent toute la vie économique de l'Amérique, de la France et de l'Allemagne ;

3. L'accaparement des sources de matières premières par les trusts et par l'oligarchie financière (le capital financier est le capital industriel monopolisateur fondu avec le capital bancaire) ;

4. Le partage (économique) du monde entre les cartels internationaux est commencé. Ces cartels internationaux dominant tout le marché mondial et le partageant « à l'amiable », en attendant que la guerre le partage de nouveau, sont déjà plus de cent ! Un rapport étroit existe entre l'exportation des capitaux, phénomène distinct de l'exportation des marchandises pratiquée sous le capitalisme non-monopolisateur, et le partage économique et politique ou territorial du monde ;

5. Le partage territorial du monde (colonies) est terminé[1].

L'impérialisme, comme stade suprême du capitalisme en Amérique, en Europe et ensuite en Asie, s'est constitué tout à fait dans la période 1898-1914.

Les guerres hispano-américaine (1898), anglo-boer (1900-1902), russo-japonaise (1904-1905) et la crise économique européenne de 1900, voilà les principaux jalons de cette nouvelle époque de l'histoire universelle.

L'impérialisme est un capitalisme parasitaire ou en voie de putréfaction. Cela se manifeste d'abord dans la tendance à la putréfaction qui caractérise tout monopole sous le régime de la propriété privée des moyens de production. Entre la bourgeoisie démocratique républicaine et la bourgeoisie réactionnaire monarchiste impérialiste, la différence s'efface pour la raison que l'une et l'autre pourrissent sur pied (ce qui n'empêche pas le capitalisme

1 Dans cette énumération, l'auteur résume les six premiers chapitres de sa brochure. C'est là qu'il faut se reporter pour trouver les faits concrets conduisant à ces conclusions.

de prendre un essor étonnamment rapide dans telle ou telle branche d'industrie, dans tel ou tel pays, dans telle ou telle période). La putréfaction du capitalisme se manifeste, en deuxième lieu, dans la formation d'une couche énorme de rentiers, de capitalistes vivant des coupons qu'ils détachent. Les quatre pays impérialistes d'avant-garde, Angleterre, Amérique du Nord, France et Allemagne, possèdent en papiers de valeur un capital de 100-150 milliards de francs, soit un revenu annuel d'au moins 5-8 milliards chacun. En troisième lieu, l'exportation des capitaux est un parasitisme au carré. En quatrième lieu, « le capital financier aspire à la domination, et non à la liberté ». La réaction politique sur toute la ligne est le propre de l'impérialisme. Vénalité, corruption, dans les grandes largeurs ; panamas de toutes sortes. En cinquième lieu, l'exploitation des nations opprimées, inséparable des annexions, et en particulier l'exploitation des colonies par une poignée de « grandes » puissances, transforme de plus en plus le monde « civilisé » en un parasite vivant sur le corps de centaines de millions de non civilisés. Le prolétaire romain vivait aux dépens de la société. La société actuelle vit aux dépens du prolétariat contemporain. Cette profonde remarque de Sismondi[1] a été soulignée par Marx. L'impérialisme change quelque peu les choses. La catégorie privilégiée du prolétariat des puissances impérialistes vit en partie aux dépens de centaines de millions d'hommes appartenant aux peuples non civilisés[2].

1 Économiste et historien genevois mort en 1842, souvent cité et utilisé par Marx. La remarque en question se trouve presque textuellement dans ses *Études sur l'économie politique,* publiées à Bruxelles en 1837, et elle est citée par Marx dans *Le Capital*, tome l[er], chapitre 22, en note.

2 Voir le développement de ce paragraphe dans le chapitre VIII de la brochure.

On comprend pourquoi l'impérialisme est un capitalisme mourant en voie de transition vers le socialisme ; le monopole, naissant du capitalisme, le commencement de sa métamorphose en socialisme, la colossale collectivisation du travail opérée par l'impérialisme (ce que ses apologistes, les économistes bourgeois, appellent l'intégration) ont la même signification[1].

En donnant cette définition de l'impérialisme, nous nous mettons en contradiction avec Kautsky, qui se refuse à voir dans l'impérialisme « une phase du capitalisme » et le définit comme une politique « préférée » par le capital financier, une tendance des pays « industriels » à annexer les pays « agricoles[2] ». Cette définition de Kautsky est complètement fausse théoriquement. La particularité de l'impérialisme est la domination du capital non pas industriel, mais financier, la tendance à l'annexion non seulement de pays agricoles, mais de pays de toutes sortes. Kautsky sépare la politique de l'impérialisme de son économique, il sépare le « monopolisme » politique du « monopolisme » économique, afin de frayer la voie à son vulgaire réformisme bourgeois avec le « désarmement », l'« ultra-impérialisme[3] » et autres sornettes. La raison d'être et le but de ce faux théorique,

1 Dans la brochure, il est dit rapidement que l'impérialisme est « *un capitalisme en voie de transition, ou plutôt mourant* », mais il n'est pas parlé du socialisme auquel il conduit (ch. X).

2 « *L'impérialisme est un produit du capitalisme industriel hautement développé. Il consiste dans la tendance de toute nation capitaliste industrielle à se subordonner et à s'annexer un terrain agricole toujours plus vaste, de quelques nations qu'il soit habité* » (*Neue Zeit*, 11 septembre 1914). La traduction de ce passage important a été refaite d'après l'original.

3 Kautsky écrivait : « *Du point de vue purement économique, il n'est pas impossible que le capitalisme traverse une nouvelle phase, le transport de la politique des cartels dans la politique extérieure, une phase d'"ultra-impérialisme", où les divers impérialismes, au lieu de se concurrencer, exploiteraient en commun le monde* ».

c'est uniquement de pallier les plus profondes contradictions de l'impérialisme et de justifier ainsi la théorie de « l'union » avec les apologistes de l'impérialisme, les social-chauvins et les opportunistes déclarés[1].

Nous avons déjà assez insisté sur cette rupture de Kautsky avec le marxisme et dans le *Social-Démocrate* et dans le *Communiste*[2]. Nos kautskistes de Russie, Axelrod et Spectator en tête, sans excepter Martov et jusqu'à un certain point Trotsky, ont préféré passer sous silence la question du kautskisme considéré comme tendance. N'osant pas défendre ce que Kautsky a écrit pendant la guerre, ils se sont tirés d'affaire soit en louant Kautsky purement et simplement (comme Axelrod dans une brochure en allemand, que le comité d'organisation a promis de publier en russe[3], soit (comme Spectator) en citant des lettres particulières où il affirme appartenir à l'opposition et essaie jésuitiquement de réduire à rien ses déclarations chauvines.

Son « interprétation » de l'impérialisme, qui en est une image embellie, marque un recul, notons-le, non seulement sur le *Capital financier* de Hilferding[4] (malgré l'ardeur avec laquelle Hilferding défend aujourd'hui Kautsky et l'« union » avec les social-chauvins !), mais même sur le social-démocrate J. A. Hobson. Cet économiste anglais, qui n'a pas l'ombre de prétention au titre de marxiste, est beaucoup plus profond dans sa définition de l'impérialisme et dans son analyse des contradictions

---

La traduction de ce passage important a été refaite d'après l'original.

1 Voir le chapitre VII de la brochure.

2 Principalement dans l'article : « La faillite de la II^e^ Internationale ».

3 Il s'agit de la brochure intitulée : *La Crise et la tâche de l'Internationale*, publiée à Zurich en 1915.

4 Marxiste autrichien, dont l'ouvrage, publié à Vienne en 1916, est demeuré classique.

qu'il renferme[1]. Voici ce qu'écrit cet auteur (chez qui on peut trouver presque toutes les vulgarités pacifistes et « conciliatrices » de Kautsky) sur la question particulièrement importante du parasitisme de l'impérialisme.

Deux sortes de circonstances, d'après Hobson, ont toujours affaibli les anciens empires : 1. le parasitisme économique et 2. le recrutement de leurs armées parmi les populations subjuguées.

« *La première circonstance est la coutume du parasitisme économique, en vertu de laquelle l'État dominant exploite ses provinces, ses colonies et les pays vassaux pour enrichir sa classe dirigeante et pour corrompre ses classes inférieures afin qu'elles se tiennent tranquilles.* »

Quant à la deuxième circonstance, Hobson écrit :

« *Un des symptômes les plus étranges de l'aveuglement impérialiste [cette chanson de l'"aveuglement" des impérialistes est mieux à sa place dans la bouche du social-libéral Hobson que dans celle du "marxiste" Kautsky], c'est l'insouciance avec laquelle la Grande-Bretagne, la France et autres pays impérialistes entrent dans cette voie. La Grande-Bretagne s'y est engagée plus loin qu'aucune autre. La plupart des batailles par lesquelles nous avons conquis notre empire des Indes ont été livrées par des armées composées d'indigènes ; aux Indes, comme dans ces derniers temps en Égypte, de grandes armées permanentes se trouvent sous le commandement des Anglais ; presque toutes les guerres menées pour la conquête de l'Afrique, à l'exception de sa partie Sud, ont été faites pour nous, par les indigènes.* »

1 J. A. Hobson : *Imperialism*, London 1902. (N.L.). Cet ouvrage, écrit sous l'impression de la guerre anglo-boer, donne, dit Lénine, « *une description très bonne et circonstanciée des particularités essentielles, économiques et politiques, de l'impérialisme* ». Lénine s'en sert constamment. Hobson est un écrivain anglais qui a publié et publie encore de nombreux ouvrages d'économie et de politique, dans l'esprit général de la Société des nations.

La perspective du partage de la Chine a suscité chez Hobson les considérations économiques suivantes :

« *Une grande partie de l'Europe occidentale pourrait prendre alors l'aspect et le caractère qu'ont actuellement certaines régions du sud de l'Angleterre, la Riviera et les endroits de l'Italie et de la Suisse les plus fréquentés par les touristes et habités par les riches. Autrement dit, on verrait une poignée d'opulents aristocrates recevant du fond de l'Orient des dividendes et des pensions, avec un groupe un peu plus nombreux d'employés professionnels et de marchands, et enfin une quantité plus forte de domestiques, d'ouvriers des transports et des industries du finissage. Quant aux branches principales d'industrie, elles disparaîtraient, et la masse des denrées d'alimentation et des semi-produits viendrait, à titre de tribut, d'Asie et d'Afrique...*

Voilà les perspectives que nous découvre une plus grande Union des États occidentaux, la Fédération européenne des grandes puissances : loin de faire progresser la civilisation universelle, elle pourrait engendrer l'immense danger du parasitisme occidental, former un groupe de nations industrielles, dont les classes supérieures toucheraient de l'Asie et de l'Afrique un immense tribut servant à entretenir des foules dociles d'employés et de serviteurs occupés non pas à la production des denrées communes de l'agriculture et de l'industrie, mais à un service personnel ou à un travail industriel de second ordre, sous le contrôle de la nouvelle aristocratie financière. Que ceux qui veulent fermer les yeux sur cette théorie [il aurait fallu dire : sur cette perspective], indigne, selon eux, d'être prise en considération, réfléchissent à l'état économique et social des régions du sud de l'Angleterre qui se trouvent actuellement dans la situation décrite. Qu'ils songent combien ce système pourrait être élargi si la Chine était soumise au contrôle économique de pareils groupes financiers, de "placeurs de capitaux" (rentiers), et de leurs

employés politiques, industriels ou commerciaux pompant des bénéfices du plus grand réservoir potentiel que le monde ait jamais connu, pour les consommer en Europe. Évidemment, la situation est trop compliquée, le jeu international des forces est trop difficile à calculer, pour qu'on puisse dire avec la moindre certitude que l'avenir ira dans telle ou telle direction. Mais les influences qui dirigent actuellement l'impérialisme occidental le poussent dans la direction décrite et, si elles ne sont pas contrecarrées ou déviées, elles travailleront dans le sens de l'achèvement de ce processus[1]. »

Le social-libéral Hobson ne voit pas que la seule force capable de « contrecarrer » ce processus est le prolétariat révolutionnaire et le seul moyen la révolution sociale. Il n'est pas pour rien social-libéral ! Mais, dès 1902, il a très bien jugé à la fois le rôle « des États-Unis d'Europe » [avis au kautskiste Trotsky[2]] et toutes les vérités que déguisent les kautskistes hypocrites de partout, à savoir que les opportunistes (les social-chauvins) travaillent avec la bourgeoisie impérialiste à fonder une Europe impérialiste sur le dos de l'Asie et de l'Afrique, que les opportunistes sont objectivement un élément de la petite bourgeoisie et de quelques catégories de la classe ouvrière, élément acheté avec le sur-profit impérialiste et changé en chien de garde du capitalisme, en corrupteur du mouvement ouvrier.

1 Ce texte de Hobson est également cité dans la brochure (chapitre VIII).

2 Dans un article du n° 44 du *Social-Démocrate* (23 août 1915), Lénine montre que les États-Unis d'Europe, préconisés par Trotsky et par beaucoup de social-démocrates de toutes tendances, sont un mot d'ordre faux, parce que, dans un monde impérialiste, il équivaut à une entente entre États européens pour défendre leurs colonies contre l'Amérique et le Japon, pour réprimer le socialisme en Europe, pour arrêter le progrès économique de l'Amérique, etc.

Ce lien économique, le plus étroit de tous, qui attache à la bourgeoisie impérialiste l'opportunisme présentement vainqueur (pour combien de temps ?) du mouvement ouvrier, nous l'avons indiqué plus d'une fois non seulement dans des articles, mais aussi dans les résolutions de notre parti[1]. Nous en déduisons entre autres la fatalité de la rupture avec le social-chauvinisme. Nos kautskistes préfèrent tourner la question : Martov, par exemple, dans ses conférences, usait d'un sophisme qui, dans les *Izvestia* du Secrétariat étranger du comité d'organisation (n° 4, 10 avril 1916) est énoncé de la façon suivante[2] :

« *La cause de la social-démocratie révolutionnaire serait bien malade et même désespérée, si les catégories ouvrières les plus rapprochées par leur développement mental des « intellectuels » et aussi les plus qualifiés étaient fatalement destinées à la quitter pour l'opportunisme.* »

1 Dans la résolution de la conférence de Berne sur *L'opportunisme et la faillite de la II^e Internationale*, il est dit que la bureaucratie et l'aristocratie ouvrières, recevant une part du profit provenant de l'exploitation des colonies et de la situation privilégiée de leur « patrie » sur le marché mondial, sont devenues les propagatrices de l'opportunisme dans le prolétariat,

2 Il s'agit des remarques de la rédaction des *Izvestia* au sujet d'une lettre de Russie publiée dans le même numéro. Le correspondant de Pétersbourg écrit : « *En règle générale pour toute la Russie, on peut dire sans crainte de se tromper que, parmi les intellectuels et en particulier les littérateurs, le défensisme domine. De même, et malheureusement dans une plus large mesure encore, dans la couche supérieure des ouvriers les plus développés, intellectualisés ; ce sont aussi les plus qualifiés et les mieux payés. Mais dans le gros des mencheviks le défensisme est complètement absent.* » La rédaction répond : « *Jusqu'à quel point il convient de généraliser l'observation du camarade, que les ouvriers les plus développés et les mieux payés parmi les mencheviks sont tombés dans le défensisme, nous ne pouvons naturellement en juger, mais nous prévenons dès maintenant les camarades contre les généralisations "sociologiques" hâtives sur ce thème.* » Puis vient le texte cité par Lénine.

À la faveur de ce petit mot « fatalement » et d'une petite tricherie, on ignore le fait que certaines catégories d'ouvriers sont passées à l'opportunisme et à la bourgeoisie impérialiste ! Les sophistes du comité d'organisation n'avaient pas besoin d'autre chose. Ils s'en tirent avec cet « optimisme officiel » dont se parent aujourd'hui le kautskiste Hilferding et beaucoup d'autres : les conditions objectives garantissent, selon eux, l'unité du prolétariat et la victoire de la tendance révolutionnaire ! Nous sommes « optimistes » sur le sort du prolétariat !

Mais, en réalité, tous ces kautskistes, Hilferding, le comité d'organisation, Martov et C^ie^, sont optimistes sur le sort... de l'opportunisme. Voilà la vérité !

Le prolétariat est l'enfant du capitalisme, du capitalisme mondial, et non pas seulement européen ou impérialiste. Naturellement, à l'échelle mondiale, 50 ans plus tôt ou 50 ans plus tard – vue de ces hauteurs, la question est secondaire – le prolétariat sera « unifié » et « fatalement » la social-démocratie révolutionnaire triomphera. Seulement, messieurs les kautskistes, la question n'est pas là : elle est dans ce fait que vous êtes actuellement dans les pays impérialistes d'Europe les larbins des opportunistes, qui sont étrangers au prolétariat comme classe, qui sont les serviteurs, les agents et les porteurs de l'influence bourgeoise, et qui feront du mouvement ouvrier, tant qu'il ne se sera pas affranchi d'eux, un mouvement ouvrier bourgeois. Votre prédication de « l'unité » avec les opportunistes, avec les Legien et les David, les Plékhanov ou les Tchkhenkéli, les Potressov et autres, revient objectivement à défendre l'asservissement des ouvriers par la bourgeoisie impérialiste, par l'intermédiaire de ses meilleurs agents dans le mouvement ouvrier. La victoire de la social-démocratie révolutionnaire dans le monde est absolument certaine, mais elle arrive et arrivera, elle se fait et se fera contre vous, elle sera une victoire remportée sur vous.

Les deux tendances, ou même les deux partis existant dans le mouvement ouvrier actuel, et qui se sont si manifestement distingués dans le monde entier en 1914-1916, ont été suivies pas à pas par Engels et Marx[1] en Angleterre, pendant plusieurs dizaines d'années, de 1858 à 1892 environ.

Ni Marx, ni Engels n'ont vu l'époque impérialiste du capitalisme mondial, qui commence seulement vers 1898-1900. Mais l'Angleterre, dès le milieu du XIXe siècle, présentait cette particularité de posséder au moins deux caractères très importants de l'impérialisme : 1. d'immenses colonies et 2. des profits de monopole (grâce à sa situation monopolisatrice sur le marché mondial). Dans les deux cas, l'Angleterre faisait alors exception parmi les pays capitalistes, et Engels et Marx, analysant cette exception, indiquaient clairement son rapport direct avec la victoire (provisoire) de l'opportunisme dans le mouvement ouvrier anglais.

Dans une lettre à Marx du 7 octobre 1858, Engels écrit :

« *Le prolétariat anglais s'embourgeoise de plus en plus ; cette nation, la plus bourgeoise de toutes, veut, semble-t-il, en arriver à posséder,* à côté *de la bourgeoisie, une aristocratie bourgeoise et un prolétariat bourgeois. De la part d'une nation qui exploite tout l'univers, c'est jusqu'à un certain point légitime.* »

Dans une lettre à Sorge[2] du 21 septembre 1872, Engels annonce que Hales[3] a provoqué un gros scandale au

1 Engels avait été le premier à étudier l'Angleterre ; il avait écrit à 24 ans, en 1845, sa *Situation de la classe ouvrière en Angleterre*.

2 Sorge, agent de l'Internationale en Amérique, était un des partisans les plus fidèles de Marx, Engels et autres.

3 Membre de la Fédération anglaise de l'Internationale, fut un moment secrétaire du Conseil général, mais il se sépara de Marx dès avant le congrès de La Haye (1872) sur la question du fédéralisme. Le vote dont il s'agit fut porté au Conseil fédéral britannique le 18 septembre 1872.

Conseil fédéral de l'Internationale et a fait voter un blâme à Marx pour avoir dit « *que les chefs ouvriers anglais se sont vendus* ». Marx écrit à Sorge le 4 avril 1874 : « *Quant aux ouvriers des villes [en Angleterre], il est à regretter que toute la bande des chefs ne soit pas entrée au Parlement. Ce serait le meilleur moyen de se débarrasser de cette canaille.* » Engels parle, dans une lettre à Marx, du 11 août 1881, des « *détestables trade-unions qui se laissent diriger par des hommes achetés par la bourgeoisie ou au moins payés par elle* ». Dans une lettre à Kautsky, du 12 septembre 1882, Engels écrivait :

« *Vous me demandez ce que pensent les ouvriers anglais de la politique coloniale ? La même chose qu'ils pensent de la politique en général. Ici il n'y a pas de parti ouvrier, il y a seulement des radicaux conservateurs ou libéraux, et les ouvriers profitent tranquillement avec eux du monopole colonial de l'Angleterre et de son monopole sur le marché mondial.* »

Le 7 décembre 1889, Engels écrit à Sorge :

« *Ce qui est le plus dégoûtant ici (en Angleterre), c'est la* respectability *bourgeoise profondément entrée dans la nature des ouvriers... Même Tom Mann*[1]*, que je considère comme le meilleur, dit volontiers qu'il va déjeuner avec le lord-maire. Quant on les compare aux Français, on voit à quoi sert pourtant une révolution.* »

Et, dans une autre lettre du 19 avril 1900 :

« *Le mouvement [de la classe ouvrière en Angleterre] progresse en dessous, entraînant des catégories de plus en plus nombreuses, principalement dans la masse la plus*

1 Un des principaux leaders du mouvement trade-unioniste ; en 1884, •il était entré dans la Fédération social-démocrate de Hyndman ; en 1889, il venait de diriger le grève des dockers et d'être élu président de leur union. Il a publié des mémoires fort intéressants pour l'histoire du mouvement ouvrier anglais et dans lesquels se marquent, à côté d'un tempérament idéaliste et révolutionnaire, des traits assez traditionalistes.

basse [souligné par Engels] *jusqu'ici stagnante, et le jour n'est plus éloigné où cette masse tout à coup se trouvera elle-même et verra que cette colossale masse en mouvement, c'est elle.* »

Le 4 janvier 1891 : c'est l'échec du syndicat des dockers qui se dissout, et « *les vieilles trade-unions conservatrices, riches et pour cela même peureuses, restent seules sur le champ de bataille* »...

14 septembre 1891 : au congrès de Newcastle, les vieilles unions, adversaires de la journée de huit heures, sont battues et « *les feuilles bourgeoises reconnaissent la défaite* du parti ouvrier bourgeois ».

Ces mêmes idées, répétées pendant des dizaines d'années, Engels les énonçait aussi publiquement. La preuve en est dans la préface à la deuxième édition de la *Situation de la classe ouvrière en Angleterre* (1892). Il y parle de « l'aristocratie de la classe ouvrière », de « la minorité ouvrière privilégiée » en opposition à « la masse des ouvriers ».

« *Une petite minorité privilégiée et protégée* » de la classe ouvrière était seule à « *tirer un profit durable* » de la situation privilégiée de l'Angleterre en 1848-1868 : « *La grande masse bénéficiait tout au plus d'une amélioration passagère* »... « *Avec la chute du monopole [industriel de l'Angleterre], la classe ouvrière anglaise perdra sa situation privilégiée* »... Les membres des « nouvelles » unions, c'est-à-dire des syndicats d'ouvriers non qualifiés, « *ont un avantage inappréciable : leurs esprits sont un terrain encore vierge, complètement libre de l'héritage de « respectables »* préjugés bourgeois qui troublent les têtes des « vieux unionistes » mieux placés »... On appelle en Angleterre représentants ouvriers des gens « *à qui on pardonne leur qualité d'ouvriers parce qu'ils sont prêts à la noyer dans un océan de libéralisme*[1] ».

1 On trouvera ces phrases dans les dernières pages de la préface de 1892. Ce texte et tous les précédents ont été retraduits sur les originaux allemands.

Nous avons à dessein fourni des citations assez détaillées de Marx et d'Engels pour que le lecteur ait un ensemble à étudier. Il faut les étudier, il vaut la peine d'y réfléchir, car là est le clou de la tactique ouvrière prescrite par les conditions objectives de l'époque impérialiste.

Kautsky, ici aussi, a essayé « de troubler l'eau » et de substituer au marxisme une doctrine douceâtre de conciliation avec les opportunistes. Dans sa polémique avec les francs et naïfs social-impérialistes (dans le genre de Lentsch) qui justifient la guerre de la part de l'Allemagne comme un moyen de détruire le monopole de l'Angleterre, il « corrige » ce mensonge évident par un autre non moins évident. À la place d'une fausseté cynique, il met une fausseté doucereuse ! Le monopole industriel de l'Angleterre est depuis longtemps brisé, dit-il, et il n'est plus à détruire.

En quoi cet argument est-il faux ?

1. En ce qu'il ignore le monopole colonial de l'Angleterre. Or, Engels, comme nous l'avons vu, dès 1882, il y a 34 ans, l'a clairement signalé. Si le monopole industriel de l'Angleterre est détruit, son monopole colonial non seulement subsiste, mais est extraordinairement aggravé, puisque toute la terre est déjà partagée ! Avec son mensonge qui n'a l'air de rien, Kautsky introduit cette idée du pacifisme bourgeois et de l'opportunisme petit-bourgeois qu'il « n'y a pas de raison de faire une guerre ». Bien au contraire, les capitalistes non seulement ont des raisons de faire la guerre, mais encore ils ne peuvent pas ne pas la faire, s'ils veulent conserver le capitalisme : car sans un nouveau partage des colonies, par la force, les nouveaux pays impérialistes ne peuvent pas obtenir les privilèges dont jouissent les puissances impérialistes plus anciennes (et moins fortes).

2. Pourquoi le monopole de l'Angleterre explique-t-il la victoire (provisoire) de l'opportunisme dans ce pays ? Parce que le monopole donne le surprofit, c'est-à-dire un

profit dépassant le profit normal, habituel dans le monde capitaliste. De ce surprofit les capitalistes peuvent distraire une parcelle (et même assez grande !) pour acheter leurs ouvriers, pour créer quelque chose comme une alliance (rappelez-vous les fameuses « alliances » des trade-unions avec leurs patrons, décrites par les Webb[1]), des ouvriers de leur pays avec leurs capitalistes contre les autres pays. Le monopole industriel de l'Angleterre a été détruit dès la fin du XIX[e] siècle. C'est indiscutable. Mais comment s'est produite cette destruction ? Est-ce de telle sorte que tout le monopole ait disparu ?

S'il en était ainsi, la théorie kautskiste de conciliation (avec l'opportunisme) serait jusqu'à un certain point justifiée. Mais il n'en est rien. L'impérialisme, c'est le capitalisme monopolisateur. Chaque cartel, chaque trust, chaque syndicat, chaque banque-colosse est un monopole. Le sur-profit n'a pas disparu, il demeure. L'exploitation, par un pays privilégié et financièrement riche, de tous les autres pays continue de plus belle. Une poignée de pays riches (ils sont quatre, pour ne parler que d'une richesse indépendante, véritablement gigantesque, en un mot d'une richesse « moderne[2] » : l'Angleterre, la France, l'Allemagne et les États-Unis) a développé les monopoles à un degré extraordinaire, encaisse des centaines de millions, sinon des milliards de surprofit, vit sur les dos de centaines de millions d'hommes des autres pays, se dispute pour le partage d'un butin particulièrement luxueux, particulièrement gras et de tout repos.

Là est la substance économique et politique de l'impérialisme, dont Kautsky voile les contradictions profondes au lieu de les découvrir.

1 Dans leur *Histoire des trade-unions*, jadis traduite par Lénine.

2 Par opposition au genre de monopole, expliqué plus loin, dont jouit la Russie.

La bourgeoisie d'une « grande » puissance impérialiste peut économiquement acheter la couche supérieure de « ses » ouvriers, en y sacrifiant une ou deux centaines de millions de francs chaque année, car son sur-profit atteint probablement le milliard. Quant à savoir comment cette petite aumône est partagée entre les ministres-ouvriers, les députés-ouvriers (rappelez-vous la magnifique analyse de cette notion par Engels), les membres ouvriers des comités d'industrie de guerre, les fonctionnaires ouvriers, les ouvriers organisés en syndicats étroitement corporatifs, les employés, etc., c'est une question secondaire.

En 1848-1868 et aussi après, l'Angleterre seule a bénéficié du monopole, et c'est pourquoi l'opportunisme a pu y triompher pour quelques dizaines d'années ; il n'y avait pas d'autres pays possédant d'aussi riches colonies ni un pareil monopole industriel.

Le dernier tiers du XIX^e^ siècle a vu l'avènement d'une nouvelle époque, l'impérialisme. Le monopole appartient au capital financier non plus d'un seul pays, mais de plusieurs grandes puissances, très peu nombreuses il est vrai. (Au Japon, et en Russie, le monopole de la force armée, du territoire immense ou d'une situation particulièrement favorable complète ou remplace le monopole du capital financier moderne). Cette différence explique que le monopole anglais ait pu rester incontesté pendant des dizaines d'années. Le monopole du capital financier contemporain est disputé avec rage : c'est l'époque des guerres impérialistes qui commence. Alors, la classe ouvrière d'un pays pouvait être achetée, corrompue pour des années ; à présent, c'est improbable, même impossible. Par contre, une « aristocratie ouvrière » plus réduite (qu'en Angleterre en 1848-1868) peut être achetée et est achetée par chaque « grande » puissance impérialiste. Alors, « un parti ouvrier bourgeois », selon l'expression remarquablement profonde d'Engels, ne pouvait se créer

que dans un seul pays, car ce pays seul possédait le monopole, mais il se créait pour longtemps. À présent, « un parti ouvrier bourgeois » est inévitable et typique pour tous les pays impérialistes, mais, étant donné leur lutte acharnée pour le partage du butin, il est peu probable qu'il puisse rester longtemps vainqueur dans la plupart. Car les trusts, l'oligarchie financière, la cherté de la vie, etc., s'ils permettent d'acheter une poignée de leaders, oppriment, écrasent, torturent et assassinent de plus en plus la masse du prolétariat et semi-prolétariat.

D'un côté, une tendance de la bourgeoisie et des opportunistes à changer quelques nations très riches et privilégiées en « éternels » parasites sur le corps du reste de l'humanité, à se « reposer sur les lauriers » de l'exploitation des Nègres, des Hindous, etc., en les maintenant dans la subordination à l'aide des merveilleux moyens de destruction du militarisme moderne. De l'autre, une tendance des masses, plus opprimées que jamais et supportant tous les maux des guerres impérialistes, à se libérer de ce joug, à renverser la bourgeoisie. La lutte entre ces deux tendances sera désormais toute l'histoire du mouvement ouvrier. Car la première n'est pas accidentelle, elle a ses « fondements » économiques. La bourgeoisie a déjà enfanté et nourri, elle s'est assuré des « partis ouvriers bourgeois » de social-chauvins dans tous les pays. Entre un parti organisé comme celui de Bissolati en Italie[1], tout à fait social-impérialiste, et un quasi-parti à demi-constitué, comme celui des Potressov, Gvozdev, Boulkine, Tchéidzé, Skobélev et C^ie^[2], la différence est

1 En Italie, la scission s'était faite entre révolutionnaires et opportunistes dès 1912, à propos de la guerre de Lybie : Léonide Bissolati resta à la tête du parti réformiste qui, au moment de la guerre, se trouva naturellement patriote.

2 Lénine confond intentionnellement dans ce « quasi-parti » des représentants de tendances assez diverses ; le littérateur Potressov et l'ouvrier Boulkine, défensistes déclarés, et Gvozdev, l'initiateur de l'entrée des ouvriers dans les comités

négligeable. Ce qui importe, c'est que le passage de l'aristocratie ouvrière à la bourgeoisie est économiquement mûr, est un fait accompli ; quant à la forme politique, ce fait économique, ce déplacement dans les relations entre classes la trouveront sans grand « travail ».

Sur la base économique indiquée, les institutions politiques du capitalisme moderne, presse, Parlement, alliance, congrès, etc., ont édifié pour les ouvriers et employés respectueux et obéissants, réformistes et patriotes, les privilèges et les aumônes politiques correspondant aux privilèges et aumônes économiques. Des places lucratives et tranquilles dans un ministère ou dans un comité d'industrie de guerre, au Parlement et dans diverses commissions, dans les rédactions de respectables journaux légaux ou dans l'administration de syndicats ouvriers non moins respectables et non moins bourgeoisement dociles. Voilà avec quoi la bourgeoisie impérialiste séduit et récompense les représentants et les défenseurs « des partis ouvriers bourgeois ».

Le mécanisme de la démocratie politique agit dans le même sens. À notre époque, on ne saurait se passer d'élections ; on ne saurait se passer de masses ; or, à l'époque de l'imprimerie et du parlementarisme, les masses ne se laissent pas conduire sans un système largement ramifié, méthodiquement appliqué, solidement outillé, de flatterie, de mensonge, de filouterie, de jonglerie à coups de mots à la mode et de formules populaires, sans promettre à droite et à gauche toutes sortes de réformes et de bienfaits pour les ouvriers, à la seule condition qu'ils renoncent à la lutte révolutionnaire contre la bourgeoisie. Je nommerais volontiers ce système lloyd-georgisme, du nom du ministre anglais Lloyd George[1], un de ses

d'industries de guerre, sont constamment opposés par Martov, par exemple, à Tchéidzé et Skobélev.

1 Lloyd George, depuis son entrée à la Chambre des communes en 1890, se classa parmi les radicaux. Adversaire acharné

défenseurs les plus avancés et les plus habiles dans le pays classique du « parti ouvrier bourgeois ». Homme d'affaires, bourgeois et carriériste politique de premier ordre, orateur populaire pouvant prononcer n'importe quel discours, même des discours révolutionnaires, devant un auditoire ouvrier, capable de faire accorder aux ouvriers obéissants des aumônes sérieuses sous forme de réformes sociales (assurances, etc.), Lloyd George sert à merveille la bourgeoisie[1], et il la sert justement dans le milieu ouvrier, il porte son influence justement dans le prolétariat, là où il est le plus nécessaire et le plus difficile de soumettre moralement les masses.

Mais la différence est-elle grande entre Lloyd George et les Scheidemann, les Legien, les Henderson, les Hyndman, les Plékhanov, Renaudel et C^ie ? Quelques-uns de ces derniers, nous dira-t-on, retourneront au socialisme révolutionnaire de Marx.

---

des conservateurs, il estimait que, dans son propre intérêt, la société bourgeoise doit opérer de sérieuses réformes dans son régime agraire et dans son attitude vis-à-vis des ouvriers. Président du Bureau du commerce en 1905, chancelier de l'Échiquier (c'est-à-dire ministre des Finances) en 1908, il fit passer une série de lois sociales : pensions pour la vieillesse, minimum de salaire pour les mineurs, assurances contre la maladie et le chômage. Pour trouver les fonds nécessaires, il fit augmenter les impôts sur le revenu et sur les successions, établit de nouveaux impôts fonciers, d'où un conflit avec la Chambre des lords. Lloyd George aimait à rappeler ses modestes origines (il est fils d'un maître d'école du pays de Galles) : « *Je suis sorti du peuple, disait-il, et j'ai mené plus d'un combat avec la classe ouvrière, dont j'ai fierté à me sentir l'enfant.* » En 1916, après avoir été ministre de la Guerre, il inaugurait son « grand cabinet » qui devait durer jusqu'en 1922.

1 J'ai rencontré dernièrement dans une revue anglaise un article d'un tory, adversaire politique de Lloyd George, intitulé : « Lloyd George du point de vue tory ». La guerre a ouvert les yeux à cet adversaire, elle lui a montré quel excellent commis de la bourgeoisie est ce Lloyd George. Les tories ont fait la paix avec lui ! (N.L.)

C'est possible, mais c'est une différence minime de degré, si on considère la question du côté politique, c'est-à-dire dans la généralité. Quelques individus, parmi les social-chauvins actuels, peuvent revenir au prolétariat. Mais la tendance social-chauvine ou, ce qui revient au même, opportuniste, ne peut disparaître, ni « revenir » au prolétariat révolutionnaire. Partout où le marxisme est populaire parmi les ouvriers, cette tendance, ce « parti ouvrier bourgeois », jurera par Marx. Le leur défendre est impossible, comme il est impossible de défendre à une maison de commerce d'employer l'étiquette, l'enseigne ou la réclame qu'elle veut.

Toujours dans l'histoire les noms des chefs révolutionnaires populaires parmi les classes opprimées ont été après leur mort accaparés par leurs ennemis pour tromper ces mêmes classes.

Le fait est que les « partis ouvriers bourgeois », en tant que phénomène politique, existent déjà dans tous les pays capitalistes avancés et que, sans une lutte décidée et impitoyable sur toute la ligne contre ces partis (ou groupes, tendances, etc.), il ne peut être question ni de lutte contre l'impérialisme, ni de marxisme, ni de mouvement ouvrier socialiste. La fraction Tchéidzé, le *Naché Diélo*, le *Golos Trouda*[1] en Russie et le comité d'organisation à l'étranger ne sont qu'une variété d'un de ces partis. Nous n'avons aucune raison de penser que ces partis puissent disparaître avant la révolution sociale.

Au contraire, plus cette révolution sera proche, plus elle éclatera puissante, plus violents et plus brusques seront les tournants et les heurts de son histoire, et plus grand sera le rôle joué dans le moument ouvrier par la lutte du courant populaire révolutionnaire contre le courant petit-bourgeois opportuniste. Le kautskisme n'est

1 Journal publié à Samara par les partisans du comité d'organisation et qui fut interdit après le troisième numéro.

nullement une tendance autonome, il n'a de racines ni dans la masse, ni dans la catégorie privilégiée passée à la bourgeoisie. Mais son danger consiste en ce qu'il s'efforce, en utilisant l'idéologie du passé, de réconcilier le prolétariat avec « le parti ouvrier bourgeois », de maintenir l'unité, d'augmenter ainsi l'autorité de ce dernier. Les masses ne suivent plus les social-chauvins déclarés : Lloyd George a été sifflé dans les meetings, Hyndman est sorti du parti, les Renaudel et les Scheidemann, les Potressov et les Gvozdev sont défendus par la police. La défense déguisée des social-chauvins par les kautskistes, voilà le plus grand danger.

Un des sophismes les plus répandus du kautskisme est d'invoquer les « masses » ! Nous ne voulons pas, dit-on, rompre avec les masses et leurs organisations ! Mais réfléchissez à ce qui a été dit à ce sujet par Engels. Les trade-unions, « organisations de masses » anglaises, ont été, au XIX^e^ siècle, du côté du « parti ouvrier bourgeois ». Marx et Engels, pour cette raison, ne pouvaient pas les souffrir et les démasquaient. Ils n'oubliaient pas – premier point – que les trade-unions n'embrassent directement qu'une minorité du prolétariat. En Angleterre alors, et en Allemagne aujourd'hui, un cinquième au plus du prolétariat est organisé. On ne saurait espérer sérieusement, sous le capitalisme, organiser la majorité des prolétaires. En second lieu, et c'est l'essentiel, ce qui importe n'est pas tant l'effectif d'une organisation que le sens réel, objectif, de sa politique : cette politique représente-t-elle les masses, sert-elle les masses, c'est-à-dire favorise-t-elle leur libération du capitalisme, ou bien représente-t-elle les intérêts de la minorité et sa conciliation avec le capitalisme ? C'est la dernière hypothèse qui était vraie pour l'Angleterre du XIX^e^ siècle et qui est vraie actuellement pour l'Allemagne et quelques autres pays.

Du « parti ouvrier bourgeois » des vieilles trade-unions, de la minorité privilégiée, Engels distingue « la

masse inférieure », la majorité réelle, et il en appelle à elle parce qu'elle n'est pas contaminée par la « *respectability* bourgeoise ». Voilà la tactique marxiste !

Nous ne pouvons pas – et personne ne peut – évaluer la portion du prolétariat qui suit et qui suivra les social-chauvins et les opportunistes. La lutte seule le fera voir. La révolution socialiste seule en décidera. Mais nous savons avec certitude que les « défenseurs de la patrie » dans la guerre impérialiste ne représentent qu'une minorité. C'est pourquoi notre devoir, si nous voulons rester socialistes, est d'aller plus bas et plus profond, dans les masses véritables : c'est tout le sens de la lutte contre l'opportunisme et tout son contenu. En découvrant que les opportunistes et les social-chauvins, en fait, trahissent et vendent les intérêts des masses, qu'ils défendent les privilèges provisoires d'une minorité ouvrière, qu'ils propagent les idées et l'influence bourgeoises, qu'ils sont en fait les alliés, les agents de la bourgeoisie, nous enseignons du même coup aux masses à distinguer leurs véritables intérêts politiques et à mener le combat pour le socialisme et la révolution, à travers toutes les péripéties, longues et douloureuses, des guerres impérialistes et des trêves impérialistes.

Expliquer aux masses la fatalité et la nécessité de la rupture avec l'opportunisme, les éduquer pour la révolution par une lutte impitoyable contre lui, utiliser l'expérience de la guerre pour démasquer toutes les ignominies de la politique ouvrière nationale-libérale et non pour les couvrir, voilà la seule ligne vraiment marxiste dans le mouvement ouvrier du monde entier.

Recueil du Social-Démocrate, n° 2, décembre 1916.

Le 23 février (8 mars 1917) « journée des femmes », une troupe de ménagères se mit en marche vers le Conseil municipal de Pétrograd en criant : « Du pain ! » Sur plusieurs points, on vit des manifestations, des drapeaux rouges avec des inscriptions réclamant le renversement de l'autocratie et la fin de la guerre. Le 24, 200 000 ouvriers de la capitale font grève : les chocs avec la police se multiplient. Le 25, la grève est générale, le sang coule ; à la Douma, les députés, travailliste Kérenski, social-démocrate Skobélev et cadet Chingarev réclament « un ministère responsable ». Le 26, les « désordres » continuent, la troupe est impuissante à les arrêter.

Le 27, quatre régiments de la garde passent au peuple, qui s'empare de la forteresse et libère les prisonniers, parmi lesquels les leaders du groupe ouvrier des comités de l'industrie de guerre, arrêtés quelque temps auparavant. Ceux-ci se constituent en comité exécutif provisoire du soviet de députés ouvriers et convoquent ce soviet. Le soviet se réunit le soir et prend des mesures gouvernementales. Les députés de la Douma, dissoute la veille, se réunissent quand même en séance privée et chargent les chefs de groupe de désigner un « comité provisoire des membres de la Douma », qui comprend entre autres Rodzianko, Chidlovski, Konovalov, Kérenski, Milioukov, Nékrassov, Tchéidzé. Le soir, ce comité décide de prendre le pouvoir « pour maintenir l'ordre gouvernemental et public » et invite les soldats à rentrer dans leurs casernes.

Le 28, la révolution étend son territoire. Les deux autorités nouvelles et rivales, Comité de la Douma et Comité exécutif du soviet, s'organisent. Le 1er mars, dans certaines conditions dûment stipulées, le Comité exécutif du soviet remet le pouvoir au gouvernement provisoire formé par le Comité de la Douma :

Milioukov et Tchéidzé composent ensemble la déclaration du gouvernement. Le 2, le soviet ratifie cet accord, applaudit Kérenski quand il annonce son intention de prendre le ministère de la Justice et désigne seulement une « commission de surveillance » auprès du gouvernement provisoire. Le soir, ce gouvernement est formé : président, prince Lvov (le président de l'Union des zemstvos) ; Affaires étrangères, Milioukov (professeur cadet) ; Finances, Térechtchenko (gros fabricant de sucre, vice-président du comité central de l'industrie de guerre) ; Commerce et Industrie, Konovalov (industriel libéral) ; Guerre, Goutchkov (octobriste, président du comité central de l'industrie de guerre), Justice, Kérenski, etc. Le même jour, Goutchkov et Choulguine obtiennent l'abdication du tsar.

Au début de 1917, Lénine habitait Zurich. Il s'intéressait alors beaucoup au mouvement socialiste suisse, il s'occupait fort du prochain congrès du parti suédois, il s'informait des actes de Boukharine aux États-Unis, sans oublier naturellement la Russie. Il ne pouvait pas ignorer les progrès de l'esprit révolutionnaire en particulier dans l'armée ; il suivait les événements de Pétrograd, les bruyantes interventions de Milioukov à la Douma, le meurtre de Raspoutine ; mais dans ce petit coin de Suisse, les nouvelles arrivaient rares, tronquées et tardives. Le 15 mars (nouveau style) seulement, on sut à Zurich et à Berne la révolution victorieuse déjà le 12. Le télégramme qui l'annonçait tomba sur les émigrés comme un coup de foudre : on croyait à la révolution, mais pas précisément pour si tôt.

Dès lors, Lénine a deux soucis : trouver le moyen de revenir en Russie – on sait comment il y réussit, en passant par l'Allemagne – et, en attendant, faire parvenir ses instructions, dans ces circonstances nouvelles et graves, à ses partisans engagés dans la lutte. Il aurait voulu pouvoir leur fournir des directives précises sous forme de thèses, et avait déjà rédigé un projet avec Zinoviev. Mais il se rendit bientôt compte que les difficultés d'information ne le lui permettaient pas, et il

se borna à faire connaître son opinion sous la forme plus libre de lettres.

Du 20 au 25 mars, il écrit 4 lettres ainsi intitulées : La première étape de la première révolution ; Le nouveau gouvernement et le prolétariat ; Sur la milice prolétarienne ; Comment obtenir la paix ? Soigneusement recopiées à la machine, elles étaient en même temps répandues parmi les bolcheviks de Suisse et expédiées par Stockholm à la *Pravda*, qui venait de reparaître le 18 mars à Pétrograd. Cependant la première seule parvint à destination, et fut imprimée avec un retard d'un mois. La *Pravda*, dirigée par Staline et Kaménev, était alors un quotidien de petit format (4 pages à 4 colonnes) ; la lettre fut imprimée en feuilleton les 21 et 22 mars, sans commentaires.

Lettres de loin
(Lettre première)

La première étape de la première révolution[1]

La première révolution enfantée par la guerre impérialiste universelle a éclaté. Cette première révolution ne sera certainement pas la dernière.

La première étape de cette première révolution, à savoir de la révolution russe du 1er mars 1917 [2], est terminée à en juger d'après les maigres données dont dispose celui qui écrit ces lignes en Suisse. Cette première étape ne sera certainement pas la dernière de notre révolution.

Comment a pu ce produire ce « miracle », qu'en huit jours – temps indiqué par Milioukov dans son télégramme fanfaron à tous les représentants de la Russie à l'étranger[3]

1 *Œuvres complètes*, première édition russe, tome XIV, 1re partie, p. 5-13. Dans une lettre écrite à Kollontaï le 16 mars 1917, Lénine dit que cette « *première étape de la première révolution* (engendrée par la guerre) *ne sera ni la dernière, ni exclusivement russe* », car les ouvriers n'ont pas versé leur sang pendant huit jours pour laisser au pouvoir « *Milioukov, Goutchkov, Kérenski* ».

2 On date aujourd'hui la chute de l'absolutisme du 27 février (12 mars), jour où le Comité provisoire de la Douma décida de prendre le pouvoir et où se réunit pour la première fois le soviet des députés ouvriers. L'abdication du tsar est du 2 mars.

3 Milioukov, le leader du parti cadet et du bloc progressiste de la Douma, était le ministre des Affaires étrangères du « gouvernement provisoire » constitué le 2 mars au soir. Le 3 mars, il adressa aux représentants de la Russie à l'étranger un message par T.S.F. dans lequel il exposait à sa manière les événements. Les huit jours sont à compter depuis le 23 février (8 mars), où commencèrent à Pétrograd les grèves (90 000 ouvriers), manifestations, meetings et rencontres avec la police.

– se soit effondrée une monarchie qui régnait depuis des siècles et qui, durant trois années d'une guerre sociale acharnée et générale, de 1905 à 1907, avait résisté à tout ?

Il n'y a pas de miracles dans la nature ni dans l'histoire, mais chaque tournant brusque, et notamment chaque révolution, possède une telle richesse de contenu, développe des combinaisons si inattendues et si originales de formes de lutte et de rapports entre les forces en présence, qu'à un esprit vulgaire bien des choses doivent paraître miraculeuses.

Il a fallu, pour que la monarchie tsariste ait pu s'effondrer en quelques jours, le concours d'un grand nombre de circonstances d'une importance historique mondiale. Indiquons les principales.

Si le prolétariat russe n'avait pas pendant trois ans, de 1905 à 1907, livré les plus grandes batailles sociales et déployé son énergie révolutionnaire, jamais n'aurait été possible une seconde révolution aussi rapide, en ce sens que son étape initiale a été achevée en quelques jours. La première révolution (1905) a profondément ameubli le terrain, déraciné des préjugés séculaires, éveillé à la vie et à la lutte politiques des millions d'ouvriers et des dizaines de millions de paysans, révélé les unes aux autres – et au monde entier – toutes les classes (et tous les principaux partis) de la société russe dans leur véritable nature, dans le véritable rapport de leurs intérêts, de leurs forces, de leurs moyens d'action, de leurs buts proches et lointains. La première révolution et l'époque de contre-révolution qui l'a suivie (1907-1914) ont mis à nu l'essence de la monarchie tsariste, l'ont poussée à sa dernière limite, ont découvert toute la putréfaction, toute la turpitude, tout le cynisme et la corruption de la bande tsariste avec le monstrueux Raspoutine[1] en tête, toute

1 Raspoutine est le dernier en date, le plus puissant et le plus célèbre des aventuriers qui sévirent à la cour de Russie sous le règne de Nicolas II. Jouissant d'une immense influence sur

la férocité de la famille des Romanov, ces massacreurs qui ont inondé la Russie du sang des Juifs, des ouvriers, des révolutionnaires[1], ces propriétaires, « premiers entre leurs pairs », possesseurs de millions d'hectares[2], prêts à toutes les atrocités, à tous les crimes, prêts à ruiner et à étrangler autant de citoyens qu'il faudra pour conserver leur « propriété sacro-sainte » et celle de leur classe.

Sans la révolution de 1905-1907, sans la contre-révolution de 1907-1914, une « autodétermination » aussi précise de toutes les classes du peuple russe et des peuples habitant la Russie, une détermination de l'attitude de ces classes les unes envers les autres et envers la monarchie tsariste comme celle qui s'est révélée durant les huit jours de la révolution de février-mars 1917, aurait été impossible. Cette révolution de huit jours a été « jouée », s'il est permis de parler par métaphore, comme après une dizaine de répétitions partielles et générales ; les « acteurs » se connaissaient, savaient leurs rôles, leurs places, connaissaient tout le décor en long et en large, dans tous ses recoins, jusqu'aux moindres nuances des tendances et des méthodes politiques.

Mais pour que la première, la grande révolution de 1905, condamnée comme « une grande émeute » par

---

l'impératrice, il faisait et défaisait les ministres. Depuis 1911 environ, le scandale était largement connu dans le public et ne contribua pas peu à discréditer le régime ; les députés de l'opposition, à la Douma, y faisaient des allusions à peine déguisées. Aussi sont-ce des monarchistes dévoués comme Pourichkévitch qui exécutèrent Raspoutine le 17 décembre 1916.

1 Allusion aux pogroms organisés ou tolérés par la police, aux fusillades de grévistes, aux exécutions ordonnées pour la répression des mouvements de 1905-1907.

2 D'après les théoriciens de l'autocratie, le tsar était le premier noble, c'est-à-dire le premier grand propriétaire foncier de Russie. Lui-même et la famille impériale possédaient en 1905 environ 7,5 millions d'hectares de terres (terres du Cabinet et terres des Apanages).

MM. Goutchkov[1] et Milioukov et leur bande, conduisît douze ans après à la « brillante » et « glorieuse » révolution de 1917, que les Goutchkov et les Milioukov déclarent « glorieuse » parce qu'elle leur a donné (pour le moment) le pouvoir, il a fallu un « régisseur », grand et fort, tout-puissant, en état, d'un côté, d'accélérer dans des proportions formidables la marche de l'histoire universelle et, de l'autre, d'engendrer des crises mondiales économiques, politiques, nationales et internationales d'une formidable intensité. Outre une accélération extraordinaire de l'histoire universelle, il a fallu des tournants particulièrement brusques pour que l'attelage sanglant et boueux de la monarchie des Romanov y culbutât d'un coup.

Ce tout-puissant « régisseur », ce vigoureux accélérateur, a été la guerre impérialiste mondiale.

Il est maintenant indiscutable qu'elle est mondiale, car les États-Unis et la Chine y sont déjà à moitié engagés aujourd'hui, et le seront complètement demain[2].

Il est maintenant indiscutable qu'elle est impérialiste des deux côtés. Seuls les capitalistes et leur séquelle, les social-patriotes et les social-chauvins, peuvent nier ou obscurcir ce fait. La guerre est conduite par la bourgeoisie allemande et anglo-française, pour voler des pays étrangers, étouffer les petits peuples, dominer financièrement le monde, partager et repartager les colonies, sauver le

1 Goutchkov, leader octobriste, avait fait la politique de Stolypine après 1905. Dans le gouvernement provisoire, en sa qualité de président du comité central de l'industrie de guerre, il était ministre de la Guerre.

2 Le gouvernement allemand ayant annoncé, le 1er février 1917, reprendre la guerre sous-marine illimitée, les États-Unis rompirent le 3 les relations diplomatiques avec lui ; le 6 avril 1917, ils devaient lui déclarer la guerre. Quant à la Chine, elle devait, sous la pression des États-Unis, déclarer la guerre le 14 août 1917. À la suite des États-Unis, la plupart des États d'Amérique entrèrent dans la coalition antiallemande.

régime capitaliste à l'agonie en dupant et en divisant les ouvriers des divers pays.

La guerre impérialiste devait, c'était une nécessité objective, accélérer extraordinairement et exacerber à un point inouï la lutte du prolétariat contre la bourgeoisie ; elle devait se transformer en une guerre civile entre classes ennemies.

Cette transformation a commencé avec la révolution de février-mars 1917, dont la première étape nous a montré, premièrement, un coup porté au tsarisme par deux forces conjuguées : toute la Russie bourgeoise et terrienne[1] avec tous ses valets inconscients et ses directeurs conscients : les ambassadeurs et les capitalistes anglo-français, d'une part[2], le soviet des députés ouvriers et soldats, de l'autre,

Ces trois camps, ces trois forces politiques fondamentales : 1. la monarchie tsariste, à la tête des propriétaires féodaux, des vieux fonctionnaires et des généraux ; 2. la Russie bourgeoise et terrienne des octobristes et des cadets, à laquelle la petite bourgeoisie emboîtait le pas ; 3. le soviet des députés ouvriers et soldats[3], se cherchant des

1 La Russie bourgeoise représentée par les cadets (Milioukov), la Russie terrienne par les octobristes (Rodzianko, président de la Douma), étaient réunies dans le bloc progressiste de la Douma.

2 L'ambassadeur d'Angleterre était Buchanan, l'ambassadeur de France, Paléologue. Ce dernier ne joua aucun rôle dans la révolution, se refusant jusqu'au dernier moment à recevoir les leaders cadets ; mais Rodzianko était en relations avec les autorités françaises. Buchanan passe pour avoir activement poussé à la révolution ; il le nie dans ses mémoires (publiés à Londres en 1920), mais avoue avoir eu de nombreuses conversations avec « les leaders libéraux », le prince Lvov, Milioukov, Maklakov, Goutchkov, qui étaient, dit-il, de bons monarchistes. On peut croire, en effet, que Buchanan, après avoir vainement tenté d'obtenir du tsar des réformes, aura préparé avec eux une révolution de palais pour prévenir la révolution populaire.

3 Les deux soviets, d'abord indépendants, de députés ouvriers et de députés soldats avaient fusionné dès le début et siégé ensemble déjà le 1er mars.

alliés dans tout le prolétariat et dans toute la population pauvre, – ces trois forces politiques fondamentales se sont manifestées avec une parfaite clarté, rien que durant les huit jours de la « première étape », même pour un observateur obligé de se contenter des maigres télégrammes des journaux étrangers, aussi éloigné des événements que celui qui écrit ces lignes.

Mais avant d'en parler plus en détail, je dois revenir sur la partie de ma lettre qui est consacrée au facteur le plus puissant, la guerre impérialiste mondiale.

La guerre a lié entre elles les puissances belligérantes, les groupes belligérants de capitalistes, les « patrons » du régime capitaliste, les propriétaires d'esclaves de l'esclavage capitaliste, avec des chaînes de fer. Un caillot de sang, voilà ce qu'est la vie sociale et politique de ce moment de l'histoire.

Les socialistes qui ont passé dans le camp de la bourgeoisie au début de la guerre, tous ces David et ces Scheidemann en Allemagne, les Plékhanov, les Potressov, les Gvozdev et C^ie^ en Russie, se sont époumonés à dénoncer les « illusions » révolutionnaires, les « illusions » du Manifeste de Bâle[1], la « farce » de la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile[2]. Ils ont chanté sur tous les tons la force, la vigueur, la faculté d'adaptation soi-disant montrées par le capitalisme, eux qui ont aidé

1 Le congrès de l'Internationale réuni à Bâle du 24 au 26 novembre 1912, à un moment où l'on pouvait craindre que la guerre balkanique ne se changeât en guerre européenne, avait lancé un Manifeste célèbre, disant que la classe ouvrière, en cas de guerre, userait de tous les moyens pour abolir la domination capitaliste.

2 Dans sa lettre d'adieu aux ouvriers suisses, Lénine rappelle que la thèse sur la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile était traitée par David de « folle » et par Plékhanov de farce, littéralement « quelque chose d'intermédiaire entre le songe et la comédie ».

les capitalistes à « adapter », apprivoiser, duper et diviser les classes ouvrières des divers pays !

Mais rira bien qui rira le dernier ! La bourgeoisie n'aura pas ajourné de beaucoup la crise révolutionnaire engendrée par la guerre. Cette crise s'aggrave avec une force irrésistible dans tous les pays, depuis l'Allemagne, qui connaît, selon l'expression d'un observateur qui l'a récemment visitée, « une famine génialement organisée[1] », jusqu'à l'Angleterre et à la France, où la famine approche aussi et où l'organisation est beaucoup moins « géniale ».

Il est naturel que dans la Russie tsariste, où la gabegie était la plus monstrueuse et le prolétariat le plus révolutionnaire (non pas grâce à des qualités particulières, mais à cause des traditions vivantes de 1905), la crise révolutionnaire ait éclaté plus tôt qu'ailleurs. Elle a été accélérée par une suite de très dures défaites infligées à la Russie et à ses alliés[2]. Ces défaites ont ébranlé tout l'ancien mécanisme gouvernemental et tout l'ancien régime, enragé contre lui toutes les classes de la population, exaspéré l'armée, exterminé, dans des proportions formidables, ses anciens cadres de commandement, tirés d'une noblesse fossile ou d'une bureaucratie pourrie,

1 L'Allemagne, à peu près bloquée dès le début de la guerre, avait mis sur pied toute une « économie de guerre » substituant à l'anarchie capitaliste la régularisation d'État. L'approvisionnement, en particulier, était entre les mains d'un service qui centralisait les principales denrées (blé, pommes de terre), fixait les rations de consommation et ordonnait les distributions par cartes ; pour les denrées de moindre importance, comme les légumes, il imposait au commerce des prix maximums. Ce système fonctionnait avec une rare perfection.

2 La grande retraite, due à l'impéritie des généraux et au défaut d'artillerie et attribuée en outre à la trahison, exerça sur l'armée russe une action démoralisante ; à l'intérieur, elle obligea la bureaucratie à céder à la bourgeoisie organisée (Union des municipalités) une part d'autorité dans les diverses commissions créées pour remédier d'urgence au mal.

pour les remplacer par des éléments jeunes, frais, surtout bourgeois, déclassés ou petits-bourgeois[1].

Mais si les défaites militaires ont joué le rôle d'un facteur négatif accélérant l'explosion, la liaison entre le capital financier anglo-français, l'impérialisme anglo-français et le capital russe octobriste et cadet a également hâté la crise[2].

Cet aspect des choses, d'une extrême importance, est passé sous silence, pour des raisons fort compréhensibles, par la presse anglo-française et souligné avec malignité par la presse allemande. Marxistes, nous devons considérer la vérité avec sang-froid, sans nous laisser intimider ni par le mensonge, le mensonge officiel et doucereusement diplomatique des diplomates et des ministres de la première coalition impérialiste, ni par les clignements d'yeux et le ricanement de ses concurrents financiers et militaires de l'autre coalition. Le cours des événements dans la révolution de février-mars montre clairement que les ambassades anglaise et française qui, avec leurs agents et leurs « liaisons », faisaient depuis longtemps les efforts les plus désespérés pour empêcher des accords « séparés » et une paix séparée de Nicolas II (et Dernier,

1 Au cours de la guerre, surtout dans l'infanterie, les officiers de carrière se trouvèrent noyés, surtout dans les grades subalternes, par les officiers de réserve. Les nécessités du recrutement obligèrent à ouvrir les écoles militaires à des catégories de la population qui autrefois n'y avaient pas accès. Beaucoup de ces sous-lieutenants de réserve se trouvèrent sentir comme la troupe et firent la révolution avec elle.

2 On voit par le discours de Lénine à la conférence de Pétrograd (14 avril 1917) quel rôle exactement il reconnaissait à la bourgeoisie de l'Entente dans la révolution. Ses adversaires mencheviques lui disaient à ce sujet : « Vous voyez que la bourgeoisie est nécessaire à la révolution ». Il répliquait : « *La bourgeoisie a été nécessaire non pour que la révolution triomphe, mais pour qu'elle triomphe en 8 jours* ».

nous l'espérons et nous ferons le nécessaire pour cela) avec Guillaume II[1], voulaient déposer Nicolas Romanov.

Ne nous faisons pas d'illusions.

Si la révolution a triomphé aussi vite et d'une façon – extérieurement et à première vue – aussi « radicale », c'est uniquement parce qu'une situation historique extrêmement originale a fondu ensemble, et dans une unité remarquable, des courants absolument différents, des intérêts sociaux absolument hétérogènes, des aspirations politiques et sociales absolument opposées. Ainsi la conspiration des impérialistes anglo-français, qui poussaient Milioukov et C^ie^ à prendre le pouvoir pour continuer la guerre impérialiste[2], pour la mener avec encore plus d'acharnement et d'opiniâtreté, pour massacrer de nouveaux millions d'ouvriers et de paysans russes afin de donner Constantinople... à des Goutchkov, la Syrie... aux capitalistes français, la Mésopotamie... aux capitalistes anglais, etc.[3] Cela d'une part. D'autre part, un profond mouvement révolutionnaire du prolétariat et de

1 Les gouvernements alliés ne mettaient pas en doute les sentiments ententophiles de Nicolas II, mais ils redoutaient l'influence sur lui de certains milieux progermaniques de la bureaucratie et de la cour. Ces inquiétudes s'étaient accrues lorsque Protopopov, alors député modéré à la Douma, dans l'été de 1916, eut une entrevue à Stockholm avec un agent allemand, et davantage encore lorsque Stürmer, connu pour ses sympathies allemandes, remplaça aux Affaires étrangères Sazonov. Le bruit d'une paix séparée prochaine de la Russie avec l'Allemagne ne cessait de courir dans les milieux alliés de Pétrograd.

2 Lorsque Buchanan, le 24 mars nouveau style, reconnut le gouvernement provisoire, il réclama d'abord de Milioukov l'engagement de mener la guerre jusqu'à la victoire finale et de rétablir la discipline dans l'armée ».

3 En vertu des accords qui avaient eu lieu à Pétrograd en mars-avril 1916, les Alliés s'étaient ainsi partagé la Turquie d'Asie ; Constantinople avait été « cédée » conditionnellement à la Russie déjà en mars 1915 par l'Angleterre et en avril 1915 par la France.

tout le peuple (toute la population pauvre des villes et des campagnes) pour le pain, la paix, la véritable liberté.

Les ouvriers et les soldats révolutionnaires ont démoli jusque dans ses fondements l'ignominieuse monarchie tsariste, sans s'enthousiasmer ni se troubler si à certains moments, de brève durée et découlant d'une conjoncture exceptionnelle, venaient à leur secours les manœuvres des Buchanan, des Goutchkov, des Milioukov et C^ie^, qui voulaient seulement remplacer un monarque par un autre[1].

Voilà comment les choses se sont passées. Voilà comment doit juger un homme politique qui ne craint pas la vérité, qui pèse de sang-froid les forces sociales en présence dans la révolution, qui apprécie chaque « actualité » non seulement dans son originalité au moment donné, mais aussi du point de vue de ressorts plus profonds : les intérêts du prolétariat et de la bourgeoisie en Russie et dans le monde.

Les ouvriers et les soldats de Pétrograd, de même que les ouvriers et les soldats de toute la Russie, ont combattu avec abnégation contre la monarchie tsariste, pour la liberté, pour la terre aux paysans, pour la paix, contre le carnage impérialiste. Le capital impérialiste anglo-français, pour continuer et intensifier ce carnage, nouait des intrigues de palais, tramait un complot, encourageait et poussait les Goutchkov et les Milioukov, bâtissait un nouveau gouvernement tout prêt, lequel en effet a pris le pouvoir dès les premiers coups portés par le prolétariat au tsarisme.

1 Il est connu aujourd'hui que Milioukov et Goutchkov auraient voulu que Nicolas II abdiquât en faveur de son fils Alexis, le grand-duc Michel devenant régent. Le 2 mars, Milioukov fut hué au palais de Tauride pour avoir annoncé ce plan. Cela ne les empêcha pas, quand le tsar eut abdiqué en faveur de Michel, d'insister auprès du grand-duc pour qu'il acceptât le trône.

Ce gouvernement n'est pas un rassemblement accidentel d'individus.

Ce sont les représentants d'une nouvelle classe parvenue au pouvoir, la classe des grands propriétaires capitalistes et de la bourgeoisie, qui depuis longtemps dirige notre pays économiquement et qui, dans la révolution de 1905-1907, dans la contre-révolution de 1907-1914 et enfin, avec une particulière rapidité, dans la guerre de 1914-1917, s'est très vite organisée politiquement, s'emparant des administrations locales, de l'Instruction publique, des congrès de toutes sortes, de la Douma, des comités d'industrie de guerre, etc. Cette classe nouvelle était « presque[1] » au pouvoir en 1917 ; c'est pourquoi les premiers coups ont suffi pour que le tsarisme s'écroule en laissant la place à la bourgeoisie. La guerre impérialiste, exigeant un effort extraordinaire, a accéléré à tel point le développement de la Russie arriérée que nous avons « du coup » (du moins cela nous semble-t-il ainsi) rattrapé l'Italie, l'Angleterre, presque la France, obtenu un gouvernement « parlementaire », « national », « de coalition[2] » (c'est-à-dire apte à mener le carnage impérialiste et à tromper le peuple).

À côté de ce gouvernement, – qui n'est en réalité que le commis de « firmes » milliardaires : Angleterre et France, pour la guerre actuelle – est apparu un gouvernement ouvrier nouveau, non officiel, non encore développé, relativement faible, représentant les intérêts du prolétariat et

1 Presque », parce que la république n'était pas encore proclamée ; elle ne le fut que bien plus tard, en septembre 1917.

2 Le radio de Milioukov soulignait que le Comité provisoire avait pu « entrer en relations avec la plus influente » des nouvelles organisations politiques, le soviet des députés ouvriers. Kérenski, comme trait d'union entre les membres bourgeois du gouvernement provisoire et le soviet, avait reçu le ministère de la Justice. Il venait de passer du groupe travailliste dans le Parti socialiste-révolutionnaire.

de la population pauvre des villes et des campagnes. C'est le soviet des députés ouvriers et soldats de Pétrograd.

Voilà la situation politique véritable, que nous devons nous efforcer avant tout d'établir avec le maximum d'objectivité et de précision, afin d'asseoir notre tactique marxiste sur le seul fondement solide qu'elle puisse avoir, celui des faits.

La monarchie tsariste, battue, mais non achevée ;

Le gouvernement bourgeois, octobriste et cadet, qui veut mener « jusqu'au bout » la guerre impérialiste, commis en réalité de la firme financière « Grande-Bretagne et France », obligé de promettre au peuple le maximum de libertés et d'aumônes compatible avec la conservation de son autorité et avec la possibilité de continuer la boucherie impérialiste ;

Le soviet des députés ouvriers et soldats, embryon de gouvernement ouvrier, représentant les intérêts de la foule des pauvres, c'est-à-dire des neuf dixièmes de la population, et voulant la paix, le pain, la liberté ;

Voilà les trois forces dont la rivalité détermine la situation actuelle et prépare le passage de la première à la deuxième étape de la révolution.

Pour combattre efficacement la monarchie tsariste, pour assurer la liberté non pas en paroles, non pas dans les promesses des beaux parleurs du libéralisme, mais en réalité, ce ne sont pas les ouvriers qui doivent soutenir le nouveau gouvernement, mais ce gouvernement qui doit « soutenir » les ouvriers ! La seule garantie de la liberté, la seule garantie que le tsarisme sera détruit jusqu'au bout est dans l'armement du prolétariat, la consolidation, l'extension, le développement du rôle, de l'importance et de la force du soviet des députés ouvriers et soldats.

Tout le reste n'est que phrase et mensonge, illusion voulue de politiciens libéraux ou radicaux.

Aidez à l'armement des ouvriers ou du moins ne l'entravez pas, et la liberté sera invincible en Russie, la monarchie impossible à restaurer, la république assurée.

Autrement le peuple sera trompé. Les promesses ne coûtent pas cher. Les promesses n'ont pas de valeur. Tous les politiciens bourgeois, dans toutes les révolutions bourgeoises, ont « nourri » les peuples et dupé les ouvriers à coup de promesses[1].

Notre révolution est bourgeoise, et c'est pourquoi les ouvriers doivent soutenir la bourgeoisie, disent les politiciens impotents du camp liquidateur.

Notre révolution est bourgeoise, disons-nous, nous autres marxistes, et c'est pourquoi les ouvriers doivent ouvrir les yeux au peuple sur le mensonge des politiciens bourgeois et lui apprendre à ne pas croire aux paroles, mais à se reposer uniquement sur ses forces, sur son organisation, sur son union, sur son armement.

Le gouvernement des octobristes et des cadets, des Goutchkov et des Milioukov ne peut donner quand bien même il le voudrait sincèrement, ni la paix, ni le pain, ni la liberté.

La paix, parce qu'il est un gouvernement de guerre, un gouvernement de continuation du carnage impérialiste[2], un gouvernement de conquête, qui n'a pas encore prononcé un mot pour renier la politique tsariste, avec l'annexion de l'Arménie, de la Galicie, de la Turquie, l'enlèvement de Constantinople, la reprise de la Pologne, de la Courlande, du pays lithuanien, etc. Ce gouvernement a

1 Lénine, en arrivant à Pétrograd le 4 avril, déclarait encore : « *Ce qu'il y a d'original en Russie, c'est le passage extraordinairement rapide d'une contrainte sauvage à la plus habile tromperie* ».

2 Le manifeste du gouvernement provisoire, transmis à l'étranger le 20/7 mars sous les signatures de Goutchkov et de Milioukov, disait que « *le gouvernement observerait fidèlement tous les traités unissant la Russie aux autres puissances.* »

les bras liés par le capital impérialiste anglo-français[1]. Le capital russe n'est qu'une succursale de la « firme » universelle qui remue des centaines de milliards de roubles et qui a nom « Grande-Bretagne et France ».

Le pain, parce que ce gouvernement est bourgeois. Tout au plus donnera-t-il au peuple, comme l'Allemagne, « une famine génialement organisée ». Mais le peuple ne supportera pas la famine, le peuple apprendra, et sans doute bientôt, que le pain existe et qu'il peut être obtenu, mais seulement par des mesures dénuées de tout respect pour le caractère sacro-saint du capital et de la propriété foncière.

La liberté, parce que ce gouvernement est celui des grands propriétaires et des capitalistes, et qu'il a peur du peuple.

Nos objectifs tactiques, notre conduite immédiate à l'égard de ce gouvernement, nous en parlerons dans un autre article. Nous montrerons en quoi consiste l'originalité du moment, de cette transition de la première à la deuxième étape de la révolution, et pourquoi le mot d'ordre, « la tâche du jour » dans un pareil moment doit être : Ouvriers, vous avez accompli des miracles d'héroïsme populaire et prolétarien dans la guerre civile contre le tsarisme, vous devez accomplir des miracles d'organisation populaire et prolétarienne pour préparer votre victoire dans la seconde étape de la révolution[2].

---

1 D'après les experts russes, l'ensemble des sommes placées par les pays de l'Entente en Russie, dans les emprunts d'État ou garantis par l'État, dans les affaires privées industrielles, commerciales et financières, s'élevait avant la guerre à 12.830 millions de roubles. Il faut y ajouter 7.223 millions de roubles d'emprunts de guerre. On obtient ainsi plus de 20 milliards de roubles ou 53 milliards de francs or, provenant principalement de la France (16 milliards), ensuite de l'Angleterre, de la Belgique, etc.

2 Dans la troisième *Lettre de loin* « Sur la milice prolétarienne », Lénine reproduit presque textuellement cet appel, mais plus

Nous bornant pour le moment à analyser la lutte et les forces des classes en présence dans l'étape actuelle de la révolution, nous poserons seulement cette question : quels sont les alliés du prolétariat dans la révolution donnée ?

Ces alliés sont deux.

D'abord, en Russie, la masse immense, se chiffrant par dizaines de millions, embrassant l'énorme majorité de la population, du semi-prolétariat et des petits paysans. Cette masse a besoin de la paix, du pain, de la liberté et de la terre. Cette masse subira fatalement une certaine influence de la bourgeoisie et particulièrement de la petite bourgeoisie, dont elle est proche par ses conditions d'existence ; elle oscillera entre la bourgeoisie et le prolétariat. Les dures leçons de la guerre, et qui seront d'autant plus dures que la guerre sera plus énergiquement menée par Goutchkov, Lvov, Milioukov et C[ie], la pousseront inévitablement vers le prolétariat, l'obligeront à marcher à sa suite. Cette masse, nous devons aujourd'hui profiter de la liberté du nouveau régime et des soviets des députés ouvriers et soldats pour nous efforcer avant tout de l'éclairer et de l'organiser. Les soviets de députés paysans, les soviets d'ouvriers agricoles, sont un de nos objectifs essentiels. Nous viserons non seulement à ce que les ouvriers agricoles forment des soviets à eux, mais aussi à ce que les paysans sans propriété et les paysans pauvres s'organisent séparément des paysans aisés. Nous traiterons des buts propres et des formes spéciales de

---

explicitement : « *Camarades ouvriers ! Vous avez accompli des miracles d'héroïsme prolétarien hier, en renversant la monarchie tsariste. Vous devrez fatalement, dans un avenir plus ou moins rapproché (peut-être même devez-vous à l'heure où j'écris ces lignes), accomplir de nouveaux prodiges d'héroïsme pour renverser le pouvoir des propriétaires fonciers et des capitalistes qui mènent la guerre impérialiste. Vous ne pourrez remporter de victoire solide dans cette révolution suivante, la "vraie", que si vous faites des miracles d'organisation prolétarienne !* »

cette organisation essentiellement nécessaire aujourd'hui dans une lettre suivante[1].

Ensuite, l'allié du prolétariat russe, c'est le prolétariat de tous les pays belligérants et de tous les pays en général. Il est dans une large mesure écrasé aujourd'hui par la guerre et trop souvent ses porte-parole sont des social-chauvins passés, en Occident aussi, comme Plékhanov, Gvozdev, Potressov en Russie, du côté de la bourgeoisie. Mais chaque mois de guerre impérialiste l'affranchit un peu plus de leur influence et la révolution russe ne pourra qu'accélérer ce processus dans d'immenses proportions.

Avec ces deux alliés, le prolétariat de Russie peut marcher et marchera, en utilisant les particularités du moment de transition actuel, d'abord à la conquête de la république démocratique et de la pleine victoire des paysans sur les grands propriétaires, ensuite au socialisme, qui seul donnera aux peuples tourmentés par la guerre la paix, le pain, et la liberté.

Pravda, n^os^14 et 15, des 21 et 22 mars 1917.
Signé : N. Lénine.

1 Dans la troisième *Lettre de loin*, Lénine expose sa conception de l'État prolétarien, caractérisé par les soviets. Il y « *recommande particulièrement les soviets séparés d'ouvriers salariés et ensuite de petits paysans non vendeurs de blé* », parce qu'autrement il n'y a pas moyen de faire en général une politique prolétarienne, ni de répartir convenablement le blé.

Pour revenir de Suisse en Russie, Lénine était obligé de traverser soit l'Allemagne, soit les États de l'Entente (France, Angleterre). Il était clair que jamais ces derniers ne laisseraient passer un militant qui se proposait d'aller faire dans un pays allié de la propagande contre la guerre. Le gouvernement provisoire ne ferait certainement rien pour hâter l'arrivée d'un adversaire redoutable. Restait l'Allemagne, qui, pour des raisons exactement contraires, ne serait pas fâchée de faciliter le voyage. Martov le premier proposa ce plan à tous les zimmerwaldiens. II était tout à fait légitime, du point de vue révolutionnaire, de profiter de la spéculation du gouvernement allemand ; mais il ne fallait lui faire aucune concession, et ne donner prise à aucune accusation de philogermanisme. Pour cela, par l'intermédiaire du citoyen suisse Platten, Lénine et ceux des émigrants qui acceptaient d'emprunter cette voie firent avec les autorités allemandes un contrat en bonne et due forme : tous les émigrants seront acceptés, quelle que soit leur attitude dans la guerre ; leur wagon jouira de l'exterritorialité et passera sans contrôle ni des passeports, ni des bagages ; une fois en Russie, ils s'engagent à réclamer en échange le renvoi d'un nombre égal d'internés austro-allemands. Ces conditions acceptées de part et d'autre, Lénine, Kroupskaïa, Zinoviev, au total 32 Russes appartenant à divers partis, se mirent en route le 8 avril (nouveau style). Ayant traversé l'Allemagne sans encombre, ils arrivèrent le 14 à Stockholm et le 16 (3 avril ancien style) à 11 h 10 du soir à Pétrograd.

Les principaux leaders du Parti bolchevique étaient allés à la rencontre de Lénine jusqu'à la frontière finlandaise et avaient pu déjà lui fournir les premières informations. En débarquant à la gare de Finlande au milieu d'un peuple enthousiaste d'ouvriers, de marins et de soldats, il prononça ses premiers

discours, terminés par le cri imprévu de : « Vive la révolution socialiste universelle ! » Le quartier général du parti se trouvait alors dans le palais de la ballerine Kszeszinskaïa : c'est là que la foule se dirigea. Dans la même nuit, Lénine y prit la parole devant quelques bolcheviks.

L'opinion moyenne des dirigeants du parti était alors représentée par les deux résolutions du bureau du comité central *Sur le gouvernement provisoire* et *Sur la guerre et la paix*[1]. La première, tout en reconnaissant l'incapacité du gouvernement provisoire « à résoudre les problèmes posés par la révolution », en invitant le prolétariat à se grouper « autour des soviets de députés ouvriers et soldats, comme embryon de pouvoir révolutionnaire seul capable... de réaliser les exigences de la démocratie révolutionnaire » et en recommandant, pour « développer et approfondir la révolution », l'armement général du peuple et la formation d'une garde rouge, ne donnait aucune directive concrète sur la conduite à tenir vis-à-vis du gouvernement, et surtout aucune perspective d'avenir sur la révolution socialiste.

La seconde, elle aussi, était un compromis entre ceux qui étaient pour faire la guerre à la guerre par tous les moyens et ceux qui ne voulaient préconiser aucun moyen de nature à faire accuser le Parti bolchevique de désorganiser l'armée : aussi y parlait-on *« d'obliger le gouvernement provisoire non seulement à renoncer à tout plan de conquête, mais aussi à... offrir la paix à tous les belligérants à des conditions garantissant l'affranchissement de tous les peuples opprimés...* », mais il n'était question ni de dénonciation des traités secrets, ni de fraternisation sur le front.

Entre ces résolutions timides et modérées dans la théorie comme dans la pratique et le cri de « Vive la révolution socialiste ! » développé par Lénine dès ce premier discours, il y avait un abîme. Cependant

1 Publiées dans la *Pravda* du 26 mars/8 avril.

aucune discussion n'eut lieu encore. Le lendemain au palais de Tauride, où siégeait le soviet, avait lieu une conférence commune de tous les social-démocrates, bolcheviks, mencheviks et autres (mejdouraiontsy), membres des organisations centrales ou délégués à la conférence panrusse des soviets qui venait de se terminer la veille : le but était d'arriver à une sorte de fusion de toutes les tendances. Lénine vint à cette réunion. D'abord il se rendit dans le local où se réunissait la fraction bolchevique ; là il donna lecture de quelques thèses écrites durant le voyage, qu'il accompagnait de commentaires. Puis, tous les bolcheviks descendirent dans la salle de la conférence, où Lénine répéta son exposé.

Voici comment un témoin raconte cet événement mémorable[1] :

« La salle était pleine. Le petit groupe des bolcheviks occupait les fauteuils de gauche. Lénine était en face, du côté du président. Près de lui vinrent s'asseoir les mencheviks les plus acharnés et c'était une chose bizarre de le voir ainsi entouré. Enfin, la parole lui fut donnée. Avec son entrain ordinaire, il s'élança à la tribune et sans faire attention à nos applaudissements, entreprit aussitôt une analyse étonnante de la situation. »

Accueilli d'abord par des rires, des remarques ironiques, il fut bientôt écouté dans un silence profond. Quand il prononça le mot de « fraternisation », un député du front, offensé dans ses sentiments patriotiques, fit quelques pas dans la direction de la tribune et se mit à jurer tout ce qu'il savait. Lénine attendit patiemment que le tumulte s'apaisât, puis il reprit à peu près en ces termes : *« Un camarade vient de déverser son indignation devant moi. Je le comprends. Il a raison à sa manière. Il a raison d'abord parce que la liberté a été proclamée et qu'un homme sincère a toujours raison de déclarer son opinion. Ensuite, il vient*

1 V. Bontch-Brouevitch : *Lénine en Russie après la révolution de février jusqu'aux journées de juillet.*

des tranchées, il a été deux fois blessé et il se demande pourquoi il a versé son sang, pourquoi il a souffert lui et ses frères. On lui a dit qu'il se battait pour la patrie, et en fin de compte il voit qu'on l'a trompé, qu'il a souffert pour des intérêts étrangers, pour les oppresseurs et les rapaces du monde entier. Comment ne pas être indigné ? Aussi faut-il prêcher la fraternisation comme un des moyens d'en finir avec la guerre. »

Quand Lénine commenta sa troisième thèse, refusant tout appui au gouvernement provisoire, impérialiste tout comme le gouvernement tsariste, il souleva une nouvelle tempête : les uns demandaient qu'on lui retirât la parole, les autres faisaient signe qu'on avait affaire à un fou. Bogdanov s'écriait : « Mais c'est du délire ! » Le scandale était à son comble.

Lorsqu'il eut fini, Tsérételli, le vieux social-démocrate géorgien revenu depuis peu et représentant la droite du soviet, prit la parole pour montrer que la Russie n'était pas mûre pour le socialisme. Ensuite, Goldenberg, un ancien membre du comité central bolchevique, aujourd'hui en dehors de toute fraction, se fit le porte-voix de la majorité dans un discours cassant, bref et net :

« *La place du génial anarchiste Bakounine, demeurée longtemps inoccupée, a trouvé un titulaire. Ce que nous venons d'entendre ici est la négation de la doctrine social-démocrate et du marxisme scientifique... Lénine social-démocrate, Lénine marxiste, Lénine leader de notre parti social-démocrate, est mort. Un nouveau Lénine est né, un Lénine anarchiste. Il n'y a plus de bolchevisme si les bolcheviks acceptent une conception nouvelle et inattendue.* »

S'écriant ensuite que Lénine plantait l'étendard de la guerre civile au sein de la démocratie, il constatait qu'il ne pouvait plus être question d'union et appelait tout le monde à combattre ce nouveau danger menaçant la Russie. Lénine et ses amis sortirent de la salle sans écouter les orateurs suivants, et quand l'assemblée déclara désirable la convocation d'un congrès

d'union de la social-démocratie, le représentant du bureau du conseil central déclara que les bolcheviks ne jugeaient pas utile d'entrer dans la commission organisée à cet effet. C'était un premier effet de l'intervention de Lénine. Cependant, les bolcheviks même étaient troublés, ne reconnaissaient plus leur vieille doctrine social-démocrate. Il y avait parmi eux plusieurs tendances, une droite, un centre et une gauche, mais Lénine était, comme l'avoue dans ses mémoires Chliapnikov, plus à gauche que la gauche. Les premiers jours, il resta moralement isolé dans son propre parti, il lui fallut le conquérir peu à peu à son idée que la Russie était en marche vers la révolution socialiste. II s'y employa activement et à cet effet, commença la publication, dans la *Pravda*, des thèses qui faisaient un tel scandale.

Le lecteur devra faire la comparaison, indiquée fréquemment par Lénine, avec les *Quelques thèses* de 1915 imprimées plus haut.

Les objectifs immédiats du prolétariat dans la présente révolution[1]

N'étant arrivé à Pétrograd que le 3 avril dans la nuit, je n'ai naturellement pu prendre la parole le 4 sur les objectifs du prolétariat révolutionnaire qu'en mon nom propre[2] et en faisant toutes réserves sur mon manque de préparation.

Le seule chose que j'aie pu faire pour me faciliter le travail à moi-même – et aussi aux contradicteurs de bonne foi – a été de préparer des Thèses écrites. Je les ai lues et j'en ai remis le texte au camarade Tsérételli[3]. Je les ai lues très lentement et à deux reprises : d'abord à la réunion des bolcheviks, ensuite à celle des bolcheviks et des mencheviks.

Voici ces Thèses qui me sont personnelles, munies seulement de très courtes remarques explicatives qui ont été développées beaucoup plus en détail dans mon discours :

Thèses

1. Notre attitude envers la guerre, qui de la part de la Russie et sous le nouveau gouvernement de Lvov et C^ie^ reste absolument une guerre de rapine impérialiste

1 *Œuvres complètes*, première édition russe, tome XIV, 1***re*** partie, p. 17-21.

2 Jusqu'à la conférence du 24-29 avril, les Thèses représentèrent l'opinion propre de Lénine, et non la doctrine du parti. Lénine avait soin, surtout dans ces premières journées, de le souligner.

3 Sans doute lors de la réunion commune, au palais de Tauride, quand Tsérételli, apporta la contradiction.

en vertu du caractère capitaliste de ce gouvernement, ne doit pas tolérer la moindre concession au « défensisme révolutionnaire[1] ».

À la guerre révolutionnaire, justifiant véritablement le défensisme révolutionnaire, le prolétariat conscient ne peut donner son consentement qu'à trois conditions : a) passage du pouvoir aux mains du prolétariat et de son allié naturel, les couches pauvres de la population paysanne ; b) renonciation à toutes les annexions, en fait et non en paroles ; c) rupture effective et complète avec tous les intérêts du capital[2].

Étant donné la bonne foi indubitable du plus grand nombre des partisans populaires du défensisme révolutionnaire, qui admettent la guerre seulement par nécessité et non en vue de conquêtes, étant donné qu'ils sont trompés par la bourgeoisie[3] il faut en détail, avec patience et constance, leur expliquer leur erreur, leur découvrir la liaison indissoluble du capital avec la guerre impérialiste, leur prouver que terminer la guerre par une paix

1 On appelait ainsi la théorie de ceux qui, quoique internationalistes, estimaient que, la révolution étant accomplie, la défense de la patrie se confondait avec celle de la révolution et devenait légitime. Il y en avait même parmi les bolcheviks.

2 Comparer avec les Thèses imprimées dans le n° 47 du *Social-Démocrate* (voir plus haut).

3 Dans son discours à la conférence de Pétrograd, Lénine explique ce passage : « *Quand je parlais de masse défensiste-révolutionnaire de bonne foi, j'avais en vue non pas une catégorie morale, mais une définition sociale. La classe représentée au soviet des députés ouvriers et soldats n'est pas intéressée à la guerre de conquête... Ce n'est pas par la force, mais par la confiance que le soviet fait sa politique défensiste-révolutionnaire... Le peuple a livré le pouvoir à la bourgeoisie par ignorance, par routine, par habitude du bâton, par tradition... Aussi peut-on l'éclairer, le convaincre...* »

vraiment démocratique et non imposée est impossible sans renverser le capital[1].

Organiser la plus large propagande de cette opinion dans les armées.

La fraternisation[2]

2. L'originalité du moment présent en Russie consiste dans la transition de la première étape de la révolution, qui a donné le pouvoir à la bourgeoisie à cause du manque de conscience et d'organisation du prolétariat, à sa seconde étape, qui doit mettre le pouvoir entre les mains du prolétariat et des paysans pauvres.

Cette transition est caractérisée d'un côté par le maximum de légalité (la Russie est aujourd'hui le pays le plus libre du monde, parmi tous les belligérants), de l'autre par l'absence de contrainte sur les masses[3], et enfin par la confiance inconsciente de ces masses dans le gouvernement des capitalistes, les pires ennemis de la paix et du socialisme.

Cette originalité exige que notre parti sache s'adapter aux conditions particulières de l'action parmi les masses prolétariennes d'une immensité inouïe, à peine éveillées à la vie politique.

3. Aucun soutien du gouvernement provisoire ; découvrir le mensonge de toutes ses promesses, surtout quant à la renonciation aux annexions. Le démasquer au lieu d'« exiger », chose admissible et semant l'illusion,

1 L'idée était en effet largement répandue, même parmi les soldats, qu'il fallait maintenant défendre la révolution, la liberté conquise. La propagande gouvernementale exploitait cet argument.

2 La fraternisation entre soldats des armées ennemies n'était pas une invention de Lénine : elle avait eu lieu sur le front russe déjà avant la révolution.

3 La révolution avait détruit toutes les anciennes autorités au centre et dans les provinces, et les nouvelles qui se créaient peu à peu n'avaient aucun pouvoir de contrainte. Cette situation dura jusqu'en octobre.

que ce gouvernement, le gouvernement des capitalistes, cesse d'être impérialiste[4].

4. Constater que, dans la plupart des soviets de députés ouvriers, notre parti est une minorité, et pour le moment une faible minorité[5], en face du bloc de tous les éléments opportunistes petits-bourgeois soumis à l'influence de la bourgeoisie et la propageant dans le prolétariat, depuis les populistes et les socialistes-révolutionnaires jusqu'au comité d'organisation (Tchéidzé, Tsérételli, etc.) et à Stéklov[6], etc., etc.

---

4 Le 28 mars, le gouvernement provisoire avait publié un manifeste où il était dit : « *La défense à tout prix de notre patrimoine national et l'expulsion de l'ennemi qui a envahi notre territoire, voilà l'objectif essentiel et vital de nos soldats, défenseurs de la liberté du peuple... Le peuple russe ne cherche pas à renforcer sa puissance extérieure aux dépens des autres pays, il ne se propose l'asservissement ni l'abaissement de personne.* »
Toute la presse défensiste avait vu là une renonciation aux buts conquérants. Même la *Pravda* se bornait à « *exiger du gouvernement provisoire de tirer la conclusion de ses déclarations* ». Staline avait écrit le 16 mars que le seul moyen d'obtenir la fin de la guerre était « *de faire pression sur le gouvernement provisoire pour exiger qu'il exprime son consentement à l'ouverture immédiate de pourparlers de paix* » et, pour cela, il recommandait les meetings et les manifestations.

5 À la conférence panrusse des soviets, ouverte le 28 mars, il y avait des représentants de 128 soviets de députés ouvriers et soldats, sans compter les comités de soldats aux armées. Les votes montrèrent que les bolcheviks étaient en assez faible minorité : ainsi sur la question de la guerre, leur résolution recueillit 57 voix sur 402 (un groupe de délégués bolcheviques de 14 villes avait voté pour la résolution « défensiste-révolutionnaire » proposée par le Comité exécutif).

6 Stékhlov, qui joua dans les premières semaines de la révolution un rôle de premier ordre, occupait alors une position de conciliation entre les fractions. À la conférence des soviets, par exemple, il se déclara d'accord presque avec chaque mot de la résolution bolcheviste, mais vota pour celle du Comité exécutif parce qu'elle seule répondait aux questions concrètes du moment. « *Notre défaite sur le front,* disait-il, *serait la fin de la révolution à l'intérieur.*

Expliquer aux masses que le soviet est la seule forme possible de gouvernement révolutionnaire[1] et que par conséquent notre objectif, tant que ce gouvernement se prête à l'influence de la bourgeoisie, ne peut être que d'expliquer au peuple patiemment, systématiquement, tenacement, en nous adaptant surtout à ses besoins pratiques, ses erreurs de tactique.

Tant que nous sommes en minorité, nous faisons un travail de critique et de révélation des erreurs, tout en prêchant la nécessité du passage de tout le pouvoir aux soviets de députés ouvriers, pour que le peuple se défasse par l'expérience de ses erreurs.

5. Pas de République parlementaire, – y revenir après les soviets serait faire un pas en arrière, – mais la République des soviets de députés ouvriers, ouvriers agricoles et paysans dans tout le pays, de bas en haut.

Suppression de la police, de l'armée, du fonctionnarisme[2].

Traitement de tous les fonctionnaires, élus et révocables en tout temps, ne dépassant pas le salaire moyen d'un bon ouvrier.

6. Dans le programme agraire[3], porter le centre de gravité sur les soviets de députés ouvriers agricoles.

---

1 La notion de soviet comme forme permanente de gouvernement était alors en voie d'élaboration chez Lénine. Il l'indiquait déjà dans sa troisième *Lettre de loin*, datée du 11/24 mars. Elle est développée, ainsi que les idées contenues dans les paragraphes suivants, dans *L'État et la révolution*, brochure écrite en août-septembre 1917.

2 C'est-à-dire remplacement de l'armée permanente par l'armement universel du peuple. (N.L.)

3 Le mouvement agraire n'avait fait que commencer, mais s'annonçait déjà comme devant être grandiose. Le gouvernement, en sacrifiant les biens de la couronne, faisait ce qu'il pouvait pour protéger la grande propriété privée. La majorité du Comité exécutif, tout en réclamant en principe la confiscation des domaines dépassant une certaine étendue, et leur remise au peuple, ajournait la solution définitive jusqu'à l'Assemblée

Confiscation de tous les domaines des grands propriétaires.

Nationalisation de toutes les terres, mises à la disposition des soviets locaux de députés ouvriers agricoles et paysans. Créer des soviets séparés de députés des paysans pauvres. Constituer dans chaque grand domaine (de 100 à 300 hectares environ, selon le lieu et les autres conditions et au gré des autorités locales) une exploitation modèle sous le contrôle des députés ouvriers agricoles et aux frais de la communauté[1].

7. Fondre immédiatement toutes les banques en une seule banque nationale, placée sous le contrôle du soviet de députés ouvriers.

8. Non pas « instaurer » le socialisme, comme notre objectif immédiat, mais établir seulement tout de suite le contrôle du soviet sur la production et la répartition des produits.

9. Pour le parti :

a) Convocation immédiate du congrès[2],

b) Révision du programme, principalement :

---

constituante. À la conférence des bolcheviks de Pétrograd, Lénine insiste sur le danger que présente pour la révolution la masse paysanne : elle peut suivre la bourgeoisie, elle peut être plus à droite même que Goutchkov : pour y parer, il faut détacher les ouvriers agricoles, en les groupant autour des soviets spéciaux : « *Il faut marier la revendication de la prise immédiate du sol à la propagande pour les soviets d'ouvriers agricoles.* » C'était là la grande nouveauté des Thèses, car la nationalisation était déjà prévue par le programme de 1906.

1 Dans son discours du 4 avril, Lénine s'exprimait ainsi : « *Il y a le paysan riche et il y a l'ouvrier agricole. Vous aurez beau donner la terre à celui-ci, il n'en fera rien. Il faut, avec les grands domaines, constituer des exploitations modèles, cultivées en commun sous la direction des soviets de députés ouvriers agricoles.* »

2 Il n'y avait pas eu de congrès régulier depuis le Ve en avril-mai 1907.

1. Sur l'impérialisme et la guerre impérialiste[1] ;

2. Sur la question de l'État et notre revendication de l'État-Commune[2] ;

3. Correction du programme-minimum, qui a vieilli ;

c) Changer sa dénomination[3].

10. Rénover l'Internationale.

Prendre l'initiative de créer une Internationale révolutionnaire, contre les social-chauvins et contre le centre[4].

Si le lecteur veut comprendre pour quelle raison j'ai dû souligner comme une exception rare le cas où j'aurais affaire à des contradicteurs de bonne foi, je l'invite à mettre en face de ces Thèses l'objection suivante

1 Lénine voulait, en laissant subsister dans le programme de 1906 l'analyse du capitalisme, y ajouter les caractéristiques de l'époque impérialiste, ouvrant l'ère de la révolution socialiste.

2 C'est-à-dire d'un État comme la Commune de Paris en a donné la figure (N. L.). – Cet état est caractérisé d'après Lénine, par l'absence de police, d'armée permanente et d'un corps privilégié de fonctionnaires. L'ancien programme réclamait seulement une république parlementaire démocratique.

3 Au lieu de « social-démocratie » dont les chefs officiels dans tout l'univers ont trahi le socialisme en passant à la bourgeoisie (les « défensistes » et les « kautskistes » hésitants), il faut s'appeler « Parti communiste » (N. L.). – « *Le mot social-démocrate est faux, scientifiquement inexact. Marx et Engels l'ont reconnu plus d'une fois. S'ils l'ont toléré, c'est qu'après 1871 la situation était spéciale : il fallait une lente préparation des masses, la révolution n'était pas à l'ordre du jour... Aujourd'hui la question du socialisme se pose pratiquement dans le monde entier ; le social-démocrate Plékhanov et autres social-chauvins de partout ont trahi le socialisme. Il faut nous nommer Parti communiste.* » (conférence de Pétrograd.)

4 Le centre est dans la social-démocratie internationale la tendance hésitant entre les chauvins (défensistes) et les internationalistes, à savoir : Kautsky et C^ie^ en Allemagne, Longuet et C^*ie*^ en France, Tchéidzé et C^*ie*^ en Russie, Turati et C^*ie*^ en Italie, Mac Donald et C^*ie*^ en Angleterre, etc. (N.L.).

de M. Goldenberg[1] : Lénine a « *planté l'étendard de la guerre civile au sein de la démocratie révolutionnaire* » (cité d'après l'*Edinstvo* de M. Plékhanov n° 5)[2].

N'est-ce pas, en vérité, une perle ?

J'écris, je lis, je rabâche : « *Étant donné la bonne foi indubitable du plus grand nombre des partisans populaires du défensisme révolutionnaire..., étant donné qu'ils sont trompés par la bourgeoisie, il faut en détail, avec patience et ténacité, leur expliquer leur erreur.* »

Et ces messieurs de la bourgeoisie, qui se nomment social-démocrates, qui ne sont ni le « grand nombre », ni les « partisans populaires » du défensisme, présentent et exposent sans pudeur mon opinion de la façon suivante : « *On a planté (!) l'étendard (!) de la guerre civile (dont il n'est pas dit un mot dans les Thèses, pas dit un mot dans le discours) au sein (!!!) de la démocratie-révolutionnaire* ».

Qu'est-ce là ? quelle différence y a-t-il avec l'agitation des faiseurs de pogroms ? avec la *Rousskaïa Volia*[3] ?

J'écris, je lis, je rabâche : « *Les soviets de députés ouvriers sont la seule forme possible de gouvernement révolutionnaire et par conséquent notre objectif... ne peut être que d'expliquer au peuple patiemment, systématiquement,*

1 Ancien bolchevik devenu ardent défensiste, un des rédacteurs des *Izvestia* du soviet. C'était un des organisateurs de la conférence commune des bolcheviks et des mencheviks.

2 Plékhanov était revenu en Russie, après près de quarante ans de séjour ininterrompu à l'étranger, le 31 mars 1917. Il entreprit aussitôt la publication d'un petit quotidien nommé *Edinstvo* (L'Unité), pour exposer son point de vue défensiste à l'extérieur et conciliateur à l'intérieur. Cette feuille, subventionnée par la mission militaire française, et le groupe du même nom n'eurent d'ailleurs aucune influence dans la révolution russe.

3 La *Volonté russe*, grand quotidien fondé en 1916 par Protopopov, le futur dernier ministre de l'Intérieur du tsar, non sans le concours, disait-on, des banques allemandes. Elle engagea une campagne d'une violence extrême contre Lénine, si bien que dans ces premiers jours ses amis craignaient pour sa sécurité.

tenacement, en nous adaptant surtout à ses besoins pratiques, ses erreurs de tactique... »

Et des contradicteurs d'une certaine espèce présentent mes idées comme un appel « à la guerre civile au sein de la démocratie révolutionnaire » !

J'ai attaqué le gouvernement provisoire parce qu'il n'a fixé aucune date rapprochée, ni même aucune date en général, pour la convocation de l'Assemblée constituante, en se tirant d'affaire avec des promesses. J'ai essayé de prouver que sans les soviets de députés ouvriers et soldats la convocation de l'Assemblée constituante n'est rien moins qu'assurée et son succès impossible[1]

Et on m'attribue l'idée que je serais contre la convocation urgente de l'Assemblée constituante ! !

Je nommerais cela du « délire », si des dizaines d'années de lutte politique ne m'avaient pas appris à considérer la bonne foi chez des contradicteurs comme une exception rare.

Monsieur Plékhanov dans son journal a qualifié mon discours de « délire ». Très bien, monsieur Plékhanov. Mais voyez comme vous êtes maladroit, lourdaud et peu perspicace dans votre polémique. Si deux heures durant j'ai déliré, comment des centaines d'auditeurs ont-ils supporté mon « délire » ? Ensuite, comment se fait-il que votre journal consacre toute une colonne à résumer ce « délire » ? Tout cela ne tient pas bien ensemble, mais pas bien du tout.

---

1 D'après un compte rendu résumé, Lénine avait dit à la réunion des bolcheviks le 4 avril : « *Convocation de la Constituante – mais par qui ?... Je ne demande pas mieux que la Constituante soit convoquée demain, mais croire que Goutchkov la convoquera est niais... Parler d'obliger le gouvernement provisoire à convoquer la Constituante n'est que du bavardage, n'est que mensonge... Le soviet de députés ouvriers est le seul gouvernement qui puisse convoquer cette Constituante* ». Mais plus loin : « *La vie et la révolution rejettent la Constituante au second plan.* »

Naturellement, il est infiniment plus facile de clamer, d'injurier, de pousser les hauts cris, que d'essayer de raconter, d'expliquer et de rappeler comment ont raisonné Marx et Engels en 1871, 1872, 1875 à propos de la Commune de Paris et de la sorte d'État qui est nécessaire au prolétariat[1].

L'ex-marxiste Plékhanov ne désire vraisemblablement pas se souvenir du marxisme.

J'ai cité Rosa Luxemburg, qui le 4 août 1914 appelait la social-démocratie allemande « un cadavre puant ». Les Plékhanov, les Goldenberg et C^ie « s'offensent »... pour qui ? pour les chauvins allemands, qu'on a appelés chauvins !

Voilà bien embarrassés les pauvres social-chauvins de Russie, socialistes en paroles, chauvins en réalité.

Pravda, n° 26, du 7 avril 1917.

1 C'est ce qu'a fait Lénine dans *L'État et la révolution*.

Le lendemain de la publication des thèses de Lénine, 8 avril 1917, parut dans la *Pravda* la note suivante signée Kaménev, sous le titre : « Nos dissentiments ».

« *Dans la* Pravda *d'hier, le camarade Lénine a publié ses Thèses. Elles représentent son opinion personnelle et, en les faisant connaître, il a fait son devoir de militant actif : mettre en discussion devant la démocratie révolutionnaire de Russie sa façon de comprendre les événements. Mais, quoiqu'il l'ait fait sous une forme très concise, il ne l'a pas fait jusqu'au bout : ayant d'abord caractérisé la guerre mondiale, il en tire la conclusion qu'il faut créer un nouveau parti, communiste. Aussi devait-il forcément, dans son discours critiquer non seulement la politique des dirigeants du soviet, mais aussi celle de la* Pravda*, telle qu'elle se présentait au moment du congrès des soviets et qu'elle s'est exprimée dans les interventions des délégués bolcheviques à ce congrès. Cette politique a été exactement formulée dans les résolutions lues à ce même congrès sur le gouvernement provisoire et la guerre, élaborées par le comité central, adoptées par les délégués bolcheviques du congrès.*

Jusqu'à nouvelles décisions du comité central et de la conférence du parti, ces résolutions restent notre plateforme, et nous la maintiendrons à la fois contre l'influence démoralisante du "défensisme révolutionnaire" et contre la critique du camarade Lénine.

Dans son ensemble, le schéma de Lénine est inacceptable pour autant qu'il découle de l'idée que la révolution démocratique-bourgeoise est achevée et qu'il table sur la transformation immédiate de cette révolution en révolution socialiste. La tactique qui découle de ce jugement diffère profondément de celle qu'ont défendue les représentants de la Pravda *au congrès panrusse, tant contre les mencheviks tirant le soviet vers la droite que contre les leaders officiels.*

Nous comptons, au cours d'une large discussion, faire triompher notre point de vue, le seul possible pour la social-démocratie révolutionnaire, si elle veut, comme elle le doit, rester jusqu'au bout le parti des masses révolutionnaires du prolétariat et ne pas se changer en un groupe de propagandistes communistes. »

Lénine répliqua à ces critiques qui étaient à ce moment celles de la majorité des dirigeants du parti, en s'efforçant de démontrer en quoi la situation donnée diffère de celle qui avait été prévue par les anciennes décisions du parti. Si cela est vrai, il est clair que le « vieux bolchevisme » a besoin d'être adapté. Or, la principale nouveauté apportée par la révolution, c'est la coexistence de deux pouvoirs de nature différente, la dyarchie.

Sur la dyarchie[1]

Le problème radical de toute révolution est celui du pouvoir. Tant qu'il n'est pas élucidé, il ne saurait même être question de prendre une part consciente à la révolution, sans parler de la diriger.

Une particularité hautement remarquable de notre révolution, c'est qu'elle a créé une dyarchie. Voilà ce qu'il faut se mettre dans la tête avant tout[2] ; sinon, impossible d'aller de l'avant. Les vieilles « formules » du bolchevisme par exemple sont à compléter et à corriger, car elles étaient vraies dans l'ensemble, l'expérience l'a montré, mais nous voyons que leur application concrète a été autre. Personne auparavant ne songeait ni ne pouvait songer à une dyarchie[3].

En quoi consiste la dyarchie ? En ceci qu'à côté du gouvernement provisoire, gouvernement de la bourgeoisie, s'est constitué un autre gouvernement, encore faible, embryonnaire, mais malgré tout existant réellement et grandissant : les soviets de députés ouvriers et soldats.

---

1 *Œuvres complètes*, première édition russe, tome XIX, 1re partie, p. 24-26.

2 La dualité du pouvoir enfantée par la révolution avait été dès le début notée par le correspondant du *Times* et du Temps, et Lénine avait remarqué le fait dans un discours qu'il avait prononcé en Suisse vers le 25 mars.

3 Dans son discours à la conférence de Pétrograd, le 14 avril, Lénine précise ce que le Parti bolchevique avait exactement prévu : « la ligne politique », les « forces motrices de la révolution », à savoir le prolétariat et les paysans. Ce qui n'avait pas été prévu, c'est que le soviet, incarnation de la dictature du prolétariat et des soldats – c'est-à-dire des paysans – a librement cédé le pouvoir au gouvernement provisoire.

Quel est le contenu social de ce second gouvernement ? Le prolétariat et les paysans (habillés en soldats). Quel en est le caractère politique ? La dictature révolutionnaire, c'est-à-dire un pouvoir s'appuyant directement sur la saisie révolutionnaire, sur l'initiative immédiate d'en bas, du peuple, et non sur une loi promulguée par une autorité gouvernementale centralisée. Le pouvoir est ici tout différent de ce qu'il est généralement dans le type habituel de république démocratique bourgeoise parlementaire qui domine encore dans les pays avancés d'Europe et d'Amérique. Souvent on l'oublie, souvent on n'y réfléchit pas, et c'est pourtant l'essentiel. Ce pouvoir est du même type que la Commune de Paris de 1871. Voici ses caractères essentiels : 1. la source du pouvoir n'est pas une loi préalablement examinée et promulguée par un parlement, mais l'initiative directe et locale du peuple, la « saisie » pure et simple, pour employer le terme à la mode ; 2. à la police et à l'armée, en tant qu'institutions séparées du peuple et opposées au peuple, se substitue l'armement de toute la nation ; l'ordre public est défendu par les ouvriers et les paysans eux-mêmes, par le peuple armé lui-même ; 3. les fonctionnaires, la bureaucratie, sont ou remplacés par l'autorité immédiate du peuple lui-même, ou placés au moins sous un contrôle spécial, rendus non seulement électifs, mais encore révocables à la première demande du peuple, réduits à l'état de simples mandataires ; au lieu de former une catégorie privilégiée occupant de bonnes places bourgeoisement payées, ils deviennent des ouvriers d'une « arme » spéciale, ne touchant pas plus que le salaire ordinaire d'un bon ouvrier[1].

Là, et là seulement, est la substance de la Commune de Paris, comme type particulier d'État. C'est ce qu'ont oublié ou déformé MM. Plékhanov (les francs chauvins,

1 Sur ces caractéristiques de l'État-commune et sur leurs sources dans Marx, voir *L'État et la révolution*.

traîtres au marxisme), Kautsky (les gens du « centre », hésitant entre le chauvinisme et le marxisme) et de façon générale tous les social-démocrates, les socialistes-révolutionnaires[1], et autres semblables actuellement au pouvoir.

Ils se répandent en phrases, en réticences, en faux-fuyants, mille fois ils se félicitent les uns les autres de la révolution, et ils ne veulent pas réfléchir à ce que c'est que les soviets de députés ouvriers et soldats. Ils ne veulent pas voir cette vérité évidente que, dans la mesure où les soviets existent, dans la mesure où ils sont le pouvoir, il existe en Russie un État du type de la Commune de Paris.

J'ai souligné : « dans la mesure où ». Car ce n'est qu'un pouvoir embryonnaire. Lui-même, par un accord formel avec le gouvernement provisoire bourgeois et par suite de concessions de fait, il a livré et il livre encore ses positions à la bourgeoisie[2].

Pourquoi ? Est-ce que Tchéidzé, Tsérételli, Stéklov et C^ie^ commettent une « erreur » ? Nullement. Un homme de la rue peut le penser, pas un marxiste. La cause, c'est le manque de conscience et d'organisation des prolétaires et des paysans. L'« erreur » des leaders déjà nommés, c'est leur position petite-bourgeoise, c'est qu'ils obscurcissent la conscience des ouvriers au lieu de l'éclairer, c'est qu'ils

1 Le Parti socialiste-révolutionnaire, grâce à son programme agraire, était apparu, dès les premiers jours de la révolution, comme le plus influent de tous à l'armée, dans les campagnes, dans la petite bourgeoisie des villes ; même chez les ouvriers, il concurrençait les social-démocrates.

2 Un des dirigeants du Comité exécutif du soviet de Pétrograd, le menchevik-internationaliste Soukhanov, raconte dans ses Mémoires comment le Comité exécutif, ne croyant pas la classe ouvrière capable de résoudre les problèmes du pouvoir, qu'elle détenait cependant en fait, entra en pourparlers avec le Comité de la Douma pour remettre ce pouvoir à la bourgeoisie en se réservant un droit de « contrôle ». Les conditions furent débattues et l'accord obtenu sur un programme en 8 points, qui forma la déclaration du 15/2 mars.

inspirent des illusions petites-bourgeoises, au lieu de les dissiper, c'est qu'ils renforcent l'influence de la bourgeoisie sur les masses, au lieu de les en libérer.

On doit comprendre par suite pourquoi commettent tant d'erreurs, eux aussi, nos camarades quand ils posent « purement et simplement » la question : faut-il sur le champ renverser le gouvernement provisoire ?

Je réponds : 1° il faut le renverser, car il est oligarchique, bourgeois, et non populaire, il ne peut donner ni la paix, ni le pain, ni la pleine liberté ; 2° il est impossible de le renverser immédiatement, car il repose sur un accord direct et indirect, formel et tacite, avec les soviets de députés ouvriers et avant tout avec le principal, celui de Pétrograd ; 3° il est impossible en général de le « renverser » avec les moyens ordinaires, car il repose sur l'appui donné à la bourgeoisie par le second gouvernement, le soviet de députés ouvriers, qui est le seul gouvernement révolutionnaire possible exprimant proprement la conscience et la volonté de la majorité des ouvriers et des paysans. L'humanité n'a pas forgé et nous ne connaissons pas jusqu'à ce jour de type de gouvernement supérieur, préférable aux soviets de députés ouvriers, ouvriers agricoles, paysans et soldats.

Pour devenir le pouvoir, les ouvriers conscients doivent conquérir la majorité : tant qu'on n'emploie pas la violence contre le peuple, il n'a pas d'autre moyen. Nous ne sommes pas des blanquistes, partisans de la prise du pouvoir par une minorité[1]. Nous sommes des marxistes, partisans de la lutte de classe du prolétariat contre l'égarement petit-bourgeois, le chauvinisme et le défensisme, les phrases de soumission à la bourgeoisie.

1 Lénine se défend ici contre une accusation courante à l'époque (de même que dans d'autres endroits il se défend contre l'accusation d'anarchisme). Quant au véritable blanquisme, voir le *Blanqui* de Dommanget (Librairie de *L'Humanité,* 1924).

Nous formerons un parti communiste prolétarien[1] ; ses meilleurs éléments existent déjà, ce sont les partisans du bolchevisme ; nous nous grouperons pour le travail prolétarien, et les prolétaires et les paysans pauvres viendront à nous toujours plus nombreux. Car la vie brisera chaque jour davantage les illusions petites-bourgeoises des « social-démocrates », Tchéidzé, Tsérételli, Stéklov et autres, des « socialistes-révolutionnaires », des petits-bourgeois de plus belle eau encore, etc., etc[2].

La bourgeoisie est pour le pouvoir sans partage de la bourgeoisie.

Les ouvriers conscients sont pour le pouvoir sans partage des soviets de députés ouvriers, ouvriers agricoles, paysans et soldats, pouvoir qui sera préparé par une conscience prolétarienne mieux éclairée, mieux affranchie de l'influence de la bourgeoisie, et non par des aventures.

La petite bourgeoisie, « social-démocrates », socialistes-révolutionnaires, etc., etc., par ses hésitations, entrave cet éclairement, cet affranchissement.

Voilà la situation de fait, voilà les classes, les forces en présence, et c'est ce qui détermine nos objectifs.

Pravda, n° 28, du 9 avril 1917.

1 À cette époque, Lénine considère qu'il y a à constituer un parti « nouveau », dont l'ancien Parti bolchevique formera seulement le noyau. Cela est en rapport avec le changement de nom qu'il propose.

2 Le Parti bolchevique commença en effet à grandir de jour en jour : fin avril, les 149 délégués de la conférence panrusse représentaient près de 80 000 membres.

Aussitôt arrivé à Pétrograd, raconte Bontch-Brouévitch, Lénine s'assit à la table de rédaction de la *Pravda*. Ses idées étaient tellement neuves que même ses propres camarades, qui avaient travaillé avec lui des dizaines d'années, n'étaient pas d'accord avec lui, lui faisaient opposition. La discussion s'engagea partout entre les bolcheviks... Il y avait des jours où l'atmosphère s'échauffait à l'extrême...

Les fameuses Thèses étaient la plate-forme sur laquelle, à la prochaine Conférence du parti, on allait se compter. Il s'agissait de conquérir à leur doctrine non seulement la capitale, mais aussi les grandes organisations de province. Pour cela, des articles fragmentaires ne suffisaient pas : Lénine résolut d'écrire une série de Lettres où il pourrait exposer de façon plus systématique ses idées sur la tactique. La première, sans doute terminée avant un second article de Kaménev paru le 12 avril, était annoncée comme étant sous presse dans la *Pravda* du 14. Retardée par la fête du 1er mai (18 avril, ancien style) et les journées des 20 et 21 avril, elle ne parut, imprimée à Moscou [1], que le 27.

À ce moment, les événements avaient marché à pas de géant : les résolutions votées par de multiples assemblées d'ouvriers ou de soldats et flétrissant le gouvernement bourgeois, réclamant une politique active de paix et la cession immédiate des grands domaines aux paysans, témoignaient de la clairvoyance avec laquelle Lénine avait compris les aspirations du peuple. La majorité du parti, entraînée par le grand mouvement du prolétariat et des paysans, se groupait maintenant autour des Thèses du 4 avril, comme le montraient la Conférence de Pétrograd terminée le 22 et la conférence panrusse ouverte le 24. Aussi Lénine se borna-t-il à cette première *Lettre*, qui n'eut pas de suite.

1 Sans doute parce que les imprimeries de Pétrograd étaient surchargées de travail.

Lettre sur la tactique[1]

Préface

Le 4 avril 1917 j'ai pris la parole à Pétrograd, sur le sujet indiqué dans ce titre, d'abord à une réunion des bolcheviks. C'étaient des délégués de la conférence panrusse des soviets, qui devaient regagner leurs provinces, et pour cette raison ne pouvaient m'accorder aucun délai. À la fin de la réunion, le président, G. Zinoviev, me demanda, au nom de toute l'assemblée, de répéter sur-le-champ mon discours devant une réunion de délégués bolcheviques et mencheviques qui désiraient examiner la question de l'unification du Parti social-démocrate de Russie.

Si difficile qu'il me fût de recommencer immédiatement mon exposé, je ne m'estimai pas en droit de refuser, puisque la demande venait à la fois de mes camarades et de mencheviks qui ne pouvaient en effet, à cause de leur départ prochain, me laisser aucun répit.

Dans ce discours je donnai lecture des Thèses publiées dans le n° 26 de la *Pravda*, le 7 avril 1917[2].

Thèses et discours provoquèrent des dissentiments même parmi les bolcheviks et jusque dans la rédaction de la *Pravda*[3]. Après plusieurs entretiens, nous convînmes unanimement que le mieux était de les soumettre à une discussion publique, qui fournirait des matériaux à la conférence panrusse de notre parti (le Parti ouvrier

1 *Œuvres complètes*, première édition russe, tome XIV, 1re partie, p. 26-37.

2 Sur toutes ces circonstances, voir plus haut l'introduction aux *Thèses*.

3 Kaménev faisait partie de la rédaction de la *Pravda*.

social-démocrate de Russie groupé autour du comité central[1]) convoquée pour le 20 avril à Pétrograd[2].

En exécution de cette décision d'ouvrir la discussion, je publie les lettres suivantes, où je ne prétends pas étudier la question sous tous ses aspects, mais seulement noter les principaux arguments, particulièrement essentiels étant donné les buts pratiques poursuivis par la classe ouvrière.

Lettre première

Le moment

I.e marxisme nous oblige à tenir un compte exact, objectivement vérifiable, du rapport entre les classes et des particularités concrètes de chaque moment de l'histoire. Nous autres, bolcheviks, nous nous sommes toujours efforcés d'être fidèles à cette règle, condition indispensable d'une politique scientifiquement fondée.

« *Notre doctrine n'est pas un dogme, mais une règle d'action* », ont toujours dit Marx et Engels, se moquant à juste titre des « formules » apprises par cœur et répétées telles quelles, capables tout au plus d'indiquer des buts généraux, nécessairement modifiés par le caractère concret, économique et politique, de chaque phase du processus historique.

Quels sont les faits objectifs précisément établis qui doivent guider aujourd'hui le parti du prolétariat révolutionnaire dans la détermination de ses objectifs et de ses modes d'action ?

Dans ma première *Lettre de loin* (La première étape de la révolution), insérée dans la *Pravda*, n^os^ 14 et 15,

1 Par opposition au Parti ouvrier social-démocrate de Russie ayant à sa tête le comité d'organisation » (mencheviks).

2 La conférence de Pétrograd s'étant prolongée, à cause des événements des 20 et 21, jusqu'au 22, la conférence panrusse ne put se réunir que le 24 (et dura jusqu'au 29 avril).

les 21 et 22 mars 1917, et dans mes Thèses[1], je définis « l'originalité du moment » en Russie comme celle d'une zone de transition entre la première étape de la révolution et la seconde. J'estime en conséquence que le mot d'ordre essentiel, « la tâche du jour », en ce moment, c'est : *« Ouvriers, vous avez accompli des miracles d'héroïsme populaire, prolétarien, dans la guerre civile contre le tsarisme ; vous devez accomplir des miracles d'organisation populaire et prolétarienne pour préparer votre victoire dans la seconde étape de la révolution »* (*Pravda*, n° 15).

En quoi consiste la première étape ?

Dans le passage du pouvoir à la bourgeoisie.

Avant la révolution de février-mars 1917, le pouvoir en Russie appartenait à une vieille classe : la noblesse foncière féodale avec à sa tête Nicolas Romanov.

Après cette révolution, le pouvoir appartient à une autre classe, une classe nouvelle : la bourgeoisie.

Le passage du pouvoir d'une classe à une autre est le premier, le principal et l'essentiel symptôme de la révolution, à la fois au sens strictement scientifique et au sens pratique ou politique du mot.

Du même coup la révolution bourgeoise ou démocratique bourgeoise en Russie est achevée.

Nous entendons ici les protestations de contradicteurs qui aiment à s'appeler « les vieux bolcheviks[2] » : n'avons-nous pas toujours dit que la révolution démocratique bourgeoise ne peut être terminée que par « la dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et des

1 Voir les deux textes précédents.

2 Ainsi à la conférence de Pétrograd, Kalinine disait : *« J'appartiens aux vieux bolcheviks, aux léninistes et je trouve que le vieux léninisme ne s'est pas du tout montré inapplicable à la situation originale où nous sommes. Je m'étonne que Lénine dénonce les vieux bolcheviks comme une entrave au moment actuel. Au contraire. »*

paysans[1] » ? Est-ce que la révolution agraire, elle aussi démocratique bourgeoise, est terminée ? N'est-ce pas au contraire un fait qu'elle n'a pas encore commencé ?

Je réponds : les idées et les mots d'ordre des bolcheviks ont été dans l'ensemble entièrement confirmés par l'histoire, mais dans la réalité concrète les choses se sont passées autrement que nous ne pouvions (et que personne ne pouvait) l'attendre, de façon plus originale et plus variée.

L'ignorer ou l'oublier serait se rendre semblable à ces « vieux bolcheviks » qui, plus d'une fois déjà, ont joué un triste rôle dans l'histoire de notre parti en répétant sottement une formule apprise par cœur, au lieu d'étudier l'originalité d'une situation vivante et nouvelle[2].

« La dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et des paysans » est déjà réalisée[3] dans la révolution russe, car cette « formule » prévoit seulement un rapport entre les classes, et non une institution politique concrète matérialisant ce rapport, cette collaboration. Le soviet des députés ouvriers et soldats, voilà, réalisée par la vie, « la dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et des paysans ».

Cette formule a déjà vieilli. La vie l'a amenée du royaume des formules dans celui de la réalité, elle lui a donné chair et sang, elle l'a concrétisée, et par là même elle l'a modifiée.

L'ordre du jour appelle désormais un nouvel objectif : la séparation, à l'intérieur de cette dictature, des éléments prolétariens (antidéfensistes, internationalistes, « communistes », partisans de l'évolution vers la Commune), et des éléments petits-propriétaires ou petits-bourgeois

1 C'est la formule lancée par Lénine en 1905 (voir dans notre deuxième partie, l'article qui porte précisément ce titre).

2 Lénine fait sans doute allusion aux désaccords sur la participation aux élections de la Douma en 1906-1907 (voir notre deuxième partie).

3 Sous un certain aspect et jusqu'à un certain point. (N. L.)

(Tchéidzé, Tsérételli, Stéklov, les socialistes-révolutionnaires et autres défensistes révolutionnaires, adversaires du mouvement vers la commune, partisans du « soutien » de la bourgeoisie et du gouvernement bourgeois).

Aujourd'hui, parler seulement de « dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et des paysans », c'est retarder sur la vie, c'est être passé dans le camp de la petite bourgeoisie contre la lutte de classe prolétarienne, c'est mériter d'être relégué au musée des raretés « bolchevistes » prérévolutionnaires (aux archives des « vieux bolcheviks », pourrait-on dire).

La dictature démocratique-révolutionnaire du prolétariat et des paysans est déjà réalisée, mais d'une façon extrêmement originale, avec quantité de modifications de la plus haute importance. J'en parlerai dans une de mes prochaines lettres. Pour aujourd'hui, il faut se bien mettre dans la tête cette vérité incontestable que le marxiste doit tenir compte de la réalité vivante, des faits précis de l'actualité, et non se cramponner à la théorie d'hier qui, comme toute théorie, est capable tout au plus d'indiquer l'essentiel et le général, d'approximer seulement la complexité du réel.

« *La théorie, mon ami, est grise ; ce qui est vert, c'est l'arbre éternel de la vie*[1]. »

Poser la question de « l'achèvement » de la révolution bourgeoise comme on le faisait autrefois, c'est sacrifier le marxisme vivant à la lettre morte.

Autrefois nous avions : à la domination de la bourgeoisie peut et doit succéder la domination du prolétariat et des paysans, leur dictature.

Dans la vie, nous avons déjà tout autre chose : un *complexus* jamais vu encore, nouveau, extraordinairement original, de l'une et de l'autre. Nous avons côte à côte,

1 Sentence de Méphistophélès dans le Faust de Goethe :
Grau, teurer Freund, ist alle Theorie
Und grün des Lebens goldner Baum.

ensemble, en même temps, et la domination de la bourgeoisie (le gouvernement Lvov-Goutchkov), et la dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et des paysans, livrant volontairement le pouvoir à la bourgeoisie, se changeant volontairement en appendice de la bourgeoisie[1].

Car il ne faut pas oublier que le pouvoir réel à Pétrograd appartient aux ouvriers et aux soldats ; le nouveau gouvernement ne leur fait pas violence et ne le peut pas, car il n'y a ni police, ni armée séparée de la nation, ni bureaucratie toute-puissante au-dessus du peuple. C'est un fait. C'est le fait qui caractérise un État du type de la Commune de Paris. Ce fait ne cadre pas avec les vieux schémas. Il faut savoir adapter les schémas à la vie et non répéter des paroles aujourd'hui dénuées de sens sur « la dictature du prolétariat et des paysans » en général.

Abordons la question d'un autre côté, pour mieux l'éclairer.

Le marxiste ne doit jamais abandonner le terrain solide de l'analyse des rapports entre les classes. Au pouvoir se trouve la bourgeoisie. Et la masse des paysans, n'est-elle pas aussi une bourgeoisie, d'une autre catégorie, d'une autre sorte, d'un autre caractère ? Pourquoi cette catégorie ne pourrait-elle pas arriver au pouvoir, « achevant » ainsi la révolution démocratique bourgeoise ? Pourquoi serait-ce impossible ?

Ainsi raisonnent souvent les vieux bolcheviks.

Je réponds : c'est bien possible.

Mais le marxiste, pour juger la situation, doit partir non pas du possible, mais du réel.

Or, la réalité nous montre ce fait que les députés paysans et soldats librement élus forment librement un second gouvernement accessoire, le complètent, le développent, le perfectionnent librement. Et non moins

1 Voir plus haut l'article sur la dyarchie.

librement, ils rendent le pouvoir à la bourgeoisie, phénomène qui ne « viole » nullement la théorie marxiste, car nous avons toujours su et maintes fois répété que la bourgeoisie ne se maintient pas seulement par la violence, mais aussi par la routine, l'abattement, le défaut de conscience et d'organisation des masses.

En face de cette réalité d'aujourd'hui, il est ridicule vraiment de fermer les yeux et de parler de « possibilités ».

Il est possible que le paysan prenne toutes les terres et tout le pouvoir. Loin d'oublier cette possibilité et de borner mon horizon au jour présent, en formulant le programme agraire, je tiens soigneusement compte d'un fait nouveau : la séparation plus profonde entre les ouvriers agricoles et les paysans pauvres, d'une part, et les paysans propriétaires, d'autre part.

Mais il y a une autre possibilité : il est possible que les paysans écoutent le parti petit-bourgeois, des socialistes-révolutionnaires, soumis à l'influence des bourgeois, passé au défensisme et qui leur conseille d'attendre jusqu'à l'Assemblée constituante[1], bien que la date de sa convocation ne soit pas encore fixée[2].

1 Le Parti socialiste-révolutionnaire, dans sa conférence de Pétrograd, le 5/18 avril, avait reconnu que la socialisation de tout le territoire agricole et la remise de la terre au peuple travailleur étaient la seule solution répondant à la fois aux intérêts des paysans et aux exigences de la production agricole ; mais cette solution, était-il dit dans la résolution, demande organisation et système et est impossible sans la sanction de l'Assemblée constituante. En attendant, il fallait seulement interdire de vendre, engager ou louer la terre et former des comités agraires.

2 Pour qu'on n'interprète pas à faux mes paroles, je le dirai tout de suite, par anticipation : je suis, sans réserve, d'avis que les soviets d'ouvriers agricoles et de paysans occupent immédiatement toutes les terres, mais en observant strictement eux-mêmes l'ordre et la discipline, en ne permettant aucune détérioration des machines, constructions, troupeaux, et, loin de désorganiser l'exploitation et la production du blé,

Il est possible que les paysans conservent, continuent le compromis non seulement formel, mais réel, qu'ils viennent de conclure avec la bourgeoisie par l'intermédiaire des soviets de députés ouvriers et soldats.

Différentes hypothèses sont possibles. L'erreur serait profonde d'oublier le mouvement agraire et le programme agraire. Mais ce serait aussi une erreur d'oublier la réalité, qui nous présente le fait d'un accord, ou, pour employer une expression plus exacte, moins juridique et plus économique et sociale, d'une collaboration de classe entre la bourgeoisie et les paysans.

Quand ce fait cessera d'être un fait, quand les paysans se sépareront de la bourgeoisie, prendront la terre contre elle, prendront le pouvoir contre elle, alors commencera une nouvelle étape de la révolution démocratique bourgeoise, dont il sera traité spécialement.

Le marxiste à qui la possibilité de cette étape future ferait oublier son devoir, aujourd'hui que le paysan s'accorde avec la bourgeoisie, serait un petit bourgeois, car il prêcherait au fond au prolétariat la confiance dans la petite bourgeoisie (« cette petite bourgeoisie, cette masse paysanne doit se séparer de la bourgeoisie déjà dans le cadre de la révolution démocratique-bourgeoise »). La « possibilité » d'un avenir idyllique et riant où le paysan ne sera plus à la remorque de la bourgeoisie et où les socialistes-révolutionnaires, les Tchéidzé, les Tsérételli et les Stéklov ne seront plus l'appendice du gouvernement bourgeois, la « possibilité » de ce riant avenir lui ferait oublier le présent désagréable, où le paysan est encore à la remorque de la bourgeoisie et où les socialistes-révolutionnaires et les social-démocrates restent dans leur rôle d'appendice du gouvernement bourgeois, d'opposition de « Sa Majesté » Lvov.

---

l'intensifient, car les soldats ont besoin de deux fois plus de pain, et la population ne doit pas souffrir de la faim. (N.L.)

Ce personnage supposé ressemblerait à un Louis Blanc[1] bien doux, à un doucereux kautskiste, mais nullement à un marxiste révolutionnaire.

Mais ne sommes-nous pas en danger de tomber dans le subjectivisme, dans le désir de « sauter par dessus » la révolution démocratique bourgeoise non achevée (le mouvement paysan n'étant pas terminé) directement dans la révolution socialiste ?

Si je disais : « Plus de tsar, gouvernement ouvrier[2] ! », ce danger me menacerait. Mais je n'ai pas dit cela, j'ai dit autre chose. J'ai dit qu'il ne peut pas y avoir en Russie d'autre gouvernement (sauf un gouvernement bourgeois) que les soviets de députés ouvriers, ouvriers agricoles, soldats et paysans. J'ai dit qu'aujourd'hui en Russie le pouvoir ne peut passer de Goutchkov et de Lvov qu'à ces soviets, et que dans ces soviets dominent précisément les paysans et les soldats, la petite bourgeoisie, pour employer un terme scientifique, marxiste, et pour emprunter une caractéristique non pas au langage vulgaire ou aux professions, mais aux classes sociales.

Dans mes Thèses, je me suis absolument prémuni contre tout saut par-dessus un mouvement paysan ou en général petit-bourgeois non parvenu à son terme, contre tout jeu à la « saisie du pouvoir » par un gouvernement ouvrier, contre toute aventure blanquiste, puisque j'ai formellement invoqué l'expérience de la Commune de Paris. Or, cette expérience, comme on le sait et comme l'ont montré en détail Marx en 1871 et Engels en 1891,

1 Louis Blanc, le théoricien de l'organisation du travail, l'un des principaux leaders de la révolution de 1848 en France, est pour Lénine le type du socialiste conduit par ses illusions petites-bourgeoises à fortifier l'influence de la bourgeoisie sur le prolétariat. Il venait, dans un article de la *Pravda* du 8 avril, de lui comparer les leaders du soviet, Tchéidzé, Tsérételli et Stéklov et en général le « centre » kautskiste.

2 Comme Parvus et Trotsky en 1905 (voir notre deuxième partie).

a absolument exclu le blanquisme, absolument garanti la domination pure et simple, immédiate et inconditionnée, de la majorité et l'activité des masses uniquement en conformité de l'intervention consciente de cette majorité[1].

J'ai tout ramené, avec la plus parfaite évidence, à la lutte pour l'influence à l'intérieur des soviets de députés ouvriers, ouvriers agricoles, paysans et soldats. Afin de ne pas laisser l'ombre d'un doute sur ce point, j'ai deux fois souligné la nécessité d'un travail d'« explication » patient, systématique et « adapté aux besoins pratiques du peuple[2] ».

Des ignorants ou des renégats du marxisme comme Plékhanov et autres peuvent crier à l'anarchisme, au blanquisme, etc. Celui qui veut penser et apprendre est obligé de comprendre que le blanquisme est la prise du pouvoir par une minorité, tandis que les soviets de députés ouvriers, etc. sont de toute évidence l'organisation directe et immédiate de la majorité du peuple. Une action ramenée à la lutte pour l'influence à l'intérieur de ces soviets ne peut, ne peut en aucun cas dévier dans le marais du blanquisme. Et elle ne peut pas non plus dévier dans celui de l'anarchisme, car l'anarchisme nie la nécessité de l'État et du pouvoir dans l'époque de transition du règne de la bourgeoisie à celui du prolétariat. Moi, au contraire, avec une clarté excluant tout malentendu, je défends la nécessité de l'État dans cette époque, seulement, conformément à Marx et à l'expérience de

1 Dans sa préface de 1891 à la Guerre civile en France de K. Marx, Engels montre que, par une ironie de l'histoire, les deux tendances les plus représentées dans la Commune, blanquistes et proudhoniens, firent le contraire de ce que leur prescrivait leur doctrine. Les blanquistes en particulier, partisans de la centralisation la plus rigoureuse, engagèrent les Français à se constituer en une libre Fédération de Communes et à abolir partout comme à Paris l'armée, la police, la bureaucratie.

2 Voir les Thèses imprimées plus haut.

la Commune de Paris, non pas de l'État parlementaire bourgeois ordinaire, mais d'un État sans armée permanente, sans police opposée au peuple, sans corps de fonctionnaires installé au-dessus du peuple.

Si M. Plékhanov, dans son *Edinstvo*, crie de toutes ses forces à l'anarchisme, cela prouve seulement une fois de plus sa rupture avec le marxisme. À mon invitation, insérée dans la *Pravda* (n° 26), de nous raconter ce que Marx et Engels ont enseigné sur l'État en 1871, 1872, 1875, M. Plékhanov est obligé et sera toujours obligé de répondre par le silence sur le fond... et par des injures dans l'esprit de la bourgeoisie enragée.

L'ex-marxiste Plékhanov n'a absolument rien compris à la doctrine du marxisme sur l'État. Le germe de cette incompréhension se remarque aussi dans sa brochure allemande sur l'anarchisme[1].

❖ ❖ ❖

Voyons maintenant comment le camarade Kaménev, dans une note du n° 27 de la *Pravda*[2], formule ses « dissentiments » avec mes *Thèses* et avec les opinions ci-dessus exposées. Cela nous aidera à les comprendre plus exactement.

« *Dans son ensemble, le schéma de Lénine,* écrit Kaménev, *est inacceptable pour autant qu'il découle de l'idée que la révolution démocratique bourgeoise est achevée et*

1 À la suite d'une polémique engagée au congrès de Zurich (1893) avec les anarchistes, Plékhanov écrivit en français une brochure intitulée *Anarchisme et Socialisme*, qui fut traduite en allemand par Mme Bernstein et publiée par la social-démocratie allemande. Une édition française en a été donnée par A. Dunois à la Librairie de *L'Humanité*. Plékhanov y oppose à la négation anarchiste de l'État le parlementarisme social-démocrate.

2 L'article de Kaménev cité plus haut est intitulé « Nos dissentiments ».

qu'il table sur la transformation immédiate de cette révolution en révolution socialiste. »

Il y a ici deux grandes erreurs.

La première : la question de « l'achèvement » de la révolution démocratique bourgeoise est mal posée. Elle est posée d'une façon abstraite, simpliste, monochrome, si l'on peut dire, qui ne correspond pas à la réalité. La poser ainsi, demander aujourd'hui : la révolution démocratique bourgeoise est-elle achevée ? sans plus, c'est se priver de la possibilité de comprendre une réalité extrêmement complexe, au moins « bichrome ». Cela pour la théorie. Et quant à la pratique, c'est se livrer sans espoir au révolutionnarisme petit-bourgeois.

En effet. La réalité nous offre à la fois le passage du pouvoir à la bourgeoisie (« l'achèvement » d'une révolution démocratique bourgeoise du type ordinaire) et l'existence, à côté du gouvernement actuel, d'un gouvernement accessoire, qui est « la dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et des paysans ». Ce dernier « gouvernement » a lui-même cédé le pouvoir à la bourgeoisie, s'est lui-même lié au gouvernement bourgeois.

La formule « vieux bolchevik » de Kaménev ? « la révolution démocratique bourgeoise n'est pas achevée » embrasse-t-elle cette réalité ?

Non, cette formule est vieillie. Elle n'est plus bonne à rien. Elle est morte. C'est en vain qu'on tentera de la ressusciter.

Erreur encore, concernant la pratique. Personne ne sait s'il peut aujourd'hui, en Russie, exister à part une dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et des paysans, détachée du gouvernement bourgeois. Sur l'inconnu on ne saurait baser une tactique marxiste.

Mais si la chose peut encore arriver, il n'y a qu'une route et une seule qui puisse y conduire : c'est la séparation immédiate, catégorique et sans retour des éléments prolétariens, communistes, et des éléments petits-bourgeois.

Pourquoi ?

Parce que toute la petite bourgeoisie s'est tournée non pas accidentellement, mais nécessairement, du côté du chauvinisme (défensisme), du « soutien » de la bourgeoisie, de la soumission à la bourgeoisie, de la crainte de se passer d'elle, etc., etc.

Comment « pousser » la petite bourgeoisie au pouvoir, si dès maintenant elle peut, mais ne veut pas le prendre ?

Le seul moyen est d'en séparer un parti prolétarien, communiste, et d'engager une lutte de classe prolétarienne, libre de la timidité de ces petits bourgeois. Seul le groupement des prolétaires, – libres effectivement, et non pas verbalement, de l'influence petite-bourgeoise – peut rendre le terrain si « brûlant » sous les pas de la petite bourgeoisie qu'elle soit obligée, dans certaines conditions, de prendre le pouvoir. Il n'est pas exclu même que Goutchkov et Milioukov soient, également dans certaines conditions, pour le pouvoir total et sans partage de Tchéidzé, de Tsérételli, des socialistes-révolutionnaires, de Stéklov, car ce sont, malgré tout, des « défensistes »...

Quiconque dès maintenant, immédiatement et sans retour, sépare dans les soviets les éléments prolétariens (c'est-à-dire le parti prolétarien, communiste) des éléments petits-bourgeois, sert les intérêts du mouvement dans les deux cas possibles : et celui où la Russie traverserait une « dictature du prolétariat et des paysans » indépendante, non-subordonnée à la bourgeoisie, et celui où la petite bourgeoisie ne saurait pas se détacher de la bourgeoisie et resterait éternellement (c'est-à-dire jusqu'au socialisme) hésitante entre elle et nous.

Celui qui se laisse guider seulement par la formule simpliste « la révolution démocratique bourgeoise n'est pas achevée » se porte pour ainsi dire garant que la petite bourgeoisie est capable de se rendre indépendante de la bourgeoisie. Par là même, au moment actuel, il se livre à la merci de la petite bourgeoisie.

À propos : en parlant de la « formule » : la dictature du prolétariat et des paysans, il convient de rappeler que dans mes *Deux tactiques* (juillet 1905)[1], j'ai bien souligné ceci :

La dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et des paysans a, comme toute chose au monde, son passé et son avenir. Son passé, c'est l'autocratie, le servage, la monarchie, les privilèges... Son avenir, c'est la lutte contre la propriété privée, la lutte de l'ouvrier salarié contre le patron, la lutte pour le socialisme...

L'erreur de Kaménev consiste en ce que, en 1917, il regarde seulement le passé de la dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et des paysans. En réalité, l'avenir a déjà commencé pour elle, car les intérêts et la politique de l'ouvrier salarié et du petit patron sont déjà en réalité divergents, et cela dans des questions d'une aussi grande importance que la « défense de la patrie », que la guerre impérialiste.

J'aborde la seconde erreur du raisonnement déjà cité de Kaménev. Il me reproche d'établir mon schéma en « *tablant* » sur la « *transformation immédiate de cette révolution (démocratique-bourgeoise) en révolution socialiste* ».

C'est inexact. Non seulement je ne « table » pas sur « la transformation immédiate » de notre révolution en révolution socialiste, mais je préviens contre cette hypothèse, en déclarant tout net dans la thèse n° 8 : « *Non pas instaurer le socialisme, comme notre objectif immédiat,...* »

1 Sur cette brochure, dirigée contre la *Novaïa Iskra* pour soutenir et commenter les résolutions du troisième congrès, voir notre deuxième partie ; le passage cité se trouve dans le chapitre 1*er*. À l'objection : « la dictature suppose une unité de volonté chez le prolétariat et chez la petite bourgeoise, ce qui ne peut pas être », Lénine répond que cette dictature, tant qu'elle combat le passé, la contre-révolution, peut grouper le prolétariat et les paysans ; quand elle combattra pour le socialisme, il y aura naturellement séparation.

N'est-il pas clair qu'un homme qui tablerait sur la transformation immédiate de notre révolution en révolution socialiste ne pourrait pas protester contre l'instauration du socialisme comme objectif immédiat ?

Mais ce n'est pas tout. Même l'installation en Russie d'un « État-commune » (c'est-à-dire organisé sur le type de la Commune de Paris) est impossible immédiatement, car elle exige que la majorité des députés de tous les soviets (ou de la plupart des soviets) ait conscience de l'erreur et de la nocivité de la tactique et de la politique des socialistes-révolutionnaires, de Tchéidzé, de Tsérételli, de Stéklov et autres. J'ai déclaré avec une clarté absolue que je « tablais » uniquement ici sur un « patient » travail (a-t-on besoin de patience pour obtenir un changement qu'on peut réaliser « immédiatement » ?) d'explication !

Kaménev, s'avançant beaucoup et faisant preuve de quelque « impatience », a répété le préjugé bourgeois que la Commune de Paris voulait introduire « immédiatement » le socialisme. Il n'en est rien. La Commune n'a malheureusement que trop tardé à instaurer le socialisme. Le caractère de la Commune n'est pas là où le cherchent ordinairement les bourgeois, elle est dans la création d'un type particulier d'État. En Russie, cet État est déjà né, et ce sont les soviets de députés ouvriers et soldats.

Kaménev n'a pas réfléchi au fait, au rôle joué par les soviets existants, à leur identité de type, de caractère politique et social, avec l'État de la Commune, et, au lieu d'étudier le fait il s'est mis à parler de ce sur quoi je « table » soi-disant comme sur un avenir « immédiat ». Le résultat, c'est, malheureusement, qu'il emprunte le procédé de beaucoup de bourgeois : des questions : Qu'est-ce que les soviets ? Sont-ils un type supérieur à la république parlementaire ? Sont-ils plus utiles au peuple ? Sont-ils plus démocratiques ? Sont-ils plus appropriés, par exemple, à la lutte contre la disette ?... – de ces questions

essentielles, réelles, inscrites par la vie même à l'ordre du jour, il détourne l'attention vers une question vide, académique et morte, soi-disant scientifique et en réalité dénuée de sens : « Tablons-nous sur une transformation immédiate ? »

Question vide, faussement posée. Je « table » seulement et exclusivement sur ceci que les ouvriers les soldats et les paysans se tireront mieux que les fonctionnaires et que les policiers des difficiles problèmes pratiques de l'augmentation de la production du blé, de sa meilleure répartition, du meilleur ravitaillement des soldats, etc., etc.

Je suis profondément convaincu que les soviets sauront faire entrer dans la pratique l'indépendance de la masse du peuple plus vite et mieux que ne ferait la république parlementaire (voir la comparaison détaillée des deux types d'État dans une autre lettre). Ils décideront mieux et plus pratiquement, plus justement, des mesures à prendre pour préparer le socialisme. Le contrôle des banques, la fusion de toutes les banques en une seule, ce n'est pas encore le socialisme, mais c'est un pas dans sa direction. Aujourd'hui le junker et le bourgeois allemand font des pas de ce genre contre le peuple[1]. Demain le soviet des députés ouvriers et paysans en fera, et beaucoup mieux, en faveur du peuple, s'il a tout le pouvoir.

Mais qu'est-ce qui rend ces pas nécessaires ?

La disette. La désorganisation économique. La faillite menaçante. Les horreurs de la guerre. Les blessures effrayantes que la guerre a infligées à l'humanité.

Kaménev termine en disant : « *J'espère dans une large discussion défendre mon point de vue comme le seul possible pour la social-démocratie révolutionnaire, si elle veut et doit demeurer jusqu'au bout le parti des masses révolutionnaires du prolétariat, et ne pas se changer en un groupe de propagandistes communistes.* »

1 Allusion à « l'économie de guerre » en Allemagne.

Il me semble que ces mots trahissent une profonde erreur dans l'appréciation du moment. Kaménev oppose « le parti des masses » à un « groupe de propagandistes ». Or ce sont bien les « masses » qui sont aujourd'hui prisonnières du « défensisme révolutionnaire ». Ne conviendrait-il pas mieux à des internationalistes, dans un tel moment, de savoir s'opposer à l'égarement des « masses » que de « vouloir demeurer » avec les masses, c'est-à-dire se soumettre à la folie générale ? N'avons-nous pas vu, dans tous les pays belligérants, les chauvins se justifier par leur désir de « rester avec les masses » ? N'est-il pas nécessaire de savoir être temporairement en minorité contre l'égarement des « masses » ? N'est-ce pas précisément le travail de propagande qui est aujourd'hui le rouage essentiel pour dégager la ligne prolétarienne de l'égarement défensiste et petit-bourgeois des « masses » ? C'est précisément la confusion des masses, prolétariennes et non-prolétariennes, sans séparation des classes, qui a été une des conditions déterminantes de l'épidémie défensiste. Parler avec mépris du « groupe de propagandistes » ne s'accorde guère, je crois, avec la ligne prolétarienne.

Publié en brochure par la sous-section des typographes de Moscou.

L'ampleur et la multiplicité des questions soulevées depuis la révolution, l'originalité des solutions proposées par Lénine et le trouble en résultant dans le parti nécessitaient l'élaboration d'un nouveau programme. La conférence panrusse convoquée pour le milieu d'avril portait a son ordre du jour « la révision du programme du parti ». Ce travail ne pouvait être accompli d'un seul coup : toute la partie théorique demandait une étude spéciale. Mais il fallait tout au moins fixer la doctrine sur tous les points pratiques : caractère de la révolution de février, nature sociale du gouvernement double qui en était issu, « défensisme révolutionnaire » ou fraternisation, problème agraire, organisation nouvelle de l'industrie, enfin reconstitution de l'Internationale. Tous ces sujets, Lénine les avait traités plus ou moins incidemment ; maintenant il en compose une sorte de plate-forme ou de programme d'action pour le Parti bolchevique.

Cependant les mêmes raisons qui avaient retardé la publication de la *Lettre sur la Tactique* empêchèrent à plus forte raison celle de ce travail plus étendu[1]. Écrit vers le 10-15 avril, il ne devait voir le jour qu'en septembre 1917 sous le titre : *Les objectifs du prolétariat dans notre révolution*. Les événements avaient marché, et les problèmes posés par Lénine étaient entrés dans la phase critique. La brochure restait d'actualité.

1 Lénine, fin avril, comptait sur sa parution rapide, car le dernier jour de la conférence panrusse il y renvoyait les délégués pour la question de la dénomination du parti.

Les objectifs du prolétariat dans notre révolution[1]

(Projet de plate-forme pour le parti du prolétariat)

Le moment actuel est caractérisé par les traits principaux suivants :

Le caractère social de la révolution accomplie

1. L'ancien pouvoir tsariste, qui ne représentait qu'une poignée de propriétaires féodaux commandant toute la machine gouvernementale (armée, police, bureaucratie), est battu et renversé, mais non pas détruit. La monarchie n'est pas formellement abolie[2]. La bande des Romanov continue ses intrigues monarchistes[3]. L'immense propriété agraire des grands féodaux n'est pas liquidée.

2. Le pouvoir est passé à une classe nouvelle, bourgeoisie et noblesse foncière embourgeoisée. Pour autant, la révolution démocratique bourgeoise en Russie est achevée.

Maîtresse du pouvoir, la bourgeoisie a fait bloc avec des éléments manifestement monarchistes qui s'étaient signalés par leur zèle à soutenir Nicolas le Sanguinaire et Stolypine le Pendeur en 1906-1914 (Goutchkov et autres,

1 *Œuvres complètes*, première édition russe, tome XIV, 1re partie, p, 37-63.

2 Il était convenu entre le Comité exécutif du soviet et le gouvernement que la forme de gouvernement serait fixée seulement par la Constituante.

3 Après la révolution de février, le tsar, la tsarine et leurs enfants furent internés dans le château de Tsarskoïé-Sélo, près de Pétrograd, mais les autres membres de la famille restèrent libres.

à droite des cadets). Le nouveau gouvernement bourgeois de Lvov et C^ie a tenté de négocier, et commence en effet de négocier avec les Romanov la restauration de la monarchie. À la faveur de la phrase révolutionnaire, il nomme aux postes de commandement des partisans de l'ancien régime. Il fait tout pour réformer le moins possible le mécanisme d'État (armée, police, bureaucratie), qu'il a livré à la bourgeoisie. À l'initiative révolutionnaire des masses, à la prise du pouvoir par en-bas, par le peuple – seule garantie du succès réel de la révolution – il crée déjà toutes sortes d'obstacles. La date de la convocation de la Constituante, il ne l'a même pas encore fixée. La grande propriété foncière, base matérielle du tsarisme féodal, il n'y touche pas. Quant à enquêter sur les agissements des institutions financières monopolistes, des grandes banques, des syndicats et cartels capitalistes, etc., à publier ces agissements, à les soumettre à son contrôle, il n'y songe même pas[1].

1 À la veille de la guerre, les principales branches de l'industrie russe étaient concentrées entre les mains de gigantesques trusts et syndicats, eux-mêmes contrôlés par un petit nombre de banques plus ou moins soumises au capital étranger. Ainsi, le syndicat de Prodougol, dont la direction était à Paris, détenait plus des 3/4 de toute la production de charbon du Donetz ; toute l'extraction de naphte était sous le contrôle de 4 sociétés ; le syndicat Prodameta vendait 85 % du fer et 75 % des rails offerts sur le marché russe ; d'autres groupements encore monopolisaient à des degrés divers la fabrication des clous, du fer blanc, des machines agricoles, la meunerie, les sucreries, les transports maritimes. L'exportation du blé était en fait le domaine de quelques banques. Les 5 principales banques de St-Pétersbourg commandaient à des entreprises industrielles représentant un capital d'au moins 750 millions de roubles, d'après les évaluations les plus modestes. Pendant la guerre, l'influence des syndicats et des banques n'avaient fait que grandir encore, si bien qu'il fut souvent question de les placer sous le contrôle de lÉEtat. La révolution de février porta au pouvoir des hommes qui précisément étaient dans la main de ces organisations du grand capital : Térechtchenko, Konovalov, etc.

Les ministères principaux, décisifs, du nouveau gouvernement (Intérieur et Guerre, c'est-à-dire le commandement de l'armée, de la police, des fonctionnaires, de tout l'appareil d'oppression) sont entre les mains de partisans avérés de la monarchie et de la grande propriété féodale[1]. Les cadets, républicains de la veille, républicains malgré eux[2], ont les postes secondaires, n'intéressant pas directement le commandement du peuple et le mécanisme du pouvoir. Kérenski, représentant des travaillistes et « socialiste » d'occasion, ne joue absolument aucun rôle, sinon celui d'endormir la vigilance et l'attention du peuple avec des phrases sonores[3].

Pour toutes ces raisons, même en politique intérieure, le nouveau gouvernement bourgeois ne mérite nullement la confiance du prolétariat et aucun soutien ne peut lui être accordé.

La politique extérieure du nouveau gouvernement

3. En politique extérieure, domaine que les conditions objectives situent au premier plan, le nouveau gouvernement est un gouvernement de continuation de la guerre impérialiste, de guerre aux côtés des puissances impérialistes, Angleterre, France et autres, pour le partage du butin capitaliste, pour l'étranglement des peuples petits et faibles.

---

1 Le prince Lvov, grand propriétaire foncier, à l'Intérieur ; Goutchkov, monarchiste, à la Guerre.

2 On peut même dire que les cadets, le parti « de la liberté du peuple », étaient des républicains du lendemain ; c'est seulement lors de leurs congrès des 25 mars (7 avril) qu'ils avaient rayé de leur programme la monarchie et adopté une résolution disant : « *La Russie doit être une république parlementaire démocratique* ».

3 Kérenski n'était alors que ministre de la Justice et, depuis le 29 mars, vice-président du gouvernement en l'absence du président, le prince Lvov. Mais il prodiguait son éloquence dans les réunions.

Soumis aux intérêts du capital indigène et de son puissant protecteur et patron, le capital impérialiste anglo-français, le plus riche du monde, le nouveau gouvernement, – en dépit du désir exprimé de la façon la plus catégorique, au nom de la majorité incontestable des peuples de Russie, par le soviet des députés ouvriers et soldats[1], – n'a rien entrepris de réel pour mettre fin à l'égorgement des peuples pour le service des capitalistes. Il n'a pas publié les traités secrets même les plus manifestement spoliateurs (sur le partage de la Perse, sur le pillage de la Chine, sur le pillage de la Turquie, sur le partage de l'Autriche, sur l'enlèvement à l'Allemagne de la Prusse orientale et de ses colonies, etc), liant la Russie aux rapaces du capital impérialiste anglo-français[2]. Il a confirmé ces traités, œuvre du tsarisme qui, au cours

1 La résolution de la conférence panrusse des soviets sur la guerre prenait acte de la déclaration du 28 mars par laquelle le gouvernement provisoire se donnait comme but « *l'établissement d'une paix solidement assise sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes* » et promettait d'appuyer toutes les démarches du gouvernement dans ce sens.

2 Le 4 mars 1915, le gouvernement russe demanda à l'Angleterre et à la France de lui garantir l'annexion de Constantinople et de divers autres territoires turcs ; l'Angleterre exigea en échange l'adjonction à sa sphère d'influence en Perse de la zone neutre définie par l'accord russo-anglais de 1907 ; Sazonov acquiesça et obtint ensuite le consentement de la France et de l'Italie. Le 26 avril 1915, les Alliés reconnurent à l'Italie, par le traité secret de Londres, la possession future du Tyrol et autres provinces autrichiennes ; à la Roumanie ils promirent également, aux dépens de l'Autriche-Hongrie, la Transylvanie. En mars-avril 1916, eurent lieu à Pétrograd d'autres pourparlers secrets pour le partage de l'Asie Mineure et de la Perse. En juillet 1916, le gouvernement russe signa avec le Japon un traité secret (même pour les Alliés) concernant la « défense » de la Chine contre une tierce puissance et, en janvier-février 1917, toutes les puissances de l'Entente reconnaissaient le bien-fondé de l'ultimatum présenté par le Japon à la Chine en mai 1915. Le partage des colonies allemandes entre l'Angleterre, la France et le Japon avec la cession de la Prusse orientale à la Pologne

des siècles, a pillé et opprimé plus de peuples que tous les autres tyrans ou despotes, du tsarisme qui, non content d'opprimer, déshonorait et dépravait le peuple grand-russien en faisant de lui le bourreau des autres nations[1].

Le nouveau gouvernement, après avoir confirmé ces traités d'infamie et de brigandage, n'a pas proposé aux peuples belligérants l'armistice immédiat, contrairement à la volonté de la majorité des peuples de Russie, clairement exprimée par les soviets de députés ouvriers et soldats. Il s'est borné à prodiguer les déclarations et les phrases solennelles, retentissantes, mais absolument creuses, qui, dans la bouche des diplomates bourgeois, ont toujours servi et servent encore à tromper les foules confiantes et naïves du peuple opprimé[2].

4. En conséquence, non seulement le nouveau gouvernement ne mérite pas la moindre confiance en matière de politique extérieure, mais continuer à lui demander de proclamer la volonté de paix des peuples de Russie, de renoncer aux annexions, etc., c'est au fond duper le peuple, lui inspirer des espérances irréalisables, retarder le jour où il verra clair, lui faire accepter indirectement la prolongation d'une guerre dont le vrai caractère social n'est pas déterminé par de bonnes intentions, mais par la nature sociale du gouvernement qui la fait, par le lien existant entre la classe que ce gouvernement représente et le capital financier impérialiste de Russie, d'Angleterre, de France, etc., enfin par la politique réelle de cette classe.

---

future avaient été prévus déjà en septembre 1914 dans une conférence secrète entre Sazonov, Paléologue et Buchanan.

1 Voir plus haut l'article sur « L'orgueil national des Grands- Russiens »

2 La déclaration du 28 mars, disant que la Russie libre ne cherche nullement l'asservissement des autres peuples, mais qu'elle ne se laissera pas abaisser et défendra ses droits en conformité avec les engagements pris à l'égard des Alliés.

La dyarchie et sa signification sociale

5. La particularité essentielle de notre révolution, celle qui exige le plus impérieusement l'attention, c'est le régime de dyarchie qui s'est établi dès les premiers jours de la révolution victorieuse[1].

Cette dyarchie se manifeste par l'existence de deux gouvernements : le gouvernement principal, véritable, effectif, de la bourgeoisie, le « gouvernement provisoire » de Lvov et C^ie^, qui détient tous les organes du pouvoir ; et un gouvernement complémentaire, accessoire, un gouvernement « de contrôle », en la personne du soviet des députés ouvriers et soldats de Pétrograd, qui ne possède pas les organes du pouvoir, mais qui s'appuie directement sur la majorité indubitable du peuple, sur les ouvriers et les soldats en armes.

La source sociale de cette dyarchie et sa signification de classe, c'est que la révolution de mars 1917 n'a pas seulement balayé la monarchie tsariste et remis tout le pouvoir à la bourgeoisie, mais confine à la dictature démocratique-révolutionnaire du prolétariat et des paysans. La dictature (c'est-à-dire le pouvoir appuyé non sur la loi, mais sur la force directe de la population en armes), et celle précisément des classes mentionnées, c'est le soviet de Pétrograd et les autres soviets de députés ouvriers et soldats.

6. La seconde et très importante particularité de la révolution russe, c'est que le soviet de députés ouvriers et soldats de Pétrograd, jouissant, d'après tous les indices, de la confiance de la majorité des soviets locaux, cède volontairement le pouvoir à la bourgeoisie et à son gouvernement provisoire, cède volontairement à ce dernier la primauté, en s'entendant avec lui pour le soutenir, et se borne au rôle d'observateur et de contrôleur veillant à la

1 Voir plus haut l'article « Sur la dyarchie ».

convocation de la Constituante[1] (dont la date n'a même pas été publiée par le gouvernement provisoire).

Cette situation extrêmement originale, inouïe dans l'histoire sous cette forme, a donné naissance à une combinaison de deux dictatures : la dictature de la bourgeoisie (car le gouvernement de Lvov et C^ie^ est une dictature, c'est-à-dire un pouvoir appuyé non sur la loi et sur l'expression préalable de la volonté populaire, mais sur un coup de force opéré par une classe déterminée, la bourgeoisie) et la dictature du prolétariat et des paysans (le soviet des députés ouvriers et soldats).

Il ne fait aucun doute que cette combinaison ne peut pas durer longtemps. Il ne peut y avoir dans un État deux pouvoirs. L'un des deux doit disparaître, et toute la bourgeoisie de Russie travaille déjà, de toutes ses forces, par tous les moyens et partout, à écarter, affaiblir, réduire à néant les soviets de députés ouvriers et soldats et à édifier son pouvoir à elle, sans partage[2].

La dyarchie reflète cette période transitoire où la révolution a dépassé le stade démocratique-bourgeois ordinaire, mais n'est pas arrivée encore à la « pure » dictature du prolétariat et des paysans.

Le sens social (et l'explication sociale) de cet équilibre instable et transitoire est le suivant : comme toute

1 Parmi les conditions de l'accord par lequel le Comité exécutif céda le pouvoir au gouvernement provisoire, se trouvait celle-ci : paragraphe 5 : La préparation immédiate de la convocation d'une Assemblée constituante élue au suffrage universel, égal, direct et secret, pour fixer la forme du gouvernement et la Constitution du pays.

2 Ainsi, dès le 12 mars, le ministre de la Guerre, Goutchkov, et le chef d'état-major du commandant en chef Alexéiev avaient signé un manifeste à l'armée et au peuple parlant des méfaits de la multiplicité des autorités et déclarant que le gouvernement provisoire « *seul jouissait de la plénitude du pouvoir* ».

révolution[1], notre révolution a exigé de la masse, pour la lutte contre le tsarisme, un héroïsme et un dévouement extrêmes ; elle a mis en mouvement une foule inouïe de citoyens.

Un des principaux signes, scientifiques et pratiques, ou politiques, de toute vraie révolution, c'est la multiplication extraordinairement rapide et brusque du « public » appelé à prendre une part active et indépendante à la vie politique, à l'organisation de l'État.

De même en Russie. La Russie est aujourd'hui en ébullition. Des millions et des dizaines de millions d'hommes endormis politiquement depuis dix ans, politiquement abattus par le joug effrayant du tsarisme, par leur labeur de forçats pour les grands propriétaires et les fabricants, se sont éveillés et aspirent à la politique. Qui sont ces millions et ces dizaines de millions ? En majeure partie des petits patrons, des petits bourgeois, des gens tenant le milieu entre les capitalistes et les ouvriers salariés. La Russie est le pays le plus petit-bourgeois de toute l'Europe.

Une colossale vague petite-bourgeoise a tout inondé, a écrasé le prolétariat conscient non seulement par sa masse, mais aussi par l'idée ; elle s'est saisie de très vastes milieux ouvriers, a répandu sur eux la contagion des conceptions politiques petites-bourgeoises.

Le petit bourgeois, dans toute son existence, dépend de la bourgeoisie, car il vit en patron, et non en prolétaire (quant à sa place dans la production) ; dans sa façon de penser aussi, il suit la bourgeoisie.

Une confiance inconsciente dans les capitalistes, les pires ennemis de la paix et du socialisme, voilà ce qui caractérise la politique actuelle des masses en Russie, voilà ce qui a grandi avec une rapidité révolutionnaire

1 Lénine avait autrefois fait sur la révolution de 1905 des remarques analogues à celles qui suivent (voir notre deuxième partie).

sur le terrain économique et social du plus petit-bourgeois de tous les pays d'Europe. Voilà la base sociale de l'accord (je souligne que j'ai en vue moins l'accord formel que le soutien de fait, le consentement tacite, la cession inconsciente du pouvoir) entre le gouvernement provisoire et le soviet de députés ouvriers et soldats, accord qui a procuré à Goutchkov un os d'importance, le véritable pouvoir, et au soviet les promesses, les honneurs (jusqu'à nouvel ordre), les flatteries, les phrases, les assurances, les salamalecs des Kérenski.

La faible importance numérique du prolétariat russe, son manque de conscience et d'organisation, voilà l'autre côté de la médaille[1].

Tous les partis populistes, jusques et y compris les socialistes-révolutionnaires, ont toujours été petits-bourgeois ; le parti du comité d'organisation (Tchéidzé, Tsérételli et autres) également ; les révolutionnaires sans parti (Stéklov et autres) ont cédé de même à la vague ou ne l'ont pas surmontée.

La tactique originale découlant de ce qui précède

7. De l'état de fait original exposé ci-dessus découle impérieusement pour le marxiste – obligé de compter avec les faits, les masses et les classes, et non avec les individus – la tactique originale du moment.

Cette originalité appelle avant tout « *une goutte de vinaigre ou de fiel dans l'eau sucrée des phrases démocratiques révolutionnaires* », selon l'expression remarquablement juste employée hier par mon camarade du comité central Théodorovitch, au congrès panrusse des employés

1 En 1916, le nombre des ouvriers occupés dans l'industrie était de 1.478 000 ; si on ajoute les transports et les mines, on peut arriver à un peu plus de 2,5 millions. Lorsque la révolution de février éclata, il n'y avait pour ainsi dire plus d'organisations syndicales ; elles surgirent en masse aussitôt après cette révolution.

et ouvriers des chemins de fer[1] : poursuivre un travail de critique ; expliquer les erreurs des partis petits-bourgeois, socialistes-révolutionnaires et social-démocrates ; préparer et grouper les éléments d'un parti consciemment prolétarien, communiste ; arracher le prolétariat à l'égarement « général » petit-bourgeois.

Cela semble être « seulement » de la propagande. En réalité, c'est le travail révolutionnaire le plus pratique, car on ne peut sans cela faire avancer la révolution, qui est arrêtée, qui a une indigestion de phrases, qui piétine sur place non point à cause d'empêchements extérieurs, non point à cause des violences de la bourgeoisie (Goutchkov n'en est encore qu'à menacer d'employer la violence contre les soldats[2]), mais à cause de l'inconscience confiante des masses.

Combattre cette inconscience confiante (on peut et on doit la combattre exclusivement sur le terrain des idées, par la persuasion, par l'expérience de la vie), voilà le seul moyen de se libérer de l'orgie régnante de la phrase révolutionnaire et de faire réellement avancer la conscience révolutionnaire, la conscience des masses, leur initiative locale, hardie et décidée, la mise en pratique par en bas, le développement et la consolidation des libertés, de la démocratie, de la propriété nationale du sol.

1 Le 6 avril eut lieu à Saint-Pétersbourg l'ouverture de la conférence panrusse des employés et ouvriers des chemins de fer : c'était un des congrès syndicaux les plus importants et par le nombre des représentants (201 de 32 réseaux) et par l'ordre du jour : formation d'une fédération unifiée des cheminots. Aussi les bolcheviks y avaient-ils envoyé un délégué.

2 Goutchkov, depuis le début de la révolution, n'avait cessé de s'opposer à la réforme révolutionnaire de l'armée ; d'abord au prikaz n° 1 invitant les soldats à élire des comités, ensuite au fonctionnement de ces comités. C'est lui qui avait inspiré le Manifeste du 7 avril menaçant de répression les déserteurs du front et les unités qui se débarrassaient « arbitrairement » de leurs chefs.

8. L'expérience universelle des gouvernements bourgeois et féodaux a élaboré deux moyens de maintenir le peuple dans l'oppression. Le premier, c'est la violence. Nicolas Romanov (Ier), Nicolas la Trique[1] et Nicolas II, le Sanguinaire, ont montré au peuple russe le maximum de ce qui est possible, ou impossible, en ce genre tourmenteur. Mais il est un autre procédé, qui a été mis au point surtout par les bourgeoisies anglaise et française, « instruites » par plusieurs grandes révolutions ou mouvements révolutionnaires : c'est le mensonge, la flatterie, la phrase, les promesses par millions, les aumônes d'un sou, les concessions sur les points sans importance pour mieux retenir ce qui a de l'importance.

L'originalité du moment en Russie, c'est le passage, à une allure vertigineuse, du premier procédé au second, de la violence à la flatterie, aux promesses mensongères. Comme le chat de la fable, Milioukov et Goutchkov, écoutent et n'en font pas moins à leur tête[2] : ils détiennent le pouvoir, défendent les bénéfices du capital, font la guerre impérialiste pour le plus grand profit du capital russe et anglo-français, et répondent avec des promesses, des déclamations, des phrases à effet aux discours des « cuisiniers » Tchéidzé, Tsérételli, Stéklov, qui menacent, exhortent, conjurent, supplient, exigent, proclament... Minet écoute et continue de manger.

Mais chaque jour davantage l'inconscience confiante et la confiance inconsciente s'effritent, principalement chez les prolétaires et les paysans pauvres, à qui la vie (leur situation économique et sociale) apprend à ne pas croire les capitalistes.

---

1 Appellation courante.

2 Allusion à une fable populaire de Krylov : le chat et le cuisinier. Le chat, chargé de garder les provisions en l'absence de son maître, se met en devoir de les dévorer : quand celui-ci, revenu, lui fait la morale, « *Minet écoute et continue de manger.* »

Les leaders de la petite bourgeoisie « doivent » enseigner au peuple la confiance dans la bourgeoisie. Les prolétaires doivent lui enseigner la méfiance.

Le défensisme révolutionnaire et sa signification sociale

9. La plus considérable et la plus vive manifestation de la vague petite-bourgeoise qui a inondé presque tout, c'est le défensisme révolutionnaire. C'est lui le pire ennemi du progrès et du succès de la révolution russe.

Qui cède sur ce point et ne sait pas se libérer est perdu pour la révolution. Mais les masses cèdent autrement que les chefs et se libèrent aussi autrement, après une autre évolution, par d'autres procédés.

Le défensisme révolutionnaire est, d'une part, le fruit de la duperie des masses par la bourgeoisie, le fruit de l'inconscience confiante des paysans et d'une partie des ouvriers, et de l'autre, l'expression des intérêts et de la mentalité du petit exploitant, intéressé jusqu'à un certain point aux annexions et aux bénéfices bancaires et gardien fidèle des traditions du tsarisme, qui a perverti les Grands-Russiens en en faisant les bourreaux des autres nations.

La bourgeoisie trompe le peuple en spéculant sur sa noble fierté d'avoir accompli la révolution, elle feint de croire que le caractère social et politique de la guerre a changé, du côté de la Russie, depuis cette étape de la révolution, depuis le remplacement de la monarchie tsariste par la quasi-république de Goutchkov-Milioukov. Et le peuple a cru, pour un temps, en grande partie à cause du vieux préjugé qui lui fait voir dans les autres nationalités quelque chose comme la propriété ou l'apanage des Grands-Russiens. Cette ignoble dépravation du peuple grand-russien par le tsarisme, qui lui a appris à voir dans les autres peuples je ne sais quoi d'inférieur, appartenant

« de droit » à la Grande-Russie, ne pouvait pas se dissiper d'un coup.

Nous devons savoir expliquer aux masses que le caractère politique et social de la guerre n'est pas déterminé par « la bonne volonté » des individus, des groupes ou même des peuples, mais par la nature de la classe qui la fait, par la politique de classe dont elle est la continuation[1], par les relations du capital, force économique dominante de la société moderne, par le caractère impérialiste du capital international, par la dépendance financière, bancaire, diplomatique de la Russie par rapport à l'Angleterre et à la France, etc. Expliquer cela comme il faut et de façon compréhensible pour tous n'est pas si facile, et nul d'entre nous ne pourrait le faire du premier coup sans erreurs.

Mais la tendance, ou plutôt le contenu, de notre propagande doit être celui-là et non un autre. La moindre concession au défensisme révolutionnaire revient à trahir le socialisme et à renier l'internationalisme, quelles que soient les belles phrases et les considérations « pratiques » dont on la justifie.

Le cri « À bas la guerre ! » est juste, mais il ne tient pas compte des objectifs originaux du moment, de la nécessité d'aborder autrement la masse. Il ressemble, d'après moi, à celui de « À bas le tsar ! » avec lequel l'agitateur maladroit du « bon vieux temps » allait tout bonnement dans les campagnes... et se faisait rosser. La masse des partisans du défensisme révolutionnaire est de bonne foi, non pas en tant qu'individus, mais en tant que classe, car elle appartient aux classes (ouvriers et paysans pauvres) qui n'ont rien de réel à gagner aux annexions et à l'étranglement des autres peuples. Il en est tout autrement des bourgeois et de MM. les « intellectuels », qui savent fort bien qu'il est impossible de renoncer aux annexions sans

1 On a vu plus haut comment Lénine a adopté la maxime de Clausewitz que la guerre est la « continuation » de la politique.

renoncer à la domination du capital et qui trompent sans vergogne les masses avec de belles phrases, des promesses démesurées et des assurances sans nombre.

Le défensisme du commun considère les choses simplement, vulgairement : « Je ne veux pas d'annexions, l'Allemagne m'attaque, donc je défends une cause juste, et non je ne sais quels intérêts impérialistes ». Il faut lui expliquer toujours et sans cesse qu'il ne s'agit pas de ses désirs personnels, mais de rapports et de conditions politiques, de masses, de classes, du lien de la guerre avec le capital et le réseau international des banques... Seule cette façon de combattre le défensisme est sérieuse et promet le succès, un succès non pas, peut-être, très rapide, mais assuré et durable.

Comment terminer la guerre ?

10. On ne termine pas la guerre « à volonté ». Il ne suffit pas de la décision d'une des parties. Il ne suffit pas de « planter la baïonnette en terre », pour employer l'expression d'un soldat défensiste[1].

On ne peut pas terminer la guerre par une « entente » entre socialistes de divers pays, par une « intervention » des prolétaires de tous les pays[2], par la « volonté » des peuples, etc. Toutes les phrases de ce genre, qui remplissent les articles des feuilles défensistes et semi-défensistes, semi-internationalistes[3], ainsi que les innombrables résolutions, appels, manifestes, du soviet des députés ouvriers et soldats[4], ne sont autre chose que les

1 Peut-être était-ce le soldat qui, lors du discours de Lénine, avait bondi au mot de « fraternisation » ; mais l'expression était assez courante alors dans la bouche des défensistes.

2 Il était déjà question, dans les milieux socialistes, de convoquer une conférence socialiste internationale.

3 Lénine a en vue la Rabotchaïa Gazéta des mencheviks et le *Diélo Naroda* des socialistes-révolutionnaires.

4 Manifeste du soviet de Pétrograd aux peuples du monde le 14 mars 1917 ; résolution de la conférence panrusse des soviets.

pieux désirs, innocents et vains, des petits bourgeois. Rien de plus pernicieux que ces phrases sur « la volonté de paix des peuples », sur l'ordre excessif des interventions révolutionnaires (après le prolétariat russe, « autour » du prolétariat allemand), etc. Tout cela, c'est du Louis Blanc, du rêve sucré, du jeu « aux campagnes politiques », c'est au fond la répétition de la fable du chat et du cuisinier.

La guerre n'a pas été enfantée par la mauvaise volonté des rapaces capitalistes, quoiqu'elle soit conduite uniquement dans leur intérêt et n'enrichisse qu'eux. La guerre est le résultat d'un demi-siècle de capitalisme universel, résultat amené par des milliards de fils et de liens. Il est impossible d'échapper à la guerre impérialiste, il est impossible d'obtenir une paix démocratique, non imposée par la force, sans renverser le pouvoir du capital, sans que le pouvoir passe à une autre classe, le prolétariat.

La révolution de février-mars 1917 a été le commencement de la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile. Elle a été le premier pas vers la cessation de la guerre. Seul le second pas nous garantira cette cessation, et c'est le passage du pouvoir au prolétariat. Ce sera le début de la rupture d'un front, le front du capital, dans le monde entier, et c'est seulement en rompant ce front que le prolétariat peut sauver l'humanité des horreurs de la guerre et lui procurer les bienfaits d'une paix solide.

La révolution a conduit le prolétariat russe face à face avec cette rupture du front du capital, en créant les soviets de députés ouvriers.

Le nouveau type d'État qui grandit dans notre révolution

11. Si les soviets de députés ouvriers, soldats, paysans, etc., ne sont pas compris de la plupart des gens, ce n'est pas seulement en ce sens qu'on ne se rend pas compte de leur signification sociale, de leur rôle dans la révolution

russe. Ils ne sont pas compris non plus en tant que forme nouvelle, ou mieux en tant que type nouveau d'État.

Le type le plus parfait, le plus évolué d'État bourgeois, c'est la république démocratique parlementaire : le pouvoir appartient au Parlement ; le mécanisme d'État et l'appareil administratif sont ceux de toujours : armée permanente, police, corps de fonctionnaires pratiquement irrévocables, privilégiés, au-dessus du peuple.

Mais les époques révolutionnaires, depuis la fin du XIX^e^ siècle, nous offrent un type supérieur d'État démocratique, d'État qui cesse même, à certains égards, d'être un État et, selon l'expression d'Engels, « *n'est plus un État au sens propre du terme*[1] ».

C'est l'État dont la Commune de Paris est le type, et qui remplace l'armée et la police séparée de la nation par l'armement direct et immédiat du peuple. Tel est le vrai caractère de la Commune, vilipendée et calomniée par les écrivains bourgeois, et à qui on a attribué faussement, entre autres, l'intention d'« instaurer » immédiatement le socialisme.

C'est un État de ce type que la révolution russe a commencé à constituer en 1905 et 1917. La république des soviets de députés ouvriers, soldats, paysans, etc., unis par l'Assemblée constituante panrusse des représentants du peuple ou par un Conseil des soviets, etc., voilà ce qui vient au monde aujourd'hui, à l'heure présente, sur l'initiative de bien des millions d'hommes qui font la démocratie d'eux-mêmes et à leur manière, sans attendre que MM. les professeurs cadets aient écrit leurs projets de lois pour une république parlementaire bourgeoise, ni que les pédants et les routiniers de la « social-démocratie » petite-bourgeoise, comme M. Plékhanov ou Kautsky, aient renoncé à falsifier la doctrine marxiste sur l'État.

1 Dans une lettre à Bebel du 18/28 mars 1875, (publiée dans ses *Mémoires*, tome II, en 1911).

Le marxisme se distingue de l'anarchisme en ce qu'il reconnaît la nécessité de l'État et du pouvoir politique pendant la période révolutionnaire en général et pendant l'époque transitoire du capitalisme au socialisme en particulier.

Le marxisme se distingue du « social-démocratisme » petit-bourgeois et opportuniste de M. Plékhanov, de Kautsky et C^ie^, en ce qu'il reconnaît la nécessité, dans ces mêmes périodes, d'un État qui soit non pas l'ordinaire république parlementaire bourgeoise, mais quelque chose dans le genre de la Commune de Paris.

Les principaux traits par lesquels un État de ce type se distingue de l'état ancien sont les suivants :

De la république parlementaire bourgeoise à la monarchie, le retour est très facile (l'histoire l'a prouvé), car tout le mécanisme d'oppression reste intact : armée, police, fonctionnaires. La Commune et les soviets de députés ouvriers, soldats, paysans, etc., brisent et suppriment ce mécanisme.

La république parlementaire bourgeoise entrave, étouffe la vie politique autonome des masses, leur participation directe à l'organisation démocratique de toute la vie de l'État, de bas en haut. Les soviets de députés ouvriers et soldats font le contraire.

Ils reproduisent le type d'État élaboré par la Commune de Paris et que Marx a appelé *« la forme politique enfin découverte où peut se produire l'affranchissement économique des travailleurs »*.

On objecte d'ordinaire que le peuple russe n'est pas encore mûr pour la Commune. C'est l'argument des féodaux disant que les paysans n'étaient pas mûrs pour la liberté. La Commune, c'est-à-dire les soviets de députés ouvriers et paysans, ne « décrète », ni ne compte, ni ne doit décréter aucune réforme qui ne soit absolument mûre à la fois dans la réalité économique et dans la conscience de l'écrasante majorité du peuple. Plus la

faillite économique et la crise engendrée par la guerre sont graves, et plus s'impose une forme politique la plus parfaite possible favorisant la guérison des horribles blessures que la guerre a faites à l'humanité. Moins le peuple russe a l'expérience de l'organisation, et plus il faut commencer de faire travailler à l'organisation du pays le peuple lui-même et non des politiciens et des fonctionnaires bourgeois pourvus de « bonnes places lucratives ».

Plus tôt nous dépouillerons les vieux préjugés pseudo-marxistes cultivés par MM. Plékhanov, Kautsky et C^ie^, plus nous aiderons le peuple à former dès maintenant et partout des soviets et à prendre tout le pouvoir, plus MM. Lvov et C^ie^ retarderont la convocation de la Constituante et plus le peuple aura de facilité (par l'intermédiaire de la Constituante, ou sans elle, si Lvov ne la convoque pas de longtemps) pour se prononcer en faveur de la République des soviets de députés ouvriers et paysans. Des erreurs sont inévitables, au début, dans cette nouvelle organisation du peuple par lui-même, mais mieux vaut commettre quelques erreurs et aller de l'avant que d'attendre que les juristes de M. Lvov aient rédigé leurs lois sur la convocation de la Constituante, sur l'éternisation de la république parlementaire bourgeoise et sur l'étranglement des soviets de députés ouvriers et paysans[1].

Si nous nous organisons et si nous menons adroitement notre propagande, non seulement les prolétaires, mais les neuf dixièmes des paysans seront contre le rétablissement de la police, contre la bureaucratie inamovible et privilégiée, contre l'armée séparée du peuple. Or, c'est en cela précisément que consiste le nouveau type d'État.

1 Le 25 mars, le gouvernement provisoire avait décidé de former une conférence spéciale pour la préparation du projet de loi sur les élections à l'Assemblée constituante, composée de spécialistes de droit constitutionnel, de statisticiens et d'hommes politiques représentant les diverses tendances ou nationalités.

12. Le remplacement de la police par une milice populaire est une réforme qui découle de toute la marche de la révolution et qui s'opère maintenant dans la plupart des localités de Russie[1]. Nous devons expliquer aux masses que, dans la plupart des révolutions bourgeoises ordinaires, cette réforme a toujours été très éphémère et que la bourgeoisie, si démocratique et républicaine qu'elle fût, a toujours rétabli la police du vieux type tsariste, séparée du peuple, commandée par des bourgeois, destinée à opprimer le peuple de toutes les façons.

Il n'y a qu'un moyen d'empêcher le rétablissement de la police : c'est de former une milice populaire fondue avec l'armée (remplacement de l'armée permanente par l'armement universel du peuple). Dans cette milice entreront tous les citoyens et citoyennes de 15 à 65 ans (par ces limites d'âge, je veux seulement indiquer que les adolescents et les vieillards en feront partie). Les capitalistes payeront aux ouvriers salariés, aux domestiques, etc. les journées passées en service public dans la milice. Tant que les femmes ne seront pas appelées non seulement à prendre une part indépendante à la vie politique en général, mais aussi à s'acquitter d'un service public permanent et universel, il ne peut être question de socialisme, ni même de démocratie intégrale et durable. Or, les fonctions de « police », comme les soins aux malades et aux enfants abandonnés, le contrôle de l'alimentation, etc., ne peuvent être assurés de façon satisfaisante tant que les femmes n'auront pas obtenu l'égalité, non pas nominale, mais effective.

Empêcher le rétablissement de la police, appliquer les forces organisatrices de tout le peuple à la création d'une

1 Non seulement à Pétrograd, mais partout en province le désarmement de la police fut un des premiers actes de la révolution, que le gouvernement provisoire se borna à confirmer, le 10 mars ; de même la formation d'une milice populaire se produisit partout à peu près spontanément.

milice embrassant tout le monde, voilà les objectifs que le prolétariat doit proposer aux masses pour la sauvegarde, l'affermissement et le développement de la révolution.

Programme agraire et national

13. Nous ne pouvons dire actuellement si une puissante révolution agraire est à prévoir d'ici peu dans les campagnes russes. Nous ne pouvons savoir à quelle profondeur a pénétré la division qui s'y opère, et qui s'est à coup sûr accentuée ces temps derniers, entre travailleurs salariés, saisonniers ou permanents, et paysans pauvres (semi-prolétaires) d'une part et paysans aisés et moyens (capitalistes et petits capitalistes) de l'autre. L'expérience seule le dira, et elle seule peut le dire.

Mais, en tant que parti du prolétariat, nous ne sommes pas seulement obligés de présenter dès maintenant un programme agraire : nous devons préconiser des mesures immédiatement praticables dans l'intérêt de la révolution agraire paysanne.

Nous devons réclamer la nationalisation de toutes les terres, c'est-à-dire leur remise, en toute propriété, au pouvoir central. C'est lui qui doit déterminer les dimensions, etc. du fonds de colonisation, légiférer sur la protection des forêts, l'amélioration des sols, etc., supprimer absolument tout intermédiaire entre le propriétaire du sol – l'État – et son fermier, le cultivateur (interdire toute aliénation du sol). Par contre la disposition du sol, la fixation des conditions locales de possession et de jouissance[1] doivent dépendre entièrement et exclusivement non pas de la bureaucratie et des fonctionnaires, mais des soviets locaux et régionaux de députés paysans.

Pour élever le niveau technique et augmenter la production du blé, pour développer les grandes exploitations

1 C'est-à-dire si la terre sera périodiquement répartie par la « commune » entre ses membres – et selon quels principes – ou bien si chaque famille jouira de son lot à perpétuité.

rationnelles et assurer leur contrôle, nous devons, au sein des comités paysans, demander la constitution de chaque grand domaine confisqué en une grande exploitation modèle sous le contrôle des soviets de députés des ouvriers agricoles.

Pour faire contrepoids à la phrase et à la politique petites-bourgeoises qui règnent chez les socialistes-révolutionnaires, surtout dans leurs bavardages creux sur la norme « de consommation » ou « de travail », sur la « socialisation de la terre », etc.[1], le parti du prolétariat doit faire comprendre que le système de la petite exploitation, en régime de production marchande, ne peut affranchir l'humanité de la misère et de l'oppression.

Sans opérer immédiatement et obligatoirement la scission dans les soviets de députés paysans, le parti du prolétariat fera comprendre la nécessité de soviets distincts de députés des ouvriers agricoles et de soviets distincts de députés des paysans pauvres (semi-prolétaires), ou, du moins, de conférences permanentes des députés appartenant à cette catégorie sociale, sous forme de fractions ou de partis au sein des soviets communs de députés paysans. Sans cela, la doucereuse phraséologie petite-bourgeoise des populistes sur le paysan en général ne fera que

1 Sur la « socialisation », on a vu ce que pensait Lénine en 1905 (II^e^ partie, dans l'article « Parti socialiste et révolutionnaires sans parti »). Les socialistes-révolutionaires voulaient que, dans chaque localité, les terres des grands domaines confisqués soient partagées entre les familles paysannes au prorata à la fois des bouches à nourrir (norme de consommation) et des unités de travail (en comptant pour des fractions d'unité les femmes, les adolescents, les vieillards, etc.) existant dans chaque famille. C'est, d'ailleurs, ce système qui fut adopté dans la loi sur la socialisation de la terre promulguée en février 1918, à l'époque où les socialistes-révolutionnaires de gauche participaient au gouvernement aux côtés des bolcheviks.

voiler la duperie de la masse non-possédante par les paysans aisés, qui ne sont qu'une variété de capitalistes.

Pour faire contrepoids à la prédication libérale petite-bourgeoise ou purement bureaucratique, à laquelle se livrent tant de socialistes-révolutionnaires et de soviets de députés ouvriers et soldats, qui conseillent aux paysans de ne pas s'emparer des terres seigneuriales et de ne pas entreprendre la réforme agraire avant la convocation de la Constituante, le parti du prolétariat invitera les paysans à réaliser immédiatement et de leur propre chef cette réforme et à opérer la confiscation immédiate des grands domaines par décision de leurs soviets locaux.

Il importe d'insister sur la nécessité d'augmenter la production des produits alimentaires pour les soldats du front et pour les villes. Toute détérioration des troupeaux, outils, machines, bâtiments, etc. est absolument inadmissible.

14. Dans la question nationale, le parti du prolétariat préconisera avant tout la proclamation et la réalisation immédiate de la liberté totale, pour toutes les nations et peuples opprimés par le tsarisme, annexés ou maintenus de force dans l'État russe, de se séparer de cet État[1].

Toutes les déclarations, proclamations et manifestes sur la renonciation aux annexions qui ne comportent pas

1 La révolution de février fit aussitôt surgir la question nationale. Le gouvernement provisoire maintenait les droits de souveraineté de la Russie et se refusait à satisfaire aucune revendication nationale jusqu'à l'Assemblée constituante. Même sa déclaration du 16 mars aux Polonais réservait le consentement de la Constituante « *aux modifications du territoire de l'État russe qui sont nécessaires à la constitution d'une Pologne libre* » ; les Finlandais recevaient seulement la confirmation de leur ancienne Constitution, c'est-à-dire une autonomie intérieure ; les provinces baltiques obtenaient, à la place des anciens gouverneurs, des « commissaires » choisis parmi les candidats des groupements nationaux de la bourgeoisie.

la liberté effective de se séparer ne sont que mensonges de bourgeois ou vœux anodins de petits bourgeois.

Le parti prolétarien désire l'État le plus vaste possible, car les travailleurs y ont avantage ; il aspire au rapprochement, puis à la fusion des nations, mais il ne veut atteindre ce but que par l'union libre et fraternelle des ouvriers et des travailleurs de toutes nations, et non par la violence.

Plus la république de Russie sera démocratique, mieux elle s'organisera en république des soviets de députés ouvriers et paysans, et plus sera puissante la force d'attraction qui portera librement vers elles les travailleurs de toutes nations.

Liberté absolue de séparation, autonomie locale (et nationale) la plus large possible, garanties détaillées des droits des minorités nationales, tel est le programme du prolétariat révolutionnaire.

Nationalisation des banques et des syndicats capitalistes

15. Le parti du prolétariat ne peut en aucune façon se proposer d'« instaurer » le socialisme dans un pays de petits paysans, tant que l'écrasante majorité de la population n'aura pas pris conscience de la nécessité d'une révolution socialiste.

Mais seuls des sophistes bourgeois, abrités derrière ces formules « quasi marxistes », peuvent déduire de cette vérité la justification d'une politique qui ajourne les mesures révolutionnaires urgentes pratiquement mûres, réalisées partiellement pendant la guerre par maints États bourgeois et absolument indispensables pour combattre la désorganisation économique totale et la famine imminente.

Des mesures comme la nationalisation du sol, de toutes les banques et syndicats capitalistes ou, du moins, leur subordination immédiate au contrôle des soviets de

députés ouvriers, etc., sans être « instauration » du socialisme, sont certainement à préconiser et, dans la mesure du possible, à réaliser par la voie révolutionnaire. Sans ces mesures, qui ne sont qu'une étape vers le socialisme et qui, économiquement, sont parfaitement réalisables, impossible de guérir les blessures causées par la guerre et de prévenir la catastrophe menaçante ; quant à reculer devant une atteinte aux bénéfices monstrueux des capitalistes et des banquiers, qui tirent de la guerre des fortunes particulièrement scandaleuses[1], le parti du prolétariat révolutionnaire ne le fera jamais.

La situation dans l'Internationale socialiste

16. Les obligations internationales de la classe ouvrière de Russie sont aujourd'hui poussées avec une force particulière au premier plan.

À notre époque, on ne jure plus que par l'internationalisme ; même les défensistes, même MM. Plékhanov et Potressov, même Kérenski, s'intitulent internationalistes. Il n'en est que plus nécessaire, pour le parti du prolétariat, d'opposer, avec une clarté, une précision et une netteté parfaites, l'internationalisme pratique à l'internationalisme verbal.

Appels aux ouvriers de tous les pays, assurances creuses de dévouement à l'internationalisme, tentatives directes ou indirectes de fixer la « succession » des actions révolutionnaires dans les divers pays belligérants, « entente » recherchée entre socialistes des pays belligérants en vue de la lutte révolutionnaire, congrès socialistes pour faire

1 Pendant la guerre, en Russie comme ailleurs, les bénéfices des entreprises industrielles avaient augmenté dans de scandaleuses proportions : 99 % pour les sociétés pétrolières du Caucase, 88 % pour certaines fabriques textile ; de même les dividendes distribués par les banques.

campagne en faveur de la paix[1], etc., etc. – tout cela, en réalité, si sincères que soient les auteurs de ces idées, tentatives ou plans, n'est que verbiage, ou, dans le meilleur des cas, vœux innocents et bien intentionnés, bons seulement à voiler la duperie des masses par les chauvins. Les social-chauvins français, qui sont les plus habiles et les plus experts de tous en fait de filouterie parlementaire, sont depuis longtemps passés maîtres dans l'art de prononcer des phrases pacifistes et internationales retentissantes ; tout en trahissant avec une insolence inouïe le socialisme et l'Internationale, en entrant dans les ministères qui font la guerre impérialiste, en votant les crédits ou les emprunts[2] (comme Tchéidzé, Skobélev, Tsérételli, Stéklov ces jours-ci en Russie), en faisant obstacle à la lutte révolutionnaire dans leur propre pays, etc.

Ces bonnes gens oublient souvent l'atmosphère de cruauté et de férocité de la guerre impérialiste universelle. Cette atmosphère ne souffre pas la phrase, elle se moque des vœux anodins et douceâtres.

Il n'y a pas deux espèces d'internationalisme pratique : le seul, c'est de travailler courageusement à développer le mouvement révolutionnaire et la lutte révolutionnaire dans son propre pays, c'est d'appuyer (par la propagande, la sympathie active, les ressources matérielles) cette lutte,

1 Il était déjà question, dans les milieux socialistes russes, de provoquer la convocation d'une conférence socialiste internationale (le 26 avril, le comité exécutif décida cette convocation, et le 2 mai il lança *Aux socialistes de tous les pays* un appel dans ce sens : par suite du refus de tous les partis officiels, et en outre des bolcheviks et des spartakistes, la conférence, qui devait se réunir à Stockholm en juillet, n'eut pas lieu).

2 Le 26 mars, le gouvernement provisoire décida de lancer un « emprunt de la liberté 1917, 5 % » ; le 7 avril, le Comité exécutif du soviet de Pétrograd, par 21 voix contre 14, résolut de soutenir l'emprunt. Les bolcheviks votèrent contre, pour ne pas appuyer un gouvernement bourgeois pénétré d'aspirations impérialistes.

cette politique, et seulement celle-là, dans tous les pays sans exception.

Tout le reste n'est que mensonges et songes creux.

Trois tendances se sont dessinées dans le mouvement ouvrier et socialiste international depuis deux ans de guerre et plus dans tous les pays. Celui qui quitte le terrain réel : constater ces trois tendances, les analyser, défendre sans se démentir jamais celle qui est vraiment internationaliste, se condamne à l'impuissance et aux erreurs.

Ces trois tendances sont les suivantes :

1. Les social-chauvins, socialistes en paroles, chauvins en action : les gens qui admettent la « défense de la patrie » dans la guerre impérialiste (et, avant tout, dans la guerre impérialiste actuelle).

Ces gens-là sont nos ennemis de classe. Ils ont passé à la bourgeoisie.

Tels sont la plupart des chefs officiels de la social-démocratie officielle de tous les pays. MM. Plékhanov et C^ie^ en Russie ; Scheidemann et ses pareils en Allemagne ; Renaudel, Guesde, Sembat en France ; Bissolati et C^ie^ en Italie ; Hyndman, les Fabiens et les chefs du Labour Party en Angleterre[3] ; Branting et C^ie^ en Suède[4] ; Troelstra[5] et son parti en Hollande ; Stauning et son parti au

3 Sur ces noms, voir le premier extrait du présent volume. Hyndman en 1916 était sorti du British socialist Party pour fonder un National socialist Party nettement patriote : Bissolati était devenu ministre en mai 1916 avec trois autres membres de son parti socialiste réformiste.

4 Branting, leader du Parti social-démocrate suédois, expédia le 2 août 1914 au gouvernement un télégramme l'assurant, au nom du Parti social-démocrate, que « tant qu'il s'efforcerait... de garder à tout prix la neutralité de la Suède, il pouvait compter sur la confiance d'un peuple étroitement uni ». Personnellement, Branting ne cachait pas son parti pris pour l'Entente.

5 P. J. Troelstra, leader du Parti ouvrier social-démocrate de Hollande, avait dès le 3 août 1914 prononcé au Parlement un discours en faveur de l'acceptation des crédits demandés par

Danemark[1] ; Victor Berger et autres « défenseurs de la patrie » en Amérique[2], etc.

2. Le « centre » : les gens qui hésitent entre les social-chauvins et les vrais internationalistes.

Le « centre » jure ses grands dieux qu'il est marxiste, internationaliste, pour la paix, pour toutes sortes de « pressions » et de « revendications » obligeant les gouvernements à « exprimer la volonté de paix des peuples », pour toutes sortes de campagnes en faveur de la paix, pour la paix sans annexion, etc., etc., et pour la paix avec les social-chauvins. Le « centre » est pour l'« unité », le centre est l'ennemi de la scission.

Le « centre » est le règne de la bonne phrase petite-bourgeoise, de l'internationalisme en paroles, et en réalité de l'opportunisme pusillanime et des complaisances envers les social-chauvins.

Mais surtout, le « centre », dans chaque pays, n'est pas convaincu de la nécessité d'une révolution contre son gouvernement, ne la prêche pas, ne mène pas de lutte révolutionnaire décidée, invente des excuses misérables, mais « archimarxistes », pour s'y soustraire.

Les social-chauvins sont nos ennemis de classe, ce sont des bourgeois dans le camp ouvrier. Ils sont les porte-parole de certains groupes et catégories d'ouvriers

---

le gouvernement pour la mobilisation ; le 6 août il remercia le gouvernement de ses efforts pour conserver la neutralité.

1 Stauning, leader du Parti social-démocrate de Danemark et de son groupe parlementaire, fut désigné par le congrès national de septembre 1916 pour entrer dans le gouvernement comme ministre sans portefeuille. Le comité exécutif du Parti social-démocrate refusa, dans une lettre à la Commission internationale de Berne, de participer à la conférence de Zimmerwald.

2 V. Berger, membre du comité exécutif national du Parti socialiste des États-Unis, le premier membre socialiste du congrès, devait pourtant au début de 1918 être poursuivi à cause de sa campagne contre la guerre.

objectivement corrompus par la bourgeoisie (meilleurs salaires, honneurs, etc.) qui aident leur bourgeoisie à piller et à étrangler les peuples petits et faibles, à guerroyer pour le partage du butin capitaliste.

Le « centre » est composé d'hommes de routine, rongés par une légalité pourrie, gâtés par l'atmosphère du parlementarisme, de fonctionnaires habitués aux bonnes places et au travail « dans le calme ». Historiquement et économiquement parlant, ils ne représentent pas une couche distincte, ils font seulement la transition entre une époque révolue du mouvement ouvrier, celle de 1871-1914 (qui a donné beaucoup de bon, surtout dans l'art, nécessaire au prolétariat, de l'organisation lente, soutenue, systématique, en grand et en très grand) et une nouvelle époque, rendue objectivement inévitable par la première guerre impérialiste universelle, celle de la révolution sociale.

Le principal chef et représentant du « centre » est Karl Kautsky, l'autorité la plus éminente de la II^e^ Internationale (1889-1914), spécimen d'une faillite totale du marxisme, d'une faiblesse de caractère inouïe, d'hésitations et de trahisons lamentables depuis août 1914[1]. La tendance du « centre », c'est en Allemagne Kautsky, Haase, Ledebour, ce qu'on appelle le « groupe ouvrier (ou de travail) » du Reichstag[2]; en France, Longuet, Pressemane et les

1 Kautsky venait justement, au début de 1917, de publier de nombreux articles paraphrasant la déclaration officielle du « groupe du travail » du Reichstag en réponse à la note du chancelier offrant des pourparlers de paix. Kautsky prouvait très concrètement que Constantinople ne devait pas être donné à la Russie, tandis qu'il se bornait à dire, sans nommer l'Allemagne, que la Turquie ne devait être vassale d'aucun autre État.

2 Il s'agit de l'Arbeitergemeinschaft formée par l'opposition du groupe parlementaire (voir l'introduction à l'article « Sur la brochure de Junius »).

« minoritaires » en général[1]; en Angleterre, Philippe Snowden, Ramsay Mac Donald et beaucoup d'autres leaders du « Parti ouvrier indépendant[2] » et du Parti socialiste britannique[3]; Morris Hilquitt et beaucoup d'autres en Amérique[4]; Turati, Treves, Modigliani. etc. en Italie

1 Vers le mois de mai 1915, la fédération socialiste de la Haute-Vienne, comptant parmi ses membres le député Pressemane, adressa à toutes les fédérations une résolution reprochant à certains militants du parti d'écrire des articles presque entachés de chauvinisme et demandant qu'on tendit une oreille attentive « à toute proposition de paix d'où qu'elle vienne ». À la fédération de la Seine, une très forte minorité, dirigée par J. Longuet, donna son adhésion à cette thèse en décembre 1915. Ainsi naquit la tendance « minoritaire », proclamant comme son objectif immédiat la reprise des relations socialistes internationales. Elle ne cessa dès lors de progresser : au congrès national du 24-28 décembre 1916, la reprise des relations internationales ne fut repoussée que par 130 voix de majorité.

2 Le Parti ouvrier indépendant (Independent Labour Party), représenté au Parlement par R. Mac Donald, Ph. Snowden et autres, tint à la fin de 1915 une conférence qui condamna la participation ministérielle et adhéra aux décisions de Zimmerwald, en regrettant que ses délégués n'aient pu s'y rendre faute de passeports. En 1916, il fit une large propagande pacifiste au moyen de meetings et de tracts.

3 Le British socialist Party, parti marxiste sans grande influence d'ailleurs, avait adhéré en 1916 à la conférence de Zimmerwald, ce qui donna lieu au départ d'Hyndman et de ses amis.

4 Morris Hilquitt était le secrétaire international du Parti socialiste. À son sujet, Lénine écrivait à Kollontaï, le 9 novembre 1915 : « *Que Hilquitt doive être pour Kautsky et même plus à droite, je n'en ai jamais douté, car je l'ai vu à Stuttgart en 1907 et je l'ai entendu ensuite défendre l'interdiction d'importer des jaunes en Amérique. "Internationaliste!" (malgré les décisions du congrès).* »

[1]; Robert Grimm[2], etc. en Suisses; Victor Adler et C^ie en Autriche[3]; le parti du comité d'organisation, Axelrod, Tchéidzé, Tsérételli et autres en Russie, etc.

Il est naturel que certains individus passent parfois, sans s'en apercevoir des positions social-chauvines aux positions « centristes » et vice versa. Tout marxiste sait que les classes sont distinctes malgré le passage des individus de l'une dans l'autre. De même, les tendances politiques se distinguent entre elles malgré le passage de quelques individus de l'une à l'autre, malgré les tentatives et les efforts pour les fusionner.

3. La troisième tendance, ce sont les internationalistes, et le groupe qui l'exprime le mieux est la « gauche

---

1 Leaders parlementaires du « Parti socialiste officiel » qui avait adhéré à Zimmerwald. Le 17 décembre 1916, Turati, à propos des propositions de paix de l'Allemagne, avait prononcé au Parlement un discours qui le fit bruyamment applaudir même par la droite : il envisageait parmi les conditions de paix, avec l'évacuation de la Belgique et de la France, « *une rectification des frontières italiennes concernant ce qui est incontestablement italien et répond à des garanties de caractère stratégique* ». Lénine commente cette déclaration dans son article « Pacifisme bourgeois et pacifisme socialiste ». Modigliani, député de Bologne, était à Kienthal, où il faisait partie du centre.

2 R. Grimm, conseiller national, directeur du Berner Tagwacht, avait pris la part la plus active à la conférence de Zimmerwald, avait été élu secrétaire de la Commission socialiste internationale, avait présidé la conférence de Kienthal. Lénine entretenait avec lui des relations suivies. Mais le 7 janvier 1917, au comité central du Parti socialiste suisse, il avait voté avec les social-nationalistes pour ajourner, de peur d'une scission, le congrès qui devait décider la question de la défense de la patrie dans la guerre impérialiste. À ce sujet, Lénine écrivit une Lettre ouverte indignée contre le traître.

3 V. Adler, fondateur et leader du Parti social-démocrate d'Autriche-Hongrie, qu'il avait contribué à faire tomber dans le réformisme. Pendant la guerre, il mena une politique pacifiste, recherchant une entente avec les social-patriotes de l'Entente. En 1917, il était un des initiateurs d'une conférence entre socialistes des deux coalitions,

de Zimmerwald » (nous reproduisons en appendice son manifeste de septembre 1915, afin que le lecteur puisse avoir dans un document authentique la naissance de cette tendance[1]).

Son caractère essentiel : rupture complète à la fois avec les social-chauvins et avec le « centre ».

Lutte révolutionnaire à outrance de chaque parti contre son propre gouvernement et sa propre bourgeoisie impérialistes. Principe : « notre ennemi principal est dans notre propre pays ». Guerre implacable à la phrase social-pacifiste (le social-pacifiste est un socialiste en paroles, un pacifiste bourgeois dans l'action ; les pacifistes bourgeois rêvent d'une paix perpétuelle sans renversement de la domination capitaliste) et aux faux-fuyants de toutes sortes qui ne tendent à rien moins qu'à nier la possibilité ou l'opportunité de rattacher la lutte révolutionnaire du prolétariat et la révolution prolétarienne et socialiste à la guerre actuelle.

Les porte-parole les plus marquants de cette tendances sont : en Allemagne, le groupe Spartakus ou groupe de *L'Internationale*, auquel appartient Karl Liebknecht. Karl Liebknecht est le plus fameux représentant de cette tendance et de la nouvelle et véritable Internationale prolétarienne.

Karl Liebknecht a invité les ouvriers et les soldats d'Allemagne à tourner leurs armes contre leur propre gouvernement. Il l'a fait ouvertement, de la tribune du Parlement. Ensuite il s'est rendu, muni de proclamations illégalement imprimées, sur la Potsdamerplatz, une des plus grandes places de Berlin, à une manifestation faite aux cris de « À bas le gouvernement ! » Il a été arrêté et condamné aux travaux forcés. Il est maintenant emprisonné, comme le sont des centaines, sinon des milliers,

1 Le manifeste de Zimmerwald étant facile à trouver, nous ne le reproduisons pas ici.

de vrais socialistes d'Allemagne pour leur campagne contre la guerre.

Karl Liebknecht a mené une lutte implacable, par ses lettres et ses discours, non seulement contre les Plékhanov et les Potressov d'Allemagne (les Scheidemann, les Legien, les David et C^ie), mais aussi contre les hommes du centre, contre ses Tchéidzé, ses Tsérételli (Kautsky, Haase, Ledebour et C^ie).

Karl Liebknecht, avec son ami Otto Rühle, ont, seuls parmi 110 députés, enfreint la discipline, rompu « l'unité » avec le « centre » et les chauvins et sont allés contre tous. Liebknecht seul représente le socialisme, la cause prolétarienne, la révolution prolétarienne. Tout le reste de la social-démocratie allemande n'est, selon la juste expression de Rosa Luxemburg (membre aussi et l'un des chefs du groupe Spartakus), qu'un cadavre puant.

Un autre groupe de vrais internationalistes est celui du journal : *Arbeiterpolitik* (La politique ouvrière), de Brême[1].

En France, les plus voisins du vrai internationalisme sont Loriot et ses amis (Bourderon et Merrheim ont roulé au social-pacifisme[2]), et aussi le Français Henri

1 Sur tout ce qui concerne la tendance internationaliste en Allemagne, voir plus haut l'article : « Sur la brochure de Junius », avec l'introduction et les notes.

2 Bourderon, socialiste et membre de la fédération du Tonneau, et Merrheim, délégué par la fédération des Métaux, avaient participé à la conférence de Zimmerwald. Au congrès de la C.G.T., le 26 décembre 1916, où fut adoptée à l'unanimité une résolution prenant acte de la note du président Wilson, « *invitant toutes les nations belligérantes à faire connaître les conditions auxquelles la guerre pourrait prendre fin* », et « *demandant au gouvernement français de consentir à cette offre* », Merrheim vota avec les autres, c'est-à-dire avec des patriotes déclarés comme Jouhaux, au lieu de proclamer le point de vue socialiste conséquent. Au congrès du Parti socialiste qui se tint du 24 au 28 décembre à Paris, une résolution parlant tout ensemble de paix et de défense de la patrie fut votée par

Guilbeaux qui publie à Genève la revue *Demain*[1]. En Angleterre, le journal *Trade-Unionist* et une fraction du Parti socialiste britannique et de l'Independent Labour Party (William Russel[2] par exemple, qui réclamait la rupture avec les chefs traîtres au socialisme), l'instituteur écossais Mac Lean[3], condamné au bagne par le gouvernement bourgeois pour son action révolutionnaire contre la guerre ; des centaines de socialistes sont en prison pour ce même crime. Eux et eux seuls sont des internationalistes en action.

2.838 voix contre 109 et 20 abstentions ; dans la majorité, à côté des chauvins comme Renaudel et des centristes déjà connus comme tels (Longuet), se trouvait le zimmerwaldien Bourderon. Dans un article intitulé « Pacifisme bourgeois et pacifisme socialiste », écrit à Zurich le 1er janvier 1917, Lénine avait déjà commenté ces votes, qui attestaient la faillite de la droite de Zimmerwald.

1 Loriot et Guilbeaux avaient tous deux signé le procès-verbal de Berne (17 mars 1917) approuvant le retour des internationalistes russes par l'Allemagne. Le premier, représentant dans le Parti socialiste la gauche intransigeante ; le second, qui n'était pas membre du parti et vivait en Suisse, avait entrepris à Genève en 1916 la publication de la revue *Demain*, qui, d'abord purement antiguerrière et antipatriote, avait pris ensuite, grâce à la collaboration de nombreux bolchéviks et aux relations personnelles de son directeur avec Lénine, une teinte marxiste internationaliste.

2 W. Russel, membre du Parti socialiste britannique, publiait dans le *Labour Leader*, tout au début de 1916, des Lettres où il montrait la nécessité de rompre avec les chefs social-patriotes des trade-unions et du Labour Party. Beaucoup de membres de l'Independent Labour Party avaient fait connaître leur adhésion à ce point de vue (Lénine : Lettre à Safarov sur « les objectifs de l'opposition en France »).

3 Vieux militant socialiste et marxiste instruit, jouissait d'une grande influence, surtout en Écosse où il fit école de bons révolutionnaires. Dès le début de la guerre, il soutint résolument la position internationaliste, combattit violemment le social-patriotisme ; accusé d'avoir suscité une grève de mineurs, il fut ensuite emprisonné par le gouvernement de Lloyd George et Henderson.

En Amérique, le « Parti ouvrier socialiste[1] » et ceux des éléments du « Parti socialiste » opportuniste qui publient depuis janvier 1917 le journal *The Internationalist*[2] ; en Hollande, le parti des « tribunistes », qui édite un journal De Tribune (Pannekoek, Hermann Gorter, Wijnkoop, Henriette Roland-Holst, qui était au centre à Zimmerwald et qui nous a maintenant rejoints[3]) ; en Suède, le parti des Jeunes ou gauches, avec des chefs tels que Lindhagen, Ture Nerman, Carleson, Strôm, Z. Höglund, qui a pris part à Zimmerwald à la fondation de la « gauche zimmerwaldienne », condamné actuellement à la prison pour sa lutte révolutionnaire contre la

1 Le Parti ouvrier socialiste (Socialist Labour Party) avait, dès 1915, dans une adresse au Bureau socialiste international, marqué son opposition à la théorie de la défense nationale ; en 1916, il s'était élevé contre la préparation à la guerre, mais Lénine lui reprochait son caractère sectaire, sa façon de « *jeter par-dessus bord tout le programme-minimum* ». En 1917, il avait 3.185 membres. Son secrétaire national était À. Petersen,

2 *The Internationalist* était la revue publiée par la Ligue de propagande socialiste, groupe de gauche avec lequel Lénine était en relation depuis le début de 1916.

3 Le Parti social-démocrate de Hollande s'était séparé, après le congrès d'Utrecht en 1906, du Parti ouvrier social-démocrate pour représenter contre la tendance révisionniste de ce dernier le marxisme orthodoxe. Il comptait, en 1917, 600 membres. Son organe était : *De Tribune* (La Tribune), petite feuille bihebdomadaire dirigée par Gorter et Wijnkoop. Il publia le 1er août 1914 un manifeste nettement internationaliste commençant par ces mots « Guerre à la guerre ! », raillant « les apôtres de paix » et préconisant comme seule issue le refus d'obéissance, la grève générale, la guerre civile. À. Pannekoek, théoricien du groupe, publia en 1915 une brochure dénonçant comme la cause de la guerre mondiale l'impérialisme avide de conquêtes. H. Roland-Holst, connue surtout comme écrivain, avait fondé une Union révolutionnaire-socialiste qui adhéra officiellement à la « gauche de Zimmerwald », publia, d'accord avec Lénine, l'organe de cette organisation, le *Vorbote* (Le Précurseur), puis fusionna en mai 1916 avec le Parti social-démocrate.

guerre[1]; au Danemark, Trier et ses amis, qui ont quitté le Parti social-démocrate devenu tout à fait bourgeois avec le ministre Stauning en tête[2]; en Bulgarie, les « étroits[3]; en Italie, les plus rapprochés sont le secrétaire du parti, Constantino Lazzari et le rédacteur de l'Avanti, organe

1 En Suède, l'opposition radicale était représentée par la Jeunesse social-démocrate, où militaient depuis 1907-1908 Z. Höglund et Fr. Ström, et qui comptait 40 000 membres dans 304 organisations. Pendant la guerre, elle s'éleva contre la politique d'union sacrée de Branting. À l'occasion du congrès des jeunesses réuni les 18 et 19 mars 1916, qui vota à l'unanimité un manifeste intitulé *La paix à tout prix* et décida la grève générale en cas de mobilisation. Höglund fut condamné. Dans le Parti social-démocrate lui-même, Lindhagen, maire de Stockholm, s'était élevé depuis longtemps contre la politique réformiste ; le congrès de février 1917 opposa nettement les révolutionnaires aux révisionnistes et peu après, en mai, la « gauche social-démocrate » devait se former en parti indépendant. Lénine, déjà très informé des affaires suédoises par Kollontaï, avait profité de son passage par la Suède, en venant d'Allemagne, pour s'entretenir avec Lindhagen et Ström. Carleson était député au Riksdag et Ture Nerman directeur du *Politiken*. Tous quatre, lors du passage de Lénine à Stockholm, avaient joint leurs signatures à celles de Loriot, Platten, P. Levi au bas du procès-verbal de Berne (17 mars 1917) approuvant le retour des internationalistes russes par l'Allemagne.

2 Au congrès du Parti social-démocrate danois qui s'était prononcé, le 30 septembre 1916, pour la participation ministérielle, Trier « *avait dans un brillant discours défendu le marxisme révolutionnaire ; après le vote, il était sorti à la fois du comité central et du parti en déclarant qu'il ne voulait pas être membre d'un parti bourgeois* » (Lénine : « Une bonne dizaine de ministres socialistes », article du 6 novembre 1916). Dans une lettre à Kollontaï du 5 mars 1917, Lénine estimait que Trier et ses amis pouvaient adhérer au parti marxiste de Scandinavie dont il projetait la formation.

3 Déjà avant la guerre, une fraction révolutionnaire existait dans le Parti social-démocrate de Bulgarie sous le nom de *tiesniaki* ou « étroits ». Elle défendit constamment le point de vue internationaliste et adhéra à la gauche de Zimmerwald.

central du parti Serrati[1] ; en Pologne, Radek, Hanecki, et autres chefs de la social-démocratie soumise au Kraïévoïé Pravlénié ; Rosa Luxemburg, Tyszko et autres chefs de la social-démocratie soumise au Glavnoïé Pravlénié[2] ; en Suisse, ceux de la gauche qui ont rédigé les considérants du « referendum » de janvier 1917 pour la lutte contre les social-chauvins et le « centre » de leur pays et qui ont présenté au congrès socialiste zurichois de Theuss, le 11 février 1917, une motion révolutionnaire contre la guerre[3] ; en Autriche, les jeunes amis de Frédéric Adler, dont plusieurs ont milité dans le club Karl Marx de Vienne, fermé depuis par le gouvernement archiréactionnaire qui condamne Fr. Adler pour le coup de revolver héroïque, quoique inconsidéré, qu'il a tiré sur un ministre, etc., etc.[4]

1 Lazzari était un des signataires du manifeste de Zimmerwald. Serrati était un des plus actifs dans la propagande contre la guerre.

2 Le Parti social-démocrate de Pologne et de Lithuanie s'était divisé en 1912 sur des questions d'organisation et de personnes : tandis qu'au comité central ou *Glavnoié Pravlénié* restaient Rosa Luxemburg, Tyszko, Warski, Marchlewski, l'organisation de Varsovie faisait scission avec à sa tête la direction régionale ou Kraïevoïé Pravlénié, où militaient Radek et Hanecki. Pendant la guerre, les deux fractions restèrent résolument internationalistes et menèrent d'actives campagnes à la fois contre les nationalistes polonais et contre l'occupation étrangère. Cependant le Glavnoïé Pravlénié n'adhéra pas à la gauche de Zimmerwald. Au début de novembre 1916, l'unité avait été rétablie par un congrès qui avait élu un nouveau comité central formé d'un nombre égal de représentants des deux fractions.

3 Contre le courant centriste représenté par Grimm, il s'était formé en Suisse, en grande partie sous l'influence de Lénine, une véritable gauche, avec Platten et les Jeunesses.

4 Frédéric Adler, fils de Victor Adler, était depuis 1914 secrétaire du Parti social-démocrate d'Autriche. En décembre 1915, il avait lancé un Manifeste de la « gauche autrichienne » aux internationalistes de tous les pays. En octobre 1916, il tua d'un coup de revolver le ministre président, Stürgkh. Ce meurtre

Peu importent les nuances qui existent dans cette gauche[1]. Il s'agit de la tendance dans son ensemble. Le fait est qu'il n'est pas facile d'être internationaliste pendant l'horrible guerre impérialiste. Ces hommes sont peu nombreux, mais eux seuls sont tout l'avenir du socialisme, eux seuls sont les guides de la masse et non ses corrupteurs.

La distinction entre réformistes et révolutionnaires parmi les social-démocrates, parmi les socialistes en général, a, comme il était inévitable, été modifiée par la guerre impérialiste. Qui se contente de « réclamer » aux gouvernements bourgeois la conclusion de la paix ou l'« expression de la volonté de paix des peuples » devient en fait un réformiste. Car la question de la guerre, objectivement, se pose révolutionnairement. La paix démocratique et sans oppression, l'affranchissement des peuples, la suppression des milliards d'intérêts payés à messieurs les capitalistes enrichis par la guerre, ne sont possibles que par la révolution du prolétariat. Il n'y a pas d'autre issue.

Aux gouvernements bourgeois on peut et on doit réclamer toutes sortes de réformes, mais on ne peut, sans être un songe creux et un réformiste, réclamer d'hommes ou de classes attachés par des milliers de fils au capital

---

fut considéré par beaucoup comme un appel à l'action révolutionnaire contre la guerre. En novembre 1916, Lénine espère qu'il marquera le passage des social-démocrates autrichiens officiels, de leur tactique antisocialiste d'opportunisme, à l'action de masse révolutionnaire. Mais les déclarations d'Adler lui-même au tribunal montrèrent que c'était seulement un acte de terrorisme individuel.

1 Lindhagen, par exemple, n'était pas le moins du monde marxiste, mais voulait « *au moyen de réformes économiques et de la culture des âmes, appuyées sur un régime social réellement démocratique, faire de tous les hommes une seule humanité fraternelle sans différence de classe* ».
Aussi devait-il plus tard s'opposer à l'adhésion à la III^e^ Internationale. Pannekoek était antiparlementariste.

impérialiste qu'ils brisent ces fils ; or, sans cela, tous les discours sur la guerre à la guerre ne sont que phrases creuses et trompeuses.

Les « kautskistes » et les centristes sont des révolutionnaires en paroles, des réformistes en réalité, des internationalistes en paroles et en réalité des complices du social-chauvinisme.

La faillite de l'Internationale de Zimmerwald. Il faut fonder la troisième Internationale

17. L'Internationale de Zimmerwald a pris dès le début une position hésitante, « kautskiste », « centriste », et c'est ce qui a obligé la gauche de Zimmerwald à s'en désolidariser immédiatement, à marquer son désaccord et à lancer un Manifeste à elle (imprimé en Suisse, en russe, en allemand et en français[2]).

La tare principale de l'Internationale de Zimmerwald, la cause de sa faillite (car elle a dès maintenant fait faillite moralement et politiquement), ce sont ses flottements, son indécision dans la question essentielle et qui, pratiquement, détermine toutes les autres, celle de la rupture avec le social-chauvinisme et la vieille Internationale

2 Au cours de la conférence de Zimmerwald, les représentants du comité central russe, du Kraïévoïé Pravlénié polonais, du Parti social-démocrate de Lettonie, des jeunesses suédoise et norvégienne, avec un délégué allemand et un suisse, déposèrent un projet de résolution réclamant que la conférence fasse la clarté complète sur le caractère impérialiste de la guerre et sur la faillite de l'Internationale. La majorité répliqua qu'une pareille déclaration de principes dépasserait l'objet de la conférence, à savoir le rétablissement des relations entre socialistes des divers pays, et que d'ailleurs il ne saurait être question d'opérer une scission à l'intérieur des partis ou de créer une nouvelle Internationale. La résolution fut donc rejetée, mais elle fut publiée ensuite dans le n° 2 du *Bulletin de la Commission socialiste internationale*. La minorité ou la « gauche », qui s'était ainsi groupée présenta ensuite, quand il s'agit de rédiger un manifeste, un projet à elle, dont certaines parties furent prises en considération dans le texte définitif.

social-chauvine dirigée par Vandervelde[1] et Huysmans à La Haye (Hollande).

On ne sait pas encore chez nous que la majorité de Zimmerwald est formée précisément de kautskistes. C'est cependant un fait cardinal dont on ne peut pas ne pas tenir compte et qui est maintenant connu en Occident. Même le chauvin, l'ultra-chauvin allemand Heilmann, directeur de l'archi-chauvine *Chemnitzer Zeitung* et collaborateur de l'archichauvine *Glocke* de Parvus (il est, cela va sans dire, « social-démocrate » et zélé partisan de l'« unité » de la social-démocratie) a dû reconnaître par écrit que le « centre » ou « kautskisme » et la majorité de Zimmerwald ne font qu'un[2].

La fin de 1916 et le début de 1917 ont définitivement établi cette vérité. Malgré la condamnation du social-pacifisme par le manifeste de Kienthal[3], toute la droite de

1 Vandervelde était président et Huysmans secrétaire du Bureau socialiste international, dont le siège avait été transporté de Bruxelles en pays neutre, à La Haye, au début de la guerre, sur la suggestion de Troelstra.

2 Ernest Heilmann, collaborateur de la revue *Glocke* (La Cloche), fondée et dirigée par Parvus, avait publié dans le n° du 12 août 1916 un article étendu et fort intéressant sous le titre « Le noyau du différend ». Il y analysait les diverses tendances de la social-démocratie allemande : la majorité, décidée à faire tout le nécessaire pour la victoire de la patrie ; la « communauté de travail ou la droite de Zimmerwald, dont le théoricien est Kautsky... » voulant strictement la défense de la patrie, mais n'allant pas plus loin et dont la position hybride, inconsistante, « invertébrée », est bien facile à attaquer ; enfin les spartakistes qui travaillent par tous les moyens à la défaite de l'Allemagne, en accord avec leur inspirateur, Lénine. Heilmann est sans réserves avec la majorité. Il exprime en gros caractères cette phrase remarquable : « *Etre socialiste signifie être par principe antirévolutionnaire* ».

3 La deuxième conférence de Zimmerwald se tint à Kienthal du 24 au 30 avril 1916. Elle lança un manifeste « *aux peuples qu'on ruine et qu'on tue* », proclamant que le Comité exécutif de l'Internationale a gravement manqué à sa mission.

Zimmerwald, toute la majorité de Zimmerwald est tombée dans le social-pacifisme : Kautsky et C^ie à maintes reprises en janvier et février 1917 ; Bourderon et Merrheim en France, en votant d'accord avec les social-chauvins les motions pacifistes du Parti socialiste (décembre 1916) et de la CGT (c'est-à-dire de l'organisation nationale des syndicats français ; aussi en décembre 1916) ; Turati et C^ie en Italie, où le parti tout entier a adopté la position social-pacifiste et où Turati personnellement s'est laissé aller (pas fortuitement, bien sûr) à prononcer des phrases nationalistes déguisant le caractère impérialiste de la guerre dans son discours du 17 décembre 1916.

Le président de Zimmerwald et de Kienthal, Robert Grimm, a fait bloc, en janvier 1917, avec les social-chauvins de son parti (Greulich[1], Pflüger, Gustave Müller, etc.) contre les vrais internationalistes.

Dans deux conférences de zimmerwaldiens de divers pays, en janvier et février 1917, cette conduite équivoque et fausse de la majorité a été formellement stigmatisée par les internationalistes de gauche : Münzenberg, secrétaire de l'organisation internationale des Jeunes et directeur de l'excellent journal internationaliste l'*Internationale, des jeunes*[2] ; Zinoviev, représentant du comité central de notre parti ; Radek, du Parti social-démocrate polonais (Kraïévoïé Pravlénié) ; Hartstein[3] social-démocrate allemand, membre du groupe Spartakus.

1 Vieux social-démocrate suisse qui avait tenté de discréditer le Parti socialiste italien, et avec lui tout le mouvement zimmerwaldien, en lui offrant, pour soutenir sa propagande antiguerrière, de l'argent allemand. – Pflüger social-démocrate de Zurich. – Müller, conseiller municipal de Berne.

2 Münzenberg avait déjà participé à la conférence internationale des jeunes qui précéda la conférence de Zimmerwald et s'y était classé dans la minorité de gauche.

3 Pseudonyme sous lequel Paul Lévi avait signé le manifeste de Zimmerwald.

Le prolétariat russe a beaucoup reçu : nulle part ailleurs la classe ouvrière n'a déployé autant d'énergie révolutionnaire. Mais qui a beaucoup reçu doit beaucoup donner.

Le marais de Zimmerwald est devenu intolérable. Il est impossible de rester ainsi, à cause des « kautskistes » de Zimmerwald, en demi-liaison avec l'Internationale chauvine des Plékhanov et des Scheidemann. Il faut rompre sans délai avec cette Internationale. Il ne faut rester à Zimmerwald que pour information.

Nous devons, nous, précisément et maintenant fonder sans retard une nouvelle Internationale révolutionnaire, prolétarienne, ou plutôt ne pas craindre de constater publiquement qu'elle est déjà fondée et qu'elle fonctionne.

C'est l'Internationale des véritables « internationalistes » que j'ai énumérés plus haut. Eux et eux seuls sont les représentants des masses animées par l'internationalisme révolutionnaire, et non leurs corrupteurs.

Il y a peu de socialistes de ce genre ; mais que chaque ouvrier russe se demande combien il y avait de révolutionnaires conscients en Russie à la veille de la révolution de février-mars 1917[1] !

Ce n'est pas de faire nombre qui importe, mais de refléter fidèlement les idées et la politique du prolétariat vraiment révolutionnaire. L'essentiel n'est pas de proclamer l'internationalisme, mais de savoir être, même par les temps les plus durs, des internationalistes.

Ne nous faisons pas d'illusions sur une entente et sur des congrès internationaux. Les relations internationales, tant que durera la guerre impérialiste, demeureront serrées dans l'étau de fer de la dictature militaire de la

1 Au moment de la conférence d'avril 1917, parmi les 79 000 membres du Parti bolchevique, on comptait une forte proportion d'adhérents d'après la révolution ; quant aux « s.-r. de mars », ils noyèrent dans leur masse l'ancien noyau socialiste-révolutionnaire.

bourgeoisie impérialiste. Si le « républicain » Milioukov, obligé de souffrir le gouvernement accessoire du soviet des députés ouvriers, n'a pas laissé entrer en Russie, en avril 1917, le socialiste suisse Fritz Platten, secrétaire du parti, internationaliste, participant de Zimmerwald et de Kienthal, marié à une Russe et se rendant chez les parents de sa femme, ancien militant de la révolution de 1905, détenu ensuite dans une prison russe et réclamant la restitution de la caution qu'il avait versée, pour être libéré, au gouvernement tsariste[1] ; si le républicain Milioukov a pu agir ainsi en Russie, en avril 1917, on imagine ce que valent les promesses, phrases et déclarations de la bourgeoisie sur la paix sans annexions, etc., etc.

Et l'arrestation de Trotsky par le gouvernement anglais[2] ? Et le refus de laisser Martov quitter la Suisse[3], et cet espoir de l'attirer en Angleterre, où l'attend le sort de Trotsky ?

Ne nous faisons pas d'illusions. Ne nous leurrons pas.

« Attendre » des congrès ou des conférences internationales, c'est trahir l'Internationale, puisqu'il est démontré que, même de Stockholm, on ne laisse venir

1 Platten avait négocié et préparé le voyage de Lénine et de ses compagnons. Il les accompagnait depuis Zurich et comptait pénétrer avec eux en Russie, mais il fut arrêté au poste frontière d'Haparanda. Le contrôle des voyageurs dépendait plutôt des officiers anglais et français que du gouvernement de Milioukov.

2 Trotsky, expulsé de France et d'Espagne, se trouvait aux États-Unis quand éclata la révolution. Revenant en Russie, il fut arrêté le 3 avril par les autorités anglaises à Halifax (Canada). Le Comité exécutif du soviet réclama sa libération par un télégramme du 8 avril. Trotsky a donné le récit de cette arrestation dans la brochure *En captivité chez les Anglais*, publiée en 1917.

3 Martov, ne s'étant pas décidé à quitter la Suisse avec Lénine et son groupe, tenta de gagner la Russie par mer, mais les Anglais lui refusèrent le visa. Il ne put regagner la Russie qu'au début de mai par l'Allemagne, avec un second groupe comprenant Axelrod, Martinov, Lounatcharski, Riazanov, etc.

chez nous ni les socialistes fidèles à l'internationalisme ni même leurs lettres, malgré l'existence et malgré la sévérité, ne laissant rien à désirer, de la censure militaire.

Ce n'est pas « attendre » qu'il faut, mais fonder la troisième Internationale, immédiatement, – et des centaines de socialistes dans les prisons d'Allemagne et d'Angleterre respireront plus librement ; des milliers et des milliers d'ouvriers allemands, dont les grèves et les manifestations font trembler ce coquin et ce brigand de Guillaume II, apprendront notre décision par les feuilles illégales ; ils apprendront la confiance fraternelle que nous avons en Karl Liebknecht et en lui seul, ils sauront notre décision de lutter maintenant encore contre le « défensisme révolutionnaire » – ils liront cela et ils seront fortifiés dans leur internationalisme révolutionnaire.

Qui a beaucoup reçu doit beaucoup donner. Il n'y a pas au monde aujourd'hui de pays aussi libre que la Russie. Utilisons cette liberté non pas pour prêcher l'aide à la bourgeoisie ou le « défensisme révolutionnaire », mais pour fonder hardiment et franchement, à la prolétaire, à la Liebknecht, la troisième Internationale, ennemie sans retour et des traîtres social-chauvins, et des hésitants du « centre ».

18. Quant à l'unification des social-démocrates de Russie, il ne peut pas en être question. Point n'est besoin de beaucoup de mots pour le montrer, après ce qui vient d'être dit.

Mieux vaut rester à deux, comme Liebknecht, avec le prolétariat révolutionnaire, qu'admettre ne fût-ce qu'un instant l'idée d'une fusion avec le parti du comité d'organisation de Tchéidzé et de Tsérételli, qui font bloc avec Potressov dans la *Rabotchaïa Gazéta*, qui votent l'emprunt au Comité exécutif du soviet, qui sont tombés dans le « défensisme ».

Laissons les morts ensevelir leurs morts !

Pour aider les hésitants, il faut d'abord cesser d'hésiter soi-même.

Quel est le nom, scientifiquement juste et politiquement capable d'éclairer le prolétariat, qui convient à notre parti ?

19. Je passe à la dernière question : la dénomination de notre parti. Nous devons nous appeler Parti communiste, comme s'appelaient Marx et Engels.

Nous devons répéter que nous sommes marxistes et que nous prenons comme base le Manifeste communiste, trahi et dénaturé par la social-démocratie sur deux points principaux : 1° « les ouvriers n'ont pas de patrie » ; pratiquer la « défense nationale » en guerre impérialiste, c'est trahir le socialisme ; 2° la théorie marxiste de l'État, mutilée par la deuxième Internationale.

La dénomination de « social-démocratie » n'est pas juste scientifiquement, comme l'a montré Marx plus d'une fois, entre autres dans la *Critique du programme de Gotha*, en 1875, et comme Engels l'a répété d'une façon plus populaire en 1894[1]. Du capitalisme, l'humanité ne peut passer directement qu'au socialisme, c'est-à-dire à la possession en commun des moyens de production et à la répartition des produits proportionnellement au travail de chacun. Notre parti voit plus loin : le socialisme est destiné à se transformer peu à peu en communisme,

1 Dans une préface écrite en janvier 1894 pour un recueil de ses articles anciens du *Volkstaat*, Engels explique qu'à cette époque Marx et lui employaient le mot de « communiste » parce que celui de « social-démocrate » désignait en France les proudhoniens et en Allemagne les lassalliens. « *Aujourd'hui*, ajoute-t-il, *social-démocrate peut passer, mais il demeure impropre pour un parti dont le programme économique n'est pas socialiste en général, mais bien communiste, et dont le but politique final est de dépasser toute espèce d'État et par suite aussi la démocratie.* » (Voir dans *L'État et la révolution* cette citation.)

sur le drapeau duquel il est écrit : *« De chacun selon ses moyens, à chacun selon ses besoins ».*

Tel est mon premier argument.

Voici le deuxième : la seconde partie de notre dénomination, elle aussi, n'est pas juste scientifiquement. La démocratie est une des formes de l'État. Or, nous autres marxistes, nous sommes les ennemis de tout État.

Les chefs de la II^e^ Internationale (1889-1914), MM. Plékhanov, Kautsky et leurs semblables, ont avili et perverti le marxisme.

Le marxisme se distingue de l'anarchisme en ce qu'il reconnaît la nécessité d'un État pour préparer le socialisme, seulement (et en cela il se distingue de Kautsky et C^ie^) non pas d'un État du type de la démocratie bourgeoise parlementaire ordinaire, mais du type de la Commune de Paris de 1871 ou des soviets de députés ouvriers de 1905 et de 1917 !

Troisième argument : la vie, la révolution, a déjà pratiquement créé chez nous, quoique sous une forme faible et embryonnaire, ce nouvel « État » qui n'est plus un État au sens propre du terme.

C'est déjà une chose entrée dans la pratique des masses et non une théorie de chefs.

L'État, au sens propre du mot, est la domination d'hommes armés séparés du peuple.

Notre nouvel État naissant est un État aussi, car il nous faut des détachements d'hommes armés, ils nous faut l'ordre le plus strict, il nous faut réprimer sans pitié, par la force, toute tentative de contre-révolution, ou tsariste, ou bourgeoise à la Goutchkov.

Mais notre nouvel État naissant n'est plus un État au sens propre du mot, car en bien des endroits de Russie, ces hommes armés sont la masse elle-même[1], tout le

1 La milice, dont Lénine a déjà parlé dans les *Lettres de loin*.

peuple, et non pas des supérieurs, séparés de lui, privilégiés, pratiquement inamovibles.

Ce n'est pas en arrière qu'il faut regarder, mais en avant, et non pas vers la démocratie ordinaire, qui étayait la domination de la bourgeoisie au moyen des vieux instruments monarchiques, administration, police, armée, fonctionnaires.

Il faut regarder en avant la nouvelle démocratie naissante, qui cesse déjà d'être une démocratie, car la démocratie, c'est la domination du peuple, et le peuple armé ne saurait exercer de domination sur lui-même.

Le mot de démocratie, appliqué au Parti communiste, n'est pas seulement faux scientifiquement. Il est maintenant, après mars 1917, une œillère mise au peuple révolutionnaire pour l'empêcher de construire librement, hardiment, par sa propre volonté le régime nouveau : les soviets de députés ouvriers, paysans et autres, en tant que pouvoir unique de « l'État », en tant que précurseurs de la « disparition progressive » de toute espèce d'État.

Quatrième argument : il faut tenir compte du socialisme international.

Sa situation n'est plus la même qu'en 1871-1914 (à l'époque où Marx et Engels se résignaient sciemment au terme opportuniste et faux de « social-démocratie »). Alors, après la défaite de la Commune de Paris, l'histoire avait porté à l'ordre du jour le travail, à longue haleine, d'organisation et d'éducation. Il n'y en avait point d'autre possible. Les anarchistes avaient (et ont encore) radicalement tort non pas seulement dans la théorie, mais aussi économiquement et politiquement. Ils jugeaient faussement, faute de comprendre la situation internationale : l'ouvrier d'Angleterre, corrompu par les bénéfices impérialistes, la Commune de Paris écrasée, le mouvement national bourgeois venant de vaincre en Allemagne (en 1871), la Russie demi-féodale dormant son sommeil séculaire.

Marx et Engels ont jugé sainement, ils ont compris la situation internationale, ils ont compris la nécessité d'une lente marche d'approche vers la révolution sociale.

Comprenons, nous aussi, les objectifs et les particularités de l'époque nouvelle. N'imitons pas ces marxistes à la manque dont Marx disait : « *J'ai semé des dragons, et j'ai récolté des puces* ».

La nécessité objective du capitalisme, devenu impérialisme, a engendré la guerre impérialiste. La guerre a conduit l'humanité au bord du gouffre, à la ruine de la civilisation, à l'abrutissement et à la mort de nouveaux millions d'hommes, de millions sans nombre.

Il n'y a pas d'issue, hors la révolution du prolétariat.

Au moment où cette révolution commence, où elle fait ses premiers pas timides, guère assurés, guère conscients, trop confiants envers la bourgeoisie, la majorité (c'est la vérité, c'est un fait) des chefs « social-démocrates », des parlementaires « social-démocrates », des journaux « social-démocrates » – ce sont là les moyens d'action sur les masses – ont abandonné le socialisme, trahi le socialisme, passé du côté de « leur » bourgeoisie nationale.

Les masses sont troublées, déconcertées, trompées par ces chefs.

Et vous voulez que nous favorisions cette duperie, que nous la facilitions, en gardant un nom périmé, pourri comme est pourrie la II^e^ Internationale !

De « nombreux » ouvriers conçoivent la social-démocratie dans le bon sens, soit. Mais il est temps de distinguer le subjectif de l'objectif.

Subjectivement, ces ouvriers social-démocrates sont des guides très fidèles des masses prolétariennes.

Mais objectivement, dans la situation actuelle du monde, l'ancienne dénomination de notre parti facilite la duperie des masses, et entrave le mouvement en avant, car à chaque pas, dans chaque journal, dans chaque fraction parlementaire, la masse voit des chefs, c'est-à-dire

des hommes dont la parole est plus forte, dont l'action est vue de plus loin, et ces chefs sont tous « social-démocrates », ils sont tous « pour l'unité » avec les social-chauvins, traîtres au socialisme, ils se réclament tous de la « social-démocratie ».

Et les arguments contre ?

« On nous confondra avec les anarchistes-communistes. »

Pourquoi ne craignons-nous pas qu'on nous confonde avec les socialistes-nationaux, avec les socialistes libéraux ou avec les radicaux-socialistes, le plus avancé (et le plus habile en fait de duperie) des partis bourgeois de la République française ?

« Les masses sont habituées à leur parti social-démocrate, les ouvriers l'aiment. »

Voilà le seul argument, mais c'est un argument qui fait fi de toute la science marxiste, des objectifs qui seront demain ceux de la révolution, de la situation objective du socialisme universel, de la faillite honteuse de la IIe Internationale, et des « social-démocrates » qui rôdent autour des prolétaires et sabotent le travail pratique.

C'est l'argument de la routine, c'est l'argument de la léthargie, c'est l'argument de l'inertie.

Nous voulons refaire le monde. Nous voulons terminer la guerre mondiale impérialiste où sont engagés des centaines de millions d'hommes et intéressés des centaines et des centaines de milliards et qui ne peut être terminée par une paix vraiment démocratique que par la plus grande révolution prolétarienne de l'histoire.

Et nous aurions peur de nous-mêmes ! Nous resterions attachés à notre « habituelle » et « chère » chemise sale ?

Il est temps de jeter la chemise sale et de mettre du linge propre[1].

1 Cette question du changement de nom du parti était à l'ordre du jour de la conférence panrusse, mais elle en fut rayée par suite de l'hostilité de la majorité des délégués.

La conférence de l'organisation bolchevique de Pétrograd se tint du 14 au 22 avril : le point de vue de Lénine n'y triompha d'abord qu'avec difficulté. Deux amendements de Kaménev, invitant « *la démocratie révolutionnaire à exercer le plus vigilant contrôle sur les actes du GP....* », mais le « *prévenant contre les effets désorganisateurs du mot d'ordre : Renversement du gouvernement...* » furent rejetés, le dernier par 20 voix contre 6, et 9 abstentions.

Mais les événements allaient, de plus en plus, donner raison à Lénine.

Le gouvernement provisoire, ayant conquis la majorité du Comité exécutif, crut le moment venu d'asseoir son autorité : le lendemain même de la fête du 1er mai (12 avril ancien style), il publia le message adressé, soi-disant sur la demande de la démocratie, aux ambassadeurs à l'étranger, pour certifier que la Russie ne poursuivait aucun but de conquête. C'était la déclaration du 27 mars, aggravée par un préambule disant que le gouvernement recherchait la victoire en parfaite union avec les Alliés et ne ferait jamais la paix sans obtenir « les garanties et sanctions indispensables ». En dehors de toute agitation, ce document devait soulever l'indignation du peuple de Pétrograd. Le 20, les manifestations sortirent d'elles-mêmes des quartiers ouvriers et des casernes, en se dirigeant, au cri de : À bas Milioukov !, vers le palais de Tauride pour forcer le comité exécutif à agir et vers le palais Marie pour arrêter les ministres. Les unités où l'influence bolcheviste dominait déjà étaient présentes : régiment de Finlande, régiment de Moscou, autos blindées, marins, avec la garde rouge ouvrière. Mais la bourgeoisie aussi était prête : il y eut des coups de feu tirés sur la Nevski ; le général Kornilov, commandant de la place, avait installé son artillerie devant le palais Marie. Le soir, les leaders du Comité exécutif

allèrent parlementer avec le gouvernement. Le lendemain 21, même tableau : manifestations et contre-manifestations aux cris de : « À bas le gouvernement provisoire ! » et « Lénine en Allemagne ! ». Cependant les ministres consentent à interpréter le message dans un sens rassurant, la majorité du Comité exécutif se hâte de se déclarer satisfaite, le soviet surpris se laisse persuader de sa victoire et décide d'interdire désormais les manifestations.

En présence de ce mouvement spontané, le Parti bolchevik avait hésité. Son comité de Pétrograd, plus proche des masses, avait « pris un tant soit peu trop à gauche », comme dira plus tard Lénine, en joignant au mot d'ordre de « Vivent les soviets ! » celui de « À bas le gouvernement provisoire ! » Le comité central, au contraire, déclara cette formule prématurée et, tout en constatant que la crise se reproduirait fatalement, invita à se borner à critiquer la politique petite-bourgeoise et à *« organiser, organiser et toujours organiser le prolétariat »*.

La conférence panrusse du Parti bolchevique, s'ouvrant aussitôt, ne pouvait manquer de constater que la révolution se développait bien dans le sens prévu par Lénine. La résolution sur le gouvernement provisoire (condamnant toute espèce de confiance à son égard) fut adoptée à l'unanimité des 131 délégués (avec voix délibérative) moins 3 contre et 8 abstentions ; une autre, repoussant par avance tout gouvernement de coalition, passa à l'unanimité moins 7 abstentions ; celle qui définissait, dans les termes de Lénine, les trois tendances de l'Internationale, ne rencontra qu'une voix négative. La seule motion sur laquelle se manifesta une opposition sérieuse fut celle qui reconnaissait dans la révolution russe *« la première étape de la première des révolutions prolétariennes fatalement engendrées par la guerre »*, et déclarait nécessaire l'orientation vers le socialisme : elle fut pourtant adoptée par 71 voix contre 39 et 8 abstentions.

Les événements du 19-22 avril eurent pour conséquence, le 29 avril, la démission de Goutchkov et, le 2 mai, celle de Milioukov : la crise ministérielle était ainsi ouverte. Un cabinet purement bourgeois apparaissait impossible. D'un commun accord, la majorité du gouvernement et celle du Comité exécutif essayèrent d'user d'un nouveau procédé.

Le 6 mai, après des pourparlers laborieux, un cabinet de coalition était formé, qui comprenait, à côté de 10 ministres bourgeois, 6 socialistes responsables devant le soviet (Kérenski à la Guerre, le s.-r. Tchernov à l'Agriculture, Tsérételli aux P.T.T., Skobélev au Travail). Mais de nombreux centres ouvriers, de bien des fronts, parvenaient des résolutions opposant à la « coalition » la solution de Lénine : la prise du pouvoir par les soviets. La politique de résistance de la bourgeoisie ne pouvait que brusquer les choses : elle retardait les réformes sociales, elle répondait par des envois de troupes au mouvement paysan et surtout, sous la pression des représentants alliés, elle prétendait rétablir la discipline dans l'armée, en vue d'une nouvelle offensive. Les émeutes paysannes, les désertions du front, les grèves ouvrières se multipliaient. Les bolcheviks n'avaient qu'à rester fidèles à leur tactique, à poursuivre, par la presse et par la parole, leur œuvre d'éducation, pour acquérir une popularité toujours grandissante. C'est la grande époque de Lénine : chaque jour, à toute occasion, il souligne dans la *Pravda* l'impuissance des socialistes-révolutionnaires et des mencheviks à satisfaire avec leurs demi-mesures les exigences de la révolution, il ne laisse pas échapper une seule de leurs fautes, il relève impitoyablement toutes leurs compromissions, pour aboutir toujours à la même conclusion : Le salut est dans les soviets, tout le pouvoir aux soviets !

À la conférence des comités d'usines de Pétrograd et des environs, le 30 mai, Zinoviev fait adopter, par 300 voix contre 42, la résolution des bolcheviks ; à la section ouvrière du soviet de Pétrograd, les bolcheviks

ont la majorité. La *Pravda* des tranchées (*Okopneda Pravda*), publiée à Riga, est en train de leur conquérir les armées les plus proches de la capitale. Quand, au moment du 1er congrès panrusse des soviets (en majorité opportuniste, les soviets reflétant encore les dispositions des premières semaines de la révolution), le gouvernement prétend fermer la maison Dournovo où se réunissaient anarchistes et organisations ouvrières, tout le faubourg de Viborg prend feu et déclare la grève (8 juin). Les comités bolcheviques, qui avaient annoncé une grande manifestation pour le 10, la décommandèrent ensuite à grand-peine pour éviter un conflit prématuré ; mais la manifestation officielle du 18, organisée par les dirigeants des soviets, presque unanimement fait retentir les devises bolchevistes : À bas le gouvernement de coalition ! Tout le pouvoir aux soviets !

Là-dessus vinrent les nouvelles de l'offensive engagée le même jour sur le front autrichien : aux victoires du début succèdent presque aussitôt les défaites, les désertions en masse, les répressions du commandement, qui crie bien haut le courage des officiers, la « lâcheté des soldats ». D'un côté, la réaction relève la tête. De l'autre, l'indignation populaire est à son comble. L'organisation militaire du comité bolchevique de Pétrograd[1] avait de plus en plus de mal à empêcher les régiments qu'elle influençait de sortir dans la rue. L'orage éclata avec violence le 3 juillet : justement les ministres cadets venaient de donner leur démission, ouvrant ainsi la crise politique dont la bourgeoisie avait besoin pour mater le soviet. Les régiments de Pétrograd et des environs, les marins de Cronstadt et les ouvriers en armes, dans un mouvement spontané, marchèrent sur le palais de Tauride où siégeait le comité central exécutif des soviets de

1 Créée fin mars pour organiser l'agitation dans l'armée et qui avait remporté dans ce sens de brillants succès dans les garnisons de Pétrograd et des environs jusqu'en Finlande.

toute la Russie (élu au dernier congrès), pour l'obliger à prendre, au nom des soviets, tout le pouvoir.

C'était le mot d'ordre des bolcheviks, mais le moment était prématuré. La province n'était pas prête ; à Pétrograd même, la petite bourgeoisie restait hostile.

Le gouvernement appela des troupes sûres, élèves officiers, cavalerie, cosaques, artillerie, quelques unités spéciales d'infanterie, et les manifestants furent dispersés, mitraillés. Les deux journées se terminèrent par un désastre.

Le Parti bolchevique était contre le mouvement, mais, le voyant engagé, il y avait participé pour ne pas s'isoler de la classe ouvrière et pour l'orienter dans le sens pacifique. La bourgeoisie n'en accusa pas moins les bolcheviks : ils avaient voulu, disait-on, soulever une insurrection, renverser le gouvernement. Toute la presse répétait cette calomnie. On imagina mieux encore : des documents fabriqués de toutes pièces furent adressés aux journaux, dans lesquels Lénine était représenté comme un agent de l'état-major allemand, et, en même temps, les cosaques saccagèrent les bureaux de la *Pravda*, emportant les livres pour y rechercher la trace de l'argent ennemi. Le comité central exécutif, de son côté, flétrit la « *tentative faite par une fraction de la garnison et des ouvriers pour imposer par les armes aux organes légitimes de la démocratie révolutionnaire la volonté d'une minorité* ». Dans les rues, les actes de violence se multiplient contre les passants suspects même de sympathies pour les bolcheviks. Les troupes « sûres » continuent à affluer. Un ordre d'arrestation est lancé contre « tous les individus ayant participé à l'organisation ou à la direction de l'insurrection contre le gouvernement établi par le peuple », et nommément contre Lénine, Kaménev et Zinoviev. Et toutes ces mesures de terreur, de répression et de réaction sont prises avec l'aveu du Comité exécutif des soviets ! Comment réclamer maintenant tout le pouvoir aux soviets ?

En général on était à un tournant : toute la tactique du Parti bolchevique avait besoin d'être révisée : certains bolcheviks se demandaient si la révolution n'était pas arrêtée pour longtemps, s'il ne fallait pas rentrer dans l'illégalité. Le soir du 6 juillet, Lénine, Zinoviev, Kaménev, Staline et Podvoïski (le chef de l'organisation militaire) se réunirent en conférence secrète dans le quartier ouvrier de Viborg. Lénine exposa ses vues : la crise, très grave, éprouvera durement le parti ; elle guérira en tout cas l'illusion que le pouvoir peut passer pacifiquement aux soviets ; mais bientôt la bourgeoisie, victorieuse, voudra se débarrasser de la petite bourgeoisie, et celle-ci se retournera alors du côté du prolétariat. En tout cas, la formule « Tout le pouvoir aux soviets » doit être remplacée par une autre « Tout le pouvoir à la classe ouvrière, dirigée par le Parti bolchevik ». La conférence décida de ne pas déclarer le parti clandestin, mais de le tenir prêt à cette éventualité. Lénine et Zinoviev personnellement devaient se cacher, car la fureur de la bourgeoisie et des militaires était à ce point déchaînée qu'on pouvait s'attendre aux pires violences contre les chefs bolcheviques détestés, traînés dans la boue, traités quotidiennement d'espions allemands.

Lénine demeura encore deux jours illégalement à Pétrograd : le bruit courait qu'il s'était réfugié à Cronstadt, la citadelle révolutionnaire. Mais le dimanche 9 juillet, Il quitta la ville et alla s'installer dans les environs, sur la ligne de Finlande. Il vécut là, d'abord dans un grenier, puis dans une cabane au milieu des prés. C'est dans ces premiers jours, peu après sa sortie de Pétrograd, qu'il écrivit l'article ci-dessous, justifiant et développant les décisions de la conférence du 6 juillet. Comme la *Pravda* ne paraissait plus et qu'il n'y avait plus moyen de rien imprimer à Pétrograd, il fut publié sous forme de brochure à Cronstadt par les soins du Comité social-démocrate de l'endroit.

Mots d'ordre[1]

On a vu bien souvent, quand l'histoire fait un brusque tournant, les partis même avancés demeurer un temps plus ou moins long incapables de s'adapter à la situation nouvelle et répéter des formules justes hier, mais privées de tout sens aujourd'hui, et cela aussi « subitement » qu'a été « subit » le tournant.

Une mésaventure analogue peut arriver à notre devise : « Tout le pouvoir aux soviets ! ». Elle a été vraie pendant une période de notre révolution aujourd'hui écoulée sans retour : du 27 février au 4 juillet. Elle a cessé de l'être. Ne pas le comprendre, c'est ne rien comprendre aux problèmes essentiels du moment. Tout mot d'ordre doit se déduire de l'ensemble des caractères d'une situation politique donnée. Or, la situation politique de la Russie, après le 4 juillet, diffère radicalement de ce qu'elle a été du 27 février au 4 juillet.

Alors, dans cette période écoulée, ce qui dominait, c'était la « dyarchie », expression matérielle et formelle d'un état transitoire, indéterminé, du pouvoir[2]. Ne l'oublions pas, la question du pouvoir est le problème fondamental de toute révolution.

Alors, le pouvoir était en état d'équilibre instable. Le gouvernement provisoire et les soviets étaient les délégations de la masse des ouvriers et des soldats, libres, c'est-à-dire ne subissant aucune contrainte extérieure, et armés. Les armes entre les mains du peuple, l'absence de contrainte extérieure, voilà quels étaient les caractères du

1 *Œuvres complètes*, première édition russe, tome XIV, II^e^ partie, p. 12-18.

2 Voir plus haut l'article « Sur la dyarchie »

moment. Voilà ce qui ouvrait et garantissait à la révolution une voie pacifique de développement. « Tout le pouvoir aux soviets ! » était la devise de l'étape suivante, étape immédiatement réalisable, sur cette route pacifique. C'était le mot d'ordre d'une évolution pacifique de la révolution, évolution qui, du 27 février au 4 juillet, était possible et naturellement préférable à toute autre, et qui, aujourd'hui, est absolument impossible.

Tous les partisans de cette formule, à ce qu'il paraît, n'ont pas suffisamment réfléchi que c'était celle du progrès pacifique de la révolution. Pacifique, en ce sens que personne, aucune classe, aucune force sérieuse n'aurait pu alors (entre le 27 février et le 4 juillet) faire obstacle ou opposition à la prise du pouvoir par les soviets. Mais ce n'est pas tout : une évolution pacifique était alors possible en ce sens aussi que la lutte des classes et des partis à l'intérieur des soviets aurait pu – s'ils avaient pris en temps utile la plénitude du pouvoir – se passer relativement sans douleur, de la façon la plus paisible.

Ce dernier aspect des choses, lui aussi, a trop peu attiré l'attention. Les soviets, par leur composition sociale, étaient des instruments du mouvement ouvrier et paysan, la forme toute prête de la dictature des ouvriers et des paysans. Les soviets étaient détenteurs de tout le pouvoir, leur principal défaut, le péché essentiel de la petite bourgeoisie, à savoir la confiance dans les capitalistes, aurait été guéri par la force des choses, critiqué sans cesse par les résultats de leur propre politique. La succession des classes et des partis détenteurs du pouvoir aurait pu, à l'intérieur de pareils soviets, s'effectuer pacifiquement ; tous les partis soviétistes auraient pu conserver avec le gros du peuple une liaison solide et ferme. On ne saurait l'oublier un seul instant : seule une liaison intime avec les masses, s'étendant librement en largeur et en profondeur, aurait permis de guérir pacifiquement l'illusion petite-bourgeoise d'une politique d'entente avec la

bourgeoisie. Le passage du pouvoir aux soviets n'aurait par lui-même rien changé et ne pouvait rien changer aux rapports entre les classes. Il n'aurait en rien modifié l'esprit petit-bourgeois du paysan. Mais ç'aurait été un pas énorme, et fait au bon moment, pour le détacher de la bourgeoisie, le rapprocher des ouvriers et ensuite lui faire conclure alliance avec eux.

Voilà ce qui aurait pu arriver, si le pouvoir était, au moment voulu, passé aux soviets. C'était l'issue la plus facile, la plus avantageuse au peuple. C'était la voie la moins douloureuse, et c'est pourquoi il fallait combattre en sa faveur avec plus d'énergie que pour toute autre. Mais aujourd'hui cette lutte, la lutte pour le passage en temps opportun du pouvoir aux soviets, est terminée. La voie pacifique a été rendue impossible. Une voie non pacifique, grosse de maux, nous reste.

Le tournant du 4 juillet consiste précisément en ceci qu'après lui, la situation objective change brusquement. Plus d'équilibre instable : le pouvoir est passé, au point décisif, entre les mains de la contre-révolution. Les partis petits-bourgeois, socialiste-révolutionnaire et menchevique, ont été conduits, par leur politique d'entente avec les cadets contre-révolutionnaires, à se faire pratiquement tous les deux les complices et les aides des bourreaux contre-révolutionnaires. La confiance inconsciente des petits-bourgeois envers les capitalistes les a amenés, au cours de la lutte entre les partis, à soutenir consciemment la contre-révolution. Le cycle est terminé. Le 27 février, toutes les classes se sont trouvées unies contre la monarchie. Après le 4 juillet, la bourgeoisie contre-révolutionnaire, donnant la main aux monarchistes et à la bande noire, s'est agrégée, en les épouvantant, une partie des s.-r. et des mencheviks[1] petits-bourgeois, et a livré

1 « Une partie », car à partir de ce moment il se forma dans ces deux partis une aile gauche qui donna naissance bientôt à des

le pouvoir réel aux Cavaignac, à la clique militaire qui fusille sur le front[1] les soldats désobéissants et massacre les bolcheviks à Pétrograd.

« Tout le pouvoir aux soviets ! », ce cri semblerait aujourd'hui dérision ou donquichottisme. Ce serait, au fond, duper le peuple, lui inspirer l'illusion qu'encore aujourd'hui, les soviets n'ont qu'à vouloir prendre le pouvoir ou qu'à voter un décret dans ce sens pour qu'il leur tombe entre les mains, l'illusion qu'il y a encore dans les soviets des partis non entachés de complicité avec les bourreaux, l'illusion qu'on peut faire que ce qui a été n'ait pas été.

Ce serait une erreur profonde de croire le prolétariat révolutionnaire capable, par « vengeance » contre les s.-r. et les mencheviks qui ont aidé à mettre à bas les bolcheviks, de « refuser » de les aider contre la contre-révolution. Poser ainsi la question serait d'abord faire endosser au prolétariat une conception petite-bourgeoise de la morale (car, dans l'intérêt de la cause, le prolétariat soutiendra toujours, je ne dis pas la petite bourgeoisie hésitante, mais même la grosse bourgeoisie) ; ce serait ensuite – et c'est le principal – obscurcir d'un souci bourgeois de « moralisation » les réalités politiques.

Cette réalité, c'est que le pouvoir ne peut plus être pris par les voies pacifiques. Pour l'obtenir, il faut auparavant triompher, dans une bataille décisive, de ses actuels et véritables détenteurs, la clique militaire, les Cavaignac

organisations distinctes, les « s.-r. de gauche » et les « mencheviks internationalistes » (Martov, Soukhanov).

1 Le 8 juillet, Kornilov, commandant du groupe d'armées du Sud-Ouest, envoie partout l'ordre de faire tirer mitrailleuses et artillerie sur les unités qui abandonneront leur poste. Le 12 juillet, la peine de mort était rétablie sur le front. Lénine compare Kornilov au général Cavaignac, que la bourgeoisie française, épouvantée par le mouvement ouvrier, avait nommé dictateur de Paris lors des journées de juin 1848.

appuyés sur les troupes réactionnaires amenées à Pétrograd[1], sur les cadets et les monarchistes.

Cette réalité, c'est que ces nouveaux détenteurs du pouvoir peuvent être vaincus seulement par le peuple révolutionnaire en masse, et que ce dernier, pour bouger, a besoin non seulement d'être guidé par le prolétariat, mais aussi de tourner le dos aux partis traîtres à la révolution, s.-r. et mencheviks.

Ceux qui introduisent dans la politique la morale bourgeoise raisonnent ainsi : sans doute les s.-r. et les mencheviks ont commis une « faute » en aidant les Cavaignac à désarmer le prolétariat et les régiments révolutionnaires[2] ; mais donnons-leur la possibilité de « réparer », ne les empêchons pas de réparer, facilitons l'oscillation de la petite bourgeoisie du côté des ouvriers. Naïveté enfantine ou sottise ! – à moins que ce ne soit encore une façon de tromper les ouvriers. Car, pour les masses petites-bourgeoises, osciller du côté des ouvriers, veut dire nécessairement et précisément ceci : tourner le dos aux s.-r. et aux mencheviks. Pour les partis s.-r. et menchevique, réparer leur faute veut dire aujourd'hui déclarer Tsérételli et Tchernov, Dan et Rakitnikov[3] complice des bourreaux. Nous sommes entièrement et sans réserve pour cette « réparation-là ».

---

1 Le gouvernement provisoire, même après la répression, continue à amener à Pétrograd des troupes « sûres », divisions de cavalerie, régiments de cosaques, etc.

2 Dès le 7 juillet, l'ordre était donné par le gouvernement de désarmer et dissoudre les unités ayant participé aux mouvements des 3-5 juillet. Le lendemain, le bureau du comité central exécutif approuvait cette mesure, en se bornant à souhaiter qu'elle soit appliquée avec prudence et après consultation, dans chaque cas, d'une commission mixte.

3 Rakitnikov, membre du comité central du Parti socialiste-révolutionnaire, ainsi que Tchernov, Tsérételli et Dan, mencheviks, s'étaient particulièrement distingués, au cours des journées de juillet, par la violence de leurs discours contre les bolcheviks au comité central exécutif.

Le problème fondamental de la révolution, c'est, avons-nous dit, la question du pouvoir. Il faut ajouter : les révolutions nous font voir à chaque pas comment on rend difficile de discerner où est le véritable pouvoir et quelle différence il y a entre le pouvoir formel et le pouvoir réel. C'est là une des grandes particularités de toute période révolutionnaire.

En mars-avril 1917, on ignorait si le pouvoir réel appartenait au gouvernement ou bien au soviet.

Aujourd'hui, il importe plus que jamais que les ouvriers conscients considèrent de sang-froid le problème fondamental de la révolution : à qui appartient actuellement le pouvoir ? Voyez quelles sont ses manifestations matérielles, ne prenez pas les phrases pour des actes, et vous ne serez pas embarrassés pour répondre.

L'État, c'est avant tout des groupes d'hommes armés munis de certains accessoires matériels comme les prisons, écrivait F. Engels[1]. Aujourd'hui, ce sont les élèves officiers, les cosaques réactionnaires spécialement amenés à Pétrograd ; ceux qui tiennent en prison Kaménev et autres[2] ; qui ont fermé la *Pravda*[3], qui ont désarmé les ouvriers et une partie des soldats, qui en fusillent une certaine partie non moins déterminée dans l'armée[4]. Ces bourreaux, voilà le pouvoir réel. Tsérételli, Tchernov et C^ie^, ce sont les ministres sans pouvoir, les chefs des partis qui soutiennent les bourreaux. Voilà le fait, et il n'est en rien changé si, personnellement, ni Tsérételli, ni

1 Dans son livre *L'origine de la famille*. Voir *l'État et la révolution*.

2 Kamenev fut arrêté le 9 juillet, Kollontaï et Krylenko le 13, Trotsky et Lounatcharski le 22.

3 Le 5 juillet, sur les 6 heures du matin, sous prétexte de perquisition, la rédaction de la *Pravda* fut mise à sac et le journal interdit. Le lendemain parut encore le *Listok Pravdy* (Feuille de la *Pravda*), puis toute publication bolcheviste cessa, l'imprimerie ayant été confisquée.

4 L'infanterie était considérée en bloc comme infectée de bolchevisme.

Tchernov n'approuvent les bourreaux et si leurs journaux s'en désolidarisent timidement : les dehors politiques peuvent se modifier, les choses restent ce qu'elles étaient.

Fermer l'organe de 150 000 électeurs de Pétersbourg[1], faire assassiner par les élèves officiers (le 6 juillet) l'ouvrier Voïnov, pour avoir sorti de l'imprimerie le *Listok Pravdy* (Feuille de la *Pravda*), ne voilà-t-il pas des actes de bourreaux de Cavaignac ?

Ni le gouvernement, ni les soviets n'en sont coupables ! nous dira-t-on.

Tant pis pour le gouvernement et pour les soviets ! répondrons-nous, car dans ce cas, ce sont des zéros, des marionnettes, et le pouvoir réel n'est pas à eux.

Le peuple doit surtout et avant tout savoir la vérité, savoir dans quelles mains est en réalité le pouvoir. Il faut dire au peuple toute la vérité : le pouvoir est entre les mains de la clique militaire des Cavaignac (Kérenski[2], certains généraux, certains officiers, etc.), que soutient la bourgeoisie comme classe avec le Parti cadet en tête, et tous les monarchistes agissant par l'intermédiaire des journaux réactionnaires, *Novoïé Vrémia*, *Jivoïé Slovo*, etc.[3]

Ce pouvoir, il faut le renverser. Sans quoi toutes les phrases sur la guerre à la contre-révolution ne sont que

1 Tel était le chiffre des voix recueillies par les bolcheviks aux dernières élections municipales du 20 juin.

2 Kérenski, ministre de la Guerre et de la Marine, était en outre ministre président depuis la démission du prince Lvov le 8 juillet.

3 Le *Novoïé Vrémia* (Nouveau temps) dirigé par Souvorine, avait accepté en paroles la révolution, mais demeurait le grand organe de la réaction, à la droite de la *Rietch* des cadets. Le Jivoïe Stovo (La Parole vivante) était le petit journal du soir que les missions militaires alliées et Bourtsev avaient choisi, tous les autres journaux s'y refusant, pour y publier les prétendus documents convainquant Lénine de complicité avec l'état-major allemand.

des paroles vides de sens, bonnes à se tromper soi-même et à tromper le peuple.

Ce pouvoir est soutenu actuellement par les ministres Tsérételli et Tchernov[1] et par leurs partis : il faut expliquer au peuple leur rôle de bourreaux. Ils ne pouvaient pas faire d'autre fin après leurs « fautes » du 21 avril, du 5 mai, du 9 juin, du 4 juillet[2], après avoir approuvé la politique d'offensive qui décidait d'avance aux neuf dixièmes la victoire des Cavaignac en juillet.

Toute notre agitation doit être réorganisée en tenant compte de l'expérience concrète de la révolution, et en particulier des journées de juillet : elle doit indiquer clairement le véritable ennemi du peuple, la clique militaire, les cadets et la bande noire, et démasquer les partis petits-bourgeois, s.-r. et menchevik, qui ont joué et jouent le rôle d'aides-bourreaux.

Toute notre agitation doit être réorganisée de façon à faire apparaître la complète inutilité pour les paysans de recevoir la terre tant que n'aura pas été renversée la domination de la clique militaire, tant que n'auront pas été démasqués et privés de confiance publique les s.-r. et les mencheviks. C'est un processus long et difficile à l'époque « normale » du capitalisme, mais la guerre et la crise économiques l'accéléreront énormément. Ces

1 Tchernov, ministre de l'Agriculture, devait donner sa démission le 20 juillet.

2 Le 21 avril, le Comité exécutif du soviet, en présence des manifestations suscitées par la note de Milioukov aux Alliés, avait adopté hâtivement, sur la proposition de Tsérételli, une résolution déclarant le malentendu terminé et interdisant pendant 2 jours toute démonstration. Le 5 mai, il accorde sa confiance au cabinet de coalition et invite la démocratie à lui *« accorder un soutien efficace lui assurant la plénitude du pouvoir »*. Le 9 juin le congrès des soviets condamna la manifestation que les bolcheviks avaient organisée pour le lendemain *« contre les 10 ministres capitalistes et contre la guerre. »*

« accélérateurs-là » peuvent faire en un mois ou en une semaine le travail d'une année.

Contre ce qui vient d'être dit, on élèvera peut-être deux objections : 1° parler aujourd'hui de lutte décisive, c'est encourager des actions isolées, capables de favoriser la contre-révolution ; 2° renverser la contre-révolution équivaut à la prise du pouvoir par les soviets.

En réponse à la première objection, nous dirons : les ouvriers russes ont acquis maintenant un degré suffisant de conscience pour ne pas relever les provocations à un moment manifestement désavantageux pour eux. Qu'actuellement, une action ou une résistance quelconque équivaille à favoriser la contre-révolution, c'est incontestable. Qu'une lutte décisive ne soit possible qu'avec une nouvelle poussée révolutionnaire dans les masses, ce n'est pas moins certain. Mais il ne suffit pas de parler en général de poussée ou de flux révolutionnaire, d'aide à attendre des ouvriers d'Occident, etc. Il faut tirer la conclusion de notre histoire passée, il faut tenir compte des leçons qu'elle nous donne. Or de là résulte précisément ce mot d'ordre : guerre décisive à la contre-révolution usurpatrice du pouvoir !

La seconde objection aussi se réduit à la substitution de considérations générales aux vérités concrètes. Le renversement de la contre-révolution bourgeoise, rien, aucune force ne peut nous le procurer, sinon la force du prolétariat révolutionnaire. C'est ce prolétariat qui, après les événements de juillet 1917, doit, indépendamment, prendre le pouvoir : hors de là, la révolution ne peut pas triompher. Le pouvoir au prolétariat, le soutien du prolétariat par les paysans pauvres ou les semi-prolétaires, voilà l'unique issue, et nous avons déjà dit les circonstances qui peuvent l'accélérer extraordinairement.

Les soviets peuvent et devront jouer leur rôle dans cette nouvelle révolution : non pas les soviets actuels, organes de conciliation avec la bourgeoisie, mais des

soviets, organes de lutte révolutionnaire contre la bourgeoisie. Alors aussi, nous serons pour la construction de tout l'État sur le type des soviets. Ce ne sont pas les soviets en général qui sont en question, mais les soviets actuels : il faut combattre la contre-révolution actuelle et la trahison des soviets actuels.

Substituer l'abstrait au concret est une des fautes les plus graves et les plus dangereuses en temps de révolution. Les soviets actuels se sont écroulés, ils ont fait entièrement faillite parce qu'ils sont dominés par les partis s.-r. et menchevique. Au moment donné, ces soviets ressemblent à des moutons conduits à l'abattoir, le cou sous la hache, et qui bêlent lamentablement. Les soviets sont maintenant sans force et sans secours en face de la contre-révolution victorieuse et poursuivant sa victoire. La formule : « Tout le pouvoir aux soviets » peut-être comprise comme un appel pur et simple à la prise du pouvoir par les soviets donnés et dire cela, lancer un tel appel, ce serait aujourd'hui tromper le peuple. Rien de plus dangereux que le mensonge.

La lutte des classes et des partis a terminé son premier cycle du 27 février au 4 juillet. Un nouveau cycle commence, comprenant des classes, des partis, des soviets qui ne sont plus ceux d'avant, mais des classes, des partis, des soviets renouvelés par le feu du combat, trempés, instruits, reconstitués dans la bataille. Il faut regarder en avant et non pas en arrière. Il faut opérer avec les catégories nouvelles, les classes et les partis d'après juillet, et non pas avec les anciennes. Au début de ce nouveau cycle, il faut partir de la victoire de la contre-révolution bourgeoise, qui a triomphé grâce à la politique de conciliation des s.-r. et des mencheviks et qui ne peut être vaincue que par le prolétariat révolutionnaire. Dans ce nouveau cycle, il y aura naturellement des étapes bien diverses avant la victoire définitive de la contre-révolution, ou bien avant la défaite définitive (sans lutte) des

s.-r. et des mencheviks, ou bien avant la nouvelle poussée d'une nouvelle révolution. Mais nous pourrons en parler plus tard, quand ces étapes, une à une, se dessineront...

Après les journées de juillet, tous les éléments hostiles soit à « l'approfondissement » de la révolution, soit à la révolution elle-même, se sentirent plus forts. Les échecs militaires de Galicie offraient une occasion favorable pour faire accepter des mesures extraordinaires : le 1er juillet, le comité central exécutif des soviets déclara la patrie en danger et reconnut au gouvernement provisoire des pouvoirs illimités. Celui-ci se donnait comme programme de « *défendre le nouveau régime contre les attentats anarchiques et contre-révolutionnaires, sans hésiter devant les moyens extrêmes* ». Les cadets n'étaient qu'à moitié satisfaits de cette déclaration : ils provoquèrent bientôt une crise de cabinet, qui aboutit le 24 juillet à la formation d'un ministère où les socialistes avaient une petite supériorité numérique (Kérenski président du Conseil et ministre de la Guerre ; le s.-r. Avxentiev, à l'Intérieur ; le s.-r. Tchernov à l'Agriculture ; le social-démocrate Skobélev au Travail, etc), mais où dominaient en réalité les partisans de la « démocratie » bourgeoise. Quant aux militaires, ils avaient autant de mépris pour ce gouvernement de demi-mesures que de haine pour les défenseurs de la vraie révolution et, en attendant mieux, ils s'occupaient de restaurer l'ancien régime dans l'armée : la peine de mort était déjà rétablie sur le front ; le général Kornilov, commandant du front Sud-Ouest, interdisait les meetings ; nommé commandant en chef, il mettait à son acceptation des conditions caractéristiques : extension de la peine de mort à la zone de l'arrière, droit de faire des nominations sans immixtion ni du gouvernement, ni des comités de soldats... et Kérenski approuvait. Le commandement des armées se trouva bientôt entre les mains des pires réactionnaires.

Cependant la crise économique, qui s'aggravait de saison en saison depuis la guerre, devenait presque

catastrophique. Les fabriques textiles, les usines métallurgiques, les mines se fermaient les unes après les autres, soit faute de combustible, soit par la volonté déterminée des patrons faisant la politique du pire ; les chemins de fer ne fonctionnaient plus guère que pour les besoins de l'armée : l'approvisionnement des villes était manifestement insuffisant, les prix augmentaient, le rouble se dépréciait. Les ouvriers ne voyaient de remède que dans la soumission de l'industrie à leur contrôle. Dans les campagnes, les paysans s'emparaient des grands domaines sans attendre l'Assemblée constituante.

Les bolcheviks, dans leur congrès semi-clandestin du 26 juillet-3 août, constataient cette situation critique : lutte de classe exaspérée, dictature réelle de la bourgeoisie impérialiste et contre-révolutionnaire alliée à la clique militaire, louvoiement impuissant du socialisme petit-bourgeois, détenteur nominal du pouvoir. Ils apportaient leurs solutions : paix démocratique, contrôle ouvrier, annulation des dettes intérieures et extérieures, remise des terres aux paysans, toutes ces mesures n'étant réalisables qu'après la prise du pouvoir par les classes révolutionnaires.

Le gouvernement, lui, se bornait à confier la solution de tous les problèmes, de toutes les crises, à une « Conférence d'État » réunie à Moscou le 12 août. Beaucoup d'éloquence y fut dépensée par les leaders des partis et des divers groupes représentés. Tchéidzé énonça un programme de réformes très séduisant, mais les discours les plus substantiels furent prononcés par Kornilov et par Kalédine, l'ataman des cosaques du Don : tous deux réclamaient une « discipline de fer » sur le front et le rétablissement de « l'ordre » à l'arrière ; seulement Kalédine voulait la suppression radicale des comités de soldats, et Kornilov, plus habile, demandait seulement qu'ils soient contenus dans des bornes précises, dans les questions d'intendance et d'habillement. La conférence n'aboutit pas à la constitution d'un pouvoir fort et unifié, elle donna

seulement à la réaction militaire une occasion de plus de se manifester.

Le 21 août, par la faute peut-être voulue des états-majors, Riga est prise par les Allemands : excellent prétexte pour continuer avec une nouvelle ardeur la campagne de presse contre les soldats, lâches, déserteurs, etc., et contre les bolcheviks coupables de cette démoralisation. On fait courir le bruit qu'une manifestation bolcheviste devait se produire entre le 27 août et le 1er septembre. Le général Kornilov envoie à Pétrograd, d'accord avec Kérenski, une armée munie d'ordres, pour « rétablir l'ordre » et employer pour cela les armes sans la moindre hésitation. Puis, le 20 août il abat son jeu : il fait porter à Kérenski un véritable ultimatum : 1° remise de tout le pouvoir à l'autorité militaire ; 2° démission de tout le gouvernement et formation d'un ministère par le commandant en chef ; 3° déclaration de Pétrograd en état de siège. Kérenski réplique le 27 août en relevant Kornilov de ses fonctions. Kornilov refuse et en avise les armées, signe des manifestes aux cosaques et à la population, où il accuse le gouvernement de complicité avec les Allemands, accélère la marche du corps de cavalerie envoyé à Pétrograd. Ce corps est l'arme sur laquelle il compte : c'est le véritable danger pour la révolution. La lutte est donc engagée entre ce corps et le prolétariat de Pétrograd. En voyant l'ennemi à quelques dizaines de verstes de la capitale, le comité central exécutif des soviets reprend un peu d'énergie et, dans sa séance du 27 août, lance un appel au front unique de toutes les forces révolutionnaires ; on forme un « comité de résistance à la contre-révolution », où doivent entrer 3 bolcheviks, 3 mencheviks et 3 s.-r. à côté de représentants du comité central exécutif, des syndicats et du soviet de Pétrograd. Les bolcheviks, à qui Kérenski lui-même avait demandé d'influer sur les soldats pour défendre la révolution, déclarèrent que, si le gouvernement voulait vraiment combattre, ils coordonneraient leur conduite avec la sienne. Leur journal, *Rabotchi*

(L'Ouvrier), écrit le 28 : « *Les ouvriers et les soldats feront tout pour repousser les bandes contre-révolutionnaires de Kornilov..., mais ils le feront uniquement pour ouvrir la route au triomphe complet de la révolution* », et il donnait une liste de leurs revendications, allant de l'éloignement des généraux tsaristes et de l'abolition de la peine de mort jusqu'à la convocation immédiate de la Constituante et la dénonciation des traités secrets.

Pétrograd fut mis en état de défense par les ouvriers (à qui il fallut bien rendre les armes enlevées en juillet), mais les troupes de Kornilov s'arrêtèrent avant d'arriver sous ses murs : les cheminots avaient déboulonné les rails et obstrué les voies, les agitateurs envoyés par les régiments de la garnison avaient ouvert les yeux aux soldats trompés par leurs officiers. Même la fameuse « division sauvage », convaincue par trois délégations successives, se soumit sans coup férir au gouvernement « légitime ».

La tentative contre-révolutionnaire de Kornilov avait, par la force des choses, opéré un rapprochement entre tous les éléments soviétistes : les bolcheviks avaient fait bloc, contre Kornilov, avec la majorité du comité central exécutif et avec Kérenski. La crise passée, le Parti bolchevique devait-il continuer dans cette voie ? Certains allaient jusqu'à dire qu'il fallait soutenir Kérenski contre la réaction, défendre la patrie révolutionnaire contre ceux qui étaient prêts à la trahir par haine de la révolution... Il y avait là un danger de déviation opportuniste. Lénine, maintenant caché en Finlande, le dénonça dans une courte lettre au comité central ; dans l'article ci-dessous, il replace la question sur le terrain des principes.

Des compromis[1]

On appelle compromis, en politique, la renonciation, en vertu d'un accord avec un autre parti, à quelques-unes de ses revendications, à une partie de ses revendications[2].

L'idée que le public se fait actuellement des bolcheviks, idée entretenue par une presse acharnée à les calomnier, est que les bolcheviks ne consentent pas de compromis, jamais ni avec personne.

Cette idée est flatteuse, pour nous, en tant que parti du prolétariat révolutionnaire, car elle prouve que nos ennemis eux-mêmes sont forcés de reconnaître notre fidélité aux principes fondamentaux du socialisme et de la révolution. Mais il faut dire la vérité : cette idée ne correspond pas à la réalité. Engels avait raison lorsque, dans sa critique du Manifeste des blanquistes communistes (1873), il raillait la déclaration de ces derniers : « Pas de compromis[3] ». Cela, c'est une phrase, disait-il, car il arrive fréquemment que des compromis soient imposés à un parti en lutte par les circonstances, et il est stupide de se condamner d'avance à ne jamais « *accepter*

1 *Œuvres complètes*, première édition russe, tome XIV, deuxième partie, p. 97-102.

2 Lénine insiste sur la définition du mot « compromis » parce que c'est en russe un mot étranger.

3 Les blanquistes de la Commune, réfugiés à Londres, constituèrent le groupe de la Commune révolutionnaire et lancèrent en 1873 un Manifeste aux « Communeux » condamnant tout compromis, en particulier avec les radicaux, à l'égal d'une trahison (reproduit dans Da Costa, *Les blanquistes*, Paris 1912, p. 44-51.) Les mêmes blanquistes venaient de quitter l'Internationale (septembre 1872) en l'accusant d'être insuffisamment révolutionnaire.

le paiement d'une dette par parties ». Le devoir d'un parti véritablement révolutionnaire n'est pas de proclamer son refus, impossible à réaliser, de toute espèce de compromis, mais de savoir, à travers tous les compromis, dans la mesure où ceux-ci sont inévitables, garder la fidélité à ses principes, à sa classe et à son but révolutionnaire : la préparation de la révolution et l'éducation du peuple pour la victoire.

Un exemple : Accepter de participer à la II^e^ et à la troisième Douma était un compromis, une abdication temporaire des revendications révolutionnaires. Mais c'était un compromis absolument obligé, car la corrélation des forces excluait provisoirement toute lutte révolutionnaire de masses ; pour préparer cette lutte, il fallait savoir travailler même dans cette écurie qu'était la Douma. La question était bien posée ainsi par le Parti bolchevique : l'histoire l'a montré[1].

Il s'agit maintenant d'un compromis non pas obligé, mais volontaire.

Notre parti, comme tout autre parti politique, aspire à la domination politique. Notre but, c'est la dictature du prolétariat révolutionnaire. Six mois de révolution ont confirmé avec une netteté, une force et un éclat extraordinaires la justesse et l'inéluctabilité de cette revendication, précisément dans l'intérêt de notre révolution : sans la dictature du prolétariat, le peuple ne pourra obtenir ni la paix démocratique, ni la remise de la terre aux paysans, ni l'absolue liberté (c'est-à-dire une république entièrement démocratique). La marche des événements durant ces six mois de révolution, la lutte des classes et des partis, le développement des crises des 20-21 avril,

1 Sur l'attitude des bolcheviks lors des élections à la troisième Douma, Voir plusieurs articles de notre II^e^ partie.

des 9-10 juin[1], des 18-19 juin[2], des 3-5 juillet et des 27-31 août l'ont montré et démontré.

Nous sommes maintenant en présence d'un tournant si brusque, si original de la révolution, que nous pouvons, en tant que parti, proposer un compromis volontaire, non pas à la bourgeoisie, notre direct et principal ennemi, mais à nos adversaires les plus proches, aux partis petits-bourgeois démocratiques « dirigeants », aux s.-r. et aux mencheviks.

Ce n'est qu'exceptionnellement, ce n'est qu'en vertu d'une situation spéciale qui, vraisemblablement, durera très peu de temps que nous pouvons proposer un compromis à ces partis et que nous devons, me semble-t-il, le proposer.

Ce qui est un compromis pour nous, c'est le retour à notre revendication d'avant juillet : Tout le pouvoir aux soviets ! Formation d'un gouvernement de socialistes-révolutionnaires et de mencheviks, responsables devant les soviets.

Maintenant et seulement maintenant, pendant quelques jours ou pendant une ou deux semaines peut-être, un tel gouvernement pourrait être créé et consolidé tout à fait pacifiquement. Il pourrait, très vraisemblablement, assurer la progression pacifique de la révolution russe et aurait de très grandes chances de faire faire au mouvement mondial de grands pas vers la paix, vers la victoire du socialisme.

---

1 Voir l'introduction à l'article précédent et les notes.

2 Le 18 juin, la manifestation préparée par le congrès opportuniste des soviets se change en un triomphe des devises bolchevistes : Tout le pouvoir aux soviets ! À bas les dix ministres capitalistes ! À bas la politique d'offensive ! Le 19, contre-manifestation bourgeoise avec mise à sac de la villa Dournovo (siège des organisations ouvrières et anarchistes) : en réponse, grèves.

Ce n'est qu'en faveur de cette évolution pacifique de la révolution – possibilité historique extrêmement rare et extrêmement précieuse, possibilité d'une exceptionnelle rareté – que les bolcheviks, partisans de la révolution mondiale et partisans des méthodes révolutionnaires, peuvent et doivent, à mon avis, consentir un tel compromis.

Ce compromis consisterait en ce que, sans prétendre participer au gouvernement (participation impossible pour un internationaliste tant que ne seront pas effectivement réalisées des conditions permettant la dictature du prolétariat et des paysans pauvres), les bolcheviks renonceraient à réclamer la remise immédiate du pouvoir au prolétariat et aux paysans pauvres et à employer les méthodes révolutionnaires pour faire triompher cette revendication. En revanche, il comporterait, condition qui va de soi et qui n'a rien de nouveau pour les s.-r. et les mencheviks, l'entière liberté d'agitation et la convocation de l'Assemblée constituante à la date fixée, sans nouveau retard[1] ou même dans un délai plus rapproché.

Les mencheviks et les s.-r., en tant que bloc gouvernemental, consentiraient (à supposer que le compromis soit accepté) à composer un gouvernement entièrement et exclusivement responsable devant les soviets, auxquels serait transmis tout le pouvoir, même local. C'est en cela que consisterait la « nouvelle » condition. Les bolcheviks, me semble-t-il, ne devraient poser aucune autre condition. Car ils pourraient escompter que l'entière liberté d'agitation et la réalisation immédiate d'un nouveau démocratisme dans la composition des soviets (qui seraient soumis à réélection) et dans leur fonctionnement assureraient par elles-mêmes la progression

1 Le 14 juin, le gouvernement avait fixé la convocation de la Constituante au 30 septembre et les élections au 17. Sous la pression de la droite, le 9 août, ces dates avaient été renvoyées au 12 et au 28 novembre 1917.

pacifique de la révolution, la cessation pacifique de la lutte des partis à l'intérieur des soviets.

Peut-être cela n'est-il déjà plus possible ? Peut-être. Mais s'il ne restait même qu'une chance sur cent, cette chance vaudrait la peine d'être tentée.

Que gagneraient à ce « compromis » les deux parties « contractantes », bolcheviks d'une part, bloc s.-r. et menchevique de l'autre ? Si elles n'y gagnent rien ni l'une ni l'autre, le compromis est évidemment impossible, et alors inutile d'en parler. Si difficile qu'il se présente maintenant (après juillet et août, deux mois qui équivalent à deux dizaines d'années de « paisible » torpeur), il me semble pourtant qu'il a encore une petite chance de se réaliser, et c'est la décision prise par les s.-r. et les mencheviks de ne pas participer au gouvernement avec les cadets[1].

Les bolcheviks gagneraient à ce compromis en ce sens qu'ils obtiendraient la faculté de propager librement leur point de vue et, sous un régime de démocratie intégrale, la possibilité d'exercer leur influence dans les soviets. En paroles, tout le monde reconnaît déjà cette liberté aux bolcheviks. En réalité, elle est impossible sous un gouvernement bourgeois ou sous un gouvernement auquel participe la bourgeoisie, sous un gouvernement autre que le gouvernement des soviets. Sous le gouvernement des soviets, cette liberté sera possible (nous ne disons pas : absolument assurée, mais possible). C'est en considération de cette possibilité qu'il conviendrait, en un temps aussi pénible, de faire un compromis avec la majorité actuelle des soviets.

---

1 Le 31 août, le soviet de Pétrograd avait en effet voté, par 279 voix contre 115 et 51 abstentions, une résolution présentée par les bolcheviks et refusant toute participation des cadets au gouvernement : « *L'unique issue est la constitution d'un gouvernement formé des représentants du prolétariat et de la classe paysanne.* »

Nous n'avons rien à craindre, en régime de démocratie véritable, car nous avons pour nous la vie, et il n'est pas jusqu'aux tendances qui se développent au sein des partis adversaires, s.-r. et mencheviks, qui ne confirment la justesse de notre position[1].

Les mencheviks et les s.-r. gagneraient à ce compromis, en ce sens qu'ils obtiendraient du coup l'entière possibilité de réaliser le programme de leur bloc, en s'appuyant sur l'immense majorité du peuple et en s'assurant la faculté d'utiliser « pacifiquement » leur majorité dans les soviets.

Dans ce bloc nécessairement hétérogène, comme tous les blocs et aussi parce que la démocratie petite-bourgeoise est toujours moins homogène que la bourgeoisie ou que le prolétariat, deux voix, vraisemblablement, se feraient entendre.

L'une dirait : « Notre voie n'est pas avec les bolcheviks, elle n'est pas avec le prolétariat révolutionnaire. Ce dernier aura des exigences exagérées et, par sa démagogie, entraînera à sa suite les paysans pauvres. Il exigera la paix et la rupture avec les Alliés. Or, cela est impossible. La bourgeoisie est plus près et plus sûre ; nous n'avons pas rompu avec elle, nous avons eu seulement une courte querelle, et seulement à propos d'un incident, l'incident Kornilov. On s'est querellé, on refera la paix. D'ailleurs, les bolcheviks ne nous "concèdent" absolument rien, car toutes les insurrections qu'ils tenteront sont vouées à l'écrasement comme la Commune de 1871. »

L'autre voix dirait : « Invoquer la Commune, est très superficiel et même sot. Car, en premier lieu, les bolcheviks ont quelque peu appris depuis 1871 : ils ne manqueraient pas de mettre la main sur la Banque d'État et

1 Allusion au progrès des s.-r. de gauche et des mencheviks internationalistes (voir la note de l'article précédent). Les s.-r. de gauche s'étaient trouvés en majorité à la conférence provinciale de leur parti à Pétrograd le 16 août.

n'hésiteraient pas à marcher sur Versailles[1] ; or, si elle l'eût fait, la Commune eût pu vaincre. En outre, la Commune ne pouvait offrir immédiatement au peuple ce que peuvent lui offrir les bolcheviks s'ils prennent le pouvoir, c'est-à-dire : la terre aux paysans, la proposition immédiate de paix, le contrôle effectif de la production, une paix honorable avec les Ukrainiens, les Finlandais, etc.[2]

Les bolcheviks, vulgairement parlant, ont dix fois plus d'atouts en mains que la Commune. En second lieu, la Commune implique une dure guerre civile et, après cela, un arrêt prolongé du développement pacifique de la civilisation ; elle facilitera les opérations et machinations de toutes sortes de Mac-Mahon et de Kornilov, grave danger

1 On sait que deux causes importantes de l'échec de la Commune de Paris furent de ne pas avoir occupé la Banque de France et d'avoir laissé Thiers organiser une armée à Versailles.

2 Dès les premiers mois de la révolution, il s'était formé à Kiev une Rada (soviet) centrale, qui, dirigée par Pétlura, réclama au gouvernement provisoire l'autonomie de l'Ukraine. Celui-ci ayant refusé, la Rada publia le 10 juin un « universal » déclarant : « À dater d'aujourd'hui, nous réglerons nous-mêmes nos affaires ». Le 2 juillet, le gouvernement provisoire approuva l'accord conclu avec la Rada par Kérenski, Térechtchenko et Tsérételli : un Secrétariat général nommé par les deux parties administrera l'Ukraine et dans l'armée on tendra à la formation d'unités ukrainiennes. Néanmoins la Rada protesta encore en août contre un règlement du gouvernement provisoire que restreignait les pouvoirs du Secrétariat, et la situation demeura très tendue.
Le 5 juillet, la Diète de Finlande adopta une loi consacrant pratiquement l'indépendance du pays. La Diète fut dissoute le 18 juillet par le gouverneur-général représentant le gouvernement provisoire, d'où une grande effervescence. On put craindre un conflit armé. Tandis que les partis menchevique et s.-r. renvoyaient la solution des questions nationales à la future Constituante, les bolcheviks demandaient l'application immédiate du principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, condition nécessaire d'une libre alliance entre Grands-Russiens et Ukrainiens et Finlandais.

pour toute notre société bourgeoise. Est-il raisonnable de courir le risque de la Commune ?

« Mais la Commune est inévitable en Russie, si notre bloc ne prend pas le pouvoir, si la situation reste aussi tendue qu'elle l'a été du 6 mai au 31 août. Tout ouvrier, tout soldat révolutionnaire aura infailliblement l'esprit tourné vers la Commune, il y croira, il tentera de la réaliser. Nous périssons, se dira-t-il ; la guerre, la famine, la ruine vont sans cesse empirant. Seule la Commune peut nous sauver. Sacrifions-nous, mourons tous, s'il le faut, mais vive la Commune ! Voilà les idées qui surgiront fatalement chez tous les ouvriers, et la Commune, aujourd'hui, ne sera pas aussi facile à vaincre qu'en 1871. La Commune russe aura dans le monde entier des alliés cent fois plus puissants que la Commune de Paris... Est-il raisonnable de courir cette chance ? En outre, l'on ne saurait dire que les bolcheviks ne nous accordent rien par leur compromis. Dans tous les pays cultivés, les ministres intelligents apprécient hautement tout accord, si mince soit-il, avec le prolétariat en temps de guerre. Ils l'apprécient même énormément. Or, ces ministres sont des hommes d'affaires, de véritables ministres. Les bolcheviks se renforcent assez rapidement[1] malgré les répressions, malgré la faiblesse de leur presse[2]... Est-il raisonnable de courir le risque de la Commune ?

« Nous avons la majorité assurée, les paysans pauvres ne sont pas près de se mettre en branle ; ça durera bien autant que nous. Que dans un pays paysan la majorité suive les extrémistes, cela est improbable. Or, dans une république véritablement démocratique, une insurrection contre la majorité reconnue est impossible ».

Ainsi parlerait la seconde voix.

1 Comme le prouvait par exemple la motion adoptée le 21 août par le soviet de Pétrograd.

2 Les journaux bolchevistes étaient toujours persécutés et constamment interdits.

Il se trouvera peut-être, parmi les partisans de Martov ou de Spiridonova[1], une troisième voix qui dira : « Camarades, je suis indigné de ce que, raisonnant sur la Commune et ses possibilités de réalisation, vous nous rangiez tous deux sans hésitation du côté de ses adversaires. Sous une forme ou sous une autre, vous êtes tous deux pour ceux qui ont écrasé la Commune. Je n'irai pas faire de l'agitation pour la Commune, je ne puis promettre à l'avance de combattre dans ses rangs comme le fera tout bolchevik ; néanmoins, je dois dire que si, malgré mes efforts, la Commune surgit, j'aiderai plutôt ses défenseurs que ses adversaires[2] ».

Les divergences au sein du « bloc » sont considérables et inévitables, car la démocratie petite-bourgeoise comporte une masse de nuances, depuis le bourgeois ministrable jusqu'au demi-mendiant qui n'est pas encore tout à fait capable d'adopter la plate-forme du prolétariat. Et quel sera, à tel ou tel moment, le résultat de cette diversité, nul n'en sait rien.

❖ ❖ ❖

Les lignes qui précèdent ont été écrites vendredi dernier, 1er septembre, mais, par suite de circonstances accidentelles (sous Kérenski, dira l'histoire, tous les bolcheviks n'avaient pas la liberté de choisir leur domicile), elles ne sont pas parvenues le même jour à la rédaction. Après la lecture des journaux de samedi et de dimanche[3], je

1 Marie Spiridonova était le leader et l'orateur des socialistes-révolutionnaires de gauche.

2 Ainsi le 27 août, comme le comité central exécutif examinait la situation créée par le départ des cadets, Martov se prononça contre la remise du pouvoir aux soviets, mais aussi contre la formation d'un Directoire non responsable devant les soviets.

3 Le 1er septembre dans la nuit, la majorité mencheviste et s.-r. du comité central exécutif accorda sa confiance au Conseil des Cinq, « *prouvant par là,* dit le *Rabotchi Pout*, *qu'elle n'était pas capable de combattre, mais très capable des pires tractations,*

me dis : Je crois bien que ma proposition de compromis arrive trop tard. Les quelques jours pendant lesquels un développement pacifique des événements était encore possible sont déjà passés. Oui, tout le montre, ils sont passés. D'une façon ou de l'autre, Kérenski quittera et le Parti s.-r. et les s.-r. et se consolidera avec l'aide des bourgeois sans les s.-r., grâce à leur inaction[1]... Oui, tout le montre, les jours où par hasard la voie se trouvait libre pour un développement pacifique sont déjà passés. Il ne reste plus qu'à envoyer ces notes à la rédaction avec prière de les intituler : « Réflexions tardives » ; il n'est pas jusqu'à des réflexions tardives qui ne puissent avoir, parfois, leur intérêt.

N. Lénine.

Rabotchi Pout, n° 3, 6 septembre 1917.

des pires marchandages ». Les s.-r. et les mencheviks faisaient ainsi bloc avec la droite et non avec les bolcheviks.

1 En effet, le 1er septembre, Kérenski forme son « Directoire » avec Térechtchenko, interdit le journal internationaliste *Novaïa Jizn*, et le comité central exécutif convoque une « conférence démocratique » artificiellement composée pour faire échec au congrès des soviets prévu pour fin septembre. Les ministres socialistes-révolutionnaires et social-démocrates Zaroudny, Skobélev donnent leur démission.

L'équipée de Kornilov eut un résultat : elle accrut dans d'énormes proportions l'influence des bolcheviks. Presque illégaux la veille, honnis comme agents de l'Allemagne, emprisonnés, ils faisaient maintenant passer leurs résolutions dans les soviets, ils apparaissaient maintenant au prolétariat, aux soldats, comme ceux qui avaient prévu la menace réactionnaire, dénoncé la veulerie des partis socialistes dirigeants, protesté contre la désastreuse et sanglante offensive commandée par les Alliés. Leur succès venait d'avoir compris où allaient et ce que voulaient les masses, et de l'avoir exprimé. Leurs effectifs augmentaient avec une vitesse fabuleuse : en avril 80 000 ; fin juillet, lors du VI^e^ congrès, 177 000 ; fin septembre, d'après Lénine, 240 000.

Dans la première moitié de septembre surtout, ils grandirent à vue d'œil : le 5, ils faisaient passer au soviet de Moscou, par 355 voix contre 254, la motion circulaire déjà votée à Pétrograd le 31 août, demandant l'armement des ouvriers, la suppression de la peine de mort, la satisfaction des revendications nationales de la Finlande et de l'Ukraine, la convocation immédiate de la Constituante, le contrôle ouvrier, la remise du sol aux comités paysans, etc. Au soviet de Pétrograd, le 19 septembre, ils contraignaient à démissionner le bureau menchevique et s.-r. En province, ils dominaient bien des soviets de districts et de provinces, qui avaient formé pendant les journées de Kornilov des comités révolutionnaires, et ces comités ne se laissaient plus dissoudre.

Les partis menchevique et s.-r., emportés eux-mêmes par le courant de l'opinion, étaient obligés d'évoluer vers la gauche. Le 31 août, ils avaient décidé de ne pas prendre part à un cabinet où entreraient des cadets. À côté des s.-r. de gauche, il se formait un centre dirigé par Tchernov, l'ancien ministre de l'Agriculture, qui attaquait violemment dans la *Diélo Naroda* (La Cause du peuple) Kérenski, Avxentiev et autres, la droite

du parti. Chez les mencheviks, si le *Dien* (Le Jour) de Potressov était la droite, si Martov était la gauche, Dan, en s'émancipant parfois de Tsérételli, constituait un centre. Tout cela n'empêcha pas les deux « partis dirigeants » d'accorder, le 1er septembre, leur confiance au gouvernement, reconstitué sous la forme d'un Directoire provisoire de 5 membres avec Kérenski comme président. Mais, en même temps, ils convoquaient pour le 12 septembre, à Pétrograd cette fois, la ville révolutionnaire, « un congrès de la démocratie organisée » pour établir « une autorité capable de conduire le pays jusqu'à la Constituante ». C'était un moyen de retarder le congrès des soviets, que réclamaient parfois les bolcheviks, mais c'était un progrès sur la conférence d'État de Moscou, à laquelle étaient représentés toutes sortes de groupements réactionnaires.

Dans l'armée, les soldats exerçaient des représailles parfois sanglantes sur les officiers « korniloviens ». Dans les campagnes, le mouvement agraire prenait des formes de plus en plus violentes.

En un mot, si avec Kornilov et les cadets la bourgeoisie avait tenté d'arrêter et de faire rétrograder la révolution, maintenant la démocratie, ayant paré le coup, se préparait elle-même à l'attaque. La guerre civile était effectivement engagée. Mais la presse bourgeoise ou vendue à la bourgeoisie (comme l'*Edinstvo* de Plékhanov) en faisait retomber l'odieux sur les bolcheviks. Sur ce nouveau thème, la grande campagne recommençait contre les bolcheviks : il s'agissait de détacher d'eux les timorés, les petits bourgeois qui commençaient à espérer en leurs formules. Lénine, toujours en Finlande, d'où il suivait très attentivement les événements, traita la question dans l'article ci-dessous, publié par le *Rabotchi Pout*[1].

1 Après la fermeture de la *Pravda*, les bolcheviks avaient publié (et s'étaient vu successivement supprimer) plusieurs journaux : *Rabotchi i soldat* (Ouvrier et soldat), du 23 juillet au 9 août ; *Prolétarii* (Le Prolétaire) du 13 au 23 août ; Rabotchi (L'Ouvrier) du 25 goût au 2 septembre ; *Rabotchi Pout* (La Voie ouvrière), du 3 septembre jusqu'à la révolution d'Octobre.

L'épouvantail de la guerre civile[1]

Alarmée du refus des mencheviks et des s.-r. de faire coalition avec les cadets, – sans lesquels et même contre lesquels la démocratie pourra parfaitement bien constituer un gouvernement et diriger la Russie, – la bourgeoisie met tout en œuvre pour effrayer la démocratie.

« Effraye le plus possible ! » tel est le mot d'ordre de toute la presse bourgeoise. Effraye tant que tu pourras ! Mens, calomnie, mais effraye ! »

La Gazette de la Bourse[2] cherche à effrayer par des informations controuvées sur les menées bolcheviques. On répand le bruit de la démission d'Alexéiev et de la percée menaçante du front par les Allemands dans la direction de Pétrograd – comme si les faits n'avaient pas démontré que ce sont précisément les généraux « korniloviens » (dont est certainement Alexéiev[3]) qui n'hésitent pas à ouvrir le front aux Allemands en Galicie, devant Riga[4] et devant Pétrograd et suscitent dans l'armée la haine la plus violente contre le G. Q. G.

---

1 *Œuvres complètes*, première édition russe, tome XIV, deuxième partie, p. 113-125

2 Le grand journal d'information de Pétrograd.

3 Pendant toute la crise, le général Alexéiev avait tenté une conciliation entre Kornilov et le gouvernement provisoire ; ensuite il menaça de ne pas accepter le poste de chef d'état-major général si le nouveau cabinet ne comprenait pas de ministre cadet ; il fut d'ailleurs relevé de ses fonctions le 1er septembre.

4 Il est vraisemblable que la chute de Riga fut due à l'incapacité ou à la volonté de l'état-major ; les troupes se battirent vaillamment, comme le reconnut alors entre autres le journaliste bourgeois Naudeau.

C'est en alléguant le danger de « guerre civile » que l'on s'efforce de donner la forme la plus consistante et la plus convaincante à ce moyen d'intimidation de la démocratie. De toutes les méthodes d'intimidation, celle qui consiste à agiter l'épouvantail de la guerre civile est en effet la plus répandue. Voici comment cette idée, extrêmement courante dans les milieux petits-bourgeois, est exprimée par le comité du parti de la Liberté populaire[1] à Rostov-sur-Don dans sa résolution du 1er septembre (*Rietch*, n° 210) :

« *Considérant que la guerre civile peut balayer toutes les conquêtes de la révolution et noyer dans des flots de sang notre jeune liberté non encore affermie, le Comité estime nécessaire, pour le salut des conquêtes de la révolution, d'élever une protestation énergique contre la tendance à l'approfondissement de la révolution, dictée par d'irréalisables utopies socialistes...* »

Nous voyons ici, exprimée sous sa forme la plus claire, la plus nette, la plus réfléchie et la plus circonstanciée, l'idée fondamentale qui apparaît un nombre incalculable de fois dans les éditoriaux de la *Rietch*, dans les articles de Plékhanov et de Potressov, dans les éditoriaux des journaux mencheviques, etc. Il ne sera donc pas inutile de nous arrêter quelque peu sur cette idée.

Essayons d'examiner la question de la guerre civile le plus concrètement possible, sur la base de l'expérience des six mois de notre révolution.

Cette expérience, qui est entièrement conforme à celle de toutes les révolutions européennes depuis la fin du XVIIIe siècle, nous montre que la guerre civile est la forme la plus aiguë de la lutte de classe, qui après une série de collisions et de batailles économiques et politiques de plus en plus nombreuses et violentes, se transforme fatalement en une lutte armée de deux classes l'une

1 Nom pris par le Parti cadet après la révolution de mars.

contre l'autre. Ce que l'on observe le plus fréquemment ou même, peut-on dire, exclusivement, dans les pays tant soit peu avancés, c'est la guerre civile entre les classes dont l'antagonisme est engendré et accentué par tout le développement économique du capitalisme, par toute l'histoire de la société moderne dans le monde entier, c'est-à-dire entre la bourgeoisie et le prolétariat.

Ainsi, durant les six mois écoulés de notre révolution, nous avons eu, les 20-21 avril et les 3-4 juillet de très violentes explosions spontanées qui indiquèrent presque le commencement de la guerre civile par le prolétariat. L'insurrection de Kornilov était une conspiration militaire soutenue par les grands propriétaires fonciers et les capitalistes et dirigée par le Parti cadet ; cette conspiration a amené le début effectif de la guerre civile, commencée cette fois par la bourgeoisie.

Tels sont les faits. Telle est l'histoire de notre révolution. Or, c'est dans cette histoire principalement que nous devons puiser des renseignements, c'est à son développement et à sa signification sociale que nous devons surtout réfléchir.

Essayons de comparer les commencements de la guerre civile prolétarienne et les commencements de la guerre civile bourgeoise en Russie aux points de vue : 1° de la spontanéité du mouvement ; 2° de ses buts ; 3° de la conscience des masses participantes ; 4° de la force du mouvement ; 5° de sa ténacité. Nous estimons que si tous les partis qui maintenant brandissent à tort et à travers les mots de « guerre civile » posaient ainsi la question et tentaient d'étudier sérieusement les débuts de guerre civile, la conscience que la révolution russe a d'elle-même y gagnerait énormément.

Commençons par la spontanéité. Sur les journées des 3-4 juillet, nous avons les déclarations de témoins comme la *Rabotchaïa Gazéta* mencheviste et le *Diélo Naroda* socialiste-révolutionnaire qui ont reconnu le

caractère spontané du mouvement. J'ai rapporté ces déclarations dans un article du *Prolétarskoïé Diélo*, qui a paru ensuite en feuille détachée, sous le titre de « Réponse aux calomniateurs[1] ». Mais, pour des raisons parfaitement compréhensibles, les mencheviks et les s.-r., qui se défendent d'avoir participé aux poursuites exercées contre les bolcheviks, continuent à nier la spontanéité de l'explosion des 3-4 juillet.

Laissons de côté pour le moment ce qui est contestable, ne gardons que ce qui est incontestable. La spontanéité du mouvement des 20-21 avril n'est contestée par personne. À ce mouvement spontané adhéra le Parti bolchevique, avec sa formule « Tout le pouvoir aux soviets ! », adhéra tout à fait indépendamment de lui feu Linde[2] qui fit descendre dans la rue 30 000 soldats en armes, prêts à arrêter le gouvernement provisoire. (Soit dit en passant, ce fait de l'intervention des troupes n'a pas été suffisamment tiré au clair. Quand on y réfléchit, quand on relie le 20 avril au cours historique des événements, c'est-à-dire lorsqu'on le considère comme un anneau de la chaîne qui va du 28 février au 29 août, il apparaît

1 *La Rabotchaïa Gazéta*, organe du Parti menchevique, avait publié un récit des journées de juillet d'où il ressortait que la foule était au comble de l'exaspération, criait : « À mort Kérenski », etc., et que les bolcheviks seuls la contenaient. Le *Diélo Naroda*, organe du Parti socialiste-révolutionnaire, avait reconnu que, le 2 juillet, les orateurs bolcheviques avaient tout fait pour empêcher les régiments de sortir dans la rue. Lénine utilisa ces témoignages non suspects dans sa « Réponse aux calomniateurs », imprimée dans le *Proletarskoïe Diélo*, journal des bolcheviks de Cronstadt faisant suite à la *Kronstadtskaïa Pravda* supprimée par Kérenski (Réponse non reproduite dans les *Œuvres complètes*), et dans sa « Réponse au procureur près la Cour d'Appel de Pétrograd », imprimée dans le *Rabotchi i Soldat* (Ouvrier et soldat) des 26 et 27 juillet.

2 Linde était le soldat qui, le 20 avril, conduisit les régiments de Finlande et de Moscou avec le 184e cerner le palais Marie où siégeait le gouvernement.

clairement que les bolcheviks ont péché alors par insuffisance d'esprit révolutionnaire, et non par excès, comme les philistins ne cessent de les en accuser.)

Ainsi donc, la spontanéité d'un mouvement qui amena le prolétariat sur le seuil de la guerre civile est indubitable. Quant à l'insurrection de Kornilov, elle ne présente rien qui ressemble même de loin à de la spontanéité : ce n'était qu'un complot de généraux qui espéraient entraîner à leur suite une partie des troupes par la tromperie[1] et par le prestige de l'autorité.

Que la spontanéité d'un mouvement décèle sa profondeur dans les masses, la solidité de ses racines, l'impossibilité de le supprimer, c'est incontestable. Fondement de la révolution prolétarienne, manque de fondement de la contre-révolution bourgeoise : voilà ce que nous montre les faits, considérés du point de vue de la spontanéité...

Passons aux buts. Le mouvement des 20-21 avril se rapprochait extrêmement des mots d'ordre bolchevistes ; celui des 3-4 juillet surgit sous leur influence et leur direction immédiate. Dictature du prolétariat et des paysans pauvres, proposition immédiate et conclusion de la paix, confiscation des terres des grands propriétaires ; tels sont les principaux buts de la guerre civile prolétarienne, et ces buts, le Parti bolchevique les énonçait ouvertement, et d'une façon on ne peut plus précise, dans sa presse et dans sa propagande orale.

En ce qui concerne les buts de Kornilov et de ses partisans, nous savons tous, et personne dans la démocratie ne le niera, qu'ils consistaient dans la dictature des seigneurs terriens et de la bourgeoisie, la dissolution des soviets et la restauration de la monarchie. Le Parti cadet, principal parti kornilovien (à propos, il ne serait pas mal

1 Le commandement supérieur avait fait courir le bruit que Pétrograd était mis à feu et à sang par les bolcheviks. Le fait a été reconnu par le général Krasnov, qui commandait le corps de cavalerie envoyé contre Pétrograd, dans ses Mémoires.

du tout de lui donner maintenant ce nom : « parti kornilovien »), qui possède une presse et des moyens d'agitation supérieurs à ceux des bolcheviks, ne s'est jamais risqué et ne se risque par encore à parler ouvertement au peuple ni de la dictature de la bourgeoisie, ni de la dissolution des soviets, ni en général des buts des partisans de Kornilov.

Du point de vue des objectifs, les faits montrent que la guerre civile prolétarienne peut étaler sans crainte ses buts finals devant le peuple, sûre d'attirer par là les sympathies des travailleurs, tandis que ce n'est qu'en dissimulant les siens que la guerre civile bourgeoise peut essayer d'entraîner à sa suite une partie des masses. D'où une énorme différence dans le degré de conscience des masses, ici et là.

Les seules données objectives que l'on ait sur cette question sont fournies par l'effectif des partis et par les élections. Il n'existe pas, semble-t-il, d'autres indices permettant de juger exactement de la conscience des masses. Le mouvement prolétarien révolutionnaire est dirigé par le Parti bolchevique et le mouvement bourgeois contre-révolutionnaire par le Parti cadet : la chose est claire, et personne ne songera à la nier, après une demi-année de révolution. Trois comparaisons basées sur les faits vont nous permettre de jeter quelque lumière sur la question de la conscience des masses.

Tout d'abord, les élections. Comparées aux élections de mai aux municipalités de quartier, les élections d'août à la Douma centrale accusent une diminution sensible des voix accordées aux cadets et une augmentation énorme du nombre des voix obtenues par les bolcheviks[1]. La presse cadette reconnaît que, là où sont rassem-

1 Les 27-29 mai, les cadets avaient eu 185 sièges sur 801 ; le 20 août, 42 sur 200 ; ils perdaient 90 000 voix environ. Les bolcheviks, avec 180 000 voix, passaient de 22 % à 33 % des

blées des masses d'ouvriers ou de soldats, se manifeste, en règle générale, la force du bolchevisme.

En second lieu, les données relatives aux partis. Étant donné l'absence de toute statistique sur l'effectif des partis, la fréquentation des assemblées, etc., la participation des masses aux partis ne peut être mesurée que d'après les résultats des collectes pécuniaires faites en leur faveur. Ces résultats montrent l'héroïsme extraordinaire et général des ouvriers bolcheviques, qui ont rassemblé des sommes relativement considérables pour la *Pravda*, pour les journaux suspendus ou supprimés, etc. Nous avons toujours publié les comptes rendus de nos collectes[1]. Chez les cadets, nous ne voyons rien de semblable : ce sont manifestement les apports des riches qui alimentent leur parti. Chez eux, pas trace d'une aide active des masses.

Enfin, la comparaison des mouvements des 20-21 avril et des 3-4 juillet d'une part, et de l'équipée de Kornilov d'autre part, nous montre que, dans la guerre civile, les bolcheviks indiquent toujours ouvertement aux masses leur ennemi : la bourgeoisie, les grands propriétaires fonciers et les capitalistes. Au contraire, les troupes qui suivaient Kornilov avaient été trompées au sens littéral du mot, et cette tromperie a été percée à jour dès la première rencontre de la « division sauvage » et des autres échelons de Kornilov avec les Pétersbourgeois.

Voyons maintenant ce que disent les données sur la force du prolétariat et de la bourgeoisie dans la guerre civile. La force des bolcheviks consiste dans le nombre des prolétaires, dans leur degré de conscience, dans les sympathies des « couches inférieures » (c'est-à-dire des

suffrages et remportaient ainsi, six semaines après la défaite de juillet, une retentissante victoire.

1 En mai et juin, la souscription ouverte par la *Pravda* pour acheter une imprimerie de la *Pravda* donna environ 200 000 roubles. De même à Moscou pour le *Social-Démocrate*.

ouvriers et des paysans pauvres) socialistes-révolutionnaires et menchevistes pour les mots d'ordre bolchevistes. Ce sont ces mots d'ordre qui, les 20-21 avril, le 18 juin et les 3-4 juillet, ont entraîné, à Pétrograd, la majorité des masses révolutionnaires agissantes. C'est un fait.

En outre, la comparaison des données fournies par ces mouvements de masses avec celles qui concernent les élections confirme entièrement, pour la Russie, cette observation très souvent faite en Occident : la force du prolétariat révolutionnaire, au point de vue de l'influence sur les masses et de leur entraînement à la lutte, est incomparablement plus grande dans la lutte extra-parlementaire que dans la lutte parlementaire. C'est là une observation très importante dans la question de la guerre civile.

Il est facile de comprendre pourquoi toutes les conditions et toutes les circonstances de la lutte parlementaire et des élections ne permettent pas aux classes opprimées de déployer toute la force qu'elles peuvent manifester effectivement dans la guerre civile.

La force des cadets et des korniloviens est celle de la richesse. Le capital et l'impérialisme anglo-français sont pour les cadets et pour Kornilov, cela est démontré par la presse et par toute une série d'interventions politiques[1]. Il est notoire que toute la « droite » de la conférence de Moscou (12-14 août) était enragée pour Kornilov et Kalédine[2]. Il est notoire que la presse bourgeoise française et

1 L'ambassadeur d'Angleterre, Buchanan, remit le 28 août au gouvernement provisoire, au nom des représentants alliés, une déclaration où ils rappelaient que leur devoir était *« le maintien de l'unité de toutes les forces de la Russie pour assurer la continuation victorieuse de la guerre »*. Les représentants civils et militaires alliés réservaient leurs sympathies à Kornilov, tout en redoutant son échec qui accélérerait encore la désorganisation de l'armée. Des officiers anglais participaient à l'équipée.

2 On remarqua que la conférence de Moscou (voir l'introduction à l'article précédent) se divisa en deux parties bien

anglaise « aidait » Kornilov. Certains indices permettent d'affirmer que ce dernier était soutenu par les banques[1].

Toute la force de la richesse s'est dressée en faveur de Kornilov, et pourtant quel rapide et lamentable effondrement ! Outre les riches, il n'est que deux forces sociales sur lesquelles puissent s'appuyer les korniloviens : la « division sauvage[2] » et les Cosaques. La première n'est que la force de l'ignorance et de la tromperie. Cette force est d'autant plus terrible que la bourgeoisie détient une plus grande partie de la presse. Après avoir vaincu dans la guerre civile, le prolétariat détruirait du coup et radicalement cette source de force.

En ce qui concerne les Cosaques, nous sommes en présence d'une couche de la population composée de petits, moyens et grands propriétaires fonciers (l'étendue moyenne des propriétés cosaques est de 50 hectares environ) d'une des régions éloignées de la Russie et qui ont conservé dans leur vie, leur économie et leurs mœurs bien des traits moyenâgeux. Les Cosaques peuvent former la base sociale et économique d'une Vendée russe[3].

---

tranchées : la droite, qui applaudissait frénétiquement des discours de combat comme ceux de Kornilov et de Kalédine, et la gauche, qui restait obstinément muette à ces manifestations de patriotisme.

1 En tout cas, le 28 août, la Bourse accueillit la nouvelle de la révolte de Kornilov par une hausse de toutes les valeurs.

2 Division de cavalerie caucasienne, formée de montagnards, naturellement belliqueux et aveuglément dévoués à leurs chefs, tant qu'ils ne les eurent pas trompés.

3 Les Cosaques formaient toute une catégorie de la population : astreinte au service militaire dans la cavalerie et faisant elle-même les frais de son équipement, elle jouissait par contre de privilèges fiscaux et d'une certaine autonomie administrative qui l'isolaient du reste des habitants et dont elle était extrêmement jalouse. De là, chez les vieux Cosaques surtout, un traditionalisme farouche. Depuis le début du XIXe siècle, le gouvernement tsariste avait formé parmi les Cosaques une noblesse d'officiers parmi laquelle se recrutait l'administration locale.

Mais qu'ont montré les faits relatifs au mouvement Kornilov-Kalédine ? Quoique soutenu par Goutchkov, Milioukov, Riabouchinski[1] et consorts, Kalédine lui-même, le « chef bien-aimé », n'a pu déclencher un mouvement de masses ! Et pourtant, il allait en ligne droite, à la guerre civile, beaucoup « plus directement » que les bolcheviks ! Il « allait soulever le Don », et pourtant il n'a soulevé aucun mouvement de masses dans « son » pays, dans ce pays cosaque complètement isolé de la démocratie russe[2]. Bien au contraire, des explosions révolutionnaires spontanées se produisent parmi le prolétariat, au centre même de l'influence et de la force de la démocratie russe antibolcheviste.

Nous n'avons pas de données objectives sur l'attitude des diverses couches et groupements économiques des Cosaques envers la démocratie et le régime Kornilov. Nous savons seulement, par certains indices, que la majorité des Cosaques pauvres et moyens sont plutôt portés vers la démocratie, et que seuls les officiers et les Cosaques les plus riches sont entièrement korniloviens.

Quoi qu'il en soit, il est historiquement démontré, après l'expérience du 26 au 31 août, que le mouvement cosaque en faveur de la contre-révolution bourgeoise est extrêmement faible.

Reste une dernière question : celle de la ténacité du mouvement. Pour ce qui est du mouvement prolétarien

1 Riabouchinski, le plus gros capitaliste de Moscou, propriétaire de fabriques textiles, de banques et de journaux, un des dirigeants du mouvement bourgeois de Moscou, prenait part à toutes les manifestations contre-révolutionnaires. Kornilov lui avait demandé par télégramme son concours.

2 Kalédine, après l'échec de la tentative de Kornilov, s'était rendu dans le Don. Le « gouvernement de l'armée du Don » refusa de le livrer à Kérenski, qui réclamait son arrestation, et ne cacha pas à ce sujet son hostilité contre le gouvernement provisoire. Mais il n'y eut pas, à cette époque, de mouvement parmi le gros des Cosaques.

révolutionnaire bolcheviste, il est prouvé que ses adversaires, durant les six mois d'existence du régime républicain, ont mené contre lui la lutte sur le terrain des idées avec une énorme supériorité d'organes de presse et de moyens d'agitation (plus une campagne de calomnies qu'il est un peu risqué de comprendre dans la lutte d'idées), et surtout par la voie des répressions : arrestations par centaines, mise à sac de notre imprimerie centrale, fermeture de notre organe central et de nos autres journaux[1]. Le résultat, le voici : renforcement formidable du bolchevisme aux élections du mois d'août à Pétrograd, renforcement des tendances internationalistes et « de gauche », se rapprochant du bolchevisme, au sein des partis socialiste-révolutionnaire et menchevique. Ainsi donc, la ténacité du mouvement prolétarien révolutionnaire dans la Russie républicaine est très grande. Les faits prouvent que les efforts réunis des cadets, des s.-r. et des mencheviks n'ont pas réussi à l'affaiblir. Au contraire, la coalition des korniloviens avec la « démocratie » n'a fait que renforcer le bolchevisme. En dehors de la lutte d'idées et des répressions, il ne saurait y avoir d'autres moyens de combattre la tendance révolutionnaire prolétarienne.

Nous n'avons pas encore de données sur la ténacité du mouvement cadet-kornilovien. Les cadets n'ont pas connu la persécution. Goutchkov lui-même a été relâché ; on n'a pas même arrêté Maklakov et Milioukov[2]. La

1 Après les journées de juillet, furent arrêtés entre autres Trotsky, Kaménev, Lounatcharski, Kollontaï, Raskolnikov, etc. La *Pravda* fut fermée le 5 juillet, puis la *Pravda des Tranchées* de Riga, le journal bolcheviste de Cronstadt, etc. La campagne de calomnies, lancée par Bourtsev aux frais des missions alliées, consistait à représenter les bolcheviks comme des agents allemands.

2 Les bolcheviks réclamaient l'arrestation des chefs de la contre-révolution bourgeoise : Rodzianko, Milioukov, Goutchkov, Riabouchinski, etc. Kérenski fit en effet arrêter Goutchkov, mais le relâcha presque aussitôt, le 1er septembre.

Rietch n'a pas été fermée. On épargne les cadets. Le gouvernement Kérenski est aux petits soins pour les cadets et les korniloviens. Admettons que les Riabouchinski anglo-français et russes versent encore aux cadets, à l'*Edinstvo*[1], au *Dién*[2], des millions et des millions pour une nouvelle campagne électorale, cela augmenterait-il le nombre de leurs voix maintenant, après l'insurrection de Kornilov ? C'est peu probable. À en juger par les réunions et le reste, il est presque certain que le nombre de leurs partisans resterait le même.

❖ ❖ ❖

Le bilan des résultats de notre comparaison nous amène à cette conclusion que le commencement de la guerre civile par le prolétariat a démontré la force, la conscience, le fondement, la croissance et l'organisation du mouvement. Au contraire, le commencement de la guerre civile par la bourgeoisie n'a révélé aucune force, aucune conscience de masses, aucun fondement, aucune chance de victoire.

L'alliance des cadets avec les s.-r. et les mencheviks contre les bolcheviks, c'est-à-dire contre le prolétariat révolutionnaire, a été expérimentée pratiquement pendant plusieurs mois, et cette alliance des korniloviens, temporairement réduits au silence, avec la « démocratie » a provoqué en réalité non pas l'affaiblissement, mais le renforcement des bolcheviks, le krach de la « coalition », le renforcement de l'opposition de « gauche » même chez les mencheviks.

1 Organe de Plékhanov.

2 Organe des libéraux « socialistes » fondé à Pétrograd vers la fin de 1916 et subventionné par la haute finance. Potressov y écrivait. Sa position ne se distinguait guère de celle de la Rietch. Il arborait chaque jour cette manchette : « Hors de la coalition, pas de salut ! »

L'alliance des bolcheviks avec les s.-r. et les mencheviks contre les cadets, contre la bourgeoisie, n'a pas encore été expérimentée. Ou, pour parler plus exactement, elle n'a été expérimentée que sur un front, pendant cinq jours, du 26 au 31 août, lors de l'affaire Kornilov, et elle a apporté la plus complète des victoires, obtenue avec une facilité sans exemple dans une autre révolution sur la contre-révolution ; elle a infligé une défaite si écrasante à la contre-révolution de la bourgeoisie, des propriétaires fonciers, des capitalistes, de l'impérialisme allié et des cadets que la guerre civile entreprise par la bourgeoisie a été arrêtée dès son début, écrasée dans l'œuf, anéantie sans coup férir.

Devant ce fait historique, toute la presse bourgeoise avec tous ses auxiliaires (les Plékhanov, les Potressov, les Brechko-Brechkovskaïa[1] et autres) ne cesse de clamer qu'une alliance des bolcheviks avec les mencheviks et les s.-r. « menace » la Russie des horreurs de la guerre civile !…

Ce serait ridicule si ce n'était pas si triste. Ce qui est triste, c'est qu'une absurdité aussi évidente, aussi révoltante, aussi criante, un tel dédain des faits, un tel mépris de toute l'histoire de notre révolution puisse encore trouver créance... Cela prouve l'extrême diffusion (inévitable tant que la presse sera monopolisée par la bourgeoisie) du mensonge bourgeois, mensonge intéressé qui étouffe, qui noie les enseignements les plus incontestables et les plus tangibles de la révolution[2].

1 Brechkovskaïa, surnommée « la grand-mère de la révolution russe » à cause de son passé révolutionnaire, fut ramenée de Sibérie en mars 1917 et se plaça à la droite du Parti socialiste-révolutionnaire, défendant la guerre et la coalition avec la bourgeoisie. Elle avait son journal, la *Volia Naroda* (Volonté du Peuple), opposé au *Diélo Naroda* de Tchernov.

2 À cette époque, Lénine est très préoccupé par le problème de la presse. Dans un article publié le 15 septembre, il s'étonne que les journaux bourgeois dominent de beaucoup par leur tirage,

S'il est dans la révolution une leçon absolument incontestable, rigoureusement prouvée par les faits, c'est que seule l'alliance des bolcheviks avec les s.-r. et les mencheviks, seule la transmission immédiate de tout le pouvoir aux soviets rendrait la guerre civile impossible. La bourgeoisie ne pourrait même songer à partir en guerre contre cette alliance, contre les soviets des députés ouvriers, soldats et paysans, car cette « guerre » n'irait même pas jusqu'à une bataille ; après l'aventure de Kornilov, la bourgeoisie ne trouverait même pas une seconde « division sauvage », même pas autant d'échelons cosaques à mener contre le gouvernement des soviets.

Le développement pacifique d'une révolution quelconque est, en général, chose extrêmement rare et difficile, car la révolution est le point culminant des antagonismes de classes exaspérés ; mais dans un pays paysan, où l'alliance du prolétariat et des paysans peut donner aux masses épuisées par la plus injuste et la plus criminelle des guerres la paix et aux paysans toute la terre, dans un tel pays, à un moment historique aussi exceptionnel, le développement pacifique de la révolution serait possible et probable si tout le pouvoir était remis aux soviets. Au sein des soviets, la lutte des partis pour le pouvoir peut se développer pacifiquement, à condition que ces soviets soient pleinement démocratiques, qu'ils renoncent à donner des entorses aux principes démocratiques, comme par exemple d'octroyer aux soldats un représentant pour 500 électeurs et aux ouvriers un pour 1 000[1]. Dans une république démocratique, ces accrocs aux principes sont condamnés à disparaître.

---

alors qu'aux élections l'énorme majorité des voix va aux partis de la démocratie. Il réclame, pour arracher la presse aux puissances d'argent, le monopole d'État sur les annonces privées de tous les journaux.

1 Règlement admis dès la formation du soviet de Pétrograd : un député par compagnie ou par mille ouvriers. Maintes fois,

Contre les soviets qui donneraient sans indemnité toute la terre aux paysans et proposeraient une paix équitable à tous les peuples, aucune alliance de la bourgeoisie anglo-française et russe, des Kornilov, des Buchanan[1], des Riabouchinski et des Milioukov avec les Plékhanov et les Potressov ne pourrait rien : une telle alliance serait absolument impuissante.

Certes, la bourgeoisie s'opposerait à la transmission sans indemnité de la terre aux paysans, aux transformations analogues dans les autres domaines, à une paix équitable et à la rupture avec l'impérialisme. Mais pour que cette résistance allât jusqu'à la guerre civile, il faudrait des masses capables de guerroyer contre les soviets et de les vaincre. Or ces masses, la bourgeoisie ne les a pas, et elle n'a pas où les prendre. Plus les soviets se saisiront rapidement et résolument du pouvoir, plus vite se dissocieront les « divisions sauvages » et cosaques, plus vite elles se scinderont en une minorité infime de korniloviens conscients et une immense majorité de partisans du bloc démocratique et socialiste des ouvriers et des paysans (car il s'agira alors de socialisme).

La résistance de la bourgeoisie, après la prise du pouvoir par les soviets, aura pour résultat que chaque capitaliste sera « observé », surveillé, contrôlé, mis en carte par des dizaines et des centaines d'ouvriers et de paysans, dont l'intérêt sera d'empêcher la tromperie du peuple par les capitalistes. Les formes et les moyens de cet enregistrement et de ce contrôle ont été élaborés et simplifiés par le capitalisme lui-même, par ces créations du capitalisme que sont les banques, les grandes usines, les cartels, les chemins de fer, les P. T. T., les sociétés de consommation et les syndicats. Il suffira aux soviets de punir de la

---

mais toujours en vain, les social-démocrates, même mencheviques, essayèrent de faire disparaître cette anomalie.

1 Ambassadeur d'Angleterre en Russie.

confiscation de tous leurs biens ou d'un emprisonnement de courte durée les capitalistes qui se refuseront à rendre des comptes ou continueront à tromper le peuple, pour briser sans effusion de sang toute résistance. Car c'est précisément au moyen des banques, qui seront nationalisées, des associations d'employés et de fonctionnaires, de la poste, des sociétés de consommation et des syndicats, que le contrôle et l'enregistrement deviendront universels, tout-puissants, omniprésents, invincibles [1].

Les soviets, les ouvriers et les paysans pauvres de Russie ne sont pas seuls dans cette marche vers le socialisme. Si nous étions seuls, nous n'en viendrions pas à bout pacifiquement, car c'est à proprement parler une tâche internationale. Mais nous avons une réserve puissante dans l'armée des ouvriers les plus avancés des autres pays : la rupture de la Russie avec l'impérialisme et la guerre impérialiste accélérera fatalement partout la maturation de la révolution ouvrière et socialiste.

❖ ❖ ❖

On parle des « flots de sang » de la guerre civile. Cette phrase, nous l'avons lue dans la résolution déjà citée des cadets-korniloviens. Elle est répétée sur tous les tons par tous les bourgeois et tous les opportunistes. Après l'insurrection de Kornilov, elle n'excite et ne peut exciter que le rire chez tous les ouvriers conscients.

Mais, dans la période actuelle de guerre, la question de l'effusion de sang doit être posée sur le terrain de l'évaluation approximative des forces, du calcul des conséquences et des résultats ; elle doit être prise au sérieux, et non comme une phrase vide de sens, comme une simple hypocrisie des cadets, qui ont tout fait pour permettre à Kornilov d'inonder la Russie de « sang » afin

1 On retrouvera prochainement ces idées sous la plume de Lénine dans la brochure *Les bolcheviks garderont-ils le pouvoir ?*

de restaurer la dictature de la bourgeoisie, le pouvoir des grands propriétaires fonciers et la monarchie.

Des « flots de sang », nous dit-on. Examinons ce côté-là aussi de la question.

Admettons que les mencheviks et les s.r. restent dans leurs perpétuelles hésitations, qu'ils ne remettent pas le pouvoir aux soviets et ne renversent pas Kérenski, qu'ils rétablissent, sous une forme à peine différente, l'ancien compromis pourri avec la bourgeoisie (en lâchant, par exemple, les cadets pour les korniloviens « sans parti[1] »), qu'ils ne remplacent pas l'appareil actuel du pouvoir par l'appareil soviétiste, qu'ils ne proposent pas la paix, qu'ils ne rompent pas avec l'impérialisme et ne confisquent pas les terres des grands propriétaires. Admettons cette issue aux hésitations actuelles des s.-r. et des mencheviks, cette issue au mois de septembre.

L'expérience de notre révolution montre clair comme le jour qu'un tel état de choses aurait pour résultat d'affaiblir encore davantage les s.-r. et les mencheviks, de les détacher de plus en plus des masses, de porter à son comble l'indignation et la colère de ces dernières et d'accroître considérablement leur sympathie pour le prolétariat révolutionnaire, pour les bolcheviks.

Le prolétariat de la capitale serait alors plus près que maintenant de la Commune, de l'insurrection ouvrière, de la conquête du pouvoir, de la guerre civile sous sa forme la plus haute et la plus décisive : après l'expérience des 20-21 avril et des 3-4 juillet, ce résultat doit être considéré comme historiquement inévitable.

Des « flots de sang », crient les cadets. Mais ces « flots de sang » donneraient la victoire au prolétariat et aux paysans pauvres, et cette victoire aurait

1 Le 9 septembre, le comité central menchevique avait décidé de réclamer un pouvoir comprenant des « représentants des classes censitaires », c'est-à-dire des bourgeois n'appartenant pas au Parti cadet.

quatre-vingt-dix-neuf chances sur cent de substituer la paix à la guerre impérialiste, c'est-à-dire de conserver la vie à des centaines de milliers d'hommes qui versent maintenant leur sang pour résoudre la question du partage des bénéfices et des conquêtes territoriales[1] (annexions) des capitalistes. Si le mouvement des 20-21 avril s'était terminé par la remise de tout le pouvoir aux soviets et avait donné, dans ces derniers, la victoire aux bolcheviks alliés aux paysans pauvres, cette opération, à supposer même qu'elle eût fait couler des « flots de sang », aurait sauvé la vie du demi-million de soldats que nous ont certainement coûté les combats du 19 juin.

C'est le calcul que font et que feront tous les ouvriers et soldats conscients, lorsqu'ils aborderont sérieusement la question de la guerre civile autour de laquelle on fait maintenant tant de bruit ; et certes, ces ouvriers et soldats, qui ont acquis une certaine expérience et pris l'habitude de la réflexion, ne se laisseront pas effrayer par les clameurs de gens, de partis et de groupes qui parlent de « flots de sang », alors qu'ils se préparent eux-mêmes à sacrifier encore des millions de soldats russes pour Constantinople, pour Lvov, pour Varsovie, pour « la victoire sur l'Allemagne ».

Tous les « flots de sang » que provoquerait une guerre civile ne sauraient, même de loin, soutenir la comparaison avec les mers de sang que les impérialistes russes ont versées depuis le 19 juin (malgré les chances considérables qu'ils avaient d'éviter ces hétacombes en transmettant le pouvoir aux soviets).

Pendant la guerre, Messieurs Milioukov, Potressov, Plékhanov, soyez un peu plus prudents dans votre argumentation contre les « flots de sang » de la guerre civile, car les soldats connaissent et ont vu des mers de sang.

1 Lénine explique le mot d'« annexion », qui n'est pas russe.

Maintenant, en 1917, dans la quatrième année d'une guerre effroyable et criminelle qui a épuisé tous les peuples, la situation internationale de la révolution russe est telle que la proposition d'une paix équitable, faite par un prolétariat sorti victorieux de la guerre civile, aurait quatre-vingt-dix-neuf chances sur cent d'aboutir à l'armistice et à la paix, sans verser encore des mers de sang.

En effet, l'union des impérialismes rivaux, anglo-français et germanique, contre une république prolétarienne socialiste de Russie est pratiquement irréalisable ; quant à l'union contre nous des impérialismes anglais, japonais et américain, elle est presque impossible et, en tout cas, n'est nullement redoutable, vu la situation géographique de la Russie. En outre, l'existence de masses prolétariennes révolutionnaires et socialistes au sein de tous les États européens est un fait, la croissance et l'inéluctabilité de la révolution socialiste universelle sont hors de doute, et certes, ce n'est pas par des délégations et des conférences de Stockholm avec des Plékhanov et des Tsérételli étrangers que l'on peut aider sérieusement la révolution, mais seulement par la marche en avant de la révolution russe.

Les bourgeois parlent de la défaite inévitable de la Commune, c'est-à-dire du prolétariat, s'il s'emparait du pouvoir.

Affirmations mensongères, dictées par l'intérêt de classe.

Le pouvoir une fois conquis, le prolétariat russe a toutes chances de le conserver et de conduire la Russie jusqu'au triomphe de la révolution en Occident.

Car, en premier lieu, nous avons beaucoup appris depuis la Commune, et nous ne répéterions pas les fautes fatales qu'elle a commises. Nous ne laisserions pas la Banque aux mains de la bourgeoisie, nous ne nous bornerions pas à nous défendre contre nos versaillais (les korniloviens), nous prendrions l'offensive et les écraserions.

En second lieu, le prolétariat victorieux donnera à la Russie la paix. Après toutes les horreurs de cette extermination méthodique des peuples qui dure depuis plus de trois ans, aucune force ne sera en état de renverser le gouvernement de la paix, le gouvernement de la paix honnête, sincère, équitable.

En troisième lieu, le prolétariat victorieux donnera immédiatement aux paysans la terre sans indemnité. Et l'immense majorité de la classe paysanne, fatiguée, exaspérée des coquetteries que fait aux grands propriétaires notre gouvernement, et particulièrement le « gouvernement de coalition », le gouvernement Kérenski, soutiendra entièrement, héroïquement et par tous les moyens le prolétariat victorieux.

Vous parlez sans cesse des « efforts héroïques » du peuple, messieurs les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires. Je viens de rencontrer ces jours-ci, pour la nième fois, cette phrase dans l'éditorial de nos *Izvestia* du comité central exécutif [1]. Ce n'est chez vous qu'une phrase. Mais les ouvriers et les paysans qui la lisent y réfléchissent, et chacune de leurs réflexions, fortifiées par l'expérience de l'aventure Kornilov, par « l'expérience » du ministère Piéchékhonov, par les « expériences » du ministère Tchernov[2], et ainsi de suite, chacune de leurs réflexions, dis-je, les amène inévitablement à cette conclusion : cet « effort héroïque » n'est pas autre chose que la confiance des paysans pauvres envers les ouvriers des villes, qu'ils considèrent comme leurs alliés et leurs guides les plus sûrs. Cet effort héroïque n'est pas autre

1 Les *Izvestia*, organe officiel du comité central exécutif, étaient encore entre les mains de Dan.

2 Piéchékhonov, socialiste-populiste, était ministre de l'Approvisionnement, qui précisément laissait fort à désirer. Tchernov, comme ministre de l'Agriculture, n'avait pu faire aboutir qu'une seule mesure, l'interdiction des transactions sur la terre.

chose que la victoire du prolétariat russe sur la bourgeoisie dans la guerre civile, car seule cette victoire mettra fin aux torturantes hésitations, seule elle fournira une issue à la situation, seule elle donnera la terre, elle donnera la paix.

Si l'alliance des ouvriers des villes avec les paysans pauvres est réalisable par la remise immédiate du pouvoir aux soviets, tant mieux ! Les bolcheviks feront tout pour assurer cette possibilité de développement pacifique à la révolution. Sinon, la Constituante elle-même n'apportera pas le salut, car les s.-r. peuvent continuer dans son sein leur « jeu » de compromis avec les cadets, avec Brechko-Brechkovskaïa et Kérenski, qui ne valent pas mieux.

Si l'expérience de Kornilov n'a pas instruit la « démocratie », si elle persiste dans sa politique ruineuse d'oscillations et de conciliation, nous dirons : Rien n'est aussi fatal à la révolution prolétarienne que ces oscillations. Ne cherchez donc pas, messieurs, à nous effrayer par le spectre de la guerre civile : elle est inévitable si vous ne vous décidez pas à rompre sur-le-champ et définitivement avec les korniloviens et la « coalition » ; et cette guerre, qui se terminera par la victoire sur les exploiteurs et qui donnera la terre aux paysans et la paix aux peuples, ouvrira la voie de la révolution victorieuse du prolétariat socialiste du monde entier.

N. Lénine.

Rabotchi Pout, n° 12, 16 septembre 1917.

La conférence démocratique se réunit le 14 septembre, au lieu du 12. C'était une assemblée encore moins capable que la conférence d'État de répondre à son objet, constituer une autorité stable, puisque le gouvernement ne lui reconnaissait qu'une valeur consultative. Elle était loin de représenter seulement et complètement la population travailleuse, puisque les délégués des coopératives par exemple, ceux des municipalités, etc, étaient sous l'influence de la bourgeoisie et de son Parti cadet.

Aussi les bolcheviks, lors de la réunion préliminaire qui eut lieu au comité central exécutif, rappelèrent-ils que la seule assemblée capable de régler les problèmes du moment était le II^e^ congrès des soviets, dont la convocation avait été prévue pour cette date par le congrès de juin. Quelle serait leur attitude en face de la conférence démocratique? Parmi les dirigeants du parti, deux opinions se trouvèrent en présence. Les uns considéraient cette assemblée comme un simple obstacle au progrès de la révolution et voulaient ou bien n'y point entrer du tout, ou bien n'y paraître que pour en sortir démonstrativement à la première occasion: ainsi, le 15, le comité de Pétrograd incitait les ouvriers et les soldats à manifester leur hostilité à ce nouveau marchandage en envoyant des délégations exposer à la conférence leurs revendications; Trotsky aussi assignait comme programme à la fraction bolchevique d'obliger la conférence à refuser toute coalition avec les éléments censitaires et à se charger elle-même de l'organisation du pouvoir, première étape de la prise du pouvoir par les soviets. Mais l'opinion contraire, voyant dans la conférence une espèce de parlement démocratique qui caractériserait peut-être une période prolongée de la révolution avant l'avènement du prolétariat, était partisan d'une participation active. Cette seconde tendance l'emporta: aucune

manifestation n'eut lieu pendant la conférence, à laquelle les bolcheviks assistèrent jusqu'à la fin, sauf un court incident.

Lénine n'était pas là pour faire triompher toujours son avis : mais il ne manquait pas une occasion de l'exprimer par lettres. D'après lui, maintenant que les bolcheviks ont la majorité dans les soviets des deux capitales, « *ils peuvent et ils doivent prendre le pouvoir* », « *en proposant aussitôt la paix, en donnant aussitôt la terre aux paysans, en rétablissant... les libertés foulées aux pieds par Kérenski, les bolcheviks formeront un gouvernement que personne ne pourra renverser* » ; mais le moment presse, car Pétrograd peut être livré ; il ne faut pas attendre la Constituante (comme certains bolcheviks le proposaient), car la Constituante peut n'être pas réunie ; il faut profiter de la présence d'une centaine de bolcheviks à la conférence (ce qui constitue une espèce de congrès du parti) pour « mettre à l'ordre du jour l'insurrection à Pétrograd et à Moscou » : la victoire est certaine. Tel est le sens de la lettre que Lénine adresse au comité central et aux comités de Pétrograd et de Moscou. Il ajoutait : « *Se rappeler, bien approfondir les paroles de Marx sur l'insurrection : l'insurrection est un art.* »

Également la veille de la conférence, il développe ce précepte de Marx. C'est la lettre ci-dessous, retrouvée dans les archives du comité central et publiée pour la première fois dans les ***Œuvres complètes.***

Le marxisme et l'insurrection[1]

Lettre au comité central du Parti social-démocrate ouvrier de Russie (bolchevique)

Une des pires façons de dénaturer le marxisme, et peut-être la plus employée à cet effet par les partis « socialistes » dirigeants, est le mensonge opportuniste qui représente comme du « blanquisme » la préparation de l'insurrection, l'idée que l'insurrection doit être considérée comme un art[2].

Le grand pontife de l'opportunisme, Bernstein, s'est déjà acquis une triste célébrité en élevant contre le marxisme l'accusation de blanquisme, et en somme tous les opportunistes actuels qui crient au blanquisme ne renouvellent et n'enrichissent en rien ses maigres idées.

Accuser les marxistes de blanquisme parce qu'ils considèrent l'insurrection comme un art ! Est-il possible de dénaturer la vérité de façon plus révoltante, alors que, tout marxiste le sait, Marx lui-même s'est prononcé de la manière la plus précise, la plus exacte et la plus catégorique sur cette question, en nommant l'insurrection un « art », en déclarant qu'il faut traiter l'insurrection comme un art, qu'il faut remporter un premier succès et aller ensuite de succès en succès sans interrompre un

1 *Œuvres complètes*, première édition russe, tome XIV, deuxième partie, p. 135-140.

2 Lénine commente dans toute cette lettre un passage de *La révolution et la contre-révolution en Allemagne* qui est intégralement cité dans la post-face à sa brochure : *Les bolcheviks conserveront-ils le pouvoir ?* (voir dans le recueil *Sur la route de l'insurrection*, publié par la Librairie de *L'Humanité*).

instant l'offensive contre l'ennemi, en profitant de son désarroi...

Pour être entièrement victorieuse, l'insurrection doit s'appuyer non pas sur un complot, non pas sur un parti, mais sur la classe avancée. C'est là le premier point. L'insurrection doit s'appuyer sur l'élan révolutionnaire du peuple. Voilà le second point. L'insurrection doit éclater à l'apogée de la révolution ascendante, c'est-à-dire au moment où l'activité de l'avant-garde du peuple est la plus grande, où les oscillations parmi les ennemis de la révolution et parmi ses amis faibles et indécis sont le plus fortes. C'est là le troisième point. C'est par ces trois conditions qu'il met à l'insurrection que le marxisme se distingue du blanquisme.

Mais du moment que ces conditions existent, c'est trahir le marxisme et la révolution que de se refuser à considérer l'insurrection comme un art.

Pour prouver comment le moment présent oblige précisément le parti à reconnaître que l'insurrection est portée à l'ordre du jour par tout le cours des événements, et pour traiter l'insurrection comme un art, pour prouver cette vérité, le mieux sera d'employer la méthode de comparaison, de mettre en parallèle les journées des 3-4 juillet et les journées de septembre.

Les 3-4 juillet, on pouvait, sans pécher contre la vérité, faire ce raisonnement : il serait préférable de nous emparer du pouvoir, car si nous nous y refusons, cela n'empêchera pas nos ennemis de nous accuser de sédition et de nous traiter en factieux[1]. Mais, de cette considération, on ne pouvait logiquement conclure à l'obligation de prendre le pouvoir alors, car les conditions objectives du triomphe de l'insurrection faisaient défaut.

1 Le raisonnement était sans doute alors celui des bolcheviks les plus ardents, ceux de exemple de l'organisation militaire.

1. Nous n'avions pas encore pour nous la classe qui est l'avant-garde de la révolution. Nous n'avions pas encore la majorité parmi les ouvriers et les soldats des capitales. Maintenant nous l'avons dans les deux soviets[1]. Elle a été créée uniquement par les événements de juillet et d'août, par les répressions contre les bolcheviks et par l'expérience du soulèvement de Kornilov.

2. L'enthousiasme révolutionnaire n'avait pas encore gagné l'ensemble du peuple. Maintenant, après Kornilov, c'est chose faite. La province, la prise du pouvoir par les soviets en nombre d'endroits le prouve[2].

3. Il n'y avait pas encore d'oscillations politiques de grande amplitude parmi nos ennemis et parmi la petite bourgeoisie irrésolue. Maintenant, nous sommes en présence d'oscillations gigantesques : notre principal ennemi, l'impérialisme allié et mondial – car les « Alliés » sont à la tête de l'impérialisme mondial – oscille en ce moment entre la guerre jusqu'à la victoire finale et la paix séparée contre la Russie[3]. Nos démocrates petits-bourgeois, qui ont manifestement perdu la majorité dans le peuple, ont oscillé formidablement en se refusant au bloc, c'est-à-dire à la coalition avec les cadets[4].

---

1 Les soviets de Pétrograd et de Moscou. Voir l'article précédent et l'introduction.

2 Le 12 septembre, par exemple, le soviet de Tachkent avait arrêté toutes les autorités, occupé les points stratégiques et pris ainsi le pouvoir. À Tsaritsyne lors de l'affaire Kornilov, le 29 août, l'état-major révolutionnaire du soviet avait pris tout le pouvoir.

3 Il était sérieusement question à cette époque, dans les milieux militaires alliés, d'une paix séparée entre les alliés et les empires centraux aux dépens de la Russie, pour punir celle-ci de sa « défection ».

4 Le 19 septembre, la conférence démocratique se prononça pour la coalition, mais aussitôt après adopta, par 595 voix contre 483 et 72 abstentions, un amendement excluant de cette coalition le Parti cadet.

4. C'est pourquoi, les 3-4 juillet, l'insurrection eût été une faute : ni physiquement, ni politiquement nous n'aurions pu conserver le pouvoir.

Nous n'en aurions pas eu la force physique, car, quoique Pétrograd fût par instants entre nos mains, nos ouvriers et nos soldats n'auraient pas voulu se battre et mourir pour la possession de cette ville : il n'y avait pas alors cette exaspération, cette haine furieuse à la fois contre les Kérenski et contre les Tsérételli et Tchernov ; nos gens n'étaient pas encore trempés par les persécutions exercées contre les bolcheviks avec l'aide des s.r. et des mencheviks.

Politiquement, nous n'aurions pu conserver le pouvoir les 3-4 juillet, car, avant l'aventure de Kornilov, l'armée et la province auraient pu marcher et auraient marché contre Pétrograd.

Maintenant la situation est tout autre.

Nous avons pour nous la majorité de la classe prolétarienne, de l'avant-garde de la révolution, de l'avant-garde du peuple, capable d'entraîner les masses.

Nous avons pour nous la majorité du peuple, car la démission de Tchernov[1] est loin d'être le seul signe, mais est le signe le plus visible et le plus évident que le paysan ne recevra pas la terre du bloc s.-r. (ni des s.-r. eux-mêmes). De là le caractère national de la révolution.

Nous avons l'avantage d'être dans la situation d'un parti qui, parmi les fluctuations désordonnées de tout l'impérialisme et du bloc menchevique-s.-r., marche fermement dans la voie qu'il s'est frayée.

Nous avons la victoire assurée, car le peuple est presque réduit au désespoir, et nous seuls lui avons indiqué l'issue véritable en lui montrant l'importance de notre direction « dans les journées de Kornilov » et en proposant ensuite

1 Le 27 août Tchernov, qui représentait dans le Parti s.-r. la tendance la plus décidée à satisfaire les aspirations paysannes, avait donné sa démission.

un compromis aux blocards qui nous ont opposé un refus[1], mais n'en continuent pas moins d'être ballottés dans leurs perpétuelles hésitations.

Ce serait une lourde erreur de croire que notre proposition de compromis n'est pas encore repoussée, que la « conférence démocratique » peut encore l'accepter. Le compromis a été proposé par un parti à d'autres partis ; il ne pouvait en être autrement. Ces partis l'ont repoussé. La conférence démocratique n'est qu'une conférence et rien de plus. Il ne faut pas oublier qu'elle ne représente pas la majorité du peuple révolutionnaire, la partie pauvre et exaspérée de la classe paysanne. Elle est une conférence de la minorité du peuple, c'est une vérité évidente à ne pas perdre de vue. Ce serait commettre une faute énorme, ce serait tomber en plein dans le crétinisme parlementaire, que de nous comporter envers la conférence démocratique comme envers un parlement, car si même elle se proclamait parlement et parlement souverain de la révolution, elle ne pourrait décider de rien : la décision est en dehors d'elle, dans les quartiers ouvriers de Pétrograd et de Moscou[2].

Toutes les prémisses objectives du succès sont là. Nous avons pour nous les avantages exceptionnels d'une situation où, seule, notre victoire dans l'insurrection mettra fin à des hésitations qui ont excédé le peuple et sont pour lui un véritable supplice, où, seule, notre victoire dans l'insurrection fera échouer la combinaison de la paix séparée contre la révolution, et cela par la proposition ouverte d'une paix plus complète, plus juste, plus rapprochée, d'une paix en faveur de la révolution.

1 Voir plus haut l'article « Des compromis »

2 Depuis la grande grève déclarée par les ouvriers de Moscou lors de la conférence d'État, Lénine fondait les plus grands espoirs sur eux.

Seul, enfin, notre parti, après avoir remporté la victoire dans l'insurrection, pourra sauver Pétrograd[1], car si notre offre de paix est repoussée et que nous n'obtenions même pas un armistice, alors nous deviendrons « défensistes », nous nous mettrons à la tête des partis militaires, nous deviendrons le parti le plus « militaire », nous mènerons la guerre d'une façon véritablement révolutionnaire[2]. Nous enlèverons tout leur pain et toutes leurs bottes aux capitalistes. Nous leur laisserons les miettes, nous leur donnerons des sabots. Tout le pain et toutes les bottes seront pour le front[3].

Et alors nous serons en mesure de défendre victorieusement Pétrograd.

Pour une guerre véritablement révolutionnaire, la Russie a encore des ressources, matérielles et morales, immenses. Aussi y a-t-il quatre-vingt-dix-neuf chances sur cent pour que les Allemands nous accordent au moins un armistice. Or, obtenir un armistice maintenant, c'est vaincre le monde entier.

Fermement convaincus que l'insurrection des ouvriers de Pétrograd et de Moscou est absolument

1 Depuis la perte de Riga, Pétrograd était plus directement en danger. Le gouvernement en profitait pour préparer le transfert de la capitale à Moscou, l'évacuation des usines, l'envoi de régiments sur le front et affaiblir d'autant le mouvement révolutionnaire.

2 18 septembre, Trotsky, lisant à la conférence démocratique la déclaration du Parti bolchevique, commenta ainsi le point qui réclamait l'armement des ouvriers : « *S'il y a une véritable dictature de la démocratie révolutionnaire, si elle propose une paix honnête et que cette paix soit refusée, je vous le dis au nom de notre parti et des masses prolétariennes qui le suivent, les ouvriers armés de Pétrograd et de toute la Russie défendront le pays de la révolution contre les armées de l'impérialisme avec un héroïsme que n'a pas encore connu l'histoire de la Russie.* »

3 L'approvisionnement de l'armée en bottes n'était pas une question moins grave et moins difficile que son ravitaillement en pain.

nécessaire pour sauver la révolution et défendre la Russie contre les impérialistes des deux coalitions, prêts à conclure une paix séparée pour se partager son territoire, nous devons, tout d'abord, adapter au fait de l'insurrection montante notre tactique à la conférence et, ensuite, prouver que nous n'acceptons pas seulement en paroles la pensée de Marx sur l'insurrection considérée comme un art.

Nous devons, à la conférence, procéder immédiatement à la cimentation de la fraction bolchevique, et pour cela, ne pas rechercher la quantité, ne pas craindre de laisser les hésitants dans le camp des hésitants : ils y seront plus utiles pour la cause de la révolution que dans le camp des combattants résolus et dévoués[1].

Nous devons composer une courte déclaration, dans laquelle nous soulignerons fortement, rudement, l'inopportunité des longs discours et de tous les « discours » en général, la nécessité d'une action immédiate pour le salut de la révolution, l'absolue nécessité d'une rupture complète avec la bourgeoisie, de la destitution de tous les membres du gouvernement actuel, d'une rupture complète avec les impérialistes anglo-français qui préparent le partage de la Russie au moyen d'une paix séparée, et enfin la nécessité de la transmission immédiate de tout le pouvoir à la démocratie révolutionnaire dirigée par le prolétariat révolutionnaire[2].

Dans notre déclaration, nous devons formuler d'une façon aussi brève que vigoureuse cette conclusion, qui sera appuyée de notre projet de programme : paix aux peuples, terre aux paysans, confiscation des bénéfices scandaleux, mesures de rigueur pour empêcher les capitalistes de continuer à désorganiser la production.

1 La fraction bolchevique comptait environ 120 membres.

2 Le 18 septembre, Trotsky, au nom de la fraction bolchevique, donna lecture d'une Déclaration dans ce sens, écrite presque entièrement par lui.

Plus cette déclaration sera brève et tranchante, meilleure elle sera. Seulement, il faut encore y souligner deux points très importants, savoir :

Le peuple est fatigué par les hésitations, le peuple est déchiré par l'indécision des socialistes-révolutionnaires et des mencheviks ; nous rompons définitivement avec ces partis, car ils ont trahi la révolution.

Second point : en proposant immédiatement une paix sans annexion, en rompant immédiatement avec les impérialistes alliés et avec tous les impérialistes, nous obtiendrons immédiatement soit un armistice, soit l'adoption du point de vue de la défense par le prolétariat révolutionnaire, sous la direction duquel la démocratie révolutionnaire mènera alors une guerre véritablement juste et véritablement révolutionnaire.

Après avoir lu cette déclaration, après avoir réclamé une décision au lieu de paroles oiseuses, de l'action au lieu de résolutions écrites, nous devrons lancer toute notre fraction dans les usines et dans les casernes ; c'est là qu'est sa place, là est le nœud vital, le salut de la révolution, le moteur de la conférence démocratique.

Là, dans des discours ardents, enflammés, nous devons développer et expliquer notre programme et poser ainsi la question : ou bien l'acceptation complète de ce programme, ou bien l'insurrection. Pas de milieu. Impossible d'attendre. La révolution se meurt.

La question ainsi posée, toute notre fraction concentrée dans les usines et les casernes, nous serons à même de juger du moment où il conviendra de déclencher l'insurrection.

Et pour traiter l'insurrection en marxistes, c'est-à-dire comme un art, nous devrons en même temps, sans perdre une minute, organiser un état-major des détachements insurrectionnels, répartir nos forces, lancer les régiments de confiance sur les points les plus importants, cerner le

théâtre Alexandre[1], occuper la forteresse Pierre-et-Paul, arrêter l'état-major général et le gouvernement, envoyer contre les élèves officiers et la « division sauvage » des détachements prêts à mourir plutôt que de laisser pénétrer l'ennemi dans les parties centrales de la ville ; nous devrons mobiliser les ouvriers armés, les convoquer à la bataille suprême, occuper simultanément le télégraphe et le téléphone, installer notre état-major insurrectionnel à la centrale téléphonique, le relier par téléphone à toutes les usines, à tous les régiments, à tous les points où se déroule la lutte armée, etc.

Tout cela, certes, n'est qu'approximatif, mais j'ai tenu à illustrer cette vérité qu'au moment actuel on ne saurait rester fidèle au marxisme, à la révolution, sans traiter l'insurrection comme un art.

1 Où siégeait la conférence.

La conférence démocratique fut l'occasion de nombreux discours de membres du gouvernement, de représentants des soviets, de représentants des coopératives, etc. Dans la délégation des soviets, la majorité était contre la coalition : sa déclaration lue le 18 reconnaît dans les soviets *« le tissu nouveau du principe gouvernemental révolutionnaire, remplaçant le tissu caduc de l'ancien régime »*, dénonce la contradiction qui existe entre les organisations démocratiques, maîtresses à la base, et un pouvoir central encore à la remorque de la bourgeoisie et repousse *« toute entente avec les éléments censitaires, toute autorité incontrôlée »*. Néanmoins, quand il s'agit de voter, la conférence manifesta scandaleusement son impuissance : d'abord elle vota à une faible majorité pour la coalition, puis elle adopta un amendement excluant de cette coalition les cadets ; c'était se prononcer « pour la coalition sans les cadets », mais quand on mit aux voix cette formule, elle fut repoussée à une énorme majorité de 813 contre 180 et 80 abstentions

La conférence aboutit cependant, le 21 septembre, à la décision de former dans son sein un conseil démocratique panrusse, comprenant des représentants de tous les groupes la composant. Le même jour, la question se posa pour le Parti bolchevique de savoir s'il prendrait part à cette nouvelle institution. La fraction se divisa : Trotsky intervint énergiquement en faveur du boycottage ; Rykov, Kaménev défendirent l'opinion contraire : le boycottage était, disaient-ils, depuis longtemps condamné par le parti, le refus d'entrer au préparlement (comme on appelait le conseil démocratique) équivaudrait à déclencher la guerre civile. Les débats furent très animés. Enfin 70 voix contre 50 firent triompher la participation.

Lénine ne pouvait intervenir directement ; mais, aussitôt averti, il blâma vigoureusement la décision

prise. Il fallait participer à la troisième Douma, parce que les moyens parlementaires étaient alors les plus actifs, mais maintenant :

« Une nouvelle révolution est imminente..., les moyens extra-parlementaires de propagande, d'agitation, d'organisation sont immenses... ; le rôle de la tribune "parlementaire"... est infime... ; la seule raison d'être du préparlement est de tromper le peuple... Il fallait boycotter la conférence démocratique..., il faut boycotter le préparlement, il faut aller au soviet des députés ouvriers, soldats et paysans, aller dans les syndicats, aller en général dans les masses. Il faut les appeler au combat. Il faut leur donner un cri de guerre juste et net : disperser la bande bonapartiste de Kérenski avec son préparlement frelaté... Les mencheviks et les s.-r. n'ont pas voulu, après l'affaire Kornilov, de notre compromis, la remise pacifique du pouvoir aux soviets (où alors nous n'avions pas la majorité), ils sont retombés dans le marais des sales et basses transactions avec les cadets. À bas les mencheviks et les s.-r. ! »

Telle est la lettre du 22. Le 23, il revient à la charge : *« Le boycottage a été battu à la fraction bolchevique de la conférence démocratique. Vive le boycottage !... La fraction n'est pas la suprême autorité du parti, et même les décisions des organes suprêmes sont révisées par la vie... Il faut faire décider la question du boycottage par... un congrès extraordinaire du parti... Il faut que les ouvriers conscients prennent la chose en mains... et exercent une pression sur les dirigeants... Il y a parmi ces dirigeants des hésitations qui peuvent être fatales... »*

Il y avait encore une autre opinion assez en faveur dans le parti : c'était qu'il ne fallait rien entreprendre avant le congrès des soviets, appelé à « poser et décider le problème du pouvoir », comme le déclarait le 1er octobre la conférence des bolcheviks de la région de Pétrograd. Certains se figuraient que ce congrès, en donnant la majorité aux bolcheviks, prendrait le pouvoir et accomplirait ainsi la révolution légalement, sans coup férir. D'autres, exempts de cette « superstition

constitutionnelle », comme disait Lénine, trouvaient cependant de grands avantages pratiques à mettre l'insurrection sous le patronage d'une autorité respectée comme le congrès des soviets. La majorité du comité central, en tout cas, inclinait dans ce sens : attendre le congrès. Lénine, lui, ne voyait là qu'un retard dangereux : or, il redoutait qu'on laissât passer le moment favorable.

Voyant le comité central divisé, hésitant, animé d'un état d'esprit trop différent de celui des masses, il s'adresse maintenant au parti : la brochure *Les bolcheviks garderont-ils le pouvoir ?* énumère tous les arguments qui obligent à répondre affirmativement à cette question. L'article : « La crise approche », paru le 7 octobre dans le *Rabotchi Pout,* développe le tableau de la révolution grandissant partout. Enfin la lettre suivante résume les traits essentiels de ce tableau pour conclure : « Attendre est un crime ! » Elle est adressée, par-dessus la tête du comité central, aux deux comités de Pétrograd et de Moscou, plus proches du peuple révolutionnaire. Elle a été publiée pour la première fois dans le recueil des *Œuvres complètes.*

Lettre aux comités de Pétrograd et de Moscou du Parti social-démocrate ouvrier de Russie (bolchevique)[1]

Chers camarades,

Les événements nous prescrivent si nettement notre devoir que l'attente devient positivement un crime.

Le mouvement agraire se développe, le gouvernement le réprime de plus en plus férocement[2]. La sympathie des troupes à notre égard va croissante (à Moscou, 99 % des voix des soldats pour nous[3], les troupes de Finlande et la flotte contre le gouvernement[4], le témoignage de Doubassov[5] sur le front en général).

---

1 *Œuvres complètes*, première édition russe, tome XIV, deuxième partie, p. 266-267.

2 Les insurrections paysannes se multipliaient depuis la rentrée des récoltes. Dans tout le centre de la Russie, les paysans prenaient le blé, saccageaient les maisons, brûlaient les bâtiments des propriétaires. Le gouvernement envoyait des troupes et opérait de nombreuses arrestations.

3 À Moscou, sur 17 000 soldats, 14 000 avaient voté pour les bolcheviks, aux élections municipales de la fin de septembre.

4 À Helsingfors, le congrès de la flotte baltique, tenu le 27 septembre, s'était placé sous la direction bolcheviste. Lénine, prévoyant le grand rôle de la flotte baltique et des troupes de Finlande dans l'insurrection, avait profité de son séjour dans ce pays pour les faire travailler par Antonov et Dybenko.

5 Doubassov était un officier venu du front qui avait déclaré le 21 septembre au soviet de Pétrograd : *« Les soldats ne veulent qu'une chose, la fin de la guerre. Quoi qu'on puisse dire, les soldats ne feront plus la guerre ».*

En Allemagne, le début de la révolution est manifeste surtout depuis l'exécution des matelots[1]. Les élections à Moscou ont donné 47 % des voix aux bolcheviks ; c'est une colossale victoire. Avec les s.-r. de gauche, nous avons manifestement la majorité dans le pays[2].

Les cheminots et les postiers sont en conflit avec le gouvernement [3]. Pour le congrès, au lieu du 20 octobre, les Dan-Liber parlent déjà de le réunir « autour du 20[4] ». etc.

Dans ces conditions, « attendre » est un crime.

Les bolcheviks n'ont pas le droit d'attendre le congrès des soviets, ils doivent prendre le pouvoir immédiatement. Par là ils sauveront et la révolution mondiale (car on peut redouter un accord entre les impérialistes de tous les pays qui, après les exécutions d'Allemagne, seront plus

1 En septembre avaient éclaté dans la flotte allemande à Kiel des mutineries qui furent réprimées de façon sanglante. Lénine y voyait le début d'une vague d'insurrections militaires.

2 Lénine écrit dans l'article « La crise approche » « À Moscou, les voix des s.-r. et des mencheviks, de 70 % en juin, tombent à 18 %. La petite bourgeoisie tourne le dos à la coalition, le peuple s'est détourné d'elle : pas de doute possible. Les cadets sont passés de 17 à 30 %, mais ils restent une minorité, minorité sans espoir, malgré l'adjonction des s.-r. et des mencheviks « de droite »... Seuls les bolcheviks ont vu le chiffre de leurs voix s'élever de 34 000 à 82 000. Ils ont obtenu 47 % des suffrages. Avec les s.-r. de gauche, nous avons maintenant la majorité, et dans les soviets, et dans l'armée, et dans le pays : cela ne fait pas l'ombre d'un doute. »

3 Le 21 septembre, la fédération des cheminots avait menacé le gouvernement de déclarer la grève générale. La fédération des postiers promit son soutien à la grève et retira sa confiance au ministre des P.T.T. Le 23 à minuit, la grève commença sur tous les réseaux. Le gouvernement accorda une augmentation de salaires et la grève cessa le 26, sans que le conflit fût entièrement liquidé.

4 Le congrès des soviets avait été d'abord fixé par le comité central exécutif à l'unanimité au 20 octobre. Dan avait proposé (sans succès d'ailleurs) de l'ajourner encore *« pour ne pas gêner la préparation de la Constituante »*.

coulants les uns pour les autres et s'uniront contre nous), et la révolution russe (car autrement la vague montante de l'anarchie véritable peut devenir plus forte que nous), et la vie de centaines de milliers d'hommes sur le front.

Tarder est un crime. Attendre le congrès des soviets, c'est un formalisme enfantin, un jeu déshonorant au respect des formes, c'est trahir la révolution.

Si, pour prendre le pouvoir, l'insurrection est indispensable, il faut la commencer immédiatement. Il est très possible qu'en ce moment précisément la mainmise sur le pouvoir puisse s'effectuer sans insurrection : il suffirait peut-être que le soviet de Moscou, dès maintenant, prenne le pouvoir et se proclame (avec le soviet de Pétrograd) gouvernement. À Moscou, la victoire est assurée et il n'y a personne pour nous combattre. À Pétrograd, on peut attendre. Le gouvernement se trouve dans l'impossibilité de rien faire, sa situation est sans issue : il se rendra.

Par la prise du pouvoir, des banques, des usines, du *Rouskoïé Slovo*[1], le soviet de Moscou obtient du coup une base et une force colossales pour son agitation dans toute la Russie, devant laquelle il pose ainsi la question : nous proposerons la paix demain même, si le bonapartiste Kérenski se rend (et s'il ne se rend pas, nous le renverserons) ; la terre aux paysans dès aujourd'hui, des concessions aux cheminots et aux postiers dès aujourd'hui, etc.

Il n'est pas obligatoire de « commencer » par Pétrograd. Si Moscou « commence » sans effusion de sang, il sera certainement soutenu : 1° par la sympathie de l'armée sur le front ; 2° par les paysans, partout ; 3° par la flotte et les troupes de Finlande qui marchent sur Pétrograd.

Si même Kérenski a sous Pétrograd un ou deux corps de cavalerie, il est obligé de se rendre. Le soviet de Pétrograd peut attendre, tout en faisant de l'agitation pour le

1 Le grand journal de Moscou, très répandu en province.

gouvernement soviétiste de Moscou. Notre mot d'ordre : le pouvoir aux soviets, la terre aux paysans, la paix aux peuples, du pain aux affamés.

La victoire est assurée et il y a neuf chances sur dix pour que nous l'obtenions sans effusion de sang.

Attendre est un crime envers la révolution.

Salutations.

N. Lénine.

Les jours qui suivent apportent une nouvelle fâcheuse pour la révolution : le congrès des soviets de la région de Moscou se prononce contre la prise du pouvoir par les soviets, repousse une résolution bolcheviste adoptée le 28 septembre par le soviet de la ville de Moscou. C'est une raison pour Lénine, qui voyait jusque-là, comme une hypothèse possible, la révolution se faisant d'abord et plus facilement dans cette ville, de reporter son attention sur Pétrograd.

Déjà ses efforts portaient leurs fruits dans le parti : le 7 octobre, dès l'ouverture du « conseil provisoire de la république », reconnu par le gouvernement et inauguré par un grand discours de Kérenski, Trotsky donna lecture d'une déclaration soulignant l'impuissance de ce conseil, les manœuvres de la bourgeoisie, le danger menaçant Pétrograd, la crise économique toujours plus grave, et refusant toute solidarité avec « *un gouvernement de trahison nationale et un conseil complice de la contre-révolution* ». Après quoi, la fraction bolchevique quitta le palais Marie.

Par contre, le congrès des soviets de la région du Nord était annoncé pour le 10 octobre et promettait une victoire éclatante. Il allait grouper, avec les représentants des ouvriers, ceux des régiments les plus révolutionnaires, ceux de Cronstadt, ceux de la flotte, ceux des troupes cantonnées en Finlande. C'était là le point décisif.

Ce congrès donnera peut-être enfin le signal de l'insurrection. Lénine, qui est maintenant tout près, mais ne peut se montrer, lui rappelle les règles de Marx (voir plus haut l'article : « Le marxisme et l'insurrection ») et joint des conseils pratiques. La lettre est du 8 octobre, et elle fut publiée pour la première fois dans la *Pravda* du 7 novembre 1920.

Conseil d'un absent[1]

J'écris ces lignes le 8 octobre, sans grand espoir qu'elles soient déjà le 9 entre les mains des camarades de Pétrograd. Il est possible qu'elles arrivent trop tard, car le congrès des soviets de la région du Nord est fixé au 10 octobre. Pourtant, je tâcherai de donner mes conseils d'homme à l'écart des événements, pour le cas où l'action probable des ouvriers et des soldats de Pétrograd et des environs aurait lieu bientôt, mais ne se serait pas encore produite.

Tout le pouvoir doit passer aux soviets, cela est clair. Il doit être également incontestable pour tout bolchevik que le pouvoir prolétarien révolutionnaire (ou bolchevique, ce qui est maintenant la même chose) est assuré de la sympathie la plus ardente et de l'appui sans réserve de la totalité des travailleurs et des exploités dans le monde entier, dans les pays belligérants en particulier, et surtout parmi la classe paysanne de Russie. Ces vérités sont trop connues et depuis trop longtemps démontrées pour qu'il vaille la peine de s'y arrêter.

Par contre, il convient de s'arrêter sur ce dont plus d'un camarade ne se rend peut-être pas suffisamment compte : la mainmise des soviets sur le pouvoir implique pratiquement, aujourd'hui, l'insurrection armée. Cela, semble-t-il, devrait être évident ; pourtant, tous ne l'ont pas encore bien saisi. Renoncer maintenant à l'insurrection armée, ce serait renoncer au mot d'ordre principal du bolchevisme (tout le pouvoir aux soviets !) et à tout l'internationalisme révolutionnaire prolétarien.

1 *Œuvres complètes*, première édition russe, tome XIV, deuxième partie, p. 269-271.

Mais l'insurrection armée est une forme particulière de lutte politique ; elle est soumise à des règles spéciales qu'il est nécessaire de méditer profondément. Karl Marx a exprimé cette pensée avec un relief digne de remarque, lorsqu'il a dit : « *L'insurrection, comme la guerre, est un art.* »

Les règles principales que Marx a données de cet art sont les suivantes :

1. Ne jamais jouer avec l'insurrection et, lorsqu'on la commence, être bien pénétré de l'idée qu'il faut aller jusqu'au bout.

2. Rassembler, à l'endroit et au moment décisif, des forces de beaucoup supérieures, sinon l'ennemi, mieux préparé et mieux organisé, anéantira les insurgés.

3. L'insurrection une fois commencée, il faut agir avec le maximum de décision et immédiatement, sans discussion, engager l'offensive. « La défensive est la mort de l'insurrection. »

4. S'efforcer de prendre l'ennemi au dépourvu, de profiter du moment où ses troupes sont dispersées.

Remporter chaque jour des succès, même peu considérables (on pourrait même dire « chaque heure », s'il s'agit d'une seule ville), et conserver à tout prix la « supériorité morale ».

Marx a résumé les enseignements de toutes les révolutions sur l'insurrection armée par les paroles du « *plus grand maître de la tactique révolutionnaire que l'histoire connaisse, Danton : De l'audace, encore de l'audace et toujours de l'audace !* »

Appliquées à la Russie et à la date d'octobre 1917, cela signifie : offensive simultanée, la plus soudaine et la plus rapide possible, sur Pétrograd, du dehors et du dedans, des quartiers ouvriers, de Finlande, de Reval, de Cronstadt, offensive de toute la flotte, concentration de forces surpassant immensément les 15 à 20 000 hommes (et peut-être davantage) de notre « garde bourgeoise »

(écoles militaires[1]), de nos Vendéens (une partie des Cosaques[2]), etc.

Combiner nos trois forces principales : la flotte, les ouvriers et les unités militaires, pour occuper en premier lieu et conserver au prix de n'importe quelles pertes : a) le téléphone ; b) le télégraphe ; c) les gares ; d) les ponts.

Sélectionner les éléments les plus résolus (nos groupes d'« assaut », la jeunesse ouvrière et les meilleurs matelots) et en former de petits détachements chargés d'occuper tous les points les plus importants et de participer partout à toutes les opérations sérieuses, par exemple :

Encercler et isoler Pétrograd, s'en emparer par une attaque combinée de la flotte, des ouvriers et des troupes, – tâche qui exige de l'art et une triple audace.

Former des détachements composés des meilleurs ouvriers, qui, armés de fusils et de bombes, marcheront sur les « centres » de l'ennemi et les cerneront (écoles d'élèves-officiers, télégraphe, téléphone, etc.) et dont le mot d'ordre sera : périr jusqu'au dernier, plutôt que de laisser passer l'ennemi.

Espérons que, si l'insurrection est décidée, ses dirigeants sauront appliquer les grands préceptes de Danton et de Marx.

Le triomphe de la révolution russe en même temps que de la révolution mondiale dépend de deux ou trois jours de lutte.

Un absent.
Pravda, 7 novembre 1920.

1 On évaluait le nombre des élèves des écoles militaires (junkers) à 5 000.

2 Certains régiments cosaques de Pétrograd étaient déjà gagnés aux bolcheviks.

Le 10 octobre, Lénine réunit, dans l'appartement où il se cachait à Pétrograd, une conférence secrète de membres du comité central, du comité de Pétrograd, de l'organisation militaire, de représentants du bureau régional de Moscou et de délégués des quartiers : il exposa la situation, sans doute à peu près dans les termes que nous connaissons par les lettres et articles qui précèdent. L'énorme majorité des assistants jugea comme lui que la situation internationale (mutineries dans la flotte en Allemagne, progrès du mouvement révolutionnaire dans toute l'Europe, menace d'entente entre tous les impérialistes contre la révolution russe), la majorité conquise dans les soviets par le parti du prolétariat en présence des révoltes paysannes et de l'état d'esprit manifesté par les élections de Moscou, enfin les préparatifs contre-révolutionnaires (envoi des troupes de Pétrograd au front pour les remplacer par des Cosaques, Minsk cerné par les Cosaques), tout cela ensemble plaçait l'insurrection à l'ordre du jour. Un groupe de 7 membres du comité central fut désigné pour diriger l'insurrection : Lénine, Zinoviev, Staline, Kaménev, Trotsky, Sokolnikov, Boubnov. Deux voix (contre 10 sur les 12 voix délibératives) s'étaient prononcées contre : Zinoviev et Kaménev.

Le sens des événements devenait de plus en plus évident : le gouvernement, prétextant le danger militaire, voulait envoyer sur le front les troupes de Pétrograd, c'est-à-dire l'armée de la révolution. Le soviet avait riposté le 9 octobre en chargeant son Comité exécutif d'organiser un comité révolutionnaire de défense et d'armer les ouvriers pour parer les coups tant des korniloviens que de l'ennemi extérieur. Le 12, le comité militaire révolutionnaire était créé : c'était un véritable état-major de la révolution dirigée par les bolcheviks et les s.-r. de gauche. Le même jour, le congrès des soviets de la région du Nord votait, à

l'unanimité moins 3 abstentions, une résolution présentée par Trotsky, constatant: *« Le pays veut vivre, le gouvernement doit disparaître. Les soviets n'ont pas seulement le droit, ils ont la force. Le temps des paroles est passé. L'heure est venue où seule une action décisive et unanime de tous les soviets peut sauver le pays et la révolution et décider la question du pouvoir central ».* Ainsi l'insurrection était, là aussi, décidée, et cela sans attendre le congrès des soviets. Le ministère de coalition, le préparlement, le comité central exécutif, pouvaient prolonger leurs débats: l'action était transportée ailleurs. Tout le monde le sentait. Toute la presse ne parlait que de la prochaine « journée » préparée par les bolcheviks. Toute la presse d'ailleurs, sauf, naturellement, les quelques journaux bolchevistes, la condamnait, pour divers motifs.

Dans la nuit du 15 au 16, se réunit une nouvelle conférence, plus nombreuse que la première, du comité central bolchevique, avec des représentants des comités d'usine et des syndicats. Après débats, elle adopte une résolution préparée par Lénine, confirmant la décision du 10, *« invitant toutes les organisations, tous les ouvriers et soldats, à activer sous tous les rapports la préparation de l'insurrection »*, et *« exprimant son entière certitude que le comité central et le soviet indiqueront le moment favorable et les procédés convenables ».* Sverdlov, Staline, Dzerjinski, Boubnov et Ouritski étaient désignés pour organiser pratiquement l'insurrection. Cette fois encore, en face de 19 voix pour, il y en avait 2 contre et 4 abstentions. Lénine, qui n'assistait pas à la réunion, fut avisé le soir de ce qui s'était passé, et crut devoir répondre par écrit aux objections présentées par les opposants. Il destinait cette Lettre aux camarades aux diverses organisations. Mais, au moment de la terminer, il apprit qu'il circulait à Pétrograd, en dehors même du parti, un document où les deux opposants développaient leurs raisons. C'était la Lettre sur le moment présent, écrite le 11 octobre par Zinoviev et Kaménev et adressée aux

principales organisations du parti. Dés lors, Lénine décida de faire imprimer sa Lettre : la question de l'insurrection était d'ailleurs déjà du domaine public.

Lettre aux camarades[1]

Camarades,

La période que nous traversons est si critique, les événements se succèdent avec une si invraisemblable rapidité, que le publiciste placé par la volonté du destin quelque peu à l'écart du grand courant de l'histoire, risque constamment d'arriver en retard ou de paraître mal informé, surtout si ses écrits ne sont pas publiés immédiatement. Néanmoins, je me vois forcé d'adresser aux bolcheviks cette lettre (même au risque qu'elle ne soit pas imprimée), car les hésitations contre lesquelles je considère de mon devoir de m'élever avec la plus grande énergie sont un véritable scandale et peuvent influer de la façon la plus désastreuse sur le parti, sur le mouvement du prolétariat international et sur la révolution. Il est possible que j'arrive trop tard ; en tout cas, je vais indiquer quels sont les renseignements dont je dispose et de quel jour ils datent.

Ce n'est que le lundi 16 octobre au matin que j'ai pu voir un camarade qui avait assisté la veille, à Pétrograd, à une très importante réunion bolchevique et qui m'a donné les informations détaillées sur les débats. La question examinée était celle de l'insurrection, qui fait également l'objet des commentaires de la presse de toutes tendances de dimanche. Cette assemblée réunissait les représentants de toutes les principales branches du travail bolcheviste dans la capitale. Et seule une minorité infime – deux camarades exactement – s'est prononcée négativement. Les raisons mises en avant par ces camarades

1 *Œuvres complètes*, première édition russe, tome XIV, deuxième partie, p. 271-288.

sont d'une telle faiblesse, elles témoignent d'un tel désarroi, d'une telle frayeur, d'un tel oubli des principes fondamentaux du bolchevisme et de l'internationalisme révolutionnaire prolétarien qu'on se demande comment expliquer de si honteuses hésitations. Néanmoins, le fait existe, et, comme un parti révolutionnaire ne saurait souffrir d'hésitation sur une question aussi grave et que ce couple de camarades en rupture de principes pourrait jeter un certain trouble, il convient d'examiner leurs arguments, de dévoiler la nature de leurs hésitations et d'en montrer la honte. C'est ce que je vais essayer de faire dans les lignes qui suivent.

«... Nous n'avons pas la majorité dans le peuple, et sans cette condition l'insurrection est sans espoir[1]. »

Ceux qui sont capables de parler ainsi, ou bien dénaturent sciemment la vérité, ou bien sont des formalistes qui, fermement décidés à ne tenir nul compte de la situation réelle de la révolution, veulent à toute force avoir d'avance la garantie que dans le pays tout entier le Parti bolchevique a exactement la moitié des voix plus une. Jamais au cours de l'histoire un parti révolutionnaire n'a eu pareille garantie, et il lui est absolument impossible de l'avoir. Présenter des revendications de ce genre, c'est ce moquer de ses auditeurs et masquer sa fuite de la réalité.

La réalité nous montre avec une évidence indiscutable que la majorité du peuple, après les journées de juillet, a commencé à se rallier rapidement aux bolcheviks. C'est ce qui a été démontré, avant même l'insurrection de Kornilov, par les élections du 20 août à Pétrograd, où le pourcentage des voix obtenues par les bolcheviks dans la ville même (sans les faubourgs) s'est élevé de 20 % à 33 %,

1 La lettre *Sur le moment présent* disait : « *Nous avons la majorité des ouvriers et une fraction importante des soldats. Mais tout le reste est douteux. Nous sommes convaincus, par exemple, que, si les élections à la Constituante ont lieu, les paysans voteront en majorité pour les s.-r.* »

et ensuite, en septembre, par les élections aux municipalités des quartiers de Moscou, où le pourcentage des voix réunies par les bolcheviks a passé de 11 % à 49 % (un camarade de Moscou que j'ai vu ces jours-ci m'a déclaré que le chiffre exact était 51 %)[1]. C'est ce qui a été démontré également par les élections aux soviets[2]. C'est ce qui a été démontré encore par le fait que, malgré leur conseil central entièrement dévoué à Avxentiev, les soviets paysans se sont prononcés en majorité contre la coalition[3]. Or, être contre la coalition, c'est en vérité suivre les bolcheviks. En outre, les nouvelles du front témoignent de plus en plus nettement que, malgré les calomnies et les attaques des leaders s.-r. ou mencheviks, des officiers, des députés, etc., la masse des soldats se range de plus en plus résolument du côté des bolcheviks[4].

Enfin, le fait capital du moment, c'est l'insurrection paysanne. Car, quels que soient les mensonges de la

1 Pour ces élections, voir les articles précédents et les notes. Le 12 octobre, quand commencèrent à fonctionner les nouvelles municipalités de quartiers de Moscou, on vit que les bolcheviks avaient 51 % des sièges (non pas des voix) au lieu de 11 % précédemment, et les s.-r. au contraire 14 % au lieu de 60 %. Ces chiffres sont donnés par le *Social-Démocrate*, l'organe bolchevique de Moscou.

2 Une série de soviets provinciaux avaient été renouvelés dans un sens bolcheviste. Chaque jour, les journaux publiaient des résolutions en témoignant.

3 Non pas à la conférence démocratique, mais plus tard : par exemple, le soviet des députés paysans de Pétrograd, le 2 octobre, dans une résolution réclamant la remise du pouvoir aux soviets et la conclusion de la paix démocratique. Le comité central exécutif des soviets paysans, présidé par Avxentiev, déclara au contraire que le congrès des soviets était indésirable et dangereux (5 octobre).

4 Le 9 octobre, une délégation du front roumain déclarait devant le soviet de Pétrograd que les soldats réclamaient la paix immédiate et la prise du pouvoir par les soviets ; faute de quoi ils concluraient eux-mêmes l'armistice. Des résolutions analogues arrivaient en grand nombre.

presse bourgeoise et de ses lamentables accompagnateurs, les « hésitants » de la *Novaïa Jizn*[1] et autres, qui crient au pogrom et à l'anarchie, l'insurrection est un fait. Le mouvement des paysans dans la province de Tambov a été une insurrection au sens physique et au sens politique du mot[2], insurrection qui a donné de magnifiques résultats politiques, dont le premier a été le consentement à la remise de la terre aux paysans. Justement effrayée par l'insurrection, toute la clique socialiste-révolutionnaire, jusques et y compris le Diélo Naroda, proclame maintenant la nécessité de remettre la terre aux paysans. Voilà, démontrés par les faits, la justesse du bolchevisme et son succès. Pour apprendre à vivre aux bonapartistes et à leurs laquais du préparlement, à ce qu'il paraît, il a fallu l'insurrection.

Ce résultat est un fait. Les faits sont chose tenace. Et un argument de fait comme celui-ci parle plus fort en faveur de l'insurrection que toutes les mauvaises raisons dont nos politiciens pessimistes couvrent leur trouble et leur frayeur.

Si l'insurrection agraire n'était pas un événement d'une importance politique nationale, les valets socialistes-révolutionnaires du préparlement ne crieraient pas à la nécessité de donner la terre aux paysans[3].

---

1 La *Novaïa Jizn* (le journal de Gorki, Soukhanov, etc.) se prononçait chaque jour contre l'insurrection prochaine, tout en attaquant fortement le gouvernement.

2 Le mouvement paysan, dans la première moitié d'octobre, s'étendait encore : dans les provinces de Nijni, de Penza, de Tchernigov, de Kiev, et en particulier de Tambov, les paysans prenaient les terres des grands propriétaires et les remettaient aux comités agraires, malgré l'opposition des commissaires gouvernementaux.

3 Le nouveau ministre de l'Agriculture, S. Maslov, socialiste-révolutionnaire de droite, présenta un projet de loi sur la remise aux comités agraires, avant l'Assemblée constituante, des terres que leurs propriétaires n'exploitaient pas eux-mêmes.

Le *Rabotchi Pout* a déjà signalé un autre excellent résultat politique et révolutionnaire de l'insurrection paysanne : ce sont les arrivages de blé aux gares de chemin de fer de la province de Tambov. Voilà encore, messieurs les affolés, un argument qui vous montre que l'insurrection est le seul moyen de sauver le pays de la famine qui frappe déjà à sa porte et d'une crise de dimensions inouïes. Pendant que les s.-r. et les mencheviks qui le trahissent bougonnent, menacent, écrivent des résolutions, promettent de nourrir les affamés par la convocation de l'Assemblée constituante, le peuple lui-même se met à l'œuvre et résout à la bolcheviste la question du pain par l'insurrection contre les grands propriétaires fonciers, les capitalistes et les accapareurs.

Et les magnifiques résultats de cette solution (la seule réelle) de la question du pain ont été reconnus par la presse bourgeoise elle-même, par la *Rouskaïa Volia* entre autres, qui a publié un communiqué déclarant que les gares de la province de Tambov sont littéralement encombrées de céréales... depuis que les paysans se sont soulevés.

Douter que la majorité du peuple soit maintenant avec les bolcheviks et les suive à l'avenir, c'est hésiter honteusement et rejeter en fait tous les principes du révolutionnarisme prolétarien, c'est renier le bolchevisme.

❖ ❖ ❖

« Nous ne sommes pas assez forts pour prendre le pouvoir, mais la bourgeoisie non plus n'est pas assez forte pour faire échouer l'Assemblée constituante... »

La première partie de ce raisonnement n'est qu'une paraphrase de l'argument précédent. Il ne gagne rien en force et en persuasion du fait que l'on exprime son désarroi et sa peur de la bourgeoisie par une opinion pessimiste sur les ouvriers et une opinion optimiste sur la bourgeoisie. Si les élèves officiers et les Cosaques

déclarent qu'ils se battront jusqu'à la dernière goutte de leur sang contre les bolcheviks, on ne songe pas un instant à mettre en doute leur parole ; mais si, dans des centaines d'assemblées, les ouvriers et les soldats expriment leur confiance absolue dans les bolcheviks et confirment qu'ils sont prêts à combattre pour donner le pouvoir aux soviets, on croit devoir rappeler que voter et se battre sont deux choses différentes.

Évidemment, avec de tels raisonnements, l'insurrection est condamnée d'avance. Seulement on ne voit guère en quoi ce « pessimisme » à tendance, à objet original, se distingue d'une conversion politique à la plateforme de la bourgeoisie.

Voyez les faits. Souvenez-vous des innombrables déclarations des bolcheviks, « oubliées » par nos pessimistes. Nous avons mille fois répété que les soviets de députés ouvriers et paysans sont une force, qu'ils sont l'avant-garde de la révolution, qu'ils peuvent prendre le pouvoir. Nous avons reproché des milliers de fois aux mencheviks et aux s.-r. de débiter sans cesse des phrases sonores sur les « organes plénipotentiaires de la démocratie » et d'avoir peur de la prise du pouvoir par les soviets.

Qu'a démontré l'insurrection de Kornilov ? Que les soviets sont véritablement une force.

Et après cette démonstration donnée par l'expérience, par les faits, nous répudierons le bolchevisme, nous nous renierons nous-mêmes et nous dirons : nous ne sommes pas assez forts (quoique les soviets des deux capitales et la majorité des soviets provinciaux soient pour les bolcheviks[1]) !! N'est-ce pas une honte que de semblables

1 Dans son discours du 23 septembre à la conférence démocratique, Trotsky avait énuméré les soviets dont la majorité s'était prononcée contre la coalition : Pétrograd, Moscou, Caucase, Finlande, Oural (soviets régionaux), Cronstadt, Odessa, Ekatérinbourg, Donetz, Bakou, Revel, Kiev, presque toute la Sibérie. La liste s'était encore allongée vers le milieu d'octobre.

hésitations ? En somme, nos « pessimistes », sans oser se l'avouer, jettent par-dessus bord le mot d'ordre : « Tout le pouvoir aux soviets ! ».

Comment peut-on démontrer que la bourgeoisie n'est pas assez forte pour faire échouer l'Assemblée constituante ?

Si la bourgeoisie n'est pas assez forte pour renverser les soviets, c'est qu'elle l'est assez pour faire échouer l'Assemblée constituante, car personne d'autre ne peut empêcher sa convocation. Croire aux promesses de Kérenski et consorts, croire aux résolutions d'un préparlement de larbins, est-ce une attitude digne d'un membre du parti prolétarien, d'un révolutionnaire ?

La bourgeoisie n'a pas seulement la force de faire échouer l'Assemblée constituante si le gouvernement actuel subsiste, elle peut indirectement obtenir ce résultat en livrant Pétrograd aux Allemands, en ouvrant le front, en multipliant les lock-outs[1] en sabotant les arrivages de céréales. Tout cela, elle l'a déjà fait partiellement. Donc elle a la force de le faire aussi totalement, si les ouvriers et les soldats ne la renversent pas.

❖ ❖ ❖

« ... Les soviets doivent être un revolver appuyé sur la tempe du gouvernement afin de le forcer à convoquer l'Assemblée constituante et à renoncer aux tentatives korniloviennes[2]. »

1 Sous prétexte de manque de combustible, les patrons fermaient les usines : dans l'Oural, la moitié étaient déjà arrêtées et l'on comptait 60 000 chômeurs ; à Moscou, les fabricants, en réponse aux exigences des ouvriers, avaient fermé les usines ; au Donetz, une conférence des comités ouvriers constatait que la baisse de la production était due en grande partie au sabotage de l'administration.

2 La lettre *Sur le moment actuel disait* : « *Par l'armée et par les ouvriers, nous tenons le revolver sur la tempe de la bourgeoisie* », pour l'empêcher de se soustraire à la convocation de la Constituante.

Voilà ce qu'a osé dire un de nos deux lamentables pessimistes. Voilà où il a été obligé d'en venir, car renier l'insurrection, c'est renier la formule : tout le pouvoir aux soviets.

Certes, les mots d'ordre ne sont pas sacrés. Mais pourquoi personne n'a-t-il soulevé la question de la modification du mot d'ordre : « Tout le pouvoir aux soviets » (comme je l'ai fait moi-même après les journées de juillet) ? Pourquoi avoir peur de réclamer ouvertement la révision quand, depuis le mois de septembre, le parti examine la question de l'insurrection, qui est désormais indispensable pour réaliser ce mot d'ordre ?

À cela, nos lamentables pessimistes sont absolument incapables de rien répondre. Renoncer à l'insurrection, c'est renoncer à remettre le pouvoir aux soviets, c'est, en ce qui concerne la réalisation des espoirs et des rêves du peuple, s'en remettre à la magnanimité de la bourgeoisie, qui a « promis » de convoquer l'Assemblée constituante.

Est-il vraiment si difficile de comprendre que, si le pouvoir se trouve dans les mains des soviets, l'Assemblée constituante et son succès sont assurés ? C'est ce qu'ont répété à satiété les bolcheviks. Personne n'a jamais tenté de le contester. Ce « type combiné », tout le monde l'admettait[1], mais faire passer maintenant, sous l'expression « type combiné », la renonciation à la remise du pouvoir aux soviets, faire passer cela en sourdine, sans oser

1 Le 4 octobre, dans le *Rabotchi Pout*, avait paru un article non signé (écrit par Zinoviev), où il était dit que la république des soviets n'exclut aucunement la Constituante, ni la république de la Constituante l'existence des soviets : « Si notre révolution est destinée à vivre et à triompher, nous verrons un type combiné de république des soviets avec l'Assemblée constituante. La lettre *Sur le moment actuel* reprenait cette théorie : « *Les soviets... ne peuvent être supprimés.. Sur eux seuls peut s'appuyer dans son œuvre révolutionnaire l'Assemblée constituante. La Constituante et les soviets, voilà le type combiné d'État vers lequel nous allons.* »

répudier franchement notre mot d'ordre, qu'est-ce ? Quelle expression parlementaire trouver pour caractériser cette attitude ?

Un revolver sans balle ! a-t-on justement répliqué à notre pessimiste. S'il en est ainsi, c'est passer directement aux côtés des Liber et des Dan, qui ont des milliers de fois, proclamé que les soviets étaient un « revolver » et ont, des milliers de fois, trompé le peuple, car, sous leur domination, les soviets n'étaient absolument rien.

Mais si l'on veut une « balle » dans le revolver, cela équivaut à la préparation matérielle de l'insurrection, car il faut trouver la balle et charger le revolver ; d'ailleurs, une balle ne suffira pas.

Il faut, ou bien adopter franchement la plate-forme des Liber-Dan et renoncer franchement au mots d'ordre : « Tout le pouvoir aux soviets ! », ou bien l'insurrection. Pas de milieu.

❖ ❖ ❖

«...La bourgeoisie, bien que Rodzianko le désire, ne peut pas livrer Pétrograd aux Allemands, car ce ne sont pas les bourgeois, mais nos héroïques matelots qui font la guerre[1]. »

1 Le 4 octobre, l'île d'Œsel, dans le golfe de Riga, avait été occupée par les Allemands. L'escadre russe fut obligée d'abandonner tout le golfe, mais après un combat acharné et des pertes sérieuses. Le lendemain, le congrès des représentants de la flotte baltique envoyait « aux opprimés de tous les pays » un radio où il était dit que les marins défendraient les abords de Pétrograd jusqu'à la mort, « *non point sur l'ordre d'un misérable Bonaparte régnant par la longue patience de la révolution..., non point pour exécuter les traités de nos gouvernants avec leurs alliés* », mais « *pour obéir à leur conscience révolutionnaire* ». Par contre Rodzianko, à l'occasion d'un congrès de la bourgeoisie ouvert à Moscou, sous sa présidence, le 12 octobre, avait déclaré à un journaliste que la perte de Pétrograd aurait son bon côté, car comme à Riga, les Allemands y rétabliraient l'ordre, disperseraient les soviets, extermineraient la flotte baltique et tueraient à jamais la révolution.

Cet argument est imprégné, lui aussi, de cet optimisme à l'égard de la bourgeoisie que manifestent fatalement à chaque instant ceux qui n'ont que pessimisme pour les forces et les capacités révolutionnaires du prolétariat.

Ce sont les héroïques matelots qui font la guerre, mais cela n'a pas empêché deux amiraux de s'enfuir avant la prise de l'île d'Œsel.

C'est là un fait. Les faits sont des faits. Ils prouvent que les amiraux sont, tout aussi bien que Kornilov, capables de trahir. Le G. Q. G. n'est pas reformé, le corps des officiers est korniloviens : c'est là également un fait incontestable[1].

Si les korniloviens (dirigés par Kérenski, car lui aussi est kornilovien) veulent livrer Pétrograd, ils ont deux et même trois manières de le faire.

Tout d'abord, ils peuvent, par la trahison des officiers supérieurs, tous korniloviens, ouvrir le secteur nord du front terrestre.

En second lieu, ils peuvent négocier avec les impérialistes la liberté d'action de la flotte allemande tout entière, qui est plus forte que la nôtre, ils peuvent négocier avec les impérialistes allemands et anglais. En outre, les amiraux « disparus » ont pu livrer aux Allemands des plans.

En troisième lieu, par le lock-out et le sabotage des arrivages de blé, ils peuvent réduire nos troupes au désespoir et à l'impuissance complète.

Aucune de ces trois éventualités ne saurait être rejetée. Les faits ont prouvé que le parti bourgeois-cosaque[2]

1 Le comité des soldats du G.Q.G. (à Mohilev) avait fait connaître dans une lettre à la *Novaïa Jizn* que rien n'était changé dans les états-majors depuis le temps de Kornilov, malgré les promesses faites aux soviets par Verkhovski, le nouveau ministre de la Guerre.

2 Les Cosaques du Kouban venaient, le 5 octobre, de déclarer le Kouban république indépendante et de constituer avec les Cosaques du Terek, du Don et d'Astrakan une « Union du Sud-Est » pour combattre l'ennemi extérieur et l'anarchie à

de Russie a déjà frappé à ces trois portes et essayé de les ouvrir.

Donc ? Donc nous n'avons pas le droit d'attendre le moment où la bourgeoisie étouffera la révolution.

On ne saurait faire fi des « désirs » de Rodzianko, l'expérience l'a prouvé. Rodzianko est homme d'action. Il a pour lui le capital. C'est incontestable. Or, le capital est une force colossale, tant que le prolétariat ne s'est pas emparé du pouvoir. Durant des dizaines d'années, Rodzianko a fait avec dévouement et fidélité la politique du capital.

Donc ? Donc, hésiter dans la question de l'insurrection, hésiter à reconnaître que l'insurrection est le seul moyen de sauver la révolution, c'est tomber à l'égard de la bourgeoisie dans cette lâche confiance qui tient à la fois du social-révolutionnarisme, du menchevisme et de l'inconscience du « moujik », et contre laquelle les bolcheviks ont dirigé leurs plus rudes assauts.

Ou bien se croiser les bras et attendre en débitant des professions de « foi » en l'Assemblée constituante que Rodzianko et ses acolytes livrent Pétrograd et étranglent la révolution – ou bien l'insurrection. Il n'y a pas de milieu.

Mais même la convocation de l'Assemblée constituante ne change rien par elle-même à la situation, car aucune constitution, aucun vote d'une assemblée même archisouveraine, ne sauraient triompher de la famine et de Guillaume. La convocation de l'Assemblée constituante et l'efficacité de cette dernière dépendent de la prise du pouvoir par les soviets : vieille vérité bolcheviste que la réalité confirme de plus en plus brutalement et irrécusablement.

❖ ❖ ❖

l'intérieur ». Les Cosaques du Don envahirent les jours suivants le bassin du Donetz.

«...Nous nous renforçons chaque jour, nous pouvons être une puissante opposition dans l'Assemblée constituante ; pourquoi tout risquer sur une carte[1] ? »

C'est le raisonnement d'un philistin qui a « lu » que l'Assemblée constituante allait être convoquée et qui se repose avec confiance sur les voies légales, loyalistes et constitutionnelles.

Malheureusement, il n'est plus possible de résoudre la question de la famine, non plus que celle de la reddition de Pétrograd, par l'attente de l'Assemblée constituante. Détail qu'oublient les naïfs, ceux qui ont perdu la tête, ceux qui se sont laissé effrayer.

La faim n'attend pas. L'insurrection paysanne n'a pas attendu. La guerre n'attend pas. Les amiraux disparus n'ont pas attendu.

Ou bien parce que nous, bolcheviks, nous professerions notre foi en la convocation de l'Assemblée constituante, la faim consentirait-elle à attendre ? Les amiraux disparus consentiraient-ils à attendre ? Les Maklakov et les Rodzianko consentiraient-ils à cesser les lock-outs, le sabotage des arrivages de blé, les négociations secrètes avec les impérialistes anglais et allemands[2] ?

C'est bien ce qui semble ressortir du point de vue des champions des « illusions constitutionnelles » et du crétinisme parlementaire. La vie véritable disparaîtrait, il n'existe que le papier affirmant la convocation de l'Assemblée constituante, il n'existe que les élections.

---

1 La lettre *Sur le moment actuel* disait : « *Nous en sommes profondément convaincus, déclarer tout de suite l'insurrection, c'est jouer sur une carte non seulement la destinée de notre parti, mais aussi celle de la révolution russe internationale.* »

2 Maklakov, un cadet de droite participant actif au complot de Kornilov, avait été désigné par le gouvernement comme ambassadeur à Paris. Le scandale fut si grand dans toute la presse de gauche que la nomination fut rapportée.

Et des aveugles s'étonnent encore que le peuple affamé et les soldats trahis par leurs généraux et leurs amiraux soient indifférents aux élections. Ô sages !

❖ ❖ ❖

«...Si les korniloviens recommençaient, nous leur ferions voir de quel bois nous nous chauffons. Mais commencer nous-mêmes, à quoi bon courir le risque d'un insuccès[1] ? »

Voilà qui est convaincant et révolutionnaire au plus haut point. L'histoire ne se répète pas, mais, si nous lui tournons le dos et que, considérant la première insurrection de Kornilov, nous disions : « Ah ! si les korniloviens pouvaient commencer ! » – quelle magnifique stratégie révolutionnaire ! Comme elle ressemble au « va comme je te pousse ! » Peut-être, se dit-on, les korniloviens recommenceront de nouveau mal à propos. N'est-ce pas là, vraiment, un puissant « argument » ? Quelle base sérieuse pour une politique prolétarienne !

Et si par hasard les korniloviens de seconde formation avaient appris quelque chose ? S'ils attendaient les émeutes de la famine, la percée du front, la reddition de Pétrograd, et ne commençaient pas jusque-là ? Alors ?

On nous invite à bâtir la tactique du parti du prolétariat sur la répétition éventuelle par les korniloviens de leurs anciennes fautes !

Oublions ce qui a été démontré des centaines de fois par les bolcheviks, ce qui a été prouvé par six mois de révolution, oublions qu'il n'y a pas et qu'il ne peut y avoir d'autre issue que la dictature des korniloviens ou la dictature du prolétariat. Oublions cela, renions tout cela

1 Cette idée se trouve dans un article de l'ex-bolchevik Avilov dans la *Novaïa Jizn* du 15 octobre : la démocratie n'est pas assez forte pour prendre l'offensive, « *mais si elle est attaquée elle devra accepter le combat afin de s'emparer du pouvoir. Dans ce cas, elle sera soutenue par le gros de la nation* ».

et attendons. Attendons quoi ? Attendons un miracle ; attendons que le développement des événements, qui a été si impétueux et si orageux depuis le 20 avril jusqu'au 29 août, fasse place subitement (avec la prolongation de la guerre et les progrès de la famine) à la convocation pacifique, tranquille, légale, de l'Assemblée constituante et à l'exécution de ses ultra-légales décisions. La voilà, la tactique « marxiste » véritable ! Attendez, affamés, Kérenski a promis de convoquer l'Assemblée constituante !

❖ ❖ ❖

« ...Dans la situation internationale, il n'y a rien en somme qui nous oblige à entrer en action immédiatement ; nous nuirons plutôt à la cause de la révolution socialiste en Occident, si, nous nous faisons fusiller. »

Cet argument, en vérité, est admirable : Scheidemann « lui-même » et Renaudel « lui-même » ne sauraient « opérer » plus habilement avec la sympathie des ouvriers pour le succès de la révolution socialiste internationale !

Songez donc : dans des conditions diablement difficiles, n'ayant que Liebknecht (et encore au bagne), sans journaux, sans liberté de réunion, sans soviets, en présence d'une hostilité irréductible de toutes les classes de la population, jusqu'aux paysans aisés y compris, à l'idée de l'internationalisme, en face d'une merveilleuse organisation de la grande, moyenne et petite bourgeoisie impérialiste, les Allemands, c'est-à-dire les internationalistes révolutionnaires allemands, les ouvriers déguisés en matelots ont organisé une insurrection dans la flotte, avec peut-être une chance contre cent.

Et nous qui avons des dizaines de journaux[1], la liberté de réunion, la majorité dans les soviets, nous,

1 Le *Rabotchi Pout* à Pétrograd, le *Social-Démocrate* à Moscou, le Bouréviestnik à Minsk, la *Révolution prolétarienne* à Cronstadt, le *Soldat* (organe de l'organisation militaire auprès du Comité central), la *Pravda* villageoise, etc.

internationalistes prolétariens, qui sommes dans la situation la plus privilégiée du monde, nous nous refuserions à soutenir par notre insurrection les révolutionnaires allemands ! Nous raisonnerions comme les Scheidemann et les Renaudel, nous dirions : mieux vaut ne pas tenter un soulèvement, car si l'on nous fusille, le monde perdra des internationalistes raisonnables, modèles, hors ligne !

Montrons notre sagesse. Adoptons une motion de sympathie à l'égard des insurgés allemands et repoussons l'insurrection en Russie. Ce sera là de l'internationalisme raisonnable, bien compris. Et comme l'internationalisme fleurira rapidement dans le monde si cette sage politique triomphe partout !

La guerre a excédé, torturé les ouvriers de tous les pays. En Italie[1], en Allemagne et en Autriche, les explosions révolutionnaires deviennent de plus en plus fréquentes. Nous seuls, qui avons des soviets de députés ouvriers et soldats, nous attendrons, nous trahirons les internationalistes allemands comme nous trahissons les paysans russes qui nous invitent, non pas par des discours, mais par des actes, par leur insurrection contre les grands propriétaires fonciers, à nous soulever, nous aussi, contre le gouvernement de Kérenski...

Que s'amoncellent les nuages de la conspiration impérialiste des capitalistes de tous pays prêts à étouffer la révolution russe : nous attendrons tranquillement que le capital nous ait étouffés avec ses milliards. Au lieu de fondre sur les conspirateurs et de briser leurs rangs par la victoire des soviets des députés ouvriers et soldats, nous attendrons l'Assemblée constituante qui, si elle est convoquée consciencieusement par Kérenski et Rodzianko, triomphera par des votes de tous les complots

1 Une émeute causée par la cherté de la vie et le manque de pain avait éclaté à Turin et avait été réprimée dans le sang.

internationaux. Avons-nous le droit de douter de la bonne foi de Kérenski et de Rodzianko ?

❖ ❖ ❖

«... Mais nous avons contre nous tout le monde » ! Nous sommes isolés. Le comité central exécutif, les mencheviks internationalistes, la *Novaïa Jizn*, les s.-r. de gauche ont lancé et lanceront des proclamations contre nous[1] ! »

Splendide argument ! Nous avons jusqu'ici tapé sans pitié sur les hésitants à cause de leurs hésitations. C'est par là que nous avons gagné les sympathies du peuple. C'est par là que nous avons conquis les soviets, sans lesquels l'insurrection ne pourrait être ni sûre, ni rapide. Maintenant, profitons des soviets que nous avons conquis pour passer, nous aussi, dans le camp des hésitants. Quelle magnifique destinée pour le bolchevisme !

Toute la politique des Liber-Dan et des Tchernov ainsi que des s.-r. et des mencheviks de gauche n'est faite que d'hésitations. Les masses évoluent vers la gauche, à preuve l'immense importance politique acquise ces derniers temps par les s.-r. de gauche et les mencheviks-internationalistes. Ces deux faits : le passage de 40 % environ des mencheviks et des s.-r. dans le camp de la gauche et l'insurrection paysanne, sont en liaison évidente, indubitable.

Mais c'est précisément le caractère de cette liaison qui dévoile l'abîme de veulerie de ceux qui pleurnichent maintenant parce que le comité central exécutif, pourri jusqu'à la moelle, ou les s.-r. de gauche et autres hésitants perpétuels se sont prononcés contre nous. Car ces

1 Les s.-r. de gauche, tout en reconnaissant que la démocratie s'orientait chaque jour davantage dans le sens de la remise du pouvoir aux organes du peuple révolutionnaire, c'est-à-dire des paysans travailleurs alliés au prolétariat, se prononçaient contre une intervention prématurée.

hésitations des leaders petits-bourgeois, les Martov[1], les Kamkov [2], les Soukhanov[3] et autres, il faut les mettre en regard de l'insurrection paysanne. Voilà la comparaison politique réelle. Avec qui aller ? Avec cette poignée de chefs irrésolus de Pétrograd qui ont exprimé indirectement l'évolution à gauche des masses et qui, à chaque tournant politique, n'ont jamais fait que se lamenter honteusement, osciller, courir demander pardon aux Liber-Dan, Avxentiev et consorts, ou bien avec ces masses qui ont évolué à gauche ?

C'est ainsi et seulement ainsi que se pose la question.

Comme les Martov, les Kamkov et les Soukhanov ont trahi l'insurrection des paysans, on nous propose à nous, parti ouvrier des internationalistes-révolutionnaires, de la trahir aussi. Voilà en somme à quoi se réduit la politique de ceux qui nous conseillent d'imiter les s.-r. de gauche et les mencheviks-internationalistes.

Pour nous, nous avons toujours dit : pour aider les hésitants il faut cesser d'hésiter soi-même. Ces braves démocrates petits-bourgeois de gauche hésitaient aussi en faveur de la coalition ? Nous les avons entraînés en fin de compte à notre suite parce que nous n'avons pas hésité nous-mêmes. Et les événements nous ont donné raison.

Par leurs hésitations, ces messieurs perdaient à jamais la révolution. Nous seuls la sauvions. Et maintenant

1 À une séance du comité central exécutif le 15 octobre, à laquelle Dan avait posé la question aux bolcheviks : comptent-ils intervenir et quand ? et présenté une motion condamnant toute intervention, Martov déclara que le gouvernement lui-même préparait le terrain à l'insurrection, mais qu'une insurrection à l'heure actuelle serait une aventure. Les mencheviks-internationalistes votèrent la résolution de Dan, sans être d'accord avec ses considérants, afin de montrer qu'ils n'appelaient pas à la guerre civile.

2 Leader des s.-r. de gauche.

3 Menchévik-internationaliste et un des rédacteurs de la *Novaïa Jizn*.

nous faiblirions, lorsque la faim frappe aux portes de Pétrograd, et que Rodzianko et consorts préparent sa reddition ?

❖ ❖ ❖

«...Mais nous n'avons même pas de liaison solide avec les cheminots et les postiers. Leurs représentants officiels sont Planson et autres semblables[1]. Or, est-il possible de l'emporter sans avoir la poste et les chemins de fer[2] ? »

Toujours la même antienne : ici les Liber-Dan, là les Planson. Mais les masses ont-elles accordé la moindre confiance à ces gens ? N'est-ce pas nous qui n'avons cessé de démontrer que ces chefs trahissent les masses ? N'est-ce pas de ces chefs que les masses se sont détachées pour venir à nous, aux élections de Moscou et aux élections des soviets ? Ou bien est-ce que par hasard la masse des cheminots et des postiers ne souffre pas de la famine ? Est-ce qu'elle ne se met pas en grève contre le gouvernement de Kérenski ?

Et avant le 28 février, avions-nous une liaison avec ces syndicats ? a demandé un camarade au « pessimiste ». Ce dernier a répondu qu'il était impossible de comparer les deux révolutions. Mais cette réponse ne fait que renforcer la position de celui qui a posé la question. Car de la longue préparation de la révolution prolétarienne contre la bourgeoisie ce sont précisément les bolcheviks qui ont parlé des milliers de fois (et ce n'est pas pour l'oublier la

1 Populiste, défensiste. Le comité exécutif des cheminots ou *Vikjel*, qui tenta de jouer un rôle dans les journées d'octobre, comprenait 18 s.-r., 6 mencheviks, 4 social-démocrate internationalistes, 1 cadet, etc. et 2 bolcheviks, sur 40 membres

2 La lettre *Sur le moment actuel* estimait que, s'il y avait dans la population pauvre de la capitale une grande ardeur combative, son initiative pourrait « *entraîner ces organisations de première grosseur et de première importance (cheminots, postiers, etc.), dans lesquelles l'influence du parti est faible. Mais comme cette ardeur n'existe pas, même dans les usines et les casernes, il serait illusoire de faire fonds là-dessus* ».

veille du moment décisif). C'est précisément la séparation des éléments prolétariens de la masse d'avec les dirigeants petits-bourgeois qui caractérise la vie politique et économique des syndicats des P. T. T. et des cheminots. Ce qui importe, ce n'est pas de se munir à l'avance de « liaisons » avec ces deux syndicats, c'est que seule la victoire de l'insurrection prolétarienne et paysanne peut donner satisfaction au gros des cheminots et des postiers.

❖ ❖ ❖

«... À Pétrograd, nous avons deux ou trois jours de pain. Pouvons-nous donner du pain aux insurgés[1] ? »

C'est là une des innombrables remarques des sceptiques (les sceptiques peuvent toujours « douter », et on ne peut les réfuter autrement que par l'expérience), une de ces remarques par lesquelles on rejette sa propre faute sur l'innocent.

Ce sont précisément Rodzianko et consorts, c'est précisément la bourgeoisie, qui spéculent sur la famine pour étrangler la révolution. Il n'y a pas et il ne peut pas y avoir d'autre moyen d'échapper à la famine que l'insurrection des paysans contre les grands propriétaires fonciers dans les campagnes et la victoire des ouvriers sur les capitalistes dans les villes et dans les capitales. Sinon, impossible de prendre le blé aux riches, de le transporter malgré leur sabotage, de briser la résistance des employés corrompus et des capitalistes avides de s'enrichir, d'établir enfin un contrôle rigoureux. C'est ce qu'a démontré l'histoire des organisations et de la politique de ravitaillement de la « démocratie », qui n'a cessé de se plaindre du sabotage des capitalistes, auxquels elle n'a opposé que pleurnicheries et supplications.

1 Pétrograd consommait journellement 48 000 pouds de farine : vers la mi-octobre, il en arrivait moins de 30 000. Le conseil municipal était très inquiet de cette situation.

Il n'est pas de force au monde, sauf celle de la révolution prolétarienne victorieuse, capable de passer à l'action révolutionnaire, au lieu de se borner aux plaintes et aux prières. Et plus on ajournera la révolution prolétarienne, plus on retardera les événements ou prolongera les hésitations de ceux qui sont dans la perplexité ou le désarroi, et plus cette révolution exigera de sacrifices, plus il sera difficile d'organiser les arrivages et la répartition du pain.

Retarder l'insurrection, c'est la mort, voilà ce qu'il faut répondre à ceux qui ont le triste « courage », devant la désorganisation croissante et la famine imminente, de dissuader les ouvriers de l'insurrection (c'est-à-dire de leur conseiller d'attendre et de s'en remettre encore une fois à la bourgeoisie).

❖ ❖ ❖

« La situation sur le front ne comporte pas non plus de danger immédiat. Si même les soldats concluent eux-mêmes un armistice, le malheur ne sera pas grand. »

Mais les soldats ne concluront pas d'armistice. Pour conclure un armistice, il faut le pouvoir politique, qu'il est impossible d'obtenir sans insurrection. Les soldats s'enfuiront purement et simplement. Tous les rapports du front le disent. On ne saurait attendre, sans risquer d'aider Rodzianko à s'entendre avec Guillaume et sans contribuer à la désorganisation complète de l'armée, car, s'ils sont réduits au désespoir (et ils n'en sont pas loin), les soldats s'enfuiront en masse et laisseront tout à l'abandon[1].

❖ ❖ ❖

1 En pleine séance du comité central exécutif, le 14 octobre, plusieurs délégués du front avaient déclaré : le front ne pense qu'à la paix, les comités d'armées et de régiments seront bientôt incapables de retenir les soldats, qui annoncent tous qu'ils s'en iront quand viendront les froids. Nombre d'unités réclament la paix à tout prix, même la paix séparée.

«... Mais si nous prenons le pouvoir et que nous n'obtenions ni armistice ni paix démocratique, peut-être les soldats ne consentiront-ils pas à la guerre révolutionnaire. Que faire alors ? »

Cet argument rappelle l'aphorisme : un imbécile à lui seul peut poser dix fois plus de questions que dix savants ne sauraient en résoudre.

Nous n'avons jamais nié les difficultés auxquelles se heurtera le pouvoir pendant la guerre impérialiste ; néanmoins nous avons toujours préconisé la dictature du prolétariat et des paysans pauvre. Serait-il possible que nous renoncions à nos principes quand le moment de l'action est venu !

Nous avons toujours dit que la dictature du prolétariat dans un seul pays crée des changements immenses dans la situation internationale du pays et dans son économie, dans la situation de l'armée et dans son état d'esprit, et nous « oublierions » tout cela maintenant, nous nous laisserions effrayer par « les difficultés » de la révolution !

❖ ❖ ❖

«...Les masses, de l'avis général, n'ont pas le désir ardent de combattre. Parmi les indices justifiant le pessimisme, il faut ranger également la diffusion extrêmement accrue de la presse ultra-réactionnaire[1]. »

Lorsqu'on se laisse effrayer par la bourgeoisie, tous les objets et phénomènes vous apparaissent naturellement en jaune. Tout d'abord on substitue au critérium marxiste un critérium impressionniste d'intellectuel ; on remplace l'appréciation politique du développement de la lutte de classe et de la marche générale des événements nationaux et internationaux par des impressions

1 « *Mais le point décisif,* disaient les auteurs de la lettre, *c'est qu'on n'aperçoit pas chez les ouvriers et les soldats de la capitale un état d'esprit qui leur fasse voir le salut dans le combat de rue, et se ruer dans la rue. Non. Cette disposition est absente* »›

subjectives sur l'état d'esprit de la masse, mais on oublie que la ligne ferme du parti, sa décision inébranlable est aussi un facteur de cet état d'esprit, surtout au moment décisif de la révolution. Il est parfois bien commode aux dirigeants responsables d'oublier que, par leurs fluctuations et leur propension à brûler ce qu'ils adoraient hier, ils apportent eux-mêmes les hésitations les plus déplacées dans certaines couches de la masse.

En second lieu – et c'est le principal au moment actuel ! – les gens sans caractère, lorsqu'ils parlent de l'état d'esprit des masses, oublient d'ajouter :

Que, « de l'avis général », cet état d'esprit est concentré et anxieux ;

Que, « de l'avis général », à l'appel des soviets et pour leur défense, les ouvriers se lèveront comme un seul homme ;

Que, « de l'avis général », les ouvriers sont fortement mécontents de l'irrésolution des autorités centrales dans la question de « la lutte finale », dont la fatalité est sentie clairement ;

Que, « de l'avis général », l'état d'esprit des masses confine au désespoir et que les progrès de l'anarchisme procèdent de là ;

Que, « de l'avis général », il existe parmi les ouvriers conscients une répulsion marquée à descendre dans la rue uniquement pour des démonstrations, uniquement pour une lutte partielle, car on sent dans l'air l'approche non pas d'un combat partiel, mais d'une bataille générale, l'inutilité des grèves, des manifestations, des pressions isolées a été éprouvée et est reconnue par tous.

Et ainsi de suite.

Si de ces caractéristiques de l'état d'esprit des masses nous rapprochons tout le développement de la lutte de classe et de la lutte politique, tout le cours des événements pendant ces six mois de révolution, nous verrons clairement comment les gens épouvantés par la bourgeoisie

faussent les perspectives. Les choses sont tout autres qu'à la veille des 20-21 avril, du 9 juin, du 3 juillet, car alors il existait une effervescence spontanée, que nous, parti, nous avions ou bien mal saisie (20 avril), ou bien contenue et transformée en démonstration pacifique (9 juin et 3 juillet)[1]. Car nous savions parfaitement, alors, que les soviets n'étaient pas encore à nous, que les paysans croyaient encore à la méthode Liber-Dan-Tchernov et non à la méthode bolcheviste (l'insurrection), que, partant, nous ne pouvions pas avoir la majorité du peuple, que, par conséquent, l'insurrection était prématurée.

Alors l'idée de la bataille suprême, décisive ne se présentait pas à l'esprit de la plupart des ouvriers conscients ; pas un seul comité du parti ne posait même la question. Quant à la masse peu consciente, elle n'était pas encore repliée sur elle-même, elle n'avait pas encore le courage du désespoir, elle était envahie par une effervescence spontanée, par l'espoir naïf qu'il lui suffirait d'une « intervention », ou même simplement d'une manifestation, pour « influer » sur les Kérenski et la bourgeoisie.

Or, pour l'insurrection il faut autre chose. Ce qu'il faut, c'est, d'une part, la décision consciente, ferme, inébranlable d'hommes résolus à se battre jusqu'au bout, et, d'autre part, le désespoir silencieux et concentré de masses sentant que les demi-mesures ne sauraient désormais apporter le salut, qu'il est impossible d'« influer » sur le gouvernement, que les affamés « balayeront tout, écraseront tout, même anarchiquement », si les bolcheviks ne savent pas les diriger dans la bataille décisive.

Or, c'est précisément à cette combinaison d'une volonté concentrée d'hommes conscients instruits par l'expérience et d'une haine presque désespérée de la grande masse contre les capitalistes et les patrons qui

1 Voir les articles précédents et les introductions.

ferment leurs usines, que le développement de la révolution a amené et les ouvriers et les paysans.

C'est ce qui explique également le « succès » des gredins de la presse ultra-réactionnaire qui servent au peuple une contrefaçon de bolchevisme. Les monarchistes se réjouissent en voyant approcher la bataille décisive entre le prolétariat et la bourgeoisie, mais il en a toujours été ainsi dans toutes les révolutions, c'est absolument inévitable. Et si l'on se laisse effrayer par ce détail, il faut renoncer non seulement à l'insurrection, mais à la révolution prolétarienne en général. Car, en société capitaliste, cette révolution ne peut mûrir sans provoquer la joie mauvaise de la clique monarchiste qui espère pêcher en eau trouble[1].

Les ouvriers conscients savent parfaitement que les monarchistes travaillent la main dans la main avec la bourgeoisie et que la victoire décisive des ouvriers (à laquelle les petits bourgeois ne croient pas, dont les capitalistes ont peur, que les réactionnaires souhaitent parfois, convaincus que les bolcheviks ne garderont pas le pouvoir) anéantira définitivement les monarchistes, que les bolcheviks sauront conserver le pouvoir et l'utiliser pour le plus grand bien de l'humanité épuisée et déchirée par la guerre.

En effet, est-il un homme en possession de ses facultés mentales qui puisse douter que les Rodzianko et les Souvorine[2] soient de connivence et se soient réparti les rôles ?

Les faits n'ont-ils pas démontré que Rodzianko mène Kérenski à la baguette et que l'« imprimerie nationale de

1 Le bruit courait en ville qu'il se formait une « garde blanche » monarchiste, et Bogdanov avait dit au comité central exécutif le 14 octobre que, si les bolcheviks se mettaient en tête d'une insurrection, ils seraient suivis de quelques poignées d'hommes auxquels se joindraient les contre-révolutionnaires.

2 Le directeur du *Novoié Vrémia*.

la République de Russie » (ne souriez pas !) imprime aux frais de la princesse les discours ultra-réactionnaires des monarchistes de la Douma d'Empire ? Est-ce que ce fait n'a pas été dévoilé même par les laquais du *Diélo Naroda* ? Est-ce que l'organe des grands propriétaires fonciers tsaristes, le vénal *Novoïé Vrémia*, n'a pas soutenu à toutes les élections les listes des cadets ?

N'avons-nous pas lu hier que le capital commercial et industriel (sans parti, évidemment : ce n'est pas avec les cadets que les Vikhliaiev[1] et les Rakitnikov[2], les Gvozdiev[3] et les Nikitine[4] font bloc, Dieu nous en préserve ! mais avec les milieux commerciaux et industriels sans-parti) a déboursé pour les cadets 300 000 roubles[5] ?

Considérée du point de vue de classe et non d'un point de vue sentimental, toute la presse des ultras n'est qu'une succursale de la maison « Riabouchinski, Milioukov et C^ie^ ». Le capital s'achète d'une part les Milioukov, les Zaslavski, les Potressov [6], etc., etc., de l'autre, les réactionnaires.

Il n'est d'autre moyen pour en finir avec cet empoisonnement scandaleux du peuple par la presse réactionnaire à bon marché que la victoire du prolétariat.

Et comment s'étonner que, épuisée et déchirée par la faim et par la prolongation de la guerre, la foule absorbe avidement le poison réactionnaire ? Est-il possible que, dans une société capitaliste à la veille de la faillite, le désespoir ne sévisse pas parmi les masses opprimées ? Et le désespoir de la masse, où les éléments inconscients sont

1 Statisticien, agronome, socialiste-révolutionnaire.
2 Membre du comité central s.-r.
3 Ministre du Travail.
4 Ministre de l'Intérieur, social-démocrate.
5 Pour les élections à la Constituante. Le congrès du Parti cadet se tenait justement alors.
6 Potressov était alors membre du préparlement.

nombreux, peut-il ne pas s'exprimer par une consommation renforcée de poison de toute sorte ?

La position de ceux qui, parlant de l'état d'esprit des masses, rejettent sur ces dernières leur propre veulerie est intenable. Les masses se divisent en éléments conscients attendant leur heure et en éléments inconscients prêts à tomber dans le désespoir, mais les masses des opprimés et des affamés ne sont pas veules.

❖ ❖ ❖

«... D'autre part, un parti marxiste ne saurait réduire la question de l'insurrection à celle d'un complot militaire. »

Le marxisme est une doctrine extrêmement profonde et complexe. Par suite, il n'est pas étonnant de rencontrer constamment parmi les « arguments » de ceux qui rompent avec le marxisme des citations tronquées de Marx, surtout si elles sont faites mal à propos. Un complot militaire est du blanquisme, s'il n'est pas organisé par le parti d'une classe déterminée, si ses organisateurs n'ont pas apprécié justement le moment politique en général et la situation internationale en particulier ; si ce parti n'a pas pour lui la sympathie (prouvée par des faits) de la majorité du peuple ; si le cours de la révolution n'a pas pratiquement détruit les illusions opportunistes de la petite bourgeoisie ; si l'on n'a pas conquis la majorité des organes de la lutte révolutionnaire reconnus en droit ou en fait, comme les soviets, comme les organes de la révolution ; si dans l'armée (lorsque la chose se passe en temps de guerre), il n'existe pas une hostilité déterminée contre un gouvernement qui prolonge contre la volonté du peuple une guerre injuste ; si les mots d'ordre de l'insurrection (comme : « Tout le pouvoir aux soviets ! », « La terre aux paysans ! », « Proposition immédiate d'une paix démocratique à tous les États belligérants et annulation immédiate des traités secrets et de la diplomatie

secrète ! », etc.) n'ont pas acquis la plus large diffusion et la plus grande popularité ; si les ouvriers avancés ne sont pas convaincus de la situation désespérée des masses et assurés de l'appui des campagnes (appui prouvé par un important mouvement paysan ou par une sérieuse insurrection contre les seigneurs terriens et le gouvernement qui les défend) ; si la situation économique permet sérieusement d'espérer une solution favorable de la crise par les moyens pacifiques et la voie parlementaire.

En voilà assez, n'est-ce pas ?

Dans ma brochure : *Les bolcheviks conserveront-ils le pouvoir ?* (qui, j'espère, paraîtra ces jours-ci), j'ai donné une citation de Marx, se rapportant véritablement à la question de l'insurrection et fixant les règles de l'insurrection considérée comme un « art[1] ».

Je suis prêt à parier que, si l'on invite les braillards qui crient maintenant contre le complot militaire à expliquer la différence entre l'« art » de l'insurrection armée et un complot militaire condamnable à tous les points de vue, ils ne pourront que répéter ce qui a été dit plus haut, ou bien ils se couvriront de honte et exciteront le rire général des ouvriers. Essayez un peu, marxistes « à la manque » ! Chantez-nous une petite chanson contre le « complot militaire » !

Post-face

Les lignes qui précèdent étaient déjà écrites quand je reçus, mardi[2], à 8 heures du soir, les journaux du matin contenant l'article de M. V. Bazarov[3] dans la *Novaïa Jizn*. M. Bazarov affirme qu'« il circule en ville une feuille

1 Voir les articles précédents.

2 Le 17 octobre.

3 Un des collaborateurs principaux de la *Novaïa Jizn*, vieux marxiste, traducteur du *Capital* et économiste, qui était bolchevique en 1905, mais que Lénine avait pris à partie dans *Les bolcheviks conserveront-ils le pouvoir ?*

manuscrite où deux bolcheviks notoires se prononcent contre l'insurrection ».

Si cela est exact, je demande aux camarades entre les mains de qui cette lettre tombera – pas avant mercredi après-midi – de l'imprimer aussi tôt que possible.

Elle n'a pas été écrite pour la presse, mais seulement à titre d'entretien par correspondance avec les membres du parti. Mais si des gens n'appartenant point au parti et qui ont été mille fois ridiculisés par lui pour leur méprisable veulerie, si les tristes héros de la *Novaïa Jizn* (qui votaient avant-hier pour les bolcheviks, hier pour les mencheviks et les réunissaient presque dans leur fameux congrès de fusion) reçoivent une feuille de membres de notre parti faisant de l'agitation contre l'insurrection alors il n'est plus permis de garder le silence. Il faut faire de l'agitation pour l'insurrection. Que les anonymes se montrent enfin en pleine lumière et, du moins sous la forme des railleries de tous les ouvriers conscients, reçoivent le châtiment mérité par leurs honteuses hésitations.

Je n'ai qu'une heure à ma disposition avant d'expédier la présente lettre à Pétrograd : je noterai donc en deux mots seulement un « procédé » employé par les tristes héros de cette *Novaïa Jizn* sans cervelle.

Monsieur V. Bazarov veut polémiquer avec le camarade Riazanov, qui a dit – et a eu mille fois raison de dire – que « *l'insurrection est préparée par tous ceux qui créent dans les masses une atmosphère de désespoir et d'indifférence*[1] ». Le triste héros de cette triste cause « objecte » :

1 Le 14 octobre, à la question posée par Dan aux bolcheviks (voir plus haut), Riazanov avait répondu que l'insurrection n'était pas préparée par les bolcheviks, mais par une politique qui, durant sept mois, avait tant fait pour la bourgeoisie et rien pour le peuple, par ceux « *qui créent dans les masses une atmosphère de désespoir et d'indifférence* ». Il ajoutait que, si les masses s'insurgeaient, les bolcheviks seraient au premier rang.

« Le désespoir et l'indifférence ont-ils jamais remporté la victoire ? »

Ah ! méprisables benêts de la *Novaïa Jizn !* Ils connaissent dans l'histoire des exemples d'insurrections où les classes opprimées ont triomphé dans une lutte désespérée sans avoir été acculées au désespoir par de longues souffrances et par une exaspération extrême de crises de toutes sortes ? Et quand a-t-on vu ces masses exemptes d'indifférence à l'égard des préparlements serviles, de ce jeu à la révolution, de ces soviets ravalés par les Liber et les Dan des fonctions d'organes du pouvoir et de l'insurrection à celle de parlottes ?

Ou bien, peut-être, les méprisables benêts de la *Novaïa Jizn* ont-ils découvert que les masses seraient indifférentes à la question du pain, à la prolongation de la guerre, à la reprise de la terre ?

Rabotchi Pout, n° 40, 41, 42, des 19, 20, 21 octobre 1917.

Imprimé par IMS - 93500 PANTIN

Pages choisies de Lénine

Troisième partie/1914-1917

Traduction et notices de Pierre Pascal



Lénine en 1917.

L'unique édition de ces *Pages choisies* date de 1926-1929. Leur réédition permet de faire entendre aujourd'hui une des voix les plus autorisées, parmi celles qui commémorent le centenaire de la révolution russe : celle du militant qui la prépara et en fut le principal acteur. Elle avait été préparée pour le compte de la section française de l'Internationale communiste, à Moscou, par Pierre Pascal. D'abord témoin de la révolution, il était devenu un collaborateur de l'Internationale communiste, en contact étroit avec ses cercles dirigeants. Il ne céda pas à la bureaucratisation du régime : ses introductions et notes sont en parfaite adéquation avec l'esprit de l'auteur, de ses textes, et avec la période. Ces *Pages choisies* tranchent donc avec les éditions ultérieures de Lénine, trafiquées par la bureaucratie stalinienne pour ses besoins politiques changeants.

Pendant la guerre (1914-octobre 1917)

Lors du déclenchement du conflit, en août 1914, Lénine est une des voix de la minorité internationaliste qui proclame que seule la révolution mondiale peut mettre fin à la guerre mondiale. Il s'agit de transformer la guerre impérialiste en guerre civile.

La deuxième partie du volume présente des écrits de février à octobre 1917, période de la révolution montante, jusqu'à la préparation de l'insurrection. Loin de la préparation obsessionnelle d'un coup d'État minoritaire dénoncée par les adversaires d'hier et d'aujourd'hui, on y voit Lénine proposant de convaincre et d'entraîner la majorité des travailleurs. Ses articles, y compris ceux qui plaident pour une insurrection immédiate, montrent un dirigeant et un parti s'appuyant sur l'enthousiasme conscient de millions d'ouvriers.

Prix ttc : 18,50 €
www.lesbonscaracteres.com

Collection Classiques

9 782915 727586